

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
26 janvier 2016
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 22 janvier 2016, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts
sur le Yémen créé en application de la résolution
[2140 \(2014\)](#) du Conseil de sécurité****

Au nom des membres du Groupe d'experts créé en application de la résolution [2140 \(2014\)](#) du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport du Groupe établi conformément au paragraphe 5 de la résolution 2204 (2015).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Coordonnateur du Groupe d'experts
sur le Yémen créé en application
de la résolution [2140 \(2014\)](#)
(Signé) Ahmed **Himmiche**

Expert
(Signé) Nicolás **Dapena Fernández**

Experte
(Signé) Virginia **Hill**

Experte
(Signé) Lucy **Mathieson**

Expert
(Signé) Joel **Salek**

* Nouveau tirage pour raisons techniques (le 9 avril 2018).

** Précédemment publiée sous la cote [S/206/73](#).



Rapport final du Groupe d'experts sur le Yémen créé en application de la résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité

Résumé

Le rapport final du Groupe d'experts créé en application de la résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité et dont le mandat a été prorogé par la résolution 2204 (2015) présente une analyse de la mise en œuvre des mesures de gel des avoirs et d'interdiction de voyager instituées par la résolution 2140 (2014) et de l'embargo ciblé sur les armes imposé par la résolution 2216 (2015), pour la période allant de la date de nomination de ses membres, le 7 avril 2015, jusqu'à la date du présent rapport. Il expose également les conclusions du Groupe d'experts et propose au Conseil de sécurité et au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2140 (2014) 15 recommandations visant à renforcer l'application des mesures imposées.

Le Groupe d'experts s'est rendu dans 16 pays depuis la nomination de ses membres. Il a rencontré le Président du Yémen, Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, ainsi que d'autres membres du Gouvernement légitime du Yémen en Arabie saoudite. Il a tenté plusieurs fois de se rendre au Yémen, mais les responsables du Ministère des affaires étrangères, contrôlé par les houthistes, qui avaient initialement accepté de l'accueillir, ne lui ont toujours pas donné l'autorisation définitive d'entrer sur le territoire yéménite.

Le Groupe d'experts a constaté que les houthistes, de concert avec l'organisation politique qui leur est affiliée, Ansar Allah, ont progressivement pris le contrôle des institutions de l'État et provoqué la crise actuelle. Par une déclaration constitutionnelle du 6 février 2015, Ansar Allah a créé des institutions chargées d'exercer des attributions relevant des prérogatives exclusives du Gouvernement légitime du Yémen.

Le Groupe d'experts a observé qu'aucune pause humanitaire visant à alléger les souffrances du peuple yéménite n'a été totalement observée par les parties ou par la coalition. Incapables de s'engager dans des négociations de bonne foi, les parties yéménites au conflit et tous les participants aux consultations menées sous l'égide de l'ONU, notamment les membres des délégations de Sanaa et de Riyad, sont responsables des obstacles qui entravent la cessation des hostilités et la reprise du processus politique.

En 2015, le Groupe d'experts a constaté une intégration croissante entre les forces houthistes et les éléments restants des unités militaires spécialisées qui se trouvaient naguère sous le contrôle de l'ancien président Ali Abdullah Saleh (YEi.003) et sa famille. Il estime que les forces houthistes et pro-Saleh forment un nouveau groupe armé hybride, plongeant ses racines dans les élites sociales traditionnelles du nord. À l'opposé, la composition des forces de résistance est fortement localisée et dépend des conditions sociales et des priorités politiques propres aux zones contestées.

Le Groupe a relevé une nouvelle tendance dans la mobilisation des groupes salafistes armés dans les zones urbaines tenues par la résistance, en particulier à Aden et à Taëz. Nombre de groupes salafistes se radicalisent en réaction aux assauts lancés par les forces houthistes et pro-Saleh contre les zones civiles et les prédicateurs salafistes mobilisent leurs partisans locaux dans les mosquées de quartier. Le renforcement de la présence au Yémen de l'État islamique d'Iraq et du Levant

contribue à accentuer les clivages confessionnels, ce qui galvanise également les groupes salafistes et les partisans d'Al-Qaida dans la péninsule arabique.

Le Groupe d'experts a noté que des unités régulières de l'armée yéménite détournaient des armes et apportaient un appui militaire au profit des forces houthistes et pro-Saleh agissant au nom et sur instruction de personnes désignées par le Comité comme violant la résolution 2216 (2015), à savoir Abdulmalik al-Houthi (YEi.004) and Ali Abdullah Saleh.

Le Groupe d'experts a observé que la livraison d'armes aux forces de la résistance par la coalition, sans que les mesures voulues soient prises pour assurer la responsabilité, favorisaient également une accumulation déstabilisante d'armes au Yémen.

Le Groupe d'experts estime que des filières de contrebande d'armes bien implantées et préexistantes au conflit actuel ont poursuivi leurs activités en 2015, exploitant les possibilités offertes par la dispersion des unités militaires et par la prolifération des milices et des groupes armés. Il enquête actuellement sur des missiles antichar guidés qui auraient été remis aux forces houthistes et pro-Saleh après la saisie le 25 septembre d'une cargaison d'armes sur un boutre au large de la côte d'Oman. Après avoir inspecté les missiles et le matériel connexe, qui se trouvent actuellement en la possession des États-Unis, il a constaté que ces équipements provenaient de la République islamique d'Iran et présentaient des caractéristiques similaires à celles que l'on a commencé à voir aux mains des houthistes dans les médias en août.

Le Groupe d'experts a mis en évidence certaines des sources exploitées par les forces houthistes et pro-Saleh pour financer leurs opérations militaires. Il a en outre trouvé la trace d'avoirs d'une valeur de 48,8 millions de dollars appartenant à deux personnes visées par les sanctions, à savoir Ali Abdullah Saleh et Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi.005). Il a découvert deux réseaux financiers utilisés pour contourner le gel des avoirs. Il continue d'enquêter sur plusieurs personnes et entités susceptibles d'agir au nom ou sur instruction de ces individus. Il a continué de surveiller les violations de l'interdiction de voyager susceptibles d'être commises par les personnes frappées de sanctions. En septembre, il a reçu des autorités des Émirats arabes unis la confirmation orale qu'Ahmed Ali Abdullah Saleh se trouvait sur le territoire émirien.

La situation humanitaire au Yémen a eu un effet dévastateur sur les civils. Au-delà de l'utilisation généralisée et systématique des bombardements aveugles par l'aviation et l'artillerie et de l'augmentation du recrutement d'enfants, le blocus commercial imposé au pays et le siège de Taëz limitent non seulement la capacité des hôpitaux et des acteurs humanitaires de travailler et de faire face à la situation, mais également la faculté des habitants de subvenir à leurs propres besoins.

Les conditions de sécurité, notamment les violations généralisées du droit international humanitaire et les atteintes graves et systématiques aux droits civils et politiques, ont fortement entravé l'acheminement et la distribution de l'aide humanitaire. Cette situation a pesé un peu plus encore sur un espace humanitaire déjà restreint. Le Groupe d'experts a constaté que les civils étaient démesurément touchés par la conduite des hostilités en raison du recours généralisé et systématique à des tactiques qui, dans les faits, et parfois directement, violent l'interdiction d'utiliser la famine comme méthode de guerre.

Table des matières

	<i>Page</i>
Résumé.....	2
I. Généralités.....	7
A. Mandat et nomination.....	7
B. Méthode.....	8
C. Coopération avec les parties intéressées et les organisations	9
II. Menaces contre la paix et la sécurité.....	11
A. Entraver ou compromettre la réussite de la transition politique	11
B. Groupes armés.....	16
III. Armes et application de l'embargo sur les armes	23
A. Suivi de l'application de l'embargo.....	23
B. Contrebande d'armes et saisie de missiles antichars guidés	24
C. Risques de prolifération et de détournement des armes et des munitions	27
D. Transfert illégal d'armes et appui à des activités militaires par des acteurs yéménites en violation de l'embargo sur les armes	28
IV. Financement et application de l'interdiction de voyager et du gel des avoirs	28
A. Financement des forces houthistes et pro-Saleh.....	28
B. Gel des avoirs	30
C. Suivi de l'interdiction de voyager	36
V. Violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et questions interdisciplinaires	37
A. Violations du droit international humanitaire	38
B. Violations du droit international des droits de l'homme	44
C. Questions interdisciplinaires	45
VI. Aide humanitaire.....	49
A. Obstacles à l'acheminement de l'aide humanitaire	50
B. Obstacles à la distribution de l'aide humanitaire	51
C. Espace humanitaire	52
VII. Recommandations	53
Annexes*	
1. Correspondence sent and received by the Panel from 19 May to 28 December 2015	56
2. List established and maintained by the Committee	58
3. Letter from the Ministry of Foreign Affairs in Sana'a, under the control of Ansar Allah, postponing the Panel's visit to Sana'a.....	59

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition.

4. Constitutional declaration issued in Yemen by Ansar Allah on 6 February 2015	60
5. Revolutionary Committee	62
6. Islamic Republic of Iran-Yemen air transport cooperation	65
7. Security Commission acting under the direction and/or on behalf of Ansar Allah	66
8. Consultations facilitated by the United Nations	69
9. Inspection regime enforced by the coalition	73
10. Profile of weapons serving as baseline to monitor potential violations of the targeted arms embargo	78
11. 9M113 Konkurs anti-tank guided missile used in Yemen	82
12. Interdiction of the fishing dhow <i>Nassir</i> and seizure of smuggled weapons	83
13. Inspection of anti-tank guided missile seized by the United States from the <i>Nassir</i>	87
14. Plundering of the Nineteenth Brigade in Bayhan	93
15. Airdrop and supply of arms to the resistance	96
16. Armoured combat vehicles provided by the coalition to alleged Salafist in Ta‘izz	99
17. Arms supplied by the coalition sold by the resistance	100
18. Order of battle of Yemen military units before the start of the coalition campaign	101
19. Examples of wealth accrued by Ali Abdullah Saleh	102
20. Compulsory donations	103
21. Description of companies entailing one of the networks of Ali Abdullah Saleh	105
22. Pact Trust settled by Ali Abdullah Saleh	107
23. Pact Trust and New World Trust Corporation	108
24. Certificate of incorporation of New World Trust Corporation	109
25. NWT Nominees Limited (current NWT Services Limited)	110
26. NWT Nominees Limited and Albula Limited	111
27. NWT Nominees Limited and Foxford Management Limited	112
28. NWT Nominees Limited and Weisen Limited	113
29. Financial network of NWT Nominees Limited compared with a third company	114
30. Copy of the diplomatic passport of Ahmed Ali Abdullah Saleh	115
31. Certificate of incorporation of Albula Limited	116
32. Albula Limited (formerly Harrison Limited), located at the premises of Chartered Trust Company	117
33. Share certificate of Albula Limited	118
34. Khaled Saleh (Khaled Ali Abdullah Saleh), new shareholder of Albula Limited	119
35. Tilsit Real State B.V.: notes to the financial statement	120
36. Apartment No. 1, assets of Tilsit: Ahmed Ali Abdullah Saleh	121
37. Apartment No. 2, assets of Tilsit: Ahmed Ali Abdullah Saleh	123

38.	Khaled Ali Abdullah Saleh, sole director of Albula Limited	124
39.	Transfer of the entire issued shares of Albula Limited to Khaled Ali Abdullah Saleh.	126
40.	Khaled Ali Abdullah Saleh: certificate of incumbency, Albula Limited	127
41.	Khaled Ali Abdullah Saleh: handwritten address and signature	129
42.	Transfer of the entire issued shares of Weisen Limited to Khaled Ali Abdullah Saleh	130
43.	Khaled Ali Abdullah Saleh, certificate of incumbency of membership of Weisen Limited . . .	131
44.	Khaled Ali Abdullah Saleh, register of members and share ledger, Weisen Limited	133
45.	Khaled Ali Abdullah Saleh, register of directors, Weisen Limited	134
46.	Khaled Ali Abdullah Saleh, handwritten signature before the bank, Weisen Limited	135
47.	Documented international humanitarian law violations	136
48.	Houthi-Saleh forces in Aden	138
49.	Houthi-Saleh forces in Ta‘izz	144
50.	Houthi-Saleh attacks on medical facilities, aid organizations and humanitarian offices	152
51.	Resistance violations	154
52.	Coalition attacks on civilian objects, cities, villages and residential areas	156
53.	Coalition attacks on civilian gatherings and groups	161
54.	Coalition attacks on fishing vessels and dhows	163
55.	Coalition air strikes on internally displaced persons and refugees	165
56.	Indiscriminate coalition air strikes, issues of proportionality and lack of effective advance warning in Sa‘dah	167
57.	Houthi-Saleh forces in Ibb	171
58.	Houthi-Saleh abductions, arbitrary detention and enforced or involuntary disappearances . . .	175
59.	Six grave violations against children in conflict: recruitment or use of children as soldiers . .	179
60.	Commercial obstruction and obstruction of humanitarian assistance by the coalition	184
61.	Coalition air strikes on Sana’a airport	189
62.	Coalition air strikes and attacks on medical facilities	194
63.	Strictly confidential.	199
Maps		
1.	Methodology and analysis	200
2.	Harad	204
3.	Port Midi	210
4.	Mocha	213
5.	Sa‘dah	219
6.	Sana’a	225
7.	Sana’a airport	245
8.	Ta‘izz	251

I. Généralités

A. Mandat et nomination

1. Par sa résolution [2140 \(2014\)](#), le Conseil de sécurité a adopté un régime de sanctions concernant le Yémen, créé un comité des sanctions [Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2140 \(2014\)](#)] et décidé qu'un groupe d'experts (Groupe d'experts sur le Yémen) serait établi pour suivre l'application des mesures de sanction.
2. Par sa résolution [2204 \(2015\)](#), le Conseil de sécurité a renouvelé les mesures de sanction et prorogé d'un an le mandat du Groupe d'experts. Par sa résolution [2216 \(2015\)](#), le Conseil a imposé un embargo ciblé sur les armes, prié le Groupe d'experts d'en suivre l'application et porté à cinq le nombre de membres du Groupe. Le Conseil a également inclus les violations de l'embargo sur les armes dans les critères de désignation.
3. Le 7 avril, le Secrétaire général a nommé, en consultation avec le Comité, quatre membres du Groupe d'experts (voir [S/2015/237](#)) : un expert des questions régionales (Khaled Fattah), une experte des groupes armés et Coordinatrice du Groupe d'experts (Virginia Hill), une experte du droit international humanitaire (Lucy Mathieson) et un expert des finances (Joel Salek). Le 18 juin, il a nommé un expert des armes (Nicolás Dapena Fernández) (voir [S/2015/455](#)). Par la suite, lorsque l'expert des questions régionales a démissionné, il l'a remplacé par Ahmed Himmiche, qu'il a également chargé d'assumer les fonctions de Coordinateur du Groupe à compter du 31 août 2015 (voir [S/2015/639](#)).
4. En résumé, le Groupe a pour mandat de s'acquitter des tâches suivantes :
 - a) Aider le Comité à s'acquitter de son mandat, défini dans la résolution [2140 \(2014\)](#), notamment en lui fournissant à tout moment des informations pouvant servir à désigner éventuellement par la suite des personnes et entités qui se livreraient à des actes menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité du Yémen, tels que définis au paragraphe 18 de la résolution, ou seraient impliquées dans des violations de l'embargo sur les armes ou des activités visant à empêcher l'acheminement de l'aide humanitaire au Yémen, l'accès à cette aide ou sa distribution dans le pays, conformément au paragraphe 19 de la résolution [2216 \(2015\)](#) ;
 - b) Réunir, examiner et analyser toutes informations provenant des États, d'organismes des Nations Unies compétents, d'organisations régionales et d'autres parties intéressées concernant l'application des mesures de sanction et de l'embargo ciblé sur les armes, en particulier les mesures qui portent sur des faits entravant la transition politique ;
 - c) Présenter au Comité un bilan à mi-parcours le 24 septembre 2015 au plus tard, et de lui remettre, après concertation avec le Comité, un rapport final le 24 janvier 2016 au plus tard ;
 - d) Aider le Comité à préciser et à actualiser les informations concernant la liste des personnes visées par les mesures de sanction, notamment en fournissant des renseignements concernant leur identité et d'autres renseignements pouvant servir à établir le résumé des motifs présidant à leur inscription sur la liste, qui est mis à la disposition du public.

5. Le Groupe d'experts s'emploie à mener ces missions à bien. Le 17 août, il a présenté au Comité un bilan à mi-parcours, conformément au paragraphe 5 de la résolution [2204 \(2015\)](#). À la demande du Comité, il lui a également présenté, le 9 octobre, un bilan complémentaire sur les aspects touchant les finances, le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire. Le Groupe a saisi cette occasion pour confirmer au Comité quels étaient ses axes d'enquête.

6. Le Groupe d'experts a continué de suivre l'application du gel des avoirs, de l'interdiction de voyager et de l'embargo ciblé sur les armes. Au moment de l'élaboration du présent rapport, la liste établie et tenue par le Comité comprenait Abdullah Yahya Al Hakim (YEi.002), Abdulmalik al-Houthi (YEi.004), Abd Al-Khaliq al-Huthi (YEi.001), Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi.005) et Ali Abdullah Saleh (YEi.003). On trouvera de plus amples détails dans l'annexe 2. Le 16 septembre, le Groupe a communiqué au Comité des renseignements qui ont permis de mettre à jour les éléments d'information permettant d'identifier Ahmed Ali Abdullah Saleh.

B. Méthode

7. Le Groupe d'experts s'attache à satisfaire aux normes recommandées par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions dans son rapport de décembre 2006 ([S/2006/997](#)). Ces normes engagent à s'appuyer sur des documents vérifiés et authentiques, des éléments de preuve concrets et des observations réalisées sur le terrain par des experts, y compris des photographies chaque fois que possible. Pendant toute la durée de son mandat, le Groupe d'experts n'a jamais pu procéder à des inspections physiques, à des observations ni à des entretiens sur site au Yémen. Il a utilisé des documents fournis par les États Membres et des sources officielles, en accordant plus d'importance aux déclarations des principaux acteurs.

8. Le Groupe a exploité des images-satellite réalisées par des prestataires privés, qui lui ont été transmises par l'ONU. Il s'est également servi de bases de données commerciales sur le trafic maritime et aérien. Il a puisé dans les déclarations publiques émanant de responsables, en accordant plus d'importance à celles des principaux acteurs qui ont été diffusées par leurs canaux médiatiques officiels.

9. Le Groupe a tiré parti des médias sociaux et des services de messagerie instantanée interplateformes pour suivre la situation et recueillir des informations que les militants souhaitaient diffuser depuis le Yémen. Aucun des renseignements obtenus par l'intermédiaire des médias sociaux n'a été retenu comme preuve, sauf lorsqu'il pouvait être corroboré par de multiples sources indépendantes afin de présenter le plus haut degré de fiabilité qui puisse être atteint et par des témoins directs.

10. Bien qu'il entende être aussi transparent que possible, dans les cas où le fait d'identifier les sources les exposerait ou exposerait autrui à des risques inacceptables, le Groupe préfère ne pas divulguer les éléments d'identification et verser les preuves aux archives de l'ONU. Il est déterminé à garantir une application exemplaire du principe d'équité et s'efforce d'offrir un droit de réponse aux parties concernées.

11. Le Groupe estime qu'il importe de travailler dans un esprit de consensus, mais il a toutefois décidé que, si des divergences de vues apparaissaient ou que des réserves

étaient exprimées durant l'élaboration du rapport, il adopterait le texte, les conclusions et les recommandations en se contentant d'une majorité de quatre membres sur cinq avant que le Coordonnateur transmette le document au Président du Conseil de sécurité. En revanche, une recommandation tendant à désigner une personne ou une entité ne peut être adoptée que par consensus.

12. Conformément aux résolutions de l'Assemblée générale sur le contrôle et la limitation de la longueur des documents, en particulier les résolutions [52/214](#), [53/208](#) et [59/265](#), le Groupe a décidé de faire figurer certaines de ses études de cas et conclusions dans les annexes au présent rapport.

C. Coopération avec les parties intéressées et les organisations

13. Le Groupe d'experts tient à souligner une fois de plus la grande qualité de la collaboration qu'il entretient avec le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et avec les coordonnateurs résidents et les coordonnateurs de l'action humanitaire des Nations Unies et de celle dont il a bénéficié au Yémen et dans les États voisins où il s'est rendu.

14. Le Groupe a noué des relations de travail productives avec l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution [1526 \(2004\)](#) du Conseil de sécurité, le Groupe d'experts sur la République islamique d'Iran et le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée. De manière générale, le Groupe a établi une coopération satisfaisante avec un large éventail d'acteurs, d'entreprises, de personnes et d'organisations à l'échelle internationale.

15. Le Groupe d'experts a rencontré le Président du Yémen, Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, et d'autres responsables du Gouvernement légitime, à Riyad, en juin et en septembre. Dans un premier temps, il n'a pas pu se rendre au Yémen en raison de restrictions de sécurité internes à l'ONU qui limitaient les missions dans le pays aux seules opérations vitales. Par la suite, il a collaboré avec la Mission permanente du Yémen auprès de l'Organisation et obtenu d'Ansar Allah et de responsables du Ministère des affaires étrangères, qui est sous le contrôle du mouvement houthiste, à Sanaa, l'autorisation d'effectuer un déplacement au Yémen au début du mois de novembre. Toutes les dispositions nécessaires ont alors été prises. Néanmoins, peu avant la date à laquelle les deux experts devaient faire le voyage, les mêmes responsables de Sanaa ont reporté la visite au motif que les services compétents au Yémen étaient occupés à d'autres activités (voir annexe 3). Le Groupe a continué de solliciter les responsables basés à Sanaa pour qu'ils approuvent le déplacement ou proposent de nouvelles dates ; toutefois, au moment de l'élaboration du présent rapport, il attendait toujours une réponse.

16. Le Groupe est allé rencontrer les responsables compétents dans les pays suivants : Allemagne, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Iran (République islamique d'), Israël, Jordanie, Oman, Pays-Bas, Qatar et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

17. Le Groupe a adressé 103 communications officielles à 38 États Membres, trois organisations et une banque, à quoi il a reçu 72 réponses. Quatre missions permanentes ont indiqué qu'elles allaient répondre. Il déplore néanmoins qu'aucune suite n'ait été donnée, pour l'heure, à 26 communications officielles (voir annexe 1).

18. Le Groupe a écrit aux membres de la coalition au sujet de possibles violations du droit international humanitaire sous la forme de frappes aériennes ayant fait des victimes parmi les civils et détruit des biens civils. Les États Membres qui ont répondu ont déclaré que les forces participant à la coalition appliquaient sans faute les règles d'engagement et de comportement et employaient des procédures opérationnelles parfaitement conformes au droit international humanitaire ¹. Cependant, ils n'ont pas fourni de renseignements plus détaillés sur les mesures qu'ils avaient prises pour limiter les pertes civiles et réduire au minimum les dégâts matériels. Ils ont fait valoir que les opérations militaires des États participant à la coalition et de leurs forces armées, qui étaient entreprises à l'appui du Gouvernement yéménite et à sa demande, ne relevaient pas de la compétence du Groupe. Celui-ci ne souscrit pas à cette interprétation et continue d'enquêter sur de possibles actes contraires au droit international des droits de l'homme ou au droit international humanitaire applicable, ou actes constituant des atteintes aux droits de l'homme, commis au Yémen.

19. Le Groupe regrette également, en particulier, que les États Membres ci-après n'aient pas répondu à ses demandes d'information concernant telle ou telle enquête relative à l'embargo ciblé sur les armes et au non-respect de l'interdiction de voyager et du gel des avoirs :

a) **Bahamas.** Le Groupe a envoyé une lettre officielle dans laquelle il demandait des renseignements sur des sociétés de droit bahamien appartenant à deux personnes désignées, Ali Abdullah Saleh et Ahmed Ali Abdullah Saleh. La Mission permanente a indiqué qu'elle demanderait des informations aux autorités de la capitale ;

b) **Émirats arabes unis.** Le Groupe a rencontré des responsables à deux reprises aux Émirats arabes unis et présenté des éléments attestant de transactions financières effectuées dans ce pays par Khaled Ali Abdullah Saleh, agissant pour le compte d'une personne désignée, Ali Abdullah Saleh. Il a également envoyé des lettres officielles dans lesquelles il sollicitait des renseignements sur ces transactions et sur la mise en œuvre des mesures de gel des avoirs. Au moment de la présentation du présent rapport, le Groupe n'avait reçu aucune information ;

c) **Yémen.** Le Groupe a envoyé, par l'intermédiaire de la Mission permanente du Yémen, une communication officielle dans laquelle il demandait des renseignements complémentaires sur une liste d'officiers de haut rang et de responsables des services de sécurité pro-Saleh dont il avait de bonnes raisons de penser qu'ils étaient impliqués dans des actes menaçant la paix, la sécurité et la stabilité du Yémen et agissaient pour le compte de personnes désignées. Il a également demandé à obtenir des renseignements sur des fonds publics détournés par des institutions financières de Sanaa au profit des houthistes. Au moment de la présentation du présent rapport, le Groupe n'avait reçu aucune information.

¹ Le Groupe a reçu de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, de la Jordanie, du Maroc et du Qatar des réponses soutenant la même position. Le Sénégal a répondu qu'il n'avait pas déployé de contingent au Yémen à la date du 16 octobre 2015. Les Émirats arabes unis, le Koweït et le Soudan n'ont pas encore répondu.

II. Menaces contre la paix et la sécurité

A. Entraver ou compromettre la réussite de la transition politique

1. Faits ayant entraîné l'intensification du conflit

20. Au moment de la publication du précédent rapport du Groupe d'experts (S/2015/125), le 20 février 2015, les houthistes, un groupe armé de la province de Saada, agissant de concert avec son organisation politique affiliée, Ansar Allah (les Partisans de Dieu), contrôlaient déjà les institutions et les services du Gouvernement légitime du Yémen. Après qu'ils se sont emparés de Sanaa en septembre 2014 et qu'ils ont ensuite signé avec le Président l'Accord pour la paix et un partenariat national, les houthistes et Ansar Allah ont renforcé le contrôle de facto qu'ils exerçaient sur les ministères du Gouvernement². Ansar Allah a été fondée en 2011, durant les manifestations de rue qui ont précipité la fin de la présidence d'Ali Abdullah Saleh, et son nom est devenu une appellation qui peut désigner le mouvement houthiste dans son ensemble.

21. En janvier 2015, les houthistes ont agi de manière unilatérale pour marquer leur opposition à une disposition du nouveau projet de constitution, qui tendrait à faire du Yémen une fédération de six régions, en enlevant le Chef de cabinet du Président, Ahmed Awad bin Mubarak³. Le 19 janvier, ils ont pris le contrôle du palais présidentiel, des ministères et des principales institutions publiques et placé le Président et certains de ses collaborateurs en résidence surveillée. Trois jours plus tard, le Président, le Premier Ministre, Khaled Mahfoudh Abdullah Bahah, et le Gouvernement ont démissionné sous la pression d'Ansar Allah, qui souhaitait s'assurer des décisions présidentielles à son avantage, notamment des nominations à des postes cruciaux.

22. La crise s'est poursuivie car Ansar Allah n'a pas su engager un dialogue de bonne foi avec le Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Yémen, Jamal Benomar, durant les pourparlers tenus à l'hôtel Mövenpick de Sanaa. Le 6 février, l'organisation a publié une déclaration constitutionnelle portant création d'un nouvel organe, le Comité révolutionnaire, plus haute autorité de l'État. D'après l'article 11 de la déclaration, le Comité révolutionnaire a pour mission d'adopter toutes les procédures et mesures nécessaires pour préserver la souveraineté de l'État, assurer sa sécurité et sa stabilité et protéger les droits et les libertés de la population (voir annexe 4).

23. Suivant les ordres et les conseils d'Abdulmalik al-Houthi, le Comité révolutionnaire a raffermi son contrôle des institutions publiques yéménites. Ansar Allah a désigné Mohammed Ali al-Houthi, qui a joué un rôle essentiel dans la prise de Sanaa en septembre 2014, pour diriger le Comité, qui contrôle les ministères, les services administratifs et les principales institutions de l'État dans la capitale et les

² Dans le présent rapport, « Ansar Allah » sert à désigner la composante politique et idéologique du mouvement houthiste, tandis que le terme « houthiste » fait référence au groupe armé.

³ Entretien avec Ahmed Awad bin Mubarak, qui a été nommé au poste d'Ambassadeur du Yémen aux États-Unis, 4 septembre 2015, Washington. Sur la disposition tendant à faire du Yémen une fédération constituée de six régions, voir l'article 391 du projet de texte élaboré par la Commission constituante, 15 janvier 2015, à l'adresse www.constitutionnet.org/files/yemen-draft_constitution-15jan2015-_english.pdf (en anglais).

provinces qu'il tient par l'intermédiaire de cellules révolutionnaires dont les chefs sont affiliés à Ansar Allah (voir annexe 5).

24. Suite à la fermeture de la plupart des représentations diplomatiques en février, et à la décision des compagnies aériennes internationales de ne plus desservir le Yémen, Ansar Allah a signé avec la République islamique d'Iran, le 28 février, un mémorandum d'accord sur la coopération en matière de transport aérien au titre duquel les deux pays mettraient en place pour la première fois des vols directs. L'accord a permis à deux compagnies, l'une yéménite et l'autre iranienne (Yemenia et Mahan Air, respectivement), d'exploiter 14 vols par semaine et par pays⁴. Le premier avion iranien a atterri à Sanaa le 1^{er} mars, suivi d'un deuxième le 6 mars, ouvrant une série de vols qui s'est poursuivie jusqu'au 26 mars, moment où la coalition a imposé un blocus aérien (voir annexe 6).

2. Escalade militaire : les houthistes, la résistance anti-houthistes et la coalition

25. Le Président s'est enfui à Aden le 21 février. Le 19 mars, un avion de chasse de l'armée de l'air yéménite sous les ordres de Sanaa a bombardé l'aéroport d'Aden et lancé des frappes aériennes contre le palais présidentiel de la ville, où se trouvait alors le Président. Au cours de la semaine suivante, les houthistes et des unités militaires yéménites alliées fidèles à Saleh ont marché sur Aden, avec l'appui des forces spéciales stationnées sur place et commandées par le général de brigade Abdulhafiz al-Saqqaf, partisan de Saleh.

26. Les affrontements internes se sont intensifiés à Aden lorsque les forces houthistes et pro-Saleh ont pris des mesures offensives contre le Président, dans le but très probable d'empêcher qu'Aden ne soit déclarée capitale temporaire du Yémen. Le 24 mars, le Représentant permanent du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies a écrit au Président du Conseil de sécurité au nom du Président yéménite, indiquant que ce dernier avait sollicité du Conseil de coopération des États arabes du Golfe et de la Ligue des États arabes la fourniture d'une aide immédiate, par tous les moyens et par toutes les mesures nécessaires, y compris l'intervention militaire, pour protéger le Yémen et sa population contre l'agression persistante des houthistes⁵.

27. Le 25 mars, le Président a fui à Oman et s'est ensuite rendu à Riyad. Il a été reçu par le Ministre de la défense de l'Arabie saoudite le 26 mars et, le même jour, la coalition menée par l'Arabie saoudite a déclenché l'opération Tempête décisive, avec quatre États membres du Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït et Qatar) et quatre États membres de la Ligue des États arabes (Égypte, Jordanie, Maroc et Soudan). Plusieurs organes de presse et des responsables de pays tiers ont signalé que des nationaux non arabes avaient rejoint les rangs des combattants en tant que mercenaires ou comme membres de sociétés de sécurité privées. Par ailleurs, selon certains médias et d'après des déclarations officielles, d'autres États non arabes, tels que les États-Unis d'Amérique, soutiendraient la

⁴ Voir « Iran, Yemen sign memorandum of understanding on air transport », Islamic Republic News Agency, 1^{er} mars 2015, à l'adresse www3.irna.ir/en/News/81524416/.

⁵ Voir le deuxième paragraphe du préambule de la résolution [2216 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité.

coalition⁶. L'Érythrée aurait également autorisé les forces navales et aériennes de la coalition à utiliser ses ports⁷.

28. Entre fin mars et début août, Aden a été le théâtre de vifs affrontements entre les forces houthistes alliées à Saleh, d'un côté, et les milices résistantes locales, de l'autre. Les forces de la coalition ont atterri à Aden à la fin du mois de juillet, contraignant les houthistes et leurs alliés à se retirer, d'abord d'Aden puis de la base aérienne d'Anad, dans la province de Lahj, qui se trouve au nord d'Aden, vers les hauts plateaux du centre.

3. Prise de contrôle de l'administration et des services de sécurité par les forces houthistes et pro-Saleh

29. Depuis qu'il a quitté Aden en mars, le Président a perdu le contrôle de l'administration et des services de sécurité dans tout le Yémen ; nombre de ministres du Gouvernement ont quitté Sanaa et le Ministre de la défense, le général de division Mahmoud al-Subaihi, est maintenu en détention au secret par les forces houthistes et pro-Saleh. Le Groupe d'experts a analysé plus de 100 décrets présidentiels portant nomination de hauts fonctionnaires depuis février et conclu qu'ils n'avaient pas permis au Président de reprendre le contrôle des services de sécurité ou de l'administration, quel que soit le lieu considéré⁸. À Sanaa, ceux-ci continuent de fonctionner sous le contrôle d'Ansar Allah, avec des effectifs largement fidèles à Saleh.

30. Le 7 février, le Comité révolutionnaire a nommé une commission de sécurité pour gérer les questions relatives aux affaires militaires et à la sécurité⁹. Celle-ci est dominée par des houthistes et des membres d'Ansar Allah, notamment Youssouf Hassan al-Madani, officier supérieur houthiste de premier plan ; Abdullah Yahya Al Hakim ; Taha Hassan al-Madani, décrit par certains Yéménites comme l'un des principaux tacticiens houthistes ; le général Zakaria Chami, loyaliste houthiste qui a été nommé par le Président, sous la contrainte, au poste de chef d'état-major adjoint de l'armée yéménite après la signature de l'Accord pour la paix et un partenariat national. Elle compte également des officiers pro-Saleh issus d'unités spécialisées, dont le Groupe a de bonnes raisons de penser qu'ils apportent aux houthistes un appui technique spécialisé (voir annexe 7).

31. Le Comité révolutionnaire a également créé d'autres entités qui court-circuitent les organes constitutionnels existants. Le commandant Yahya Chami, qui est l'un des dirigeants d'Ansar Allah, ancien gouverneur de Saada et père du général Zakaria Chami (qui siège à la Commission de sécurité), dirige une commission chargée de la gestion de crise. Le Comité a également créé une commission de surveillance et nommé à sa tête un dirigeant d'Ansar Allah, Ali al-Imad, pour chapeauter l'Autorité centrale de surveillance et la Commission anticorruption, qui ont été établies à l'issue

⁶ Voir « Statement by National Security Council spokesperson Bernadette Meehan on the situation in Yemen », 25 mars 2015, à l'adresse www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/03/25/statement-nsc-spokesperson-bernadette-meehan-situation-yemen.

⁷ Voir « The Emirati Navy arrives in Eritrea », Stratfor Global Intelligence, 29 octobre 2015, à l'adresse www.stratfor.com/analysis/emirati-navy-arrives-eritrea.

⁸ Voir <https://presidenthadi-gov-ye.info/archives/category/الاذخار/قرارات-رئاسية/>.

⁹ Le Comité révolutionnaire a continué de publier des décrets de nomination par l'intermédiaire de la présidence à Sanaa. Au moment de la publication du présent rapport, le dernier décret dont le Groupe avait eu connaissance par les médias était le n° 78, daté du 19 décembre 2015.

de la Conférence de dialogue national mais ne fonctionnent pas encore¹⁰. Sur la base d'entretiens et de renseignements diffusés par les médias, le Groupe d'experts enquête sur des allégations selon lesquelles ces commissions auraient porté préjudice aux intérêts d'entreprises et d'entrepreneurs perçus comme concurrents de sociétés loyales à Saleh et aux houthistes¹¹. Des militants accusent Ali al-Imad et Ansar Allah d'avoir déréglementé la distribution de carburant afin de favoriser l'essor du marché noir qu'ils contrôlent.

32. Les représentations diplomatiques ont également fait les frais du conflit, sous la forme d'atteintes au principe de l'inviolabilité des bâtiments diplomatiques et consulaires. Le Groupe a la preuve qu'Ansar Allah a déclaré dans ses médias avoir pris d'assaut des locaux diplomatiques appartenant à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis et harcelé le personnel local qui y travaillait¹². Il enquête également sur des allégations selon lesquelles la résidence de l'Ambassadeur d'Oman aurait été endommagée, en septembre, lors d'une frappe aérienne de la coalition.

33. Le Groupe estime que le Comité révolutionnaire, la Commission de sécurité et la Commission de surveillance ont tous des attributions constitutionnelles qui sont la prérogative exclusive du Gouvernement légitime du Yémen, et qu'ils exploitent la situation au profit d'Ansar Allah et des éléments restés fidèles à l'ancien Président Saleh.

4. Entraves à la cessation des hostilités et reprise du processus politique

34. Le Secrétaire général a nommé Ismail Ould Cheikh Ahmed au poste d'Envoyé spécial pour le Yémen le 25 avril, après que Jamal Benomar a démissionné de ses fonctions de Conseiller spécial pour le Yémen. L'Envoyé spécial a tenté plusieurs fois d'obtenir une cessation des hostilités ou une pause humanitaire pour créer les conditions d'une reprise des pourparlers. Il a négocié avec les parties pour qu'elles acceptent les premières consultations de Genève, tenues du 15 au 19 juin, une pause humanitaire de quatre jours à partir du 11 juillet, les « principes de Mascate » (voir ci-après) et une pause humanitaire de sept jours à compter de l'ouverture des deuxième consultations de Genève, le 15 décembre.

35. Les premières consultations de Genève se sont soldées par un échec dû à des désaccords sur leurs modalités. Le Président en avait accepté le principe à la condition expresse que sa délégation venue de Riyad rencontre les houthistes en tant que groupe armé. Pour sa part, Ansar Allah entendait bien participer en qualité de parti politique aux côtés des autres partis qui avaient négocié l'Accord pour la paix et un partenariat national en septembre et pris part ensuite aux pourparlers tenus à l'hôtel Mövenpick, de janvier à mars, sous les auspices du Conseiller spécial du Secrétaire général. Ansar Allah a refusé de confirmer sa venue tant que l'Envoyé spécial n'aurait pas accepté les modalités exigées. Selon plusieurs sources parmi les services chargés d'assurer la

¹⁰ Information confirmée par Ali al-Imad dans un entretien avec Al-Masirah, en date du 17 novembre 2015, dont la transcription en arabe est disponible sur sa page Facebook ainsi que sur la page Web de l'organe de presse, à la date du 19 novembre 2015, à l'adresse www.yamanyoon.com/?p=17550.

¹¹ Entretien du Groupe avec des responsables du Gouvernement légitime du Yémen tenu à Riyad, le 13 septembre 2015.

¹² Des responsables émiratis ont communiqué au Groupe d'experts une lettre officielle adressée au Secrétaire général, dans laquelle les Émirats arabes unis condamnaient les houthistes pour avoir attaqué leur ambassade à Sanaa.

logistique et de gérer les formalités pour le vol de l'ONU transportant la délégation de Sanaa depuis le Yémen, les forces houthistes et pro-Saleh ont empêché à deux reprises les membres de la délégation d'embarquer. Par conséquent, la délégation, y compris les représentants d'Ansar Allah, n'est pas arrivée à Genève à temps pour la séance plénière d'ouverture. Les délégations de Sanaa et de Riyad ne se sont pas rencontrées.

36. Après avoir quitté Genève, la délégation de Sanaa s'est rendue directement à Mascate, le 20 juin, avant de rentrer au Yémen. Par la suite, le 7 août, quatre représentants d'Ansar Allah et quatre membres du Congrès populaire général sont retournés à Mascate pour s'entretenir de nouveau avec l'Envoyé spécial, ce qui a abouti à un accord sur le fait que les dispositions de la résolution [2216 \(2015\)](#) et sept points additionnels – appelés « principes de Mascate » – serviraient de base à de futurs pourparlers. Les échanges de vues ont contribué à faire évoluer les modalités de dialogue vers des pourparlers directs entre une délégation désignée par le Président et une délégation de Sanaa composée de membres proches d'Abdulmalik Al-Houthi et d'Ali Abdullah Saleh (voir annexe 8).

37. L'Envoyé spécial a organisé entre les deux délégations des pourparlers directs, qui ont eu lieu du 15 au 20 décembre à Genève, en vue de définir un cadre pour des négociations de paix comprenant des mesures de confiance¹³. Les pourparlers ont commencé par l'annonce d'un engagement à cesser les hostilités, qui n'a été tenu par aucune des parties sur le terrain. Au contraire, les affrontements ont redoublé d'intensité, avec l'avancée anti-houthistes de la coalition à Hajja et Jauf et le tir de missiles balistiques par les forces houthistes et pro-Saleh contre Mareb et l'Arabie saoudite.

38. L'Envoyé spécial a indiqué qu'un deuxième cycle de négociations devrait avoir lieu à la mi-janvier 2016 bien que, de toute évidence, les pourparlers ne reflètent pas la réalité sur le terrain. Le 28 décembre, Saleh a déclaré publiquement qu'il luttait au côté des houthistes et qu'il ne discuterait pas avec le Président, mais uniquement avec l'Arabie saoudite, et cela seulement lorsque les hostilités auraient cessé. De même, l'Arabie saoudite a annoncé unilatéralement, le 2 janvier 2016, la fin d'une trêve initialement demandée par le Président, en raison d'attaques flagrantes et répétées contre le territoire du Royaume sous la forme de tirs de missiles balistiques visant des villes saoudiennes et d'assauts menés par les forces houthistes et pro-Saleh contre les postes frontière saoudiens¹⁴.

39. Le Groupe d'experts note qu'aucune des pauses humanitaires négociées par l'Envoyé spécial n'a été pleinement respectée. S'agissant de la première, le Président a écrit au Secrétaire général qu'il l'acceptait et a ajouté qu'il en avait informé la coalition¹⁵ ; cependant, la pause, qui devait prendre effet à minuit le 11 juillet, n'a

¹³ Voir Office des Nations Unies à Genève, « Final communiqué on talks led by the Secretary-General's Special Envoy for Yemen », 20 décembre 2015, à l'adresse

[www.unog.ch/unog/website/news_media.nsf/\(httpPages\)/c80dbb6cb0551f71c1257eb90034379d?OpenDocument&ExpandSection=1.1#_Section1.1](http://www.unog.ch/unog/website/news_media.nsf/(httpPages)/c80dbb6cb0551f71c1257eb90034379d?OpenDocument&ExpandSection=1.1#_Section1.1).

¹⁴ Voir « Yemen support coalition command declares ending Yemen ceasefire at 14:00 on Saturday », Agence de presse saoudienne, 2 janvier 2016, à l'adresse

www.spa.gov.sa/English/details.php?id=1442062.

¹⁵ Voir « Yemen: United Nations chief welcomes announcement of humanitarian ceasefire », Services des informations des Nations Unies, 9 juillet 2015, à l'adresse

www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=51371#.VIL_H3bhDIU.

jamais eu lieu. Des fonctionnaires de l'ONU ont signalé avoir observé une frappe aérienne à Sanaa deux heures après le début annoncé de la pause. Le jour suivant, des organes de presse affiliés à la coalition ont annoncé que celle-ci n'avait pas reçu de demande de la part du Gouvernement légitime du Yémen au sujet de la pause¹⁶. Le Groupe a noté que, d'après les médias, aucune des parties n'avait respecté la deuxième pause, dès son commencement, et qu'à en croire certaines informations parues dans la presse, les combats s'étaient même intensifiés à Hajja et Jauf.

40. En outre, les parties n'ont pas respecté deux pauses humanitaires unilatérales annoncées par la coalition¹⁷. Par ailleurs, le Groupe d'experts a noté que plusieurs initiatives de cessez-le-feu locales, en particulier à Taëz, n'avaient pas été suivies d'effet en raison de l'échec des parties à mettre en œuvre des mesures de confiance appropriées, prévoyant notamment des mécanismes indépendants de suivi et d'information.

41. Le Groupe d'experts considère que toutes les parties yéménites au conflit et tous les participants aux deux consultations, y compris les membres des délégations de Sanaa et de Riyad, portent la responsabilité d'avoir fait obstacle à la cessation des hostilités et à la reprise du processus politique en n'agissant pas de bonne foi.

B. Groupes armés

1. Forces houthistes

42. Entre 2004 et 2010, la famille Houthi a mené sur les hauts plateaux du nord une insurrection faite de coups ponctuels successifs contre les forces militaires loyales au général de plus haut rang de Saleh, Ali Mohsen al-Ahmar. Il s'ensuit que les chefs houthistes et nombre de partisans de la première heure ont une grande expérience de la guérilla ; ils sont extrêmement motivés et radicaux, et sont unis par une identité de groupe et une loyauté acquise sur le champ de bataille. Le noyau de cette force combattante a ensuite noué des alliances avec des tribus et familles sympathisantes des provinces d'Amran et de Sanaa¹⁸. À ce niveau, on constate que les alliés houthistes correspondent en grande partie au réseau clientéliste de Saleh qui perdure.

43. Depuis 2014, les houthistes ont étendu le modèle au-delà d'Amran et de Sanaa en nouant des alliances, sur les hauts plateaux du centre et dans les franges désertiques, avec des tribus et familles sympathisantes qui pensent avoir intérêt – vis-à-vis des rivaux locaux, par exemple – à forger des liens stratégiques avec les houthistes¹⁹. Les houthistes offrent une formation rudimentaire en échange d'un quota de combattants – les « comités populaires » – et consolident les alliances en acceptant

¹⁶ Voir « Coalition: we have not received any request from the Government of Yemen regarding the pause », Alarabiya News, 11 juillet 2015, à l'adresse www.alarabiya.net/ar/arab-and-world/yemen/2015/07/11/الهدنة-بشأن-الحكومة-اليمنية-تطلب-من-التحالف-لم-نتلق-أي-طلب-من-الحكومة-اليمنية-بشأن-الهدنة.html.

¹⁷ Voir Services des informations des Nations Unies, « Yemen humanitarian pause 'a lifeline' for civilians trapped by fighting – top United Nations relief official », 11 mai 2015, à l'adresse www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=50814#.VIME4HbhDIU ; « Yemen: United Nations chief welcomes Saudi-led coalition's announcement of humanitarian truce », 26 juillet 2015, à l'adresse www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=51501#.VIL983bhDIU.

¹⁸ Entretiens du Groupe d'experts avec une source officielle, septembre-octobre 2015 ; informations corroborées par des sources indépendantes crédibles.

¹⁹ Entretiens avec des sources officielles et non officielles, juin-octobre 2015.

de protéger les intérêts financiers de leurs alliés. L'arrangement leur permet de déployer certains de leurs vétérans en nombre restreint aux avant-postes de chaque nouveau front et de sous-traiter efficacement les activités de routine, telles que la gestion des points de passage, aux alliés locaux qui connaissent bien le terrain¹⁹.

2. Forces houthistes et pro-Saleh : un groupe armé hybride

44. Avant que Saleh ne renonce à la présidence, les bénéficiaires directs de son réseau d'influence dans les forces armées et les services de renseignement étaient notamment les employés de la Garde républicaine, y compris les forces spéciales de la Garde, dirigée par son fils, Ahmed Ali ; la sécurité centrale, dirigée par son neveu, Yahya Mohammed ; le Bureau de la sécurité nationale, dirigé par le frère de Yahya, Ammar Mohammed. La Garde républicaine était nettement mieux équipée et gérée que les unités classiques de l'armée, y compris la 1^{re} division blindée du général Ali Muhsin, qui disposait de bases implantées à des endroits stratégiques dans tout le pays.

45. Pendant la présidence de Saleh, le Ministère de la défense n'avait pas l'exclusivité du commandement ; Saleh lui-même assurait souvent la médiation entre la structure officielle de commandement et les réseaux d'influence militaire de sa famille. Quand Abdrabuh Mansour Hadi Mansour est arrivé au pouvoir au début de l'année 2012, il a renvoyé beaucoup de parents et d'alliés de Saleh qui occupaient des postes de premier plan dans l'armée et engagé un programme de réforme du secteur de la sécurité visant à démanteler les fiefs de l'ère Saleh. Il s'est également efforcé d'établir un contrôle direct sur les acquisitions d'armements, les stocks militaires et le personnel des forces armées, dans le but à long terme de créer une armée nationale intégrée.

46. Nombre des réseaux privés inféodés à Saleh ont toutefois survécu aux changements institutionnels, et certaines des personnes qui ont quitté leurs fonctions officielles continuent d'exercer un pouvoir officieux. Dans un entretien télévisé diffusé sur la chaîne Al-Mayadeen en octobre, Saleh a déclaré qu'il ne contrôlait plus l'armée mais entretenait toujours des relations avec certains hauts gradés. Plusieurs sources confidentielles ont indiqué au Groupe que Saleh mettait les houthistes en rapport avec des membres de son réseau personnel qui possèdent des compétences utiles, telles qu'une expertise technique en matière d'armement de pointe, des connaissances dans le domaine des services d'appui ou des savoirs locaux spécialisés²⁰. Saleh a également des liens forts avec un grand nombre des tribus du nord qui fournissent des soldats pour les combats en cours²¹.

47. En 2015, le Groupe a observé un resserrement des liens entre les forces houthistes et ce qu'il restait des unités militaires auparavant contrôlées par Saleh²². Il estime que les forces houthistes et pro-Saleh constituent un nouveau groupe armé hybride, qui a des racines dans le réseau traditionnel des élites du nord. La famille Houthi a toujours respecté le statut de *sayyed* – descendant du prophète Mahomet – et soutient la revitalisation du chiisme zéïdite, tradition religieuse autochtone des

²⁰ Nombreux entretiens avec des sources officielles, mai-octobre 2015.

²¹ Entretiens avec une source officielle, septembre-octobre 2015 ; informations corroborées par des sources indépendantes crédibles.

²² Entretiens avec de multiples sources officielles et non officielles, juin-novembre 2015.

hauts plateaux du nord²³. Dans les années 60, la révolution et la guerre civile ont eu pour effet de remplacer l'imam zeïdite au pouvoir par une république militaire, affaiblissant les descendants du prophète en tant qu'aristocratie politique et favorisant les intérêts commerciaux et politiques des tribus. Les Saleh n'ont pas le statut de *sayyed* et, bien que la famille s'inscrive dans la tradition zeïdite, Saleh lui-même n'a jamais gouverné en cherchant à revitaliser le zeïdisme²⁴.

48. L'alliance actuelle entre les Saleh et les Houthis concilie donc le renouveau zeïdite et les intérêts des descendants du prophète, représentés par les houthistes, avec l'intérêt particulier explicite de la famille Saleh, sous la forme d'une seule et même faction d'élite puissante – un sous-clan à base familiale, pour l'essentiel – qui se trouve en concurrence avec des factions rivales dans le cadre de la république moderne. En outre, le nouveau groupe armé hybride issu de leur alliance opportune sert également les intérêts particuliers de beaucoup d'officiers du nord, qui sont principalement originaires des environs de Sanaa, ont largement profité de la présidence de Saleh et se sont opposés à la tentative de restructuration de l'armée entre 2012 et 2014²⁵.

49. Le territoire contrôlé conjointement par les forces houthistes et pro-Saleh – les hauts plateaux fertiles du nord, mitoyens de la côte occidentale, et la région littorale de la Tihama, à l'ouest, y compris les ports de Hodeïda, Mocha et Salif, sur la mer Rouge – représente moins de la moitié de la superficie du Yémen mais compte la majeure partie de la population. Ces zones sont à dominante chiite zeïdite. Les Saleh ont plus d'expérience dans le contrôle des zones urbaines, tandis que les houthistes sont mieux préparés aux combats dans les régions montagneuses.

3. Forces de résistance

50. En règle générale, la composition des forces de la résistance est fortement localisée et dépend des conditions sociales et des priorités politiques propres aux zones contestées. Les forces de résistance sont en partie tributaires de la formation et de l'appui technique fournis par les conseillers de la coalition et du financement direct et indirect assuré par des acteurs extérieurs. Au départ, plusieurs composantes au sein de la résistance avaient engagé le combat contre les forces houthistes et pro-Saleh sur plusieurs fronts, mais elles n'ont pas eu la capacité – ou la volonté – de s'organiser en une force nationale unie. Ainsi, les groupes de résistance à Aden et Lahj se sont montrés réticents à se déployer au nord de l'ancienne frontière qui séparait autrefois la République arabe du Yémen (Nord-Yémen) et la République démocratique populaire du Yémen (Sud-Yémen) pour se battre à Taëz ou Ebb, ce qui donne à penser qu'ils perçoivent la lutte contre les forces houthistes et pro-Saleh d'abord comme un enjeu local. Vers la fin de 2015, la coordination et l'appui entre les forces de résistance à Taëz et à Aden semblaient s'améliorer.

²³ Les zeïdites tiennent leur nom de Zayd ibn Ali, descendant direct de Mahomet par la fille du prophète, Fatima, et le mari de celle-ci, Ali. Le fait qu'ils désignent Zayd ibn Ali comme leur imam éponyme les place à l'écart du chiisme duodécimain, branche dominante de l'islam chiite, présente à Bahreïn, en Iran, en Iraq, au Koweït et au Liban. Les chiites zeïdites sont réputés plus proches de l'école de jurisprudence sunnite que toute autre branche de l'islam chiite.

²⁴ Saleh est arrivé au pouvoir au Yémen du Nord en 1978 au lendemain de la guerre civile qui a fait rage entre 1962 et 1967.

²⁵ Entretien avec un ancien responsable yéménite, octobre 2015 ; informations corroborées par des sources indépendantes crédibles.

51. Avant le retrait des forces houthistes et pro-Saleh d'Aden en juillet, la résistance s'organisait sous forme de milices de quartier, composées principalement de civils volontaires et combattant aux côtés d'anciens officiers d'origine sudiste et d'officiers à la retraite de l'ancienne République démocratique populaire du Yémen. Sous l'effet de l'arrivée dans leurs rangs de combattants inexpérimentés, le style de combat de ces milices a pris le caractère d'une force civile de conscrits incorporés à la hâte : lentes à mettre en place une structure de commandement verticale et désorganisées, celles-ci ont néanmoins gagné peu à peu en expérience au fil des combats²⁶. La résistance locale à Aden est dominée par les milices sécessionnistes affiliées au Mouvement sudiste, qui se battent aux côtés de milices affiliées au parti El-Islah, de milices salafistes et de combattants d'Al-Qaida, ayant tous des objectifs distincts²⁷.

52. Le Groupe d'experts a relevé une nouvelle tendance dans la mobilisation des groupes salafistes armés, en particulier dans les zones urbaines tenues par la résistance, comme à Aden et à Taëz²⁸. Selon des sources de la société civile en contact avec le Groupe, la mobilisation des salafistes est liée à l'échec apparent des partis politiques établis et au manque supposé de légitimité des institutions politiques officielles. Parallèlement, les assauts menés par les forces houthistes et pro-Saleh ont radicalisé de nombreux groupes salafistes, jusque-là quiétistes, selon une logique confessionnelle. La fermeture par les houthistes du centre d'enseignement salafiste Dar el-Hadith dans la province de Saada a renvoyé chez eux de nombreux étudiants, dont certains ont par la suite pris les armes contre les forces houthistes et pro-Saleh, comme à Taëz et à Aden par exemple²⁹.

53. L'origine des groupes salafistes actuels remonte aux années 80 et 90, époque où l'État a encouragé la prolifération des écoles salafistes, dites « scientifiques », telles que Dar al-Hadith. Ces établissements étaient au départ principalement « quiétistes » ou apolitiques. Toutefois, nombre de ces groupes ont changé de nature sous l'effet du conflit : ils se sont radicalisés en réaction aux assauts lancés par les forces houthistes et pro-Saleh contre les zones civiles et les prédicateurs salafistes mobilisent des soutiens locaux dans les mosquées de quartier²⁹. Si les milices sécessionnistes (Mouvement sudiste) se présentent comme une force d'autodéfense du sud luttant contre la domination au nord des forces houthistes et pro-Saleh qui lancent des incursions à partir de Sanaa, les salafistes se posent eux en justiciers sunnites qui résistent à l'emprise des houthistes, perçus comme un groupe idéologique soutenu par l'Iran et visant l'expansion du chiisme.

4. Groupes terroristes

54. Al-Qaida et ses affiliés opèrent au Yémen depuis le début des années 90. La concurrence à laquelle on assiste aujourd'hui entre groupes terroristes remonte à la

²⁶ Entretiens avec des sources officielles et non officielles, juin-juillet 2015.

²⁷ Entretiens avec des sources officielles et non officielles, juin-novembre 2015. El-Islah est un parti islamiste fondé en 1990.

²⁸ Entretiens avec de multiples sources officielles et non officielles ainsi qu'avec des sources présentes sur place à Aden et Taëz (par messagerie mobile multiplateforme), mai-novembre 2015. Les salafistes sont partisans du retour à la pureté originelle de l'islam pratiqué par le prophète Mohammed et ses compagnons. On peut grossièrement ranger les salafistes en trois catégories : les « quiétistes », qui sont en principe apolitiques ; les « militants », qui sont prêts à participer à la compétition politique ; les « *takfiri* », qui prônent le recours à la violence.

²⁹ Entretiens avec des responsables yéménites, anciens ou actuels, octobre-novembre 2015, corroborés par des sources indépendantes crédibles.

création en 2009 d'Al-Qaida dans la péninsule arabique, à l'apparition en 2011 d'Ansar el-Charia qui en est une émanation, et à la formation plus récemment de cellules ou de provinces de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL, également appelé Daech). Le renforcement de la présence au Yémen de l'EIIL contribue à accentuer les clivages confessionnels, ce qui galvanise également les groupes salafistes et les partisans d'Al-Qaida dans la péninsule arabique.

55. La concurrence entre Al-Qaida dans la péninsule arabique et l'EIIL au Yémen se joue non seulement au niveau local dans le cadre du conflit yéménite mais également au niveau international dans le contexte de la rivalité entre Daech et la direction mondiale d'Al-Qaida. En juin 2014, l'EIIL a proclamé un califat sous la direction d'Ibrahim Abu Bakr al-Baghdadi. Mais le chef mondial d'Al-Qaida, Aïman al-Zawahiri, conteste la légitimité du califat, rejette les tactiques confessionnelles d'Al-Baghdadi et dénonce l'extrême brutalité de l'EIIL.

État islamique d'Iraq et du Levant

56. La première trace de la présence de l'EIIL au Yémen remonte à un minimessage envoyé en novembre 2014 renvoyant à un message audio de quatre minutes dans lequel un groupe se faisant appeler les « Moujahidin du Yémen » prête allégeance à Al-Baghdadi. Trois mois plus tard, en février 2015, dans une déclaration commune, un petit groupe de Yéménites de Dhamar et de Sanaa rompent leur serment d'allégeance à Al-Zawahiri et annoncent leur ralliement à Al-Baghdadi. Les messages publiés par la suite sur les médias sociaux visent à recruter parmi les Yéménites en appelant les sunnites à prendre les armes, en vantant les mérites du califat et en taxant les houthistes d'apostats et d'agents de la République islamique d'Iran³⁰.

57. Depuis le mois de mars, l'EIIL a revendiqué la responsabilité de plus de 20 opérations à Aden, Beida, Chaboua, Dhamar, Ebb, Hadramout, Lahj et Sanaa³⁰. Mi-mars, le groupe a tué plus de 140 personnes dans un double attentat-suicide visant deux mosquées à Sanaa pendant la prière du vendredi. En octobre, des kamikazes ont frappé l'hôtel Qasr à Aden où se trouvaient des membres du gouvernement et des forces de la coalition. En décembre, l'EIIL a tué le Gouverneur d'Aden, le général de division Jaafar Mohammed Saad, dans un attentat à la voiture piégée.

Al-Qaida dans la péninsule arabique

58. Al-Qaida dans la péninsule arabique est plus forte que l'EIIL sur le plan de la structure organisationnelle, du nombre de combattants et de la fréquence des attaques. Entre juin et novembre, le groupe a revendiqué plus de 200 opérations menées à Abyan, Aden, Beida, Chaboua, Daleh, Ebb, Hadramout, Hodeida, Lahj, Mareb et Sanaa. L'écrasante majorité de ces attaques ont eu lieu à Beida, où le groupe a affronté les forces houthistes et pro-Saleh³⁰. Ces opérations ont pris la forme d'attentats-suicides, de raids, d'affrontements aux points de contrôle, d'embuscades de véhicules, d'attaques à la grenade, de tirs de mortier et d'assassinats ciblés³⁰. Si Al-Qaida dans la péninsule arabique considère également les houthistes comme des apostats, le groupe s'est ouvertement démarqué de la stratégie de l'EIIL consistant à frapper les civils chiïtes.

59. Depuis avril, Al-Qaida dans la péninsule arabique a pris une part dans le contrôle de la ville côtière de Moukalla dans la province de Hadramout, en alliance avec les

³⁰ Voir SITE Intelligence Group (<https://ent.siteintelgroup.com/>).

chefs tribaux et les groupes à tendance salafiste. Sous la bannière d'un nouveau groupe qui se fait appeler les « Fils d'Hadramout », ses chefs se sont intégrés à un conseil municipal ad hoc, qui assure certaines fonctions de police et de gouvernance ainsi que le contrôle des ports. Al-Qaida dans la péninsule arabique s'est emparé du quartier général du deuxième commandement militaire régional, qui se situe à environ 28 kilomètres à l'est de Moukalla, et continue d'étendre son influence sur la côte et dans l'arrière-pays³¹.

Ansar el-Charia

60. En 2011 et 2012, Ansar el-Charia a créé temporairement deux émirats islamiques dans les provinces d'Abyan et de Chaboua avant d'être dispersé par les forces gouvernementales. En décembre 2015, le groupe s'est réimplanté dans deux villes de la province d'Abyan, Zanjibar et Jaar.

5. Zones contestées

61. Depuis le début de 2015, l'effondrement du Gouvernement légitime, la fragmentation des forces armées et le lancement des frappes aériennes par la coalition ont créé des conditions de sécurité moins contraignantes dont les groupes armés antagonistes tentent de profiter pour étendre leur influence. Par ailleurs, selon le Groupe d'experts, la mobilisation des tribus et des groupes salafistes armés, la présence de groupes armés rivaux participant à des activités terroristes, et la profusion de groupes de résistance armés à visées sécessionnistes, en particulier à Aden, constituent un véritable risque pour la paix et la sécurité futures dans les zones contestées.

Aden

62. Située à environ 200 kilomètres à l'est du détroit de Bab el-Mandab, Aden est la deuxième ville du Yémen et également un port commercial. Depuis la fin des années 2000, la ville abrite plusieurs groupes sécessionnistes (Hiraki). Dans cette ancienne capitale de la République démocratique populaire du Yémen, les revendications en faveur de la sécession d'avec le nord et de l'indépendance se sont faites plus bruyantes en 2015.

63. Entre fin mars et juillet, les forces houthistes et pro-Saleh contrôlaient les principaux axes d'accès à Aden, à savoir la N1, qui va vers le nord jusqu'à Taëz et Sanaa, et la N2, qui va vers l'ouest jusqu'au détroit de Bab el-Mandab. Elles étaient également maîtresses du djebel Chamsan, colline fortifiée qui surplombe les quartiers résidentiels de Kreiter, de Taouahi et de Moualla, ainsi que de l'aéroport et du port historique. Les combattants de la résistance avaient le contrôle des zones fortement peuplées de Cheik Osman et de Mansoura, ainsi que de la raffinerie de pétrole et du port d'Aden el-Soughra.

64. Depuis le retrait des forces houthistes et pro-Saleh en juillet et, l'État étant incapable d'assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité, certaines milices locales se sont arrogé des pouvoirs de police. Des sources en contact avec le Groupe d'experts ont évoqué les guerres de territoire entre les factions Hiraki et les autres groupes armés, qui se disputent les financements extérieurs et les faveurs politiques³². Le

³¹ Entretiens avec des sources non officielles, novembre 2015.

³² Entretiens avec des sources officielles et non officielles, octobre-novembre 2015.

Groupe d'experts estime que la lenteur avec laquelle le Président a désarmé les groupes de résistance ou les a absorbés dans l'appareil de sécurité de l'État a eu un effet préjudiciable sur les conditions de sécurité locales.

Province de Taëz

65. La province de Taëz se situe à cheval sur la ligne de fracture sociale entre régions traditionnellement zaydites (chiites) au nord et chaféites (sunnites) au sud. Le principal axe de transit du pays, la N1 (qui va du nord au sud, de Sanaa à Aden), la traverse. À la fin de 2015, les forces de résistance étaient présentes dans 3 des 23 districts de la province, tous les autres (dont la banlieue de la ville de Taëz) étant aux mains des forces houthistes et pro-Saleh.

66. Les forces houthistes et pro-Saleh ont pris le contrôle d'installations décisives dans la ville de Taëz mi-mars lors de leur avancée vers le sud de Sanaa à Aden. Après que les forces se sont retirées d'Aden en juillet, Taëz est devenue la nouvelle ligne de front bloquant l'avancée vers le nord des forces de résistance soutenues par la coalition. Le conflit s'est intensifié en août lorsque les forces de résistance ont mené une offensive concertée pour disputer le contrôle de la ville aux forces houthistes et pro-Saleh et à leurs soutiens locaux.

67. Les forces de résistance à Taëz sont composées des groupes suivants : les milices affiliées au parti El-Islah, fidèles au cheik Hamud Said al-Mikhlaft ; les combattants fidèles à Sadiq Ali Sarhan, ancien général de brigade de la première division blindée d'Ali Mohsen ; un bataillon de la trente-cinquième brigade blindée, loyal au Gouvernement légitime³³. Plusieurs groupes salafistes armés combattent également aux côtés de la résistance. La coordination est assurée au sein d'un conseil de résistance.

68. À la fin de 2015, les forces de résistance et les milices affiliées au parti El-Islah contrôlaient le centre de la ville, tandis que les forces houthistes et pro-Saleh occupaient les hauteurs stratégiques des collines environnantes au nord³³. La principale ligne de front passait par le district de Sala, où les forces houthistes et pro-Saleh tenaient un promontoire surplombant le cœur commercial de la ville. Les deux routes principales permettant de quitter la région métropolitaine étaient également sous le contrôle des forces houthistes et pro-Saleh :

a) La route de Sanaa, qui va vers le nord jusqu'à Sanaa, en passant par le district de Janad et l'aéroport. Cette route était contrôlée par la vingt-deuxième brigade blindée, une ancienne unité de la garde républicaine ;

b) La N3, qui va vers l'ouest jusqu'au port de Mocha, en passant par le district de Beir Bacha dans la périphérie de la ville Taëz. La route menant à Mocha était tenue par la trente-cinquième brigade.

69. En raison de la topographie montagneuse de la ville, il n'y a pas de grand axe routier juste au sud de Taëz. Deux routes locales rejoignent la N1 à environ 20 à 30 kilomètres au sud. L'équilibre militaire a permis aux forces houthistes et pro-Saleh de pilonner le centre-ville à partir de positions stratégiques situées dans les collines au nord et d'imposer un blocus commercial et humanitaire quasi total à la ville grâce au contrôle des grands axes logistiques.

³³ Multiples sources confidentielles à Taëz, octobre-novembre 2015.

70. En octobre et novembre, des sources locales ont informé le Groupe d'experts que de plus en plus d'houthistes combattaient aux côtés des forces pro-Saleh à Taëz³³. Pour des sources locales, la visite à Taëz d'Abdallah Yahya Al Hakim et de Mohammed Ali al-Houthi en octobre est également un signe que le siège bénéficie de l'appui de la direction d'Ansar Allah.

Province de Mareb

71. Mareb, la capitale de la province du même nom, se situe à environ 170 kilomètres à l'ouest de Sanaa, sur le grand axe de communication est-ouest entre Sanaa et Hadramout. La province abrite les principales centrales électriques du pays ainsi que d'importantes infrastructures pétrolières et gazières, notamment des sites d'extraction, des gazoducs et oléoducs et une petite raffinerie. Les houthistes sont présents dans les montagnes à l'ouest de Mareb depuis 2014, où ils combattent aux côtés de tribus alliées contre Al-Qaida dans la péninsule arabique et les milices affiliées au parti El-Islah. En septembre, un missile balistique a tué plus de 40 soldats de la coalition, originaires notamment des Émirats arabes unis, déployés à Mareb. À la fin de 2015, la ligne de front s'était déplacée vers les contreforts occidentaux de Sirouah.

III. Armes et application de l'embargo sur les armes

A. Suivi de l'application de l'embargo

72. Dans sa résolution [2216 \(2015\)](#), le Conseil de sécurité a demandé à tous les États Membres, en particulier aux États voisins du Yémen, de faire inspecter sur leur territoire, y compris dans leurs ports maritimes et aéroports, tous les chargements à destination du Yémen, afin de garantir une stricte application de l'embargo sur les armes visant le pays³⁴. La coalition a déjà imposé un blocus aérien et maritime dans des zones contrôlées par les forces houthistes et pro-Saleh et instauré un régime d'inspection en vertu duquel navires et avions doivent obtenir une autorisation de la Cellule des évacuations et des opérations humanitaires du Ministère saoudien de la Défense, basé à Riyad (voir annexe 9).

73. Le Groupe d'experts a mené une étude sur l'arsenal d'armes détenu officiellement par le Yémen, sur laquelle il s'est basé pour contrôler d'éventuelles violations de l'embargo (voir annexe 10). Il compte aussi s'en servir comme référence pour repérer de nouvelles armes que se seraient procurées les forces houthistes et pro-Saleh seraient et qui n'ont pas encore fait l'objet d'un signalement par un État Membre. Il partira du principe que ces armes peuvent avoir été introduites au Yémen en violation de l'embargo.

74. Le Groupe d'experts a envoyé 32 lettres officielles à des États voisins et à d'autres États Membres engagés dans la coalition, ainsi qu'aux États Membres et organisations participant à des opérations antipiraterie dans la région, afin d'obtenir

³⁴ Le Conseil de sécurité a demandé aux États membres de procéder à de telles inspections s'ils disposaient d'informations leur donnant des motifs raisonnables de penser qu'un chargement contenait des articles dont la fourniture, la vente et le transfert étaient interdits aux termes de cette résolution. Il a enjoint aux États membres concernés de présenter au Comité, par écrit et sans délai, un rapport initial exposant en particulier les motifs des inspections ainsi que des précisions sur celles-ci.

des renseignements sur d'éventuels transferts d'armes illégaux et autres activités de contrebande concernant le Yémen³⁵. Il enquête actuellement sur une violation possible de l'embargo par des réseaux de contrebande.

B. Contrebande d'armes et saisie de missiles antichars guidés

1. Contexte

75. La contrebande d'armes en direction, en provenance et à l'intérieur du Yémen, parfois organisée avec la complicité de responsables de la sécurité et d'hommes d'affaires, existait avant le début du conflit. Fares Mohammed Manaa, nommé Gouverneur de Saada par Ansar Allah, poste qu'il a occupé de 2011 à décembre 2014, est soumis aux sanctions des Nations Unies pour avoir fait passer des armes en contrebande en Somalie³⁶. Le Groupe d'experts est convaincu que ces réseaux bien implantés ont continué de fonctionner tout au long de 2015, et qu'ils ont tiré parti de la dissolution de groupes militaires et de la prolifération des groupes armés et des milices.

76. Lors de réunions avec le Groupe d'experts, des membres de la coalition ont affirmé que leurs forces armées avaient saisi des armes de contrebande au Yémen, sans fournir de preuve³⁷. Par ailleurs, à l'occasion de plusieurs réunions, des États Membres ont indiqué qu'il n'était pas réaliste de penser que le blocus permettait d'éliminer toute la contrebande maritime qui s'effectuait à bord de boutres³⁸. Plusieurs personnes interrogées par le Groupe d'experts ont déclaré que les boutres transportant des migrants et des réfugiés dans la mer Rouge et le golfe d'Aden étaient aussi utilisés pour la contrebande d'armes.

77. Les réseaux de contrebande existants ont probablement commencé à introduire en contrebande, pour le compte des forces houthistes et pro-Saleh, des armes portatives à fort impact (missiles antichars guidés).

2. Contrebande présumée de missiles antichars guidés

78. Les forces houthistes et pro-Saleh ont commencé à utiliser des missiles antichars guidés en août, date à laquelle Ansar Allah a diffusé sur Al-Masirah, sa chaîne de télévision, des vidéos de propagande dans lesquelles un missile de ce type était lancé contre des chars Abrams saoudiens, à proximité de la frontière (voir fig. II). Les missiles qui apparaissent dans plusieurs vidéos présentent des caractéristiques

³⁵ Le Groupe d'experts a envoyé des lettres à des États voisins (Djibouti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Israël, Liban, Malaisie, Oman et Pakistan), à des membres de la coalition (Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït et Qatar) et à des États Membres menant des opérations antipiraterie dans la région (Allemagne, Australie, Canada, Chine, Danemark, États-Unis, Fédération de Russie, France, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Portugal et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), ainsi qu'à l'Union européenne et à la Mission de l'Union africaine en Somalie.

³⁶ Il a été désigné (SOI.008) le 12 avril 2010 par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée.

³⁷ Réunions du Groupe d'experts tenues à Doubaï avec des représentants des Émirats arabes unis (8 septembre 2015) et des représentants de l'Arabie saoudite (12 et 13 septembre 2015).

³⁸ Réunions du Groupe d'experts tenues à Riyad avec des représentants de la coalition (13 septembre 2015) et à Manama avec les Forces maritimes combinées (12 et 13 septembre 2015).

proches de celles des missiles russes 9M113 Konkurs et 9M133 Kornet et de leurs variantes iraniennes (voir annexe 11).

79. Le 30 septembre, la chaîne de télévision Al-Arabiya a annoncé que les forces de la coalition avaient saisi une cargaison d'armes au large des côtes d'Oman le 25 septembre, laquelle devait, semble-t-il, être acheminée au Yémen³⁹. Le reportage montrait des missiles antichars guidés dont le type, la couleur et le mode de marquage correspondaient aux caractéristiques de ceux que l'on voit dans plusieurs vidéos montrant les forces houthistes et pro-Saleh diffusées en ligne. Le général de brigade Ahmed Assiri, porte-parole militaire de l'Arabie Saoudite, a fait allusion à la saisie d'un chargement d'armes iraniennes devant être livrées aux houthistes au Yémen.

80. Eu égard à cette déclaration du représentant saoudien, le Groupe d'experts a adressé plusieurs lettres officielles et reçu confirmation de l'Australie et des États-Unis que leurs navires de guerre avaient arraisonné le *Nassir*, boutre sans nationalité, afin d'en contrôler le pavillon, et qu'ils avaient trouvé des armes à son bord (voir annexe 12).

81. En réponse à sa demande, le Groupe d'experts a été invité par les États-Unis, qui avaient saisi les armements et matériels connexes, à procéder à leur inspection avec le Groupe d'experts sur la République islamique d'Iran. L'inspection a été menée le 29 décembre dans un bâtiment public, sur le sol américain (voir fig. I).

³⁹ Voir « In pictures... coalition seizes Iranian boat loaded with weapons », 30 septembre 2015, consultable à l'adresse : www.alarabiya.net/ar/arab-and-world/yemen/2015/09/30/التحالف-يضيبط-زورقاً-إيرانياً-محملاً-بالأسلحة.html.

Figure I
Missile Konkurs provenant du *Nassir* sur son support



Source : Groupe d'experts (29 décembre 2015).

Figure II
Combattant houthiste faisant usage d'un missile Konkurs



Source : Al-Masirah, voir www.youtube.com/watch?v=dxnRSY_DPVs&feature=youtu.be.

82. Le Groupe d'experts a constaté que l'arsenal saisi comprenait des missiles antichars guidés et du matériel connexe qui n'étaient pas sans rappeler les missiles américains BGM-71 TOW et les missiles russes 9M113 Konkurs. Il a noté que des noms de fabricants industriels iraniens étaient inscrits sur les missiles TOW, leurs composants électroniques et le matériel connexe. Il a également constaté que le mode de marquage des missiles Konkurs ressemblait à celui de modèles russes et iraniens, ce qui laissait penser qu'ils avaient probablement subi des opérations d'entretien et de réparation effectuées en République islamique d'Iran (voir annexe 13). Le Groupe continue à enquêter et à échanger avec les États Membres concernés afin de trouver l'origine des armes, l'objectif étant de repérer d'éventuels réseaux de contrebande impliqués dans l'expédition d'armes.

C. Risques de prolifération et de détournement des armes et des munitions

83. En 2015, des groupes armés ont détourné des armes appartenant à l'État dans tout le Yémen sans rencontrer de résistance de l'armée régulière. Tout semble indiquer que ces armes ont été remises aux houthistes, aux chefs de guerre tribaux, à Al-Qaida dans la péninsule arabique et aux groupes y affiliés selon un scénario préétabli, comme le montre le pillage des armes de la 19^e brigade à Beihan (province de Chaboua) par des combattants tribaux. En effet, le 12 février, Ansar el-Charia et des combattants tribaux ont attaqué la base principale, qui abrite habituellement plus de 700 soldats et où est stockée la majorité du matériel de la brigade. Les assaillants n'ont rencontré aucune résistance, un seul soldat ayant été tué et six autres blessés (voir annexe 14). Il ressort de sources médiatiques que sept autres brigades ont été pillées par Ansar el-Charia, à Abian, Chaboua, Hadramout et Mahra (voir annexe 18). Selon des militants et des représentants du Gouvernement, la plupart de ces pillages étaient en fait une simple remise des armes orchestrée par des responsables militaires fidèles à Saleh⁴⁰.

84. Les attaques de la coalition contre des entrepôts situés dans des zones contrôlées par les forces houthistes et pro-Saleh ont contribué au démontage et à la dispersion de toutes sortes de matériel militaire, d'armes et de munitions, ce qui a entraîné leur prolifération, certaines munitions étant utilisées par les terroristes pour fabriquer des engins explosifs improvisés. La coalition a également joué un rôle direct dans la prolifération des armes au Yémen en fournissant des armes à des groupes armés sans leur demander de comptes et sans s'assurer que ces armes étaient stockées en lieu sûr. Le Groupe d'experts a recueilli auprès de médias et de militants locaux des vidéos montrant le largage sur Aden d'armes dont certaines se sont retrouvées entre les mains des houthistes (voir annexe 15). Il a également vu des images prises à Taëz sur lesquelles des combattants de la résistance, qui seraient affiliés à un groupe salafiste venu de Damaj se faisant appeler l'« Émirat des défenseurs de la foi », dirigé par Adil Abdou Farih ou Abou al-Abbas, utilisent des véhicules blindés semblables à ceux de la coalition (voir annexe 16).

85. Bien que le Groupe d'experts n'ait pas été chargé de contrôler les armes que la coalition fournit aux combattants de la résistance, il tient à signaler que le fait que la coalition et le Gouvernement légitime du Yémen n'aient pas mis en place de verrous solides a probablement contribué au détournement d'armes par des groupes extrémistes et à leur vente sur le marché noir. Le Groupe d'experts a établi que des combattants de la résistance mettaient en vente des armes légères et de petit calibre en utilisant les médias sociaux (voir annexe 17).

⁴⁰ Entretien mené à Riyad avec des représentants du gouvernement légitime du Yémen, le 13 septembre 2015.

D. Transfert illégal d'armes et appui à des activités militaires par des acteurs yéménites en violation de l'embargo sur les armes

86. Le Groupe d'experts a constaté que des unités de l'armée et des services de sécurité réguliers du Yémen avaient fourni et continuaient de fournir du matériel militaire et d'autres formes d'appui aux forces houthistes et pro-Saleh aux fins de leurs opérations de combat, partout dans le pays. De hauts responsables militaires et des officiers supérieurs fidèles au Président Saleh ont fourni un appui militaire aux houthistes.

87. En analysant l'ordre de bataille des forces militaires yéménites et les combats survenus pendant son mandat, le Groupe d'experts a constaté que d'anciennes unités de la Garde républicaine, des opérations spéciales et de la sécurité centrale s'étaient systématiquement ralliées aux houthistes et leur avaient prêté assistance lors des hostilités (voir annexe 18). D'après des reportages mentionnant des unités et donnant des informations sur les caractéristiques des bombardement de certaines zones dont on sait qu'elles abritent une présence militaire, le Groupe d'experts a de bonne raisons de penser que les unités ci-après, entre autres, ont mené des opérations à l'appui des houthistes : 33^e brigade (Daleh) ; 55^e brigade d'artillerie (Yarim) 21^e brigade mécanisée (Chaboua) ; 201^e brigade (Dhamar), 22^e brigade (Taëz), 13^e brigade (Mareb), 17^e brigade (Bab el-Mandab), et la plupart des unités de la 35^e brigade (Taëz).

88. Le Groupe d'experts a interrogé diverses sources officielles et officieuses, notamment en passant des appels téléphoniques à des sources au Yémen et en organisant une réunion avec le général al-Maqdichi, chef d'état-major des forces armées loyales au Président, lesquelles ont indiqué que les chefs de corps ci-après soutenaient les forces houthistes et pro-Saleh : Abdullah Dabaan, général de la 33^e brigade (Daleh) ; Awad Mohamed Farid, général de la 21^e brigade mécanisée (Chaboua) et Saleh Ali Dahamach, général de la 22^e brigade (Taëz).

89. D'après les informations transmises par les médias et par des militants concernant les unités impliquées et les caractéristiques des bombardements, le Groupe d'experts estime qu'il est fort probable que les officiers susmentionnés ait donné à leurs unités l'ordre de commettre des actes enfreignant l'embargo sur les armes au profit des forces houthistes et pro-Saleh.

IV. Financement et application de l'interdiction de voyager et du gel des avoirs

A. Financement des forces houthistes et pro-Saleh

90. Depuis le début du conflit, les forces houthistes et pro-Saleh ont pris le contrôle de l'économie yéménite, trouvant les ressources financières nécessaires qui leur ont permis de livrer des combats pendant plus de neuf mois. Ils contrôlent la plupart des avoirs de l'État, y compris la Banque centrale, et la distribution de carburant, et tirent en outre des revenus d'autres activités. Ils perçoivent par exemple une taxe illégale sur les produits agricoles, en particulier le khat (drogue extraite de feuilles très répandue au Yémen), aux points de collecte situés autour des grandes villes. Le

Groupe d'experts continue également d'enquêter sur des allégations de racket à des points de contrôle, et sur les produits des transactions effectuées au marché noir et des activités de contrebande.

91. **Banque centrale.** Les houthistes contrôlent la Banque centrale, mais autorisent le Gouverneur, nommé par le Président, à continuer de s'acquitter de ses missions techniques à Sanaa. La Banque continue de réguler le système financier et de superviser la collecte et le versement de fonds, ainsi que le paiement de charges et de traitements, y compris pour le personnel basé à Aden et celui des ambassades et consulats situés à l'étranger qui se déclare « anti-houthiste »⁴¹. Le Groupe d'experts a tenté à plusieurs reprises de contacter le Gouverneur par l'intermédiaire de missions diplomatiques et du Vice-Ministre des finances, afin d'obtenir plus de précisions sur les mesures prises pour éviter le détournement ou l'usage illicite d'avoirs, ou toute autre ingérence illégale des houthistes dans les fonctions techniques de la Banque, mais sans succès.

92. **Fortune de Saleh.** Le Groupe d'experts cherche actuellement à établir dans quelle mesure les richesses de la famille Saleh et d'hommes d'affaires yéménites influents proches de l'ex-Président servent à financer le conflit. Le Président a informé le Groupe d'experts que Saleh avait bâti sa fortune dans divers secteurs économiques, notamment en acquérant des titres de banques nationales et étrangères et en effectuant des transactions financières dans le cadre bancaire, en investissant dans les secteurs du pétrole et du bâtiment, en gérant des franchises automobiles locales, en faisant commerce des armes et en percevant des salaires fictifs versés par l'armée et les services publics (voir annexe 19).

93. **Distribution de carburant**⁴². De la fin du mois de juillet au 6 octobre, le Ministre des transports a imposé des restrictions sur les importations de carburant via les ports de la mer Rouge sous contrôle des houthistes (Mocha, Hodeida et Salif). Ces restrictions ont entraîné des pénuries dans les zones contrôlées par les forces houthistes et pro-Saleh, qui ont contribué à l'essor d'un marché noir où le carburant est vendu à des prix quatre à six fois supérieurs à la normale⁴³. Les houthistes, qui contrôlent le marché du carburant dans ces zones, ont ainsi profité de la hausse des prix.

94. **Imposition illégale.** Les houthistes récoltent des fonds au nom de la zakat traditionnelle et prélèvent le khums auprès de tous les commerçants et agriculteurs, soit l'équivalent de 20 % de leurs bénéfices. Le Groupe d'experts a recueilli des témoignages indiquant que cette taxe était imposée aux cultivateurs de khat, en particulier dans les villes de Saada, Amran et Sanaa. Les houthistes se financent

⁴¹ Information confirmée au Groupe par des diplomates yéménites (New York le 8 octobre) et par l'Ambassadeur du Yémen aux États-Unis (Washington, le 13 octobre 2015).

⁴² En septembre 2014, des manifestations ont éclaté à Sanaa pour protester contre les prix du carburant et la suppression du subventionnement de l'essence, demandée par le Fonds monétaire international (FMI) en contrepartie de l'octroi d'une facilité élargie de crédit. Ansar Allah a profité de la situation pour prendre le contrôle de la capitale. Voir FMI, « IMF Executive Board approves a 3-year, US\$552.9 million extended credit facility arrangement with Yemen », 2 septembre 2014, consultable à l'adresse : www.imf.org/external/np/sec/pr/2014/pr14408.htm.

⁴³ À titre d'exemple, 20 litres de carburant, qui valaient 13 dollars avant le conflit, se vendaient entre 50 et 75 dollars en novembre 2015, selon les informations que le Groupe d'experts a obtenues en téléphonant à des contacts basés à Sanaa, le 30 novembre 2015.

également à l'aide des « dons obligatoires ». Des militants yéménites ont fourni au Groupe des reçus obtenus en échange de ces règlements (voir annexe 20).

B. Gel des avoirs

1. Réseau financier d'Ali Abdullah Saleh

95. Le Groupe a mis au jour un réseau financier établi par Ali Abdullah Saleh et son entourage, qui s'appuie sur des activités commerciales, des sociétés et des hommes d'affaires de pays d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Asie du Sud-Est, des Caraïbes et du Moyen-Orient.

96. Le réseau est constitué de neuf sociétés : Pact Trust ; New World Trust Corporation ; NWT Services Limited (ex-NWT Nominees Limited) ; Albula Limited ; Weisen Limited ; Foxford Management Limited ; NWT Directors Limited ; NWT Management SA ; CT Management⁴⁴. Albula Limited, Weisen Limited et Foxford Management Limited sont actuellement les trois principales entreprises par l'intermédiaire desquelles des fonds sont transférés pour le compte d'Ali Abdullah Saleh. NWT Directors Limited, NWT Management SA et CT Management leur fournissent des services de gestion et des services financiers (voir figure III et annexe 21).

97. Le Groupe d'experts détient des preuves que deux banques (dénommées « X » et « Y » dans le tableau 1, conformément à un accord de confidentialité signé par le Groupe), ont gelé des comptes appartenant aux trois sociétés principales. Cependant, le Groupe d'experts n'a pas été en mesure de vérifier si les avoirs gelés par une troisième banque (First Gulf Bank, des Émirats arabes unis), qui figure également dans le tableau 1, appartenaient à une seule de ces sociétés ou aux trois.

Tableau 1

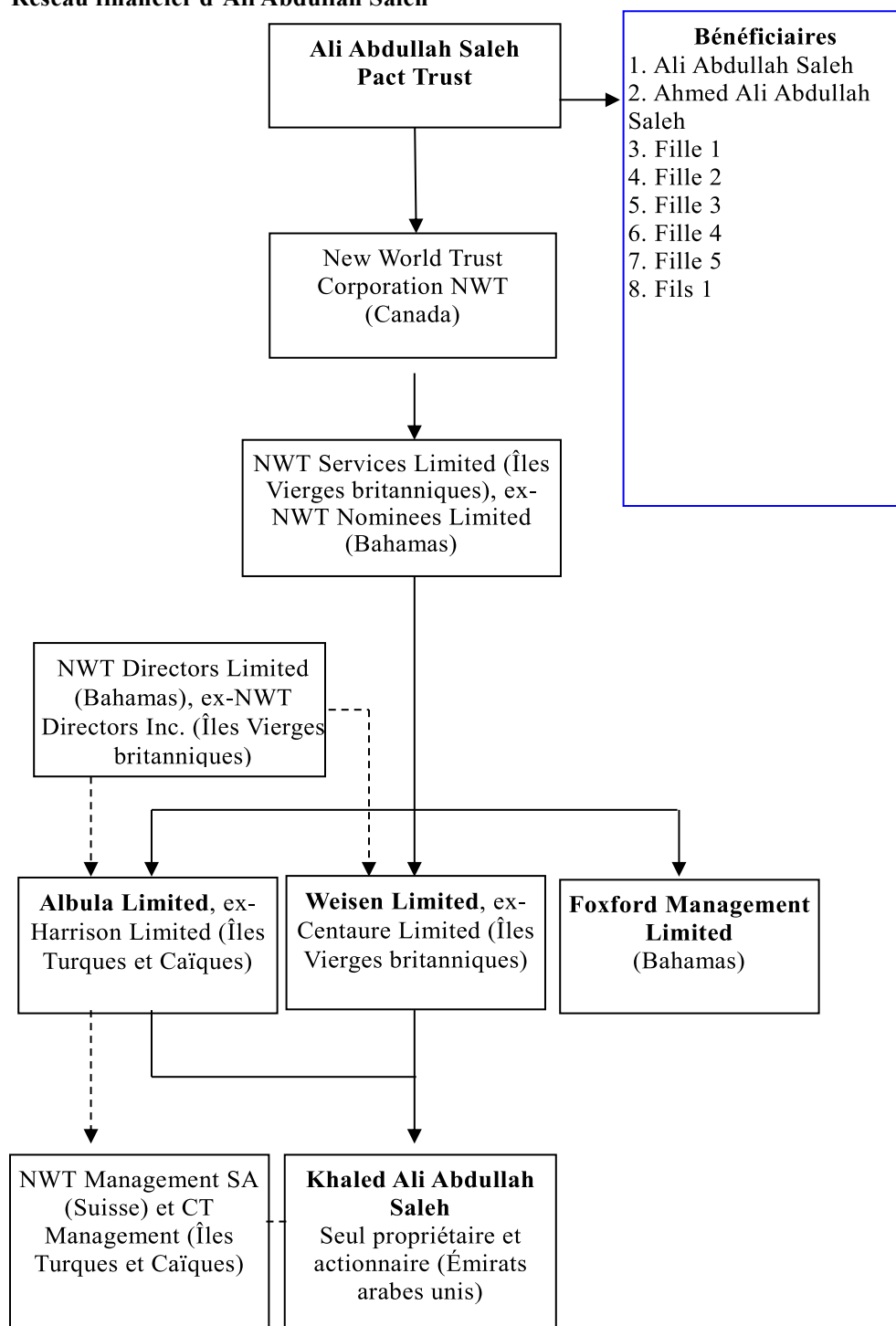
Comptes détenus par des sociétés associées à Ali Abdullah Saleh

Banque	Entreprise	Montant	Statut
X	Albula Limited	44 009,97 dollars É.-U.	Gelé
X	Weisen Limited	3 923 773,39 dollars É.-U.	Gelé
Y	Foxford Management Limited	35 340,00 francs suisses	Gelé
First Gulf Bank (Émirats arabes unis)	Albula/Weisen/Foxford	734 786,49 euros	Indisponible
First Gulf Bank (Émirats arabes unis)	Albula/Weisen/Foxford	33 471 993,37 dollars É.-U.	Indisponible

98. Le Groupe d'experts a établi que le 23 octobre 2014, toutes les parts d'Albula Limited et de Weisen Limited qui appartenaient à Ali Abdullah Saleh et à des membres de sa famille avaient été transférées à l'un de ses fils, Khaled Ali Abdullah Saleh, afin d'échapper aux sanctions ciblées. En outre, le Groupe d'experts a constaté que Khaled Ali Abdullah Saleh avait réussi à transférer les sommes de 734 786,49 dollars et de 33 471 993,37 dollars par l'intermédiaire de ces sociétés.

⁴⁴ Les entreprises sont classées de façon hiérarchisée et selon leur date de création (voir fig. III).

Figure III
Réseau financier d'Ali Abdullah Saleh



Note : Une ligne pleine indique que l'entreprise appartient à la personne désignée ou fait partie de son réseau financier, tandis qu'une ligne en pointillés indique que l'entreprise fournit des services de gestion ou des services financiers.

Amérique du Nord

99. New World Trust Corporation, fiduciaire de Pact Trust, créée par Ali Abdullah Saleh, a été enregistrée dans la province du Nouveau-Brunswick (Canada) en 1977. Son siège est domicilié à la même adresse qu'un cabinet d'avocats de Saint John (Nouveau-Brunswick). Le Groupe d'experts a également appris que NWT Nominees Limited (aujourd'hui connue sous le nom de NWT Services Limited) était la fiduciaire de la New World Trust Corporation et de Pact Trust (voir annexes 22 à 25).

Europe

100. NWT Services Limited est aussi l'administrateur et l'actionnaire unique d'Albula Limited, de Weisen Limited et de Foxford Management Limited. Dans les documents obtenus par le Groupe d'experts, les trois sociétés partagent la même adresse postale (16-18, rue de la Péliiserie, BP 3501, 1211 Genève 3, Suisse).

101. Le Groupe d'experts enquête par ailleurs sur le fait que quatre des personnes ayant pouvoir de signature sur les comptes détenus par Albula Limited, Weisen Limited et Foxford Management Limited siègent au conseil d'administration d'une société tierce dont le siège est en Europe (voir annexes 26 à 28). Cette dernière possède un réseau financier mondial semblable à celui de NWT Services Limited (voir annexe 29).

102. Le Groupe d'experts poursuit ses investigations car il est convaincu que la troisième société basée en Europe et son conseil d'administration agissent pour le compte de personnes soumises à un gel des avoirs ou sur leurs ordres.

Asie du Sud-Est

103. Albula Limited, Weisen Limited et Foxford Management possédaient des comptes à la First Gulf Bank en Asie du Sud-Est. En octobre 2014, Ali Abdullah Saleh a transféré depuis des comptes fiduciaires les sommes de 734 786,49 euros et de 33 471 993,37 dollars sur les comptes de Khaled Ali Abdullah Saleh à la First Gulf Bank en Asie du Sud-Est. Ce dernier a ensuite transféré l'argent sur ses comptes de la First Gulf Bank aux Émirats arabes unis en décembre 2014, puis fermé les comptes d'Asie du Sud-Est.

Bahamas

104. NWT Services Limited est enregistrée à la même adresse que les sociétés Albula Limited, Weisen Limited et Foxford Management Limited (Winterbotham Place, Marlborough & Queen Streets, PO Box N-7523, Nassau, Bahamas). Foxford Management a été créée le 4 octobre 2002 aux Bahamas sous le numéro d'enregistrement 125174B, à l'adresse suivante : New World Nassau Limited, 107 Shirley Street, Nassau, Bahamas.

Îles Vierges britanniques

105. Weisen Limited est enregistrée sous le numéro 395883, et son mandataire et siège social correspondent à la société Newhaven Corporate Services (BVI) Limited, ex-Caribbean Corporate Services Limited, sise à l'adresse : 3rd floor, Omar Hodge Building, Wickhams Cay 1, PO Box 362, Road Town, Tortola, Îles Vierges britanniques. Au 23 octobre 2014, l'ultime bénéficiaire de Weisen Limited était

Ahmed Ali Abdullah Saleh, dont l'identité a été authentifiée à l'aide d'un passeport diplomatique du Yémen (voir annexe 30).

Îles Turques et Caïques

106. Albula Limited a été créée aux Îles Turques et Caïques sous le numéro E29459 et sous la dénomination Harrison Limited, avant de devenir Albula Limited en 2001. Son siège est domicilié dans les locaux de Chartered Trust Company Limited, dans le bâtiment Town Centre Building (Providenciales) (voir annexes 31 à 33).

107. Jusqu'au début de 2015, toutes les instructions relatives à la constitution et à la gestion de Albula Limited étaient données par NWT Management SA, basée à Genève. Par ailleurs, CT Management, filiale de Chartered Trust Company Limited, fournit des services professionnels à Albula Limited depuis 2009. L'adresse de CT Management est : Regent House, Suite F206, Regent Village, Grace Bay, Providenciales, Îles Turques et Caïques.

108. Depuis 2015, CT Management reçoit des instructions et des fonds destinés à assurer la gestion courante de la société par Khaled Ali Abdullah Saleh, qui en est le propriétaire et bénéficiaire ultime depuis le 23 octobre 2014. Celui-ci réside au 38 Al Raha Blvd, Abou Dhabi, Émirats arabes unis. Le dernier paiement a été effectué par transfert électronique de fonds via la National Bank of Abu Dhabi aux Émirats arabes unis (voir annexe 34).

Émirats arabes unis

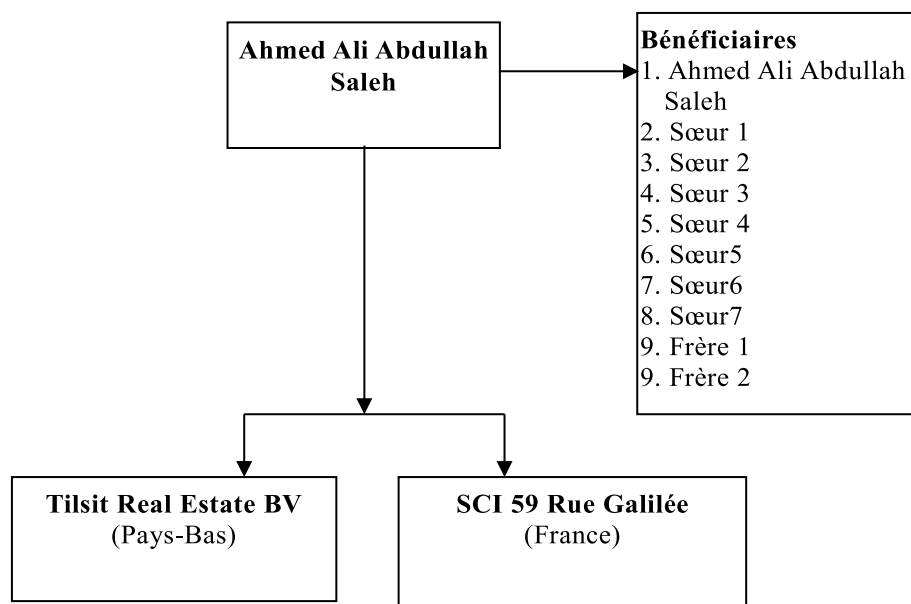
109. Plusieurs transferts bancaires ont été ordonnés ou effectués à partir de la First Gulf Bank et de la National Bank of Abu Dhabi aux Émirats arabes unis. En outre, plusieurs membres de la famille d'Ali Abdullah Saleh et d'Ahmed Ali Abdullah Saleh sont domiciliés aux Émirats arabes unis.

2. Description des avoirs d'Ahmed Ali Abdullah Saleh

110. Le Groupe d'experts détient des documents qui prouvent qu'Ahmed Ali Abdullah Saleh est le principal actionnaire de deux sociétés : Tilsit Real Estate BV et SCI 59 Rue Galilée⁴⁵. La première a été créée aux Pays-Bas et la seconde en France. Toutes deux possèdent des avoirs (comptes bancaires et biens immobiliers) aux Pays-Bas et en France, respectivement (voir figure IV).

⁴⁵ Archives de l'ONU.

Figure IV
Réseau financier d’Ahmed Ali Abdullah Saleh



Note : Une ligne pleine indique que la société appartient à la personne désignée ou fait partie de son réseau financier.

111. On trouvera au tableau 2 un résumé des avoirs d’Ahmed Ali Abdullah Saleh.

Tableau 2
Avoirs d’Ahmed Ali Abdullah Saleh

<i>Société</i>	<i>Description</i>	<i>Valeur estimée</i>	<i>Statut</i>
Tilsit Real Estate BV	Appartement 1	3 150 000 euros	Placé sous la surveillance de l’organisme public compétent
Tilsit Real Estate BV	Appartement 2	6 500 000 euros	Placé sous la surveillance de l’organisme public compétent
SCI 59 Rue Galilée	Immeuble	Non déterminée	Placé sous la surveillance de l’organisme public compétent
ABN AMRO Bank	Compte n° 48,89,88,330	–	Gelé
Europe Arab Bank PLC, succursale de Paris	Compte n° 1101-638633 345	–	Placé sous la surveillance de l’organisme public compétent

112. Le Groupe d'experts a recueilli les informations ci-après concernant Tilsit Real Estate BV:

a) Il s'agit d'une société privée à responsabilité limitée, constituée en 1976 comme suit :

i) Actionnaire unique : Ahmed Ali Abdullah al-Ahmar (alias Ahmed Ali Abdullah Saleh), né le 25 juillet 1972 à Sanaa ;

ii) Adresse : 59 rue Galilée, 75008 Paris ;

b) Il s'agit d'une société de droit néerlandais ayant son siège à Amsterdam. L'adresse de son établissement principal est 5 Simon Carmiggeltstraat à Alkmaar. Elle est enregistrée à Alkmaar sous le numéro 33150937 ;

c) Les principaux avoirs de la société sont les deux appartements suivants :

i) Un appartement de 220 mètres carrés situé au 5 rue de Tilsit, 3^e étage, à Paris. D'après l'acte translatif de propriété, en date du 13 février 2008, la société a acquis cette propriété pour 3 150 000 millions d'euros (voir annexes 35 et 36) ;

ii) Un appartement de 334 mètres carrés également situé au 5 rue de Tilsit, au 2^e étage, acheté par Ahmed Ali Abdullah Saleh le 29 juillet 2010 pour 6,5 millions d'euros, grâce à un prêt de 6 millions d'euros de l'Europe Arab Bank PLC (voir annexe 37).

113. Le Groupe d'experts a recueilli les informations ci-après concernant la SCI 59 Rue Galilée :

a) Numéro d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de Paris : 488 382 730 R ;

b) Numéro de gestion : 2006 D 00637 ;

c) Date d'immatriculation : 3 février 2006 ;

d) Forme juridique : fonds d'investissement immobilier au capital de 1 000 euros ;

e) Activités principales : achat, détention, gestion, promotion, location et autres opération immobilières concernant des biens situés en France, y compris les dépendances de l'immeuble sis 59 rue Galilée, à Paris (75008) ;

f) Durée : jusqu'au 2 février 2105 ;

g) Siège : 59 rue Galilée, Paris ;

h) Principal avoir : immeuble sis au 59 rue Galilée, dont la valeur est estimée à plusieurs millions de dollars ;

i) En ce qui concerne le statut des avoirs, la société a été placée sous la surveillance renforcée des autorités françaises.

j) Elle compte neuf autres actionnaires dont le nom de famille est aussi al-Ahmar.

3. Avoirs appartenant à Abdullah Yahya Al Hakim, Abdulmalik al-Houthi et Abd Al-Khaliq al-Huthi

114. Le Groupe d'experts a beau avoir cherché, il n'a encore trouvé aucune preuve concernant des avoirs appartenant à Abdullah Yahya Al Hakim, Abdulmalik al-Houthi et Abd Al-Khaliq al-Huthi, qui sont tous passibles de sanctions. Il a été informé par plusieurs sources que ces individus maniaient essentiellement des espèces, et qu'ils avaient recours à des tiers pour éviter les sanctions ciblées⁴⁶.

4. Personnes agissant pour le compte d'Ali Abdullah Saleh ou sur ses ordres

115. Le Groupe d'experts a établi que Khaled Ali Abdullah Saleh, fils d'Ali Abdullah Saleh et frère d'Ahmed Ali Abdullah Saleh, possédait une adresse aux Émirats arabes unis et qu'il agissait pour le compte de son père ou de son frère, ou sur leurs ordres, et répondait donc aux critères d'application du gel des avoirs prévus au paragraphe 11 de la résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité. En outre, d'après les informations ci-après, le Groupe a conclu qu'il était le bénéficiaire ou le dépositaire de fonds transférés par des personnes visées par les sanctions :

a) Comme indiqué plus haut, il a reçu en décembre 2014 des fonds d'un montant de 734 786,49 euros et de 33 471 993,37 dollars, qui ont été transférés sur ses comptes à la First Gulf Bank aux Émirats arabes unis. Le Groupe d'experts a adressé une lettre aux Émirats arabes unis pour obtenir des renseignements complémentaires sur ces transactions, sans avoir obtenu de réponse officielle à ce jour ;

b) Il est actuellement le dirigeant et le seul bénéficiaire effectif de la société Albula Limited, qu'il a acquise le 23 octobre 2014. Celle-ci appartenait auparavant à Ali Abdullah Saleh (voir annexes 38 à 41) ;

c) Des fonds d'Albula Limited ont été transférés via la National Bank of Abu Dhabi aux Émirats arabes unis ;

d) Il est actuellement le dirigeant et le seul bénéficiaire effectif de Weisen Limited, qu'il a acquise le 23 octobre 2014. La société appartenait auparavant à Ali Abdullah Saleh (voir annexes 42 à 46).

5. Personnes agissant pour le compte d'Ahmed Ali Abdullah Saleh ou sur ses ordres

116. Le Groupe d'experts a recensé des personnes et des entreprises qui agissent pour le compte d'Ahmed Ali Abdullah Saleh ou sur ses ordres, dont la liste figure à l'annexe 63 (strictement confidentielle).

C. Suivi de l'interdiction de voyager

117. Le Groupe d'experts a continué de recueillir des informations en vue de localiser des personnes passibles d'une interdiction de voyager.

⁴⁶ Entretiens téléphoniques avec des sources confidentielles, réalisés en septembre, octobre et novembre 2015.

Ali Abdullah Saleh

118. Plusieurs médias ont montré Ali Abdullah Saleh à Taëz, en plusieurs occasions, ainsi qu'à Sanaa et alentour. Dans un entretien, l'ex-Président a déclaré qu'on lui avait proposé de se réfugier en Éthiopie et au Maroc, sans donner de détails⁴⁷. Son dernier discours télévisé date du 27 décembre⁴⁸. Le Groupe estime, mais sans pouvoir l'affirmer avec certitude, qu'il est resté au Yémen depuis son inscription sur la liste des sanctions.

Ahmed Ali Abdullah Saleh

119. Lors de la visite du Groupe d'experts à Doubaï (Émirats arabes unis) le 6 septembre, les autorités ont confirmé oralement qu'Ahmed Ali Abdullah Saleh se trouvait dans le pays. Le Groupe n'a pas obtenu l'autorisation de l'interroger. Les autorités ont également déclaré lui avoir retiré son statut diplomatique⁴⁹. Le Groupe a indiqué que tant qu'il restait dans le pays, l'interdiction de voyager était respectée, et que tout voyage hors du pays devait être effectué conformément aux dispositions du paragraphe 16 de la résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité et des directives du Comité.

Abd Al-Khaliq al-Huthi, Abdullah Yahya Al Hakim et Abdulmalik al Houthi

120. Le Groupe d'experts a recueilli des témoignages oraux d'après lesquels les individus susmentionnés auraient affirmé que l'adoption de sanctions à leur encontre ne les gênait pas car ils ne possédaient pas de passeports ou d'avis identifiants et susceptibles d'être gelés. S'agissant de savoir s'ils se sont soustraits à l'interdiction de voyager, le Groupe n'a pas pu établir à ce jour qu'ils avaient voyagé hors du Yémen. Il ne peut pas non plus affirmer avec certitude qu'ils n'ont pas quitté le pays depuis leur inscription sur la liste des sanctions.

121. Le Groupe d'experts a vu des images d'Abdullah Yahya Al Hakim publiées par des sources médiatiques officielles, le montrant aux côtés d'houthistes, le 26 septembre à Taëz (voir annexe 5). D'après les médias, Abd Al-Khaliq al-Huthi a été arrêté à Aden le 23 juillet⁵⁰. Le Groupe a contacté le Gouvernement légitime du Yémen et les membres de la coalition pour vérifier ces allégations, mais n'a pas encore obtenu de réponse.

V. Violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et questions interdisciplinaires

122. Pour établir les violations présumées, le Groupe d'experts a recouru à plusieurs méthodes : il a notamment recueilli les déclarations de réfugiés, de membres d'organisations humanitaires, de journalistes et de militants locaux et analysé les tendances suivies dans la conduite des hostilités. Il s'est également procuré des

⁴⁷ Entretien avec Ali Abdullah Saleh, diffusé par Al-Mayadeen le 12 octobre 2015, consultable à l'adresse www.youtube.com/watch?v=ED4VJFw_bf8.

⁴⁸ Voir www.youtube.com/watch?v=D5STfg1K44k.

⁴⁹ Ahmed Ali Abdullah Saleh était l'Ambassadeur du Yémen aux Émirats arabes unis d'avril 2013 à avril 2015.

⁵⁰ Voir www.youtube.com/watch?v=rcyFfVui02U.

images-satellite pour établir que des attaques généralisées⁵¹ ou systématiques⁵² avaient été commises.

A. Violations du droit international humanitaire

1. Violations des principes de discrimination, proportionnalité et précaution

123. En application du principe de discrimination, consacré par le droit international humanitaire, les attaques doivent être strictement limitées aux objectifs militaires, ni la population civile en tant que telle, ni les personnes civiles, ni les biens de caractère civil (maisons, écoles et hôpitaux, par exemple) ne devant faire l'objet d'attaques. Le principe de proportionnalité vise quant à lui à protéger les civils en limitant le plus possible les dommages qui pourraient leur être causés : les attaques ne doivent pas provoquer chez les civils des pertes ou des dommages excessifs par rapport à l'avantage militaire attendu. En outre, chaque partie au conflit doit prendre toutes les précautions pratiquement possibles pour épargner la population civile et les biens de caractère civil placés sous son contrôle contre les effets des attaques.

124. En l'occurrence, toutes les parties au conflit qui déchire le Yémen ont violé les principes de discrimination, proportionnalité et précaution, notamment en utilisant, en violation du droit international humanitaire, des armes explosives de forte puissance contre des zones résidentielles et des biens de caractère civil, ou à proximité de telles zones ou de tels biens. Les attaques ayant été généralisées ou systématiques, elles remplissent potentiellement les critères juridiques constitutifs de crime contre l'humanité.

125. Le 1^{er} septembre, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a déclaré que 95 % de toutes les pertes humaines résultaient de l'utilisation d'armes explosives de forte puissance dans des zones résidentielles et que 86 % des victimes étaient des civils⁵³. Le grand nombre de civils morts ou blessés dans des attaques commises à l'aide d'armes explosives de forte puissance dans des zones peuplées (60 % du total des attaques) peut être ainsi décomposé :

- a) 60 % des pertes civiles (2 682 morts et blessés) ont été causées par des bombardements aériens ;
- b) 23 % des pertes civiles (1 037 morts et blessés) ont été causées par des bombardements terrestres ;
- c) 17 % des pertes civiles (774 morts et blessés) ont été causées par des engins explosifs improvisés⁵³.

126. Toute attaque dont on sait à l'avance qu'elle est de nature à causer des pertes civiles ou à endommager des installations non militaires vitales constitue une

⁵¹ Est dite « généralisée » toute attaque qui présente un caractère massif et fréquent, de grande envergure, menée collectivement, qui revêt une gravité considérable et est dirigée contre une multiplicité de victimes.

⁵² L'adjectif « systématique » renvoie au caractère organisé de l'attaque. L'existence d'une conduite délibérée ou d'un plan peut être utile du point de vue de la preuve pour établir que l'attaque était dirigée contre une population civile et qu'elle était généralisée ou systématique.

⁵³ Voir Hannah Tonkin et Iain Overton (sous la dir. de), « State of crisis: explosive weapons in Yemen » (Action on Armed Violence ; Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 2015), à l'adresse suivante : <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/State-of-Crisis.pdf>.

violation des Conventions de Genève de 1949⁵⁴. À propos de la conduite des hostilités au Yémen, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a récemment déclaré qu'il avait été très inquiet de constater que des zones à forte concentration de civils continuaient d'être la cible de tirs d'artillerie lourde et d'intenses bombardements et que toutes les parties au conflit continuaient de détruire des infrastructures civiles – en particulier des hôpitaux et des écoles – même si ces destructions étaient, semble-t-il, très largement dues aux frappes aériennes menées par les forces de la coalition (voir [S/PV.7596](#)). Le fait que des combattants des forces houthistes et pro-Saleh soient déployés dans des zones résidentielles en violation du droit international humanitaire ne dispense pas la coalition de respecter le droit international humanitaire lorsqu'elle attaque des objectifs militaires. Pour lutter contre l'impunité et empêcher que d'autres violations soient commises au Yémen, il faut absolument que les auteurs de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme aient à répondre de leurs actes.

127. Par les attaques systématiques qu'elles ont menées, les forces houthistes et pro-Saleh ont donc commis des violations des principes de discrimination, proportionnalité et précaution : en se livrant à des bombardements ciblés et à des tirs de roquette sans discrimination, elles ont détruit des maisons, endommagé des hôpitaux, et tué et blessé de nombreux civils. Des missiles sol-air tirés au hasard et sans discrimination, à Aden en particulier, ont causé des dégâts matériels considérables et fait de nombreux morts. Le bombardement, entre mars et juillet, de boutres transportant des civils qui tentaient de fuir Aden, où les affrontements armés étaient intenses, constitue une violation grave du droit international humanitaire. Du fait des mines terrestres posées par les troupes à leur retrait d'Aden, le nombre de morts et de blessés a augmenté⁵⁵. Le bombardement sans discrimination et l'utilisation de roquettes Katioucha dans des zones civiles et alentour et contre des biens de caractère civil à Taëz continuent de faire des morts et des blessés et de détruire des habitations, des zones résidentielles et des hôpitaux.

128. Le fait que la coalition s'en prenne aux civils, que ce soit en conduisant des frappes aériennes contre des quartiers résidentiels ou en prenant la ville de Saada et la région de Maran comme objectifs militaires, constitue une violation grave des principes de discrimination, proportionnalité et précaution. Dans certains cas, le Groupe d'experts a conclu que ces violations avaient été commises de manière généralisée et systématique⁵⁶.

129. Le Groupe d'experts a obtenu des informations selon lesquelles les forces de la coalition avaient largué des tracts avant certaines attaques (voir annexe 52). De nombreuses sources, dont des organisations non gouvernementales internationales et

⁵⁴ Les attaques sans discrimination sont d'finies dans le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949.

⁵⁵ Le Yémen a ratifié le 1^{er} septembre 1998 la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel de 1997. La Convention est entrée en vigueur le 1^{er} mars 1999. Les mutilations sont expressément interdites par les Instructions de *Lieber* (1863), interdiction qui est réaffirmée à l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949.

⁵⁶ Voir la définition des crimes contre l'humanité dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Pour plus de précisions, voir https://www.icc-cpi.int/fr_menus/icc/legal%20texts%20and%20tools/official%20journal/Pages/rome%20statute.aspx. Les attaques effectuées sans discrimination par bombardement contre une ville, un village ou toute autre zone contenant une concentration analogue de personnes civiles sont interdites par le Protocole additionnel I aux Conventions de Genève du 12 août 1949.

des organismes des Nations Unies, ont dit au Groupe d'experts qu'il y avait eu des tirs dissuasifs sur les toits des bâtiments. On ne saurait toutefois considérer que ces pratiques constituent un préavis d'alerte (voir annexes 52 et 56). En outre, des villes ou des provinces entières ne peuvent pas être considérées comme des objectifs militaires, même lorsque des efforts ont été faits pour donner un préavis d'alerte.

130. Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur l'utilisation, par la coalition, de bombes grappes dans les régions peuplées du nord-ouest du Yémen⁵⁷. Le général de brigade Ahmed Assiri, porte-parole de l'armée saoudienne, a déclaré que son pays avait utilisé des bombes grappes contre des véhicules blindés au Yémen, mais pas contre des civils. Deux organisations non gouvernementales internationales et un organisme des Nations Unies ont fourni au Groupe d'experts des photographies et des images vidéo montrant des sous-munitions de bombes grappes utilisées contre un village yéménite et à proximité. Le Groupe d'experts attend de se rendre au Yémen pour mener à bien sa propre enquête.

2. Attaques commises contre des civils et des biens de caractère civil

131. Comme on l'a dit plus haut, aucune des parties au conflit n'a respecté les principes de discrimination, proportionnalité et précaution : toutes ont attaqué des civils et des biens de caractère civil. Les attaques décrites ci-dessous ne rendent pas compte du nombre exact de violations du droit international humanitaire que les parties au conflit ont commises, mais sont représentatives de leur type.

132. À Aden et à Taëz, les forces houthistes et pro-Saleh ont attaqué des civils et des biens de caractère civil : elles ont notamment bombardé des quartiers résidentiels peuplés de civils, des établissements de soins, des écoles et d'autres infrastructures civiles et posté des tireurs embusqués sur des bâtiments pour mieux cibler les habitants à la recherche d'un abri, de soins médicaux ou de nourriture. À Aden, elles ont attaqué des boutres chargés de civils qui fuyaient la ville à destination de Djibouti. Un réfugié interrogé à Djibouti par le Groupe d'experts a déclaré que le 6 mai ou autour de cette date, les forces houthistes et pro-Saleh avaient attaqué un groupe nombreux qui s'apprêtait à monter à bord d'un boutre en partance de Taouahi, port situé à proximité d'Aden. Un autre réfugié a déclaré que deux boutres qui tentaient de quitter le même port avaient été bombardés et que tous leurs passagers avaient été tués (voir annexe 48)⁵⁸.

133. Au moins trois membres du personnel des Nations Unies et d'une organisation non gouvernementale internationale ont dit au Groupe d'experts que les forces houthistes et pro-Saleh avaient plus d'une fois utilisé des réfugiés et des migrants africains comme boucliers humains en les installant à Aden dans des bâtiments abandonnés qui avaient été la cible de frappes aériennes ou qui auraient abrité des caches d'armes⁵⁹. Des témoins entendus par le Groupe d'experts⁶⁰ ont déclaré qu'une

⁵⁷ Voir « Yemen: Saudi-led airstrikes used cluster munitions », Defence Blog, 3 mai 2015, à l'adresse suivante : <http://defence-blog.com/news/yemen-saudi-led-airstrikes-used-cluster-munitions.html>.

⁵⁸ Des réfugiés yéménites du camp de réfugiés de Markazi, à Obock (Djibouti), ont fait des récits similaires en juillet et août 2015.

⁵⁹ Ces informations ont été communiquées au Groupe d'experts en juin et août 2015. Elles proviennent de plusieurs sources. Le Groupe d'experts a également eu connaissance de reportages qui confirmaient ces informations.

⁶⁰ Ibid. Cet événement a également été rapporté dans les médias.

école d'Aden qui abritait des réfugiés avait été bombardée le 7 juillet. Six Somaliens ont été tués à cette occasion et plusieurs grièvement blessés, dont des mineurs non accompagnés⁶¹.

134. À Aden et à Taëz, les forces houthistes et pro-Saleh ont systématiquement empêché les civils d'accéder aux produits de première nécessité. À Taëz, elles ont empêché la population d'avoir accès à la nourriture, à l'eau et aux fournitures médicales en bloquant les principales routes d'accès à la ville (voir annexe 49). Elles ont lâché des bombes et se sont livrées à des échanges de tirs dans ou depuis des hôpitaux⁶². Le Groupe d'experts a établi qu'à au moins deux reprises, les forces houthistes et pro-Saleh avaient attaqué des résistants blessés qui recevaient des soins (et étaient donc hors de combat). Il a également réuni des informations confirmant que des attaques avaient été commises contre du personnel hospitalier, du personnel médical et des ambulances, et qu'à de nombreuses occasions, des tireurs embusqués membres de ces forces avaient tué ou blessé des civils qui cherchaient à avoir accès à des soins médicaux. Au moins une fois à Aden, des tireurs embusqués ont tiré sur des membres du personnel médical qui cherchaient à se ravitailler dans une pharmacie. Les forces ont également empêché un combattant de la résistance d'accéder à des soins médicaux (voir annexes 48 à 50).

135. À Aden, les combattants de la résistance ont mené des attaques systématiques contre des civils et des biens de caractère civil ; ils ont notamment bombardé des quartiers résidentiels peuplés de civils, des établissements médicaux, des écoles et d'autres infrastructures civiles et posté des tireurs embusqués chargés de s'en prendre aux civils. Des réfugiés yéménites originaires d'Aden ont dit qu'il était arrivé que des hommes qui combattaient dans la résistance enfilent des vêtements de femme (l'abaya et le niqab) pour commettre leurs méfaits. Ce faisant, ils ont mis les femmes d'Aden en danger : plusieurs ont essuyé des tirs, si bien qu'elles ont dû restreindre leurs déplacements (voir annexe 51).

136. Le Groupe d'experts a rassemblé des informations montrant que dans certains cas, les forces houthistes et pro-Saleh et des combattants de la résistance ont attaqué des déplacés qu'ils soupçonnaient d'être associés politiquement aux parties au conflit. Les deux groupes s'en sont pris à des migrants et à des réfugiés de la Corne de l'Afrique. Ils ont enrôlé de force des nationaux de pays tiers victimes de la traite, pour beaucoup des jeunes ou des mineurs vendus par des réseaux de trafiquants⁶³. Les migrants et les réfugiés ont donc été considérés comme des combattants, réels ou potentiels, et ont été attaqués : il n'a pas été tenu compte de leur statut de civils ou de personnes vulnérables (victimes de la traite).

137. Le Groupe d'experts a établi que la coalition avait lancé des frappes aériennes contre des civils et des biens de caractère civil, en violation du droit international humanitaire, y compris contre des camps de personnes déplacées et de réfugiés ; des

⁶¹ Voir « Update: Houthi shelling kills six Somali national refugees in Adan Yemen », Oximity, 7 juillet 2015, à l'adresse suivante : www.oximity.com/article/Update-Houthi-shelling-kills-six-Somal-1?utm_campaign=it&utm_source=it-1-autoTw&utm_medium=twitter&utm_term=articleId-710512

⁶² Entretiens avec du personnel des Nations Unies et d'une organisation non gouvernementale.

⁶³ Le Groupe d'experts a entendu des déclarations similaires de Yéménites présents dans le camp de réfugiés de Markazi, à Obock (Djibouti). Voir aussi Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Yemen Regional Refugee and Migrant Response Plan database, à l'adresse suivante : <http://data.unhcr.org/yemen/regional.php>.

rassemblements de civils, notamment des mariages ; des véhicules civils, notamment des autobus ; des zones résidentielles peuplées de civils ; des installations médicales ; des écoles ; des mosquées ; des marchés, des usines et des entrepôts de denrées alimentaires ; d'autres infrastructures civiles essentielles, telles que l'aéroport de Sanaa, le port de Hodeida et des routes nationales de transit (voir annexes 52, 54 et 61)⁶⁴.

138. Le Groupe d'experts a établi que la coalition avait effectué 119 sorties à l'occasion desquelles elle avait commis des violations du droit international humanitaire⁶⁵, et qu'elle avait mené de multiples frappes aériennes contre de nombreux biens de caractère civil. Il a établi que 146 biens avaient été pris pour cible durant ces sorties (voir annexe 47)⁶⁶. Il a également recensé trois cas dans lesquels des hélicoptères auraient pourchassé des civils et leur auraient tiré dessus alors qu'ils tentaient d'échapper à un bombardement.

139. Le Groupe d'experts n'ayant pas pu se rendre au Yémen, il a utilisé les images-satellite réalisées par des sociétés commerciales travaillant pour la Section de l'information géospatiale, qui relève du Département de l'appui aux missions. Une comparaison des images-satellite des villes d'Harad, Saada, Sanaa et Taëz prises avant et après les frappes aériennes menées par la coalition lui a été remise, qui montre que des zones résidentielles et des biens de caractère civil ont été gravement endommagés dans les affrontements armés et lors de ces frappes aériennes. Le Groupe d'experts fait observer que les villes d'Harad, Saada et Sanaa n'avaient pas signalé de combats au sol, ce qui signifie que les destructions massives résultent probablement des frappes aériennes et des bombardements menés par la coalition. Taëz, en revanche, a subi les frappes aériennes de la coalition mais a aussi été bombardée par les forces houthistes et pro-Saleh et les combattants de la résistance.

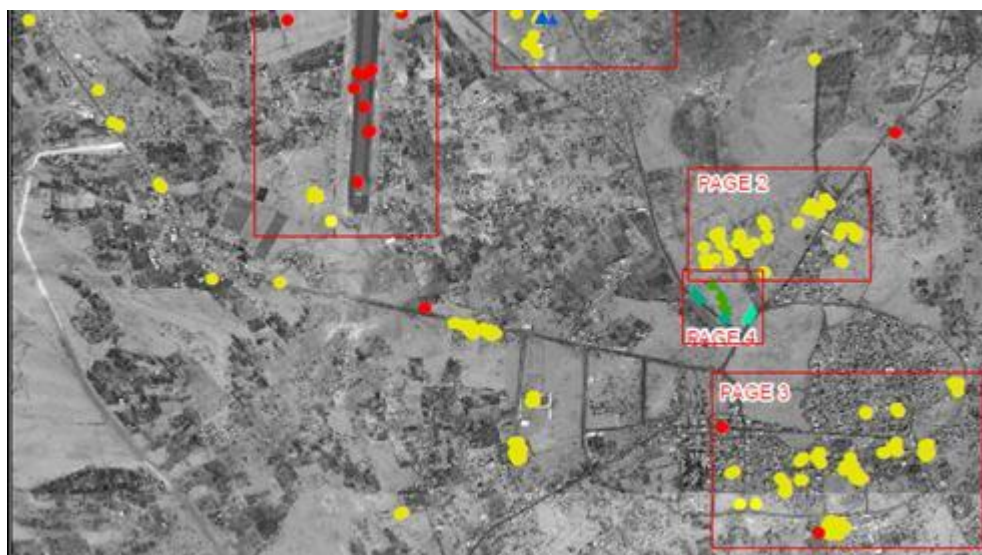
140. Le 8 mai, la coalition a qualifié la ville de Saada et la région de Maran d'« objectifs militaires ». Saada reste l'une des villes du Yémen les plus systématiquement attaquées et les plus dévastées en raison des frappes aériennes menées par la coalition, qui prend la ville entière pour cible en violation du droit international humanitaire. La figure V est une image-satellite de Saada (voir aussi les cartes 1 à 8) qui permet de comparer les images-satellite prises le 6 janvier 2015, alors que la coalition n'avait pas encore commencé sa campagne de frappes aériennes, avec celles prises le 22 mai 2015, peu après le début des frappes. La coalition a également conduit des attaques systématiques et sans discrimination à Sadaa, notamment contre des hôpitaux, des écoles et des mosquées.

⁶⁴ Sources confidentielles au Yémen, personnel des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales, journalistes expatriés et réfugiés.

⁶⁵ Le Groupe d'experts a réuni des informations sur les frappes aériennes à l'occasion d'entretiens avec des réfugiés et des membres d'organisations non gouvernementales et d'organismes des Nations Unies ; ces informations ont été corroborées par des sources locales, dont des organisations directement touchées et des organisations de défense des droits de l'homme.

⁶⁶ Cécile Pouilly, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, a déclaré que depuis le 17 juin, d'autres infrastructures civiles avaient été détruites : au moins 36 bâtiments, dont des hôpitaux, des écoles, des tribunaux, des centrales électriques et des centres de communications, ont été partiellement ou totalement détruits dans les provinces de Sanaa, Aden, Taëz, Jauf, Mahouit et Hajja. Voir www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16209&LangID=E.

Figure V
Destructions causées par les frappes aériennes à Saada



Source : Section de l'information géospatiale ; données communiquées par DigitalGlobe.

Note : Sur la base de l'analyse des images-satellite (cartes 1 à 8), y compris de celles de Harad, du port de Midi, de Mocha, Saada, Sanaa et Taëz, le Groupe d'experts a constaté que moins de six mois après le début des opérations militaires menées par la coalition, plus de 750 bâtiments et biens de caractère civil avaient été détruits dans les frappes aériennes.

141. Les points jaunes représentés sur l'image-satellite ci-dessus indiquent les endroits de Sadaa où des bâtiments et des biens ont été touchés par les frappes aériennes, et ont pu être marqués en comparant les images prises le 6 janvier 2015 avec celles du 22 mai 2015. Saada est la ville qui a le plus souffert des frappes aériennes : moins de deux mois après le début des frappes, au moins 226 bâtiments avaient été détruits.

142. Le Groupe d'experts prend note également des informations signalant le déploiement, par les Émirats arabes unis, de « mercenaires ». Ce déploiement augmente le risque que des violations du droit international humanitaire soient commises⁶⁷. Le Groupe d'experts poursuit ses activités de surveillance et d'enquête en conséquence.

⁶⁷ Voir HCDH, « Panel on private military and security companies: regulations and national experience », à l'adresse suivante : www.ohchr.org/Documents/Issues/Mercenaries/WG/Event2015/ConceptNote.pdf.

B. Violations du droit international des droits de l'homme

143. Au paragraphe 18 c) de la résolution 2140 (2014), le Conseil de sécurité a déclaré que les actes qui menaçaient la paix, la sécurité ou la stabilité du Yémen comprenaient, sans s'y limiter, le fait de préparer, de donner l'ordre de commettre ou de commettre des actes qui violaient le droit international des droits de l'homme ou qui constituaient des atteintes aux droits de l'homme. Le Groupe d'experts conclut que toutes les parties au conflit ont commis des violations du droit international des droits de l'homme.

144. En privant systématiquement les populations d'Aden, d'Ebb, de Sanaa, de Taëz et d'autres zones urbaines de leur liberté d'expression et de réunion, afin de les contrôler, les forces houthistes et pro-Saleh ont violé le droit international des droits de l'homme⁶⁸. Pour faire taire les critiques, des décrets visant à limiter l'exercice des droits civils et politiques ont été adoptés et des mesures prises pour les appliquer : exécutions extrajudiciaires sommaires, arrestations arbitraires, mises en détention, torture et disparition de militants, de détracteurs, d'universitaires, de membres de l'opposition politique et de manifestants (voir annexe 58)⁶⁹.

145. Le Groupe d'experts a recensé 19 cas d'arrestation et de détention arbitraires, chiffre qui semble en-deçà de la réalité⁷⁰. De nombreux détenus sont morts en détention ou, peu après, des suites des tortures subies⁷¹. Le Groupe d'experts a recensé deux cas de torture, un cas d'atteinte à l'intégrité physique d'un cadavre et de plusieurs cas dans lesquels des personnes auraient disparu au moment de leur arrestation.

146. Le Groupe d'experts a établi que des manifestants avaient été la cible de tirs systématiques, qu'il y avait eu des arrestations et des détentions arbitraires, des cas de torture de détenus, des exécutions sommaires extrajudiciaires, des disparitions et un cas d'atteinte à l'intégrité physique d'un cadavre dans la ville d'Ebb, où les manifestations et le militantisme contre la présence des forces houthistes et pro-Saleh sont virulents. Il a également établi que des attaques avaient été commises contre la résidence d'opposants politiques et contre les bureaux de responsables locaux à Ebb (voir annexe 57)⁷².

147. À Taëz, la population a également été victime d'atteintes systématiques à la liberté d'expression et à la liberté de réunion. En outre, le Groupe d'experts a reçu, en octobre, des informations non corroborées selon lesquelles les forces houthistes et

⁶⁸ Le Groupe d'experts a reçu des informations et recueilli les déclarations de journalistes, membres du personnel des Nations Unies et civils yéménites.

⁶⁹ Y compris des violations de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

⁷⁰ Notamment à partir de sources locales, des médias et de membres du personnel des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales.

⁷¹ Voir Human Rights Watch, « Yemen: Houthi abduct rights activist: doctor's whereabouts unknown », 6 août 2015, à l'adresse suivante : www.hrw.org/news/2015/08/06/yemen-houthi-abduct-rights-activist. Voir aussi « International report documents crimes committed by al-Houthi militia, Saleh group: report in full », Emirates News Agency, à l'adresse suivante : www.wam.ae/en/news/international/1395286001275.html.

⁷² Le Groupe d'experts a recueilli des informations sur la situation en matière de droits de l'homme auprès de sources présentes au Yémen.

pro-Saleh avaient ordonné par écrit le gel des avoirs de plus de 20 associations locales (voir annexes 49 et 58)⁷³.

148. De même, depuis septembre 2014, le Groupe d'experts a reçu de nombreuses informations faisant état, à Sanaa, de détentions arbitraires, d'actes de torture et de disparitions de représentants de l'opposition politique, de militants, de journalistes locaux et internationaux et de civils soupçonnés de critiquer les houthistes.

149. En novembre 2015⁷⁴, Ansar Allah a réuni les partis politiques à Sanaa pour signer un accord unilatéral destiné à contrer l'Arabie saoudite et la coalition. À la suite de cette réunion, des responsables des forces houthistes et pro-Saleh ont adopté un décret interdisant à quiconque de donner une mauvaise image du régime mis en place à Sanaa ou de le critiquer dans les médias sociaux⁷⁴. Depuis l'adoption du décret, le Groupe d'experts a constaté une nette diminution des critiques du régime dans les médias sociaux.

150. Les combattants de la résistance ont eux aussi commis des violations du droit international des droits de l'homme à Aden et à Taëz⁷⁵ : ils ont notamment procédé à des exécutions sommaires extrajudiciaires et à des arrestations arbitraires, arrêté et torturé des partisans supposés ou avérés des forces houthistes et pro-Saleh et, à maintes reprises, porté atteinte à l'intégrité physique de cadavres, commis des extorsions et pillé des propriétés sises à Aden qui appartenaient à des personnes originaires du nord du pays. En outre, en octobre et décembre, le Groupe d'experts a reçu des informations selon lesquelles des milices appartenant à la résistance salafiste avaient commencé à séparer les femmes des hommes dans les établissements d'enseignement supérieur d'Aden (voir annexe 51)⁷⁶.

151. Outre les violations des droits civils et politiques, le Groupe d'experts a observé les effets de la situation humanitaire et du blocus commercial sur les droits sociaux et économiques des civils au Yémen. On notera que le déni d'aide humanitaire est un crime de guerre, qu'il s'inscrive dans le cadre d'un conflit armé international ou non international (voir annexe 59). Le blocus commercial a également des effets sur les droits économiques et sociaux des Yéménites et, par conséquent, sur le droit à la vie (voir annexe 58)⁷⁷.

C. Questions interdisciplinaires

152. Le Groupe d'experts va maintenant analyser les effets du conflit qui se déroule au Yémen sur les enfants et les femmes.

⁷³ Source confidentielle à Taëz.

⁷⁴ Source confidentielle ayant fourni des informations et des photographies prises à la réunion.

⁷⁵ Les informations ont été corroborées par de multiples sources, notamment par des sources confidentielles, des civils yéménites, des journalistes et des membres du personnel des Nations Unies.

⁷⁶ Voir « Gunmen shut Yemen faculties for mixing of sexes », *Daily Star* (Beyrouth), 29 décembre 2015, à l'adresse suivante : www.dailystar.com.lb/News/Middle-East/2015/Dec-29/329377-gunmen-shut-yemen-faculties-for-mixing-of-sexes.ashx.

⁷⁷ Article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

1. Effets du conflit sur les enfants et informations sur les six violations graves des droits de l'enfant en temps de conflit armé

153. Les six violations graves des droits de l'enfant en temps de conflit armé, énumérées par le Conseil de sécurité dans ses résolutions⁷⁸, sont le recrutement et l'utilisation d'enfants ; les meurtres ou les atteintes à l'intégrité physique d'enfants ; les violences sexuelles commises contre des enfants ; les attaques dirigées contre des écoles et des hôpitaux ; les enlèvements d'enfants ; le refus d'accorder un accès à l'aide humanitaire. Ces actes constituent des violations graves du droit international humanitaire et ont des répercussions sur les droits fondamentaux des enfants au Yémen⁷⁹.

154. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), huit enfants en moyenne sont tués ou blessés chaque jour au Yémen, conséquence directe du conflit qui frappe le pays⁸⁰. Près de trois quarts (73 %) des enfants tués et blessés durant le deuxième trimestre de 2015 ont été victimes des frappes aériennes de la coalition⁸¹ ; les forces houthistes et pro-Saleh sont quant à elles responsables de 18 % des morts et de 17 % des blessés⁸².

155. La sécurité et la survie de près de quatre millions d'enfants sont gravement menacées du fait de l'augmentation de la violence et de l'instabilité⁸³. En raison du dérèglement de la chaîne d'approvisionnement, des entraves à l'acheminement de l'aide humanitaire et des attaques contre les écoles, les hôpitaux et les habitations, les enfants sont particulièrement vulnérables. Les frappes aériennes, les combats de rue, les bombardements et l'emploi de munitions antiaériennes augmentent fortement les risques de blessure et de mort. Des enfants ont été blessés et tués, victimes de tireurs embusqués, de tirs croisés et de tortures, ou encore du fait de leur enrôlement⁸⁴. Le Groupe d'experts a également recensé des cas d'enfants et de nourrissons gravement brûlés dans des bombardements aériens, sur lesquels il continue d'enquêter. Toutes les parties au conflit ont violé les droits de l'enfant et ont notamment commis des violations graves à l'encontre des enfants en temps de conflit armé (voir annexe 59).

156. Il ressort des entretiens menés par le Groupe d'experts que la traite de jeunes nationaux de pays tiers de la Corne de l'Afrique a augmenté durant le conflit. Interrogées à Djibouti, de jeunes Éthiopiennes victimes de la traite au Yémen ont dit que des trafiquants et des groupes armés yéménites torturaient des adolescents

⁷⁸ Y compris les résolutions 1261 (1999), 1314 (2000), 1379 (2001), 1460 (2003), 1539 (2004), 1612 (2005) et 1882 (2009).

⁷⁹ Voir « Les six violations graves commises envers les enfants en temps de conflit armé : Fondements juridiques », Document de travail n° 1 (New York, Nations Unies, novembre 2013).

⁸⁰ Voir UNICEF, « Conflit au Yémen : jusqu'à présent plus d'un millier d'enfants parmi les victimes selon l'UNICEF », 19 août 2015, à l'adresse suivante : www.unicef.org/media/media_82940.html.

⁸¹ Voir « Statement on the situation in Yemen by Leila Zerrougui, Special Representative of the Secretary-General for Children and Armed Conflict », 24 août 2015, à l'adresse suivante : <https://childrenandarmedconflict.un.org/press-release/statement-on-the-situation-in-yemen-by-leila-zerrougui-special-representative-of-the-secretary-general-for-children-and-armed-conflict/>.

⁸² Voir Lucia Withers et Mark Kaye, « Nowhere safe for Yemen's children ; the deadly impact of explosive weapons in Yemen » (Save the Children, 2015), à l'adresse suivante : www.savethechildren.org.uk/sites/default/files/images/Nowhere_Safe_for_Yemens_Children.pdf.

⁸³ Voir Save the Children, « Yemen conflict: under fire », 2 avril 2015, à l'adresse suivante : <https://www.savethechildren.net/article/yemen-conflict-children-under-fire>.

⁸⁴ Ibid. En outre, des réfugiées yéménites à Djibouti ont dit au Groupe d'experts que dans leurs quartiers, les forces houthistes et pro-Saleh avaient tiré sur des enfants à bout portant.

éthiopiens. Elles ont ajouté que les jeunes femmes et les filles risquaient également de subir des violences sexuelles et d'être violées⁸⁵. Des témoins ont dit au Groupe d'experts que les jeunes hommes et les enfants issus de tous les groupes locaux qui s'affrontaient à Aden étaient violés lorsqu'ils étaient capturés⁸⁶. Il y a tout lieu de penser que les violences sexuelles sont bien plus courantes que les informations actuellement disponibles ne l'indiquent.

157. Compte tenu des risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles, le nombre de mariages précoces et de mariages d'enfants, déjà élevé au Yémen, a augmenté. Ces mariages sont essentiellement conclus à titre préventif pour parer aux complications qui pourraient surgir le moment venu si l'enfant était violé pendant le conflit⁸⁷. Ils sont plus courants dans les classes pauvres et marginalisées de la société qui, même en temps de paix, sont bien plus exposées aux risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles.

158. Affamés et souffrant de malnutrition, les enfants sont dans une situation extrêmement préoccupante au Yémen. La vie de plus de 500 000 enfants est actuellement menacée du fait de la malnutrition⁸⁸, soit trois fois plus qu'en mars. Cette augmentation s'explique par l'épuisement des stocks de nourriture, la limitation du nombre de convois humanitaires et commerciaux et la défaillance du système de santé, qui ne parvient pas à répondre aux besoins des enfants affamés, ni à les vacciner⁸⁹.

159. La pénurie alimentaire et l'insécurité économique sont directement liées au recrutement d'enfants par les groupes armés. Au Yémen, les familles reçoivent des incitations financières en échange de l'enrôlement de leurs enfants ; en raison du manque de nourriture et de l'insécurité qui règne, les orphelins sont particulièrement exposés au recrutement. Par conséquent, près d'un tiers des combattants ont moins de 18 ans. L'UNICEF a recensé plus de 609 cas de recrutement d'enfants⁸⁹. Les forces houthistes et pro-Saleh sont responsables de la grande majorité des recrutements, mais les combattants de la résistance recrutent également des enfants. On ignore le nombre exact d'enfants soldats que comptent les troupes affiliées aux forces houthistes et pro-Saleh et celles affiliées au Gouvernement légitime, mais d'après les estimations, ils seraient plusieurs milliers et leur nombre aurait augmenté depuis mars.

⁸⁵ Entretiens avec des représentants de l'Organisation internationale pour les migrations au Yémen et à Djibouti et avec de jeunes Éthiopiennes durant les enquêtes.

⁸⁶ Entretiens avec une source confidentielle et des membres du personnel des Nations Unies basés à Aden.

⁸⁷ Entretiens avec des membres du personnel des Nations Unies et d'une organisation non gouvernementale.

⁸⁸ Voir « Half a million Yemen children face severe malnutrition: United Nations », Reuters, 16 octobre 2015, à l'adresse suivante : www.reuters.com/article/2015/10/16/us-yemen-security-children-idUSKCN0SA28W20151016.

⁸⁹ Voir UNICEF, « Yémen : plus de 500 enfants tués et 1,7 million menacés de malnutrition », 2 octobre 2015, à l'adresse suivante : http://www.unicef.org/french/media/media_85714.html.

2. Dimensions sexistes du conflit

160. Les inégalités structurelles entre les sexes, la violence sexiste et le conflit au Yémen sont étroitement liés⁹⁰. Le conflit a aggravé les risques que les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes courent du fait de l'absence de services de santé procréative et de l'augmentation de la malnutrition. Il a également eu des effets négatifs sur l'éducation des enfants, en marginalisant encore les groupes déjà considérés comme inférieurs, en aggravant les problèmes liés à la protection des enfants, y compris l'exploitation et les atteintes sexuelles, et en intensifiant le recrutement forcé, les mariages d'enfants et la violence domestique.

161. Les hommes qui rejoignent des groupes armés laissent leurs femmes et leurs filles à la maison ou en font des déplacées, ce qui accroît la vulnérabilité de celles-ci à l'exploitation et aux atteintes sexuelles⁹¹. Dans tout le pays, les femmes chefs de famille ont bien du mal à subvenir aux besoins des leurs et à accéder aux services de base⁹². Avant le conflit, déjà, une femme avait souvent besoin de l'autorisation d'un parent de sexe masculin pour être admise à l'hôpital⁹². Cela crée de gros problèmes dans un contexte humanitaire comme celui-ci, où les hommes du foyer sont absents ou ont été tués.

162. Les violences sexuelles qui caractérisent le conflit au Yémen touchent, semble-t-il, certains des groupes les plus vulnérables de la société, dont les nationaux de pays tiers et les femmes. Le Groupe d'experts enquête actuellement sur l'augmentation du nombre de viols et d'agressions sexuelles opportunistes liée à la montée de l'anarchie. Par ailleurs, il a obtenu des informations selon lesquelles des hommes et des garçons qui participaient aux affrontements au sol ont été violés, en particulier à Aden.

163. Les droits civils et politiques des femmes, dont le droit d'association, sont également de plus en plus menacés par les autorités et responsables locaux. Le Groupe d'experts a été informé qu'il n'y avait que deux femmes dans la délégation yéménite envoyée officiellement aux pourparlers de paix tenus en décembre à Genève⁹³, ce qui conduit à s'interroger sur l'application de la résolution 1325 (2000) dans le contexte du conflit et à se demander si les questions relatives à l'égalité des sexes pourront jamais être dûment prises en compte dans un futur règlement ou accord officiel⁹⁴.

⁹⁰ Voir Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « Humanitarian needs overview 2016: Yemen » (octobre 2015), p. 13, à l'adresse suivante :

http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2016_HNO_English_%20FINAL.pdf.

⁹¹ Vue d'ensemble de plus de 50 analyses sur l'égalité des sexes menées par l'Équipe volante de spécialistes de l'égalité des sexes, qui relève du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

⁹² Voir Fonds des Nations Unies pour la population, « Violence, inequality plague women in conflict-ravaged Yemen », 22 septembre 2015, à l'adresse suivante :

www.unfpa.org/news/violence-inequality-plague-women-conflict-ravaged-yemen#sthash.AOajaOtv.dpuf.

⁹³ Le Groupe d'experts a été informé que les forces houthistes et pro-Saleh avaient empêché une femme de participer aux pourparlers de paix en décembre.

⁹⁴ Le 11 octobre 2015, 45 femmes yéménites influentes ont rencontré l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen à une réunion tenue sous les auspices des Nations Unies à Larnaca pour souligner l'importance d'impliquer les femmes dans les négociations de paix. Voir aussi ONU-Femmes, « Yemeni women call for their inclusion in peace efforts », 27 octobre 2015, à l'adresse suivante : <http://www.unwomen.org/fr/news/stories/2015/10/yemeni-women-call-for-their-inclusion-in-peace-efforts>.

VI. Aide humanitaire

164. Au paragraphe 19 de sa résolution 2216 (2015), le Conseil de sécurité a établi un lien entre le fait d'empêcher l'acheminement de l'aide humanitaire et les actes qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité du Yémen. Cependant, il existe clairement un lien entre la situation humanitaire et les effets de l'application, par la coalition, de l'embargo sur les armes aux convois humanitaires et commerciaux à destination du Yémen⁹⁵.

165. À l'heure actuelle, quelque 21,2 millions de personnes (soit 82 % de la population) ont besoin d'urgence d'une aide pour répondre à leurs besoins essentiels⁹⁶. Le Yémen importe 90 % de ses céréales et autres denrées alimentaires⁹⁶. La détérioration de la situation humanitaire est directement liée à la conduite des hostilités, aux obstacles à l'acheminement de l'aide humanitaire et à leurs répercussions mutuelles. Cependant, même si le conflit n'était pas un obstacle majeur à l'acheminement de l'aide, les agents humanitaires ne pourraient pas fournir les grandes quantités de denrées alimentaires, de médicaments et de carburant demandées, ces produits ayant tous été touchés par le blocus commercial. La pénurie de combustibles, par exemple, a eu des répercussions sur la fourniture d'électricité, le pompage de l'eau, le fonctionnement des hôpitaux et l'inflation, ce qui, dans un système national de marché noir où le prix des produits essentiels est exorbitant, a fait baisser le pouvoir d'achat (voir annexe 60).

166. Le fait que les forces houthistes et pro-Saleh et la coalition aient intentionnellement bloqué les infrastructures logistiques essentielles, dont les ports, les ponts et les routes, a eu des conséquences désastreuses pour les civils⁹⁶. Les pénuries de vivres et de combustibles, les obstacles aux transports par la route, la limitation des moyens de subsistance et l'augmentation du prix des combustibles et des produits de base font encore augmenter le nombre de cas de malnutrition⁹⁷. Le niveau élevé d'insécurité et la poursuite des hostilités ont entraîné une augmentation des primes d'assurance pour les sociétés de transports maritimes qui importent des marchandises au Yémen, ce qui a entraîné une baisse des importations.

167. Dans ces conditions, l'instauration d'un blocus systématique d'une ville ou d'un pays assimilable à un siège militaire, destiné à empêcher les marchandises d'entrer sur le territoire et la population de quitter ce territoire a de graves répercussions du point de vue du droit international humanitaire. Empêcher une ville ou un pays d'accéder aux produits de première nécessité indispensables à la vie humaine que sont la nourriture, l'eau et les médicaments revient à renverser l'application du principe de discrimination à tous égards. En effet, en pareil cas, non seulement la population

⁹⁵ Un représentant des Nations Unies a dit au Groupe d'experts, au début de son enquête, que les agents humanitaires n'avaient pas les moyens de répondre aux besoins alimentaires, médicaux et autres d'une population si nombreuse car, avant le conflit, le pays recourait aux importations pour couvrir la majorité de ces besoins. À cet égard, le blocus imposé aux biens commerciaux a pour effet direct d'aggraver la situation humanitaire.

⁹⁶ Voir « Yémen : plus de 21 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire, selon l'ONU », Service des informations des Nations Unies, 24 novembre 2015, à l'adresse suivante : <http://www.unmultimedia.org/radio/french/2015/11/yemen-plus-de-21-millions-de-personnes-ont-besoin-dune-assistance-humanitaire-selon-lonu/#.VrEI0VLbdOI>.

⁹⁷ Voir « Yemen: complex emergency, fact sheet, No. 1, fiscal year 2016 » (Agence des États-Unis pour le développement international, 6 novembre 2015), à l'adresse suivante : www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/yemen_ce_fs01_11-06-2015.pdf.

civile ne bénéficie plus d'une protection spéciale, mais c'est elle qui, inévitablement, est la plus touchée par les mesures imposées (voir annexes 48, 49 et 60).

A. Obstacles à l'acheminement de l'aide humanitaire

168. Le blocus commercial, systématique et généralisé, a eu comme effet direct d'empêcher l'aide humanitaire d'arriver à destination tout en réduisant les importations essentielles de carburant, vivres et autres biens qui ne font pas partie de ceux visés par la résolution 2216 (2015) ou par le régime de sanctions.

169. Les inspections conduites par la coalition ont entravé en pratique l'acheminement de l'aide humanitaire : les retards ne tiennent pas tant à des problèmes administratifs ou logistiques à l'amarrage dans les ports du Yémen qu'aux procédures de sécurité imposées à l'étape de l'ancrage (voir annexe 60). Les procédures de sécurité ont aussi entraîné le déroutement de navires chargés d'articles humanitaires et retardé l'acheminement de l'aide, et des vols humanitaires transportant notamment du personnel ont été déroutés vers l'Arabie saoudite, ce qui a retardé et gêné l'acheminement de l'aide humanitaire au Yémen.

170. Les attaques commises sur les routes aériennes et maritimes du pays ont entravé encore davantage l'acheminement de l'aide humanitaire. Le bombardement du port d'Aden par les forces houthistes et pro-Saleh et les hostilités en général ont également eu des effets négatifs.

171. Entre le 1^{er} avril et le 17 août, le nombre de cargaisons à destination du Yémen a fortement baissé, et les retards dus aux procédures de sécurité appliquées par la coalition ont aggravé la situation. Les frappes aériennes menées le 17 août par la coalition contre les infrastructures du port d'Hodeida ont limité l'accès aux quais et retardé le déchargement, ce qui a gravement entravé les opérations commerciales et les opérations de secours en août et septembre, aggravé la situation humanitaire et entraîné une augmentation du prix des denrées alimentaires, du combustible et des autres produits de première nécessité. Le bombardement de l'aéroport de Sanaa a quant à lui retardé de 10 jours les vols et la livraison des cargaisons humanitaires.

172. Entre le 1^{er} et le 29 octobre, quelque 50 navires ont accosté dans des ports yéménites, soit huit de plus qu'en septembre. Les livraisons commerciales et humanitaires de produits de première nécessité, y compris de combustible, ont progressivement augmenté parallèlement à l'amélioration de l'accès aux ports du pays à la mi-octobre⁹⁷. Fin octobre, 11 pétroliers commerciaux transportant plus de 300 000 tonnes de combustible attendaient l'autorisation d'entrer dans les ports de la mer Rouge.

173. Un navire en provenance de Djibouti a rejoint Aden le 16 novembre, avec à son bord 18 tonnes de fournitures médicales destinées à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)⁹⁸. En décembre, de plus gros volumes de fournitures humanitaires ont pu arriver à Hodeida. Un mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies pour le Yémen devrait bientôt être mis en place pour faciliter l'accès des navires

⁹⁸ Voir « Situation update: Yemen », Logistics Cluster, 23 novembre 2015, à l'adresse suivante : www.logcluster.org/document/situation-update-yemen-23-november-2015.

commerciaux aux ports du Yémen et accélérer les procédures de sécurité appliquées à l'ancrage, actuellement très longues⁹⁹.

B. Obstacles à la distribution de l'aide humanitaire

174. L'équipe de pays des Nations Unies conduit des opérations de secours coordonnées grâce à un réseau d'intervenants nationaux et internationaux au Yémen. Cependant, sur les portions de territoire contrôlées par les forces houthistes et pro-Saleh et les groupes armés, l'accès aux populations touchées reste limité. La poursuite des violences politiques, les menaces d'enlèvement et d'assassinat qui pèsent sur les travailleurs humanitaires, la limitation des déplacements imposée par le Département de la sûreté et de la sécurité et les problèmes logistiques et de communication empêchent de conduire des opérations de secours à grande échelle dans les zones d'affrontement¹⁰⁰.

175. Au 23 novembre, 27 camions d'aide humanitaire avaient rejoint Chaboua, Moukalla et Mahra. Trois autres camions chargés d'apporter de l'aide pour le compte du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de l'OMS n'ont pas atteint leur destination en raison de l'insécurité et du retard pris par la coalition pour leur délivrer un sauf-conduit.

176. Les forces houthistes et pro-Saleh ont systématiquement assiégé Aden et Taëz et attaqué les travailleurs humanitaires et leurs installations, empêchant la distribution de l'aide¹⁰¹. Elles ont bloqué des routes et des voies d'accès, ce qui a entraîné une pénurie de nourriture, d'eau et de fournitures médicales.

177. Le fait que les forces houthistes et pro-Saleh aient délibérément limité l'acheminement des produits commerciaux et de l'aide humanitaire a eu des conséquences négatives pour les districts de Mouzaffar, Qahira et Sala, dans le centre-ville de Taëz. Environ deux tiers de la population ont été déplacés et les habitants restants ont besoin d'urgence de nourriture, d'eau et de soins médicaux¹⁰². En novembre, le Programme alimentaire mondial a déclaré que Taëz était désormais accessible par la route depuis Aden, même si la présence de points de contrôle et l'insécurité continuaient de gêner les tentatives d'acheminer une aide humanitaire vitale¹⁰³. En décembre, des produits ont été livrés dans des centres de distribution à

⁹⁹ À la mi-décembre 2015, le Bureau des services d'appui aux projets attendait que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne versent les contributions annoncées pour pouvoir mettre le mécanisme en service.

¹⁰⁰ Voir Brian Wittbold, Maisoon al-Awdi et Salama Mubarak, « Humanitarian relief and building resilience in Yemen », Humanitarian Practice Network, avril 2014, à l'adresse suivante : <http://odihpn.org/magazine/humanitarian-relief-and-building-resilience-in-yemen/>.

¹⁰¹ Voir « Yémen : Le CICR et MSF s'alarment des attaques menées contre les voies d'approvisionnement vitales pour le pays », Médecins sans frontières, à l'adresse suivante : <https://www.icrc.org/fr/document/yemen-msf-et-le-cicr-salarment-des-attaques-menees-contre-les-voies-dapprovisionnement>.

¹⁰² Voir « Statement of Humanitarian Coordinator for Yemen, Johannes Van Der Klaauw, on the dire situation in Taizz City », 24 octobre 2015, à l'adresse suivante : <http://reliefweb.int/report/yemen/statement-humanitarian-coordinator-yemen-johannes-van-der-klaauw-dire-situation-taizz>.

¹⁰³ Voir « Responding to Yemen's humanitarian crisis », WFP Yemen Situation Report, n° 18 (Programme alimentaire mondial, 13 décembre 2015), à l'adresse suivante : <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ep/wfp280159.pdf>.

Taëz, mais au moment de l'établissement du présent rapport, ils n'avaient pas encore été distribués.

178. Des patients hospitalisés sont morts de maladies guérissables à cause du siège de Taëz. D'après des informations communiquées en octobre, trois hôpitaux (Thaoura¹⁰⁴, Raouda et Joumhour) avaient déjà épuisé (ou étaient sur le point d'épuiser) leurs fournitures médicales, leurs stocks de combustible, indispensable au fonctionnement des générateurs, des bombes d'oxygène et des appareils de dialyse, ainsi que leurs réserves de médicaments de base (voir annexe 49).

179. En outre, le Groupe d'experts a réuni des éléments qui montrent que les forces houthistes et pro-Saleh et des membres de la résistance ont entravé l'acheminement de l'aide humanitaire en vendant des produits sur le marché noir, à Ebb et Sanaa pour les premières, et à Aden pour les seconds (voir annexes 49 et 50).

180. Outre les obstacles terrestres à la distribution de l'aide humanitaire, le Groupe d'experts a établi que la coalition avait mené 10 frappes aériennes contre des voies de transport (maritimes et aériennes), quatre axes d'approvisionnement par la route et cinq infrastructures de stockage d'aide alimentaire (à savoir deux véhicules qui transportaient des produits d'aide et trois entrepôts et installations qui stockaient des denrées alimentaires), ainsi que contre un entrepôt d'Oxfam où était stocké du matériel destiné à un projet hydrique financé par l'Union européenne à Saada. Il a également recensé trois attaques menées par la coalition contre des sites locaux de production alimentaire et agricole.

C. Espace humanitaire

181. Le Groupe d'experts a recensé plusieurs attaques contre des organisations humanitaires, perpétrées par toutes les parties au conflit. Il a établi que des organisations humanitaires et des organismes d'aide avaient été pris pour cibles neuf fois entre le 26 mars et le 20 décembre. Il a également recensé au moins 29 attaques contre des hôpitaux, dont la plupart fournissaient des services humanitaires ou collaboraient avec des organisations humanitaires, et au moins une attaque contre une ambulance.

182. Le 1^{er} octobre, l'OMS a signalé que 69 établissements de soins avaient été endommagés ou détruits : 10 hôpitaux et 6 centres de santé avaient été complètement détruits et 26 hôpitaux et 6 autres centres de santé partiellement détruits (voir annexes 50 et 61)¹⁰⁵. L'organisation a également signalé que durant les hostilités, 20 travailleurs sanitaires avaient été blessés et 8 tués, plusieurs ambulances touchées, 4 véhicules pillés et 2 véhicules de surveillance volés. Les auteurs des attaques n'ont pas été identifiés.

183. Le Groupe d'experts a établi que les forces houthistes et pro-Saleh et des combattants de la résistance avaient bombardé des hôpitaux à Taëz et Aden à de nombreuses occasions, attaqué le personnel médical et volé des fournitures médicales

¹⁰⁴ Les forces houthistes et pro-Saleh ont commencé à bombarder l'hôpital de Thaoura le 25 octobre 2015.

¹⁰⁵ Voir Organisation mondiale de la Santé, « Yemen: reported violence against health sector in crisis 2015 », (octobre 2015), à l'adresse suivante : http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/reported_violence.pdf.

(voir annexes 48 et 50). Il a également établi que la coalition avait mené 22 frappes aériennes contre des hôpitaux (voir annexe 62).

184. Le Groupe d'experts a établi que les forces houthistes et pro-Saleh avaient à plusieurs reprises pillé des lieux de distribution d'aide alimentaire et pris temporairement le contrôle de bureaux des Nations Unies à Aden et Sanaa (voir annexes 48 et 50). Il a établi également que la coalition avait mené une frappe aérienne contre un entrepôt affilié à une organisation non gouvernementale (voir par. 179) et que des bureaux des Nations Unies au Yémen avaient fait les frais de trois frappes aériennes, directement visés ou victimes de dommages collatéraux.

185. Le Groupe d'experts a établi que des attaques avaient été commises contre le personnel humanitaire et que de nombreux travailleurs humanitaires avaient été victimes de détention illégale ; certains d'entre eux auraient même été torturés¹⁰⁶. Entre le 26 mars et le 20 décembre, le Groupe d'experts a rassemblé des éléments concernant six affaires imputables à des groupes armés, dans lesquelles 23 travailleurs humanitaires ont été enlevés (l'un d'eux est mort en détention), 6 ont été tués par balle alors qu'ils se déplaçaient à bord de véhicules humanitaires clairement identifiés et 17 mis en détention (huit d'entre eux seraient encore en détention, à moins qu'on ne les ait fait disparaître) (voir annexe 50).

186. Face aux attaques commises contre leurs bâtiments et leurs véhicules, les organisations humanitaires ont imposé des mesures de sécurité et des restrictions d'accès, qui s'appliquent surtout au personnel international¹⁰⁷. Les membres du personnel national sont les premiers à intervenir dans bien des endroits les plus dangereux et sont souvent les plus exposés aux attaques (voir annexes 50 et 58), ce qui limite encore l'espace humanitaire dans le pays.

VII. Recommandations

187. Le Groupe d'experts recommande :

Coopération avec les parties prenantes et les organisations

a) Que le Président, au nom du Comité, intervienne auprès du Président et du Gouvernement légitime du Yémen, ainsi que des membres de la coalition, pour permettre au Groupe d'experts d'avoir accès en toute liberté au Yémen à toutes personnes et à tous documents et sites utiles à l'accomplissement de son mandat, et pour lui permettre de se rendre dans le pays, en particulier à Aden ;

b) Que le Président, au nom du Comité, intervienne auprès des États Membres qui n'ont pas encore donné suite aux demandes d'informations que leur a adressées le Groupe d'experts dans ses communications officielles ;

c) Que le Président, au nom du Comité, engage le Président à communiquer au Groupe d'experts les informations que celui-ci a demandées, notamment les

¹⁰⁶ Voir « Human Rights Watch condemns serious abuses of detainees in Yemen », World Bulletin, 2 septembre 2015, à l'adresse suivante : www.worldbulletin.net/haber/163831/hrw-condemns-serious-abuses-of-detainees-in-yemen.

¹⁰⁷ Voir Julia Brooks, « Attacks on Yemeni aid workers imperil assistance in overshadowed conflict », 11 septembre 2015, à l'adresse suivante : <http://atha.se/blog/attacks-yemeni-aid-workers-imperil-assistance-overshadowed-conflict>.

informations permettant d'identifier les Yéménites inscrits sur la liste et les noms des responsables civils et militaires yéménites qui se sont livrés ou ont apporté un appui à des actes menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité du Yémen, en particulier de ceux qui ont participé à des actes relevant des prérogatives exclusives du Gouvernement légitime du Yémen ;

Groupes armés

d) Que le Conseil de sécurité considère les forces houthistes et pro-Saleh comme un groupe armé hybride intégré lors de la rédaction des futurs projets de résolution et de déclaration présidentielle sur le Yémen, en particulier dans le contexte du retrait des forces, du dépôt des armes saisies de l'armée et d'autres institutions chargées de la sécurité et de la cessation des hostilités ;

e) Que le Conseil de sécurité, lors de la rédaction des futurs projets de résolution et de déclaration présidentielle sur le Yémen, envisage de demander au Gouvernement légitime du Yémen de mettre en place un dispositif permettant de vérifier que les combattants intégrés aux services de défense et de sécurité n'ont pas participé par le passé à des actes de terrorisme, à des violations du droit international humanitaire ou à des atteintes aux droits de l'homme ;

Armes

f) Que le Conseil de sécurité, dans sa prochaine résolution sur le Yémen, envisage de demander à tous les États Membres de prendre les mesures nécessaires pour que la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects d'armements et de matériels connexes de tous type destinés au Yémen ne soient autorisés que pour les forces de sécurité se trouvant sous le contrôle du Gouvernement légitime du Yémen, après notification au Comité ;

g) Que le Conseil de sécurité, dans sa prochaine résolution sur le Yémen, autorise les États Membres, agissant à titre national ou dans le cadre de partenariats navals plurinationaux volontaires, tels que les Forces maritimes combinées, et la coalition menée par l'Arabie saoudite, en coopération avec le Gouvernement légitime du Yémen, à inspecter en haute mer au large des côtes yéménites, jusque dans la mer d'Arabie, le golfe d'Aden et la mer Rouge, tous bateaux dont ils ont des raisons suffisantes de croire qu'ils transportent des armes ou du matériel militaire destinés au Yémen sans que le Comité en ait été notifié, directement ou indirectement, en violation de l'embargo ciblé sur les armes imposé au Yémen, ou qu'ils transportent des armes ou du matériel militaire destinés à des personnes ou entités désignées par le Comité ;

h) Que le Conseil de sécurité demande au Secrétaire général de renforcer le Groupe d'experts en lui adjoignant un spécialiste des armements supplémentaire chargé de surveiller l'embargo sur les armes et le transfert d'armements au Gouvernement légitime du Yémen, ainsi qu'un spécialiste des questions maritimes et un spécialiste de l'aviation chargés de contrôler la mise en œuvre de l'embargo sur les armes et d'assurer la coordination avec le mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies pour le Yémen une fois que cet organe aura été créé ;

i) Que le Conseil de sécurité, dans sa prochaine résolution sur le Yémen, envisage de préciser les directives relatives à la présentation des rapports d'inspection lorsque le mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies participe à

l'inspection, en particulier les dispositions relatives au partage d'informations avec le Groupe d'experts ;

j) Que le Président, au nom du Comité, intervienne auprès des États Membres voisins du Yémen et des États Membres menant des opérations dans la région, pour leur rappeler les obligations mises à leur charge par le paragraphe 10 de la résolution [2117 \(2013\)](#) et leur demander de coopérer avec le Gouvernement légitime du Yémen et le Groupe d'experts et de leur communiquer des informations sur les trafiquants et les filières de trafic présumés, sur les opérations financières et les activités de courtage suspectes portant sur des armes légères ou de petit calibre destinées au Yémen, ou sur le détournement de telles armes, ainsi que d'autres informations ayant trait au transfert illicite, à l'accumulation déstabilisante ou au détournement d'armes légères et de petit calibre ;

Finances

k) Que le Président, au nom du Comité, intervienne auprès des Bahamas et des Émirats arabes unis pour les engager à répondre aux demandes d'informations relatives à certains cas liés à la mesure de gel des avoirs, que le Groupe d'experts leur a adressées dans ses communications officielles ;

l) Que le Président, au nom du Comité, intervienne auprès des États Membres où, comme il est indiqué dans le présent rapport, se trouvent des avoirs possédés ou contrôlés directement ou indirectement par des personnes désignées ou par des personnes ou entités agissant en leur nom ou sur leurs instructions, pour leur demander de communiquer au Groupe d'experts des renseignements sur les mesures prises pour geler ces avoirs sur leur territoire ;

Droit international humanitaire

m) Que le Conseil de sécurité, dans ses futures résolutions et déclarations présidentielles sur le Yémen, mentionne les États Membres menant des opérations militaires au Yémen et toutes les parties au conflit concernées et, compte tenu des récentes observations formulées par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, leur rappelle qu'ils ont l'obligation de respecter et de faire respecter le droit international humanitaire, en particulier les principes de distinction et de proportionnalité, et le droit international des droits de l'homme, et qu'ils doivent coopérer avec le Groupe d'experts ;

n) Que le Conseil de sécurité envisage de créer une commission internationale d'enquête pour établir la réalité des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme qui auraient été commises au Yémen par toutes les parties et pour en identifier les auteurs en vue de les traduire en justice ;

o) Que le Conseil de sécurité engage le Gouvernement légitime du Yémen à prendre des mesures tendant à ce que les auteurs de graves violations contre les enfants au Yémen répondent de leurs actes en veillant à ce que les besoins particuliers des enfants soldats soient pris en compte dans toute négociation avec les forces houthistes et pro-Saleh.

**Annex 1: Correspondence sent and received by the Panel from 19 May to 28
December 2015**

Entities addressed	Letters sent	Letters replied	Info provided	partially provided	Not provided	Remarks
AMISOM	1				1	
Arab Bank PLC	1	1		1		
Australia	2	2	2			
Bahamas	1					Expected*
Bahrain	5	3			2	
Canada	2	2	2			
China	1				1	
CMF	1	1	1			
Denmark	1				1	
Djibouti	4	3	2		1	
Egypt	3	2	1	1	1	
EU	1	1				
France	3	2	2			Expected*
Germany	4	4	4			
India	1				1	
Indonesia	1					Expected*
Iran	5	3	3		2	
Israel	1				1	
Italy	1	1	1			
Japan	1	1	1			
Jordan	3	2	1	1	1	
Kuwait	2				2	
Lebanon	1				1	
Malaysia	1					Expected*
Morocco	1	1		1		
Netherlands	2	2	2			
New Zealand	1	1	1			
Oman	3	3	3			

Entities addressed	Letters sent	Letters replied	Info provided	partially provided	Not provided	Remarks
Pakistan	1				1	
Portugal	1				1	
Qatar	5	4		1	1	
Russian Federation	4	4	4			
Saudi Arabia	9	9	8	1		
Senegal	1	1	1			
Singapore	1	1	1			
Sudan	1				1	
Switzerland	3	3	3			
Turkey	1	1	1			
UAE	10	4	4		6	
UK	5	5	5			
USA	4	4	4			
Yemen	3	2	2		1	
Total	103	73	59	6	26	4

*: Permanent Missions informed that replies are expected from their capitals.

Annex 2: List established and maintained by the Committee

2140 Sanctions List

Last updated on: 16 September 2015



The List established and maintained
by the 2140 Committee

Generated on: 16 September 2015

Composition of the List

The list consists of the two sections specified below:

A. Individuals

B. Entities and other groups

Information about de-listing may be found on the Committee's website at:

<http://www.un.org/sc/committees/1267/delisting.shtml>

A. Individuals

YEi.002 Name: 1: ABDULLAH 2: YAHYA 3: AL HAKIM 4:

Name (original script): عبد الله يحيى الحاكم

Title: Designation: Huthi group second-in-command DOB: a) Approximately 1985 b) Between 1984 and 1986

POB: a) Dahyan, Yemen b) Sa'dah Governorate, Yemen Good quality a.k.a.: a) Abu Ali al Hakim b) Abu-Ali al-

Hakim c) Abdallah al-Hakim d) Abu Ali Alhakim e) Abdallah al-Mu'ayyad Low quality a.k.a.: na Nationality:

Yemen Passport no: na National identification no: na Address: Dahyan, Sa'dah Governorate, Yemen Listed

on: 7 Nov. 2014 (amended on 20 Nov. 2014) Other information: Gender [Male].

YEi.004 Name: 1: ABDULMALIK 2: AL-HOUTH 3: 4:

Title: Designation: na DOB: na POB: na Good quality a.k.a.: na Low quality a.k.a.: na Nationality:

na Passport no: na National identification no: na Address: na Listed on: 14 Apr. 2015 Other information:

Leader of Yemen's Houthi Movement. Has engaged in acts that threaten the peace, security, or stability of Yemen.

YEi.001 Name: 1: ABD 2: AL-KHALIQ 3: AL-HUTHI 4:

Name (original script): عبد الخالق الحوثي

Title: Designation: Huthi military commander DOB: 1984 POB: na Good quality a.k.a.: a) Abd-al-Khaliq al-

Huthi b) Abd-al-Khaliq Badr-al-Din al Huthi c) 'Abd al-Khaliq Badr al-Din al-Huthi Low quality a.k.a.: Abu-Yunus

Nationality: Yemen Passport no: na National identification no: na Address: na Listed on: 7 Nov. 2014

(amended on 20 Nov. 2014) Other information: Gender [Male].

YEi.005 Name: 1: AHMED 2: ALI 3: ABDULLAH 4: SALEH

Name (original script): أحمد علي عبد الله صالح

Title: Former Ambassador, former Brigadier General Designation: na DOB: 25 Jul. 1972 POB: na Good

quality a.k.a.: Ahmed Ali Abdullah Al-Ahmar Low quality a.k.a.: na Nationality: Yemeni Passport no: a)

Yemeni passport number 17979 issued under name Ahmed Ali Abdullah Saleh (referred to in the diplomatic identity

number no.:31/2013/20/003140 below) b) Yemeni passport number 02117777 issued on 08-11-2005 under name

Ahmed Ali Abdullah Al-Ahmar (good quality a.k.a.) c) Yemeni passport number 06070777 issued on 03-12-2014

under name Ahmed Ali Abdullah Al-Ahmar (good quality a.k.a.) National identification no: na Address: United

Arab Emirates Listed on: 14 Apr. 2015 (amended on 16 Sep. 2015) Other information: Has played a key role in

facilitating the Houthi military expansion. Has engaged in acts that threaten the peace, security, or stability of Yemen.

Ahmed Saleh is the son of the former President of the Republic of Yemen, Ali Abdullah Saleh (YEi.003). Ahmed

Ali Abdullah Saleh comes from an area known as Bayt Al-Ahmar, which lies some 20 kilometres southeast of the

capital, Sana'a. Diplomatic identity card no.:31/2013/20/003140, issued on 07-07-2013 by the United Arab Emirates'

Ministry of Foreign Affairs under name Ahmed Ali Abdullah Saleh; current status: cancelled.

YEi.003 Name: 1: ALI 2: ABDULLAH 3: SALEH 4:

Name (original script): علي عبد الله صالح

Title: Designation: a) President of Yemen's General People's Congress party b) Former President of the

Republic of Yemen DOB: a) 21 Mar. 1945 b) 21 Mar. 1946 c) 21 Mar. 1942 d) 21 Mar. 1947 POB: a) Bayt

al-Ahmar, Sana'a Governorate, Yemen b) Sana'a, Yemen c) Sana'a, Sanhan, Al-Rib' al-Sharqi Good quality

a.k.a.: Ali Abdallah Salih Low quality a.k.a.: na Nationality: Yemen Passport no: 00016161 (Yemen) National

identification no: 01010744444 Address: na Listed on: 7 Nov. 2014 (amended on 20 Nov. 2014) Other

information: Gender [Male].

B. Entities and other groups

Annex 3: Letter from the Ministry of Foreign Affairs in Sana'a, under the control of Ansar Allah, postponing the Panel's visit to Sana'a

Non official Translation:

The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Yemen presents its compliments to Office of the United Nations Resident Coordinator in Sana'a.

With reference to the Office's correspondence dated 19 October 2015 related to the facilitation of the Panel established pursuant to Security Council resolution 2140(2014) for a visit to Yemen from 1 to 7 November 2015, the Ministry would like to inform the Office that the date is not convenient due to engagement of relevant services with other businesses. In order to ensure a successful visit, the Ministry wishes to suggest a new date.

The Ministry avails herself of this opportunity to renew to Office of the United Nations Resident Coordinator in Sana'a the assurances of its highest consideration.



تهدي وزارة خارجية الجمهورية اليمنية أطيب تحياتها إلى
مكتب المنسق المقيم لمنظمات الأمم المتحدة بصنعاء.

بالإشارة إلى مذكرة المكتب بدون رقم وتاريخ 2015/10/19م
بخصوص طلب تسهيل مهمة فريق الخبراء المشكل بموجب قرار مجلس
الأمن رقم 2140 للعام 2014م لبلادنا في الموعد المقترح من قبل المنسق
للفترة من 1 - 7 نوفمبر 2015م، تود الوزارة إبلاغ المكتب بأن الموعد
المقترح غير مناسب نظراً لارتباط الجهات المعنية ببعض الأعمال، وحرصاً
على إنتاج الزيارة تأمل الوزارة تحديد موعد آخر.

تفتتم وزارة خارجية الجمهورية اليمنية هذه المناسبة لتعرب إلى
مكتب المنسق المقيم لمنظمات الأمم المتحدة بصنعاء مجدداً عن فائق
تقديرها واحترامها.



إلى /

مكتب المنسق المقيم لمنظمات الأمم المتحدة

Annex 4: Constitutional declaration issued in Yemen by Ansar Allah on 6 February 2015

Article No. (1): Provisions of the applicable Constitution will remain valid unless they contradict with the provision of this Declaration.

Article No. (2): This Declaration organizes governance rules during the transitional period.

Article No. (3): Public rights and freedoms are guaranteed and the state is committed to protect them.

Article No. (4): The state foreign policy is based on commitment to good neighboring and non-interference in internal affairs of the state, in addition to approving peaceful and sound means to solve disputes, and cooperation to realize joint interests in a way preserving the state sovereignty, independence, security and the supreme interests.

Article No. (5): The Revolutionary Committee is the representative of the Revolution and from which the revolutionary committees branch in the governorates and districts across the country.

The Transitional National Council

Article No. (6): Based on a resolution by the Revolutionary Committee, a Transitional National Council shall be formed consisting of 551 members to replace the dissolved parliament, and to include components not represented in it. Members of the dissolved parliaments are entitled to join the Council.

Article No. (7): The internal bylaw of the Transitional National Council shall define its work system and rights and duties of the members.

Article No. (8): Presidency of the Republic during the transitional period will be assigned to a Presidential Council of 5 members to be selected by the Transitional National Council and to be approved by the Revolutionary Committee.

Article No. (9): The internal bylaw of the Presidential Council shall define its work system and rights and duties of the members.

The Transitional Government

Article No. (10): The Presidential Council assigns any of the Transitional National Council members or from outside it to form a transitional government of national competencies.

General Provisions

Article No. (11): The Revolutionary Committee is tasked with taking all the necessary procedures and measures to protect the state sovereignty, insure its security and stability and protect people rights and freedoms.

Article No. (12): Specializations of the Transitional National Council, Presidential Council and the government are to be specified by a complementary resolution to be issued by the Revolutionary Committee.

Article No. (13): Authorities of the transitional state shall commit during a period of two years to work to achieve requirements of the transitional period according to outcomes of the Comprehensive National Dialogue Conference and the Peace and National Partnership Agreement, including the revision of the new constitution draft, issuing laws required by the foundation phase and holding a referendum on the constitution in order to move forward to the permanent situation as well as carrying out the parliamentary and presidential elections according to its provisions.

Article No. (14): The normal legislations shall continue to be valid unless they explicitly or implicitly contradict with texts of this Declaration.

Article No. (15): This Declaration is effective from the date of its issuance.

Issued at the Republican Palace in Sana'a on 6 February 2015.

Constitutional Declaration Ceremony, Presidential Palace, Sana'a, 6 February 2015



https://www.youtube.com/watch?time_continue=48&v=eNkMhj3O13w, last accessed on 10 November 2015.

Annex 5: Revolutionary Committee

The Supreme Revolutionary Committee was established by Ansar Allah following the Constitutional Declaration of 6 February 2015, to act as an executive body after the resignation of President Hadi and Bahah Government.

The Supreme Revolution Committee is headed by Mohamed Ali Abdelkarim Amir Eddine Al Houthi “Abou Ahmed” known generally as Mohamed Ali Al Houthi. He became known when the Houthis took Sana’a on September 2014. He is believed to be a cousin of Abdulmalik Al Houthi (YEi.004).

Since he assumed his functions as head of the Revolutionary Committee, Mohamed Ali Alhouthi started to act as a de facto president of Yemen.

In late September 2015, Media showed Mohamed Ali Alhouthi visiting Ansar Allah combatant in the fronts in Al Houdaydah, Ma’rib and Ta’izz.

In Ta’izz footage taken of Mohamed Ali Al Houthi showed also Abdullah Yahya Al Hakim designated as (YEi.002) in the 2140 sanctions list.

The Supreme revolutionary Committee comprises:

1. Mohamed Ali Abdelkarim Amir Eddine Al Houthi AKA Abou Ahmed;
2. Youssef Alfaichi Aka Abou Malik;
3. Taha Ben Ahmed Almoutawakil;
4. Mohamed Ahmed Meftah;
5. Mohamed Al Maqaleh;
6. Naif Ahmed Alqanes;
7. Khaled Almadani;
8. Ibtissam Mihamed AlHamdi;
9. Alia Faissal Abdellatif Achaabi;
10. Sadeq Abdallah Abou Chawarib;
11. Talal Aqlan.

Mohamed Ali Alhouthi visiting Salif port near Alhudaydah on 5 October 2015



Yemen street Web page, <http://www.yemenstreet.net/news-14778.htm>, last accessed, 20 October 2015

Mohamed Ali Alhouthi visiting Ta'izz with Abdullah Al Hakim, 26 September 2015



1- Mohamed Ali Al Houthi, Head of the Supreme revolution Committee, Acting head of the executive

2- Abdullah Yahya Abdullah Al Hakim “Abou Ali”, (listed as YEi.002);

<http://almawqea.net/news.php?id=2303>, last accessed on 20 October 2015



Source: <http://www.almasirahnews.com/?p=3741>, last accessed on 11 November 2015

Annex 6: Islamic Republic of Iran-Yemen air transport cooperation



Source: Islamic Republic News Agency, 1 March 2015,
<http://www3.irna.ir/en/News/81524416/>, last accessed on 12 November 2015



Rival Yemeni camps entrench as Iran flights arrive, AP, 1 March 2015,
<http://news.yahoo.com/first-iran-flight-arrives-rebel-held-yemeni-capital-112941975.html>, last
 accessed on 03 December 2015.

Annex 7: Security Commission acting under the direction and/or on behalf of Ansar Allah

The Supreme Revolutionary Committee nominated on 6 February 2015, 18 members to serve in the Security Commission:

1. Major General Mahmoud Soubaihi, Acting Defense Minister (**escaped Sana'a to Aden, arrested by Houthis and put under detention**);
2. Major General Jalal Arouichan, Acting Minister of Interior;
3. Major General Hamoud Khaled Soufi, Director of Political Security Office (**left Sana'a**)
4. Major Ali Hassan al Ahmadi, Director national Security Bureau NSB, joined Hadi (**joined Hadi**);
5. Major General Houssain Khirano, Chief of staff;
6. Brigadier General Zakaria Chami;
7. Major General Ahmed Mohsin Al Yafai;
8. Major General Abderrazak Al Marouni, Commander Special Operations Command;
9. Major General Awad Ben Farid;
10. Major General Abderraqib Thabet Assoubaihi;
11. Major General Ali Ben Ali Al Jaifi;
12. Major General Abdallah Mohnif;
13. Youssef Hassan Ismail Al Madani;
14. Abdallah Yahya Abdallah Al Hakim;
15. Abd Arrab Saleh Ahmed Jarfan;
16. Taha Hassan Al Madani;
17. Mohamed Daif Allah Saleh Sabhan;
18. Mohamed Abdelkarim Al Ghoumari.

Meeting of the Security Commission at the Ministry of Defense in Sana'a, 07 February



2015

Chaired by Major General Mahmoud Soubaihi, the four individuals in uniform are from Ansar Allah left to right: Youssef Hassan Ismail Al Madani, Abdallah Yahya Abdallah Al Hakim, Abd Arrab Saleh Ahmed Jarfan, Taha Hassan Al Madani, (screen shot from Yemeni TV channels)

The Panel has identified some of key actors of the Security Commission involved in the Command and Control as well as coordination between Houthis and Saleh family.

Link to pro Saleh Bureacracy for administration and management		
		
Gen. Jalal Arrouichan Acting Minister of Interior	Gen. Hussein Khirano Acting Minister of defense	Gen. Zakaria Chami Ansar Allah Regular Officer

Link to Houthis Armed Groups		
		
Youssef Al Madani Ansar Allah	Abdallah Yahya AlHakim Ansar Allah	Taha Hassan Al Madani Ansar Allah
Link to pro Saleh units with special expertise and operational enablers		
		
Gen. Aberrazak Almarouni Special Operations	*Gen. Abd alRaqib alSubaihi Close to Ahmed Ali Saleh	Gen. Abdullah Mohnif Director Intelligence Services

Annex 8: Consultations facilitated by the United Nations

1. Participants to PNPA and Movenpick talks

1. Ansar Allah (Mahdi Machat and Hussein Al Azzi);
2. Al Haq Party (Hassan Zaid);
3. GPC (Abdul Karim Ali Al-Iryani);
4. National Democratic Alliance Parties (Kassem Sallam);
5. Arab Socialist Ba'ath Party (Mohamed Al Zubairy);
6. Islah (Abdul Wahab al-Ansi);
7. Yemeni Socialist Party YSP (Yahya Mansour Abou Sobo'a);
8. Yemeni Unionist Congregation (Abdullah Aobel);
9. Popular Front Union (Mohamed Arobai);
10. Nasserist (Abdullah Noaman, didn't sign);
11. Arrashad Party (Mohamed Moussa Al Amri);
12. Justice and Construction Party (Mohamed AboLuhoum);
13. Southern Hirak (Yassine Al Makkaoui).

2. Participants to First Geneva Consultations

Participants to Geneva talks as political constituents from Sana'a

1. Faika Alsayed – GPC;
2. Yahia Dowaid- GPC;
3. Aref Al-Zwka – GPC;
4. Yaser Al-Awadi- GPC;
5. Adel Qassem Abdu Al-Shugaa –GPC;
6. Obeid Bin-Dubeia - GPC;
7. Abu Bakr Al Qirbi -GPC;
8. Madhi Almshat -Ansar Allah;
9. Hamza Al-Houthi -Ansar Allah;
10. Ali Emad -Ansar Allah;
11. Abdulsalam Jaber -Ansar Allah;
12. Abdulmalek Alhajri -Ansar Allah;
13. Nasser Al-Nassiri Democratic Alliance;
14. Ghaleb Musad Hirak;
15. Mohamed Al-Zubairy Baath;
16. Bderrahman Al-Sakkaf -Yemeni Socialist Party;
17. Hassan Zaid -Al Haqq Party;
18. Mohammed Aboluhoum Justice and Construction;
19. Nabil Al Wazir Federation of Popular Forces.

Participants to Geneva talks as Government representatives

1. Riyadh Yassin Abdullah;
2. Ezzeddin Al-Asbahi;
3. Ahmed bin Ahmed Al-Maisari;

4. Abdul Wahhab Al-Humaikani;
5. Abdel Aziz Joubari;
6. Fahd Salim Kafayen;
7. Othman Hussein Majli;
8. Ahmed Awad bin Mubarak;
9. Mohamed Al-Mukhlafi;
10. Mohamed Ali Al-Sakkaf;

3. Ansar Allah and GPC Participants to Muscat

- 1 Mahdi Almachat (Ansar Allah);
- 2 Hussein Alaazi (Ansar Allah)
- 3 Abdelmakek Alaajri (Ansar Allah)
- 4 Mohamed Ben Abdessalam (Ansar Allah)
- 5 Yahya Dowaid (GPC)
- 6 Yasser Alawadi (GPC)
- 7 Aref Azzoukka (GPC)
- 8 Abu baker Qorbi (GPC)

4. Participants to second Geneva Consultations

Participating to Geneva talks as political constituents from Sana'a

Ansar Allah:

- 1 Mahdi Almachat (Sa'dah);
- 2 Mohamed Ben Abdessalam (Sa'dah)
- 3 Hamid Radman Assem (Sana'a)
- 4 Abdelilah Hajr (Sana'a)
5. Salim Maghlis (Ta'izz)
6. Nasser Mahfouz Baqazqouz (Hadramout)

GPC:

- 1 Yasser Alawadi (Al Baydah)
- 2 Aref Azzoukka (Shabwah)
- 3 Abu baker Qorbi (Al Baydah)
4. Faiqa Assayed (Aden)-Woman
- 5 Yahya Dowaid (Sana'a)
6. Khaled Addini (Hadramout)

Participating to Geneva talks as Government representatives

1. Abdelmalik Abdeljalil Al Mekhlafi;
2. Abdelaziz Ahmed Joubari;
3. Mohamed Moussa Al Aamri (AlBaydah);
4. Yassine Omar Makkaoui (Aden);
5. Mohamed Said Assaadi (Abyan);
6. Mohamed Said Assaadi (Abyan);
7. Khaled Omar Bajneid (Hadramout);
8. Nehal Naji Al Awlaki (Shabouah)-Woman;
9. Abdellah Abdellah Al Alimi (Shabwah);
10. Shai'I Mohsein Azzandani(Dale'a);
11. Azzedin Al Asbahi (Ta'izz)
12. Mouine Abdelmalik Said (Ta'izz)

5. Political Parties allied to Ansar Allah

Press conference, Sana'a, 1 September 2015: Ansar Allah and four allied parties announce their readiness to form a national Government.



<http://www.sabanews.net/ar/print403059.htm>

Left to right: Hamid Abdulmalek Alhajri (Al Karama, federation of parties allied to Ansar Allah), Hamid Assem (Nasserist Unionist People's Organisation), Hassan Zaid (Al Haq Party), Hamza Alhouthi (Ansar Allah), Mohamed Al Zubairy (Arab Socialist Ba'ath Party), Kassem Sallam, Nasser AL-Nassiri.

Annex 9: Inspection regime enforced by the coalition

List of Vessels which went through the inspection process by the coalition

M/V Name	Month	Destination	Boarded Y/N	Date Boarded
IRAN SHAHEED	May	Hudaydah	N	
ISTANBUL I	May	Aden	N	
AL NUBA I	May	Mokha	N	
ZAABEEL	May	Djibouti	N	
NAVIMOON	June	Hudaydah	Y	11-Jun-15
FREE STAR	June	Hudaydah	Y	11-Jun-15
EVANGELIA	June	Hudaydah	N	
RASS LAFFAN	June	Aden	N	
AL NUBA II	June	Mokha	N	
RAMA I	June	Aden	Y	17-Jun-15
CHANG HANG TAN SUO	June	Hudaydah	Y	14-Jun-15
PRYA	June	Hudaydah	N	
CASSENDRA	June	Hudaydah	Y	22-Jun-15
STELLA DI MARE	June	Hudaydah	N	
STARTRADER	June	Hudaydah	N	
LINA - Y	June	Salif	N	
ROYAL 8	June	Hudaydah	N	
VENUS	June	Mokha	N	
AREZOU	June	Hudaydah	N	
BEST WAVE	July	Hudaydah	Y	08-Jul-15
INCE INEBOLU	July	Salif	N	
RADHE	July	Hudaydah	N	
GEMA	July	Mokha	N	
SHAKER 1	August	Hudaydah	N	
PEARL OF ATHENA	August	Hudaydah	N	
TESSALINA	August	Hudaydah	Y	19-Aug-15
BOLERO	August	Salif	N	
MARWAN H	September	Salif	N	

M/V Name	Month	Destination	Boarded Y/N	Date Boarded
JABAL ALI	September	Aden	N	
AFRICAN 4	September	Aden	N	
EMIRATES PEACE	November	Nishtun	N	
MADINA I	November	Nishtun	N	

(source: Maritime Coalition Forces: list of vessels boarded may not be complete as information is provided by reports from third party)

Contact details for requesting clearances from the Evacuation and Humanitarian Operation Cell (EHOC) of the Saudi Ministry of Defence.



No Fly zone and Flight Restrictions

Following No Fly zone restrictions by the coalition all flights to and from Sana'a in Yemen have to be cleared

Flight schedule of 26 June 2015 with diplomatic clearance

استاذي في الحركة للتصاريح العارضة اليوم الجمعة بتاريخ 26/06/2015م

رصدت الحركة

المرحلة	الوقت	الوقت	الوقت	الوقت	الوقت	الوقت	الوقت	الوقت
رحلة خفيفة	سبيل / سبيل	1300 محلي	1200 محلي	A320	MAJAN 525	551	ساعة قوس المحامي	1073
تقن التفتيش العائلي قد الخارج	عسان كويشة / سبيل / سبيل	1315 محلي	1215 محلي	A320	7753/658	يمنية	اليمنية	1069
	عسان كويشة / سبيل / سبيل	1315 محلي	1215 محلي	A320	7753/658			
	القاهرة كويشة / سبيل / سبيل	1445 محلي	1315 محلي	A310	7753/658			

لطف معيار
 منسوب النقل الجوي

محمد الهتاري
 منسوب النقل الجوي

(Leaked and posted on social media, authenticity confirmed by confidential source)

Translation

Flight	Type	Itinerary
Oman (special flight for UN)*	Special flight	Muscat-Sana'a-Muscat
Yemenia	Passenger	Amman- Bisha -Sana'a- Bisha -Amman
Yemenia	Passenger	Amman- Bisha -Sana'a- Bisha -Amman
Yemenia	Passenger	Cairo- Bisha -Sana'a- Bisha -Cairo

*Flight serving to transport Delegation that participated in Geneva consultations

77/263

(Leaked by activists and posted in social media)

Flight	Type	Itinerary
Russian Ministry of Emergency	Evacuation	Russia-Sana'a-Russia
Solenta aviation	Medical supplies	Djibouti-Sana'a-Djibouti
Oman (special flight for UN)	Special flight	Muscat-Sana'a-Muscat
Red Cross	Humanitarian	Djibouti-Sana'a-Djibouti
Ruby Star	Medical supplies	Shariqa- Bisha -Sana'a- Bisha -Shariqa
	For Aljabal Cie	
Yemenia*	Passenger	Amman- Bisha -Sana'a- Bisha -Amman
Yemenia	Passenger	Cairo- Bisha -Sana'a- Bisha -Cairo
Yemenia	Passenger	Sayun- Soqatra-Sayun-Amman

* Flight used to transport Ansar Allah and GPC delegation participating to the Muscat talks.

Annex 10: Profile of weapons serving as baseline to monitor potential violations of the targeted arms embargo

As a result of successive wars in Yemen, arms have proliferated both within the regular military as well as within tribal militias. Since the reunification of North and South Yemen in 1990, the country has continued to increase its military arsenal. Between 1994 and 2013, the major suppliers that have reported exports of conventional weapons to Yemen were Belarus, Bulgaria, Czech Republic, the Russian Federation, South Africa and Ukraine.¹ During this period, Yemen received at least 384 main battle tanks, 572 armoured combat vehicles, 193 artillery systems, 75 combat aircraft. In their annual reports to the UN Register of Conventional Arms from 2008 to 2014, Member States have also reported the export to Yemen of 108 light mortars, 60 heavy machine guns, 2,000 light machine guns, 40,700 assault rifles, 20,000 mortar rounds (120mm) and 4 millions weapon cartridges calibre 12,7x108 for medium machine gun.²

Yemen also has medium range and tactical ballistic missiles in its arsenals. South Yemen had acquired 6 SCUD-B missiles launchers as early as 1989 which were integrated in the Yemeni arsenal after reunification in 1990. Yemen also has short range (70 km) OTR 21 Tochka missiles, or SS21 SCARAB. SCUDs were used in the 1994 civil war and were fired at Sana'a and Aden by both North and South Yemen. In 2002, Spanish and US navy vessels intercepted a vessel flagged in the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) and found 15 disassembled Hwasong-6 missiles (the North Korean version named SCUD-C) and about 85 drums of a chemical—later identified by Yemeni officials as missile fuel. The SCUDs were allegedly part of an old deal that the Yemeni Socialist Party (YSP) had signed with the DPRK. Yemen has allegedly received 45 Hwasong-6 (SCUD-C) missiles from the DPRK. According to technical specifications from open sources, these types of missiles have a range from 300 to 500 km. They have been fired on many occasions towards south-western governorates of Saudi Arabia along the Yemeni borders.

¹ Member States are called upon to provide the UN Secretary-General annually with a report on their transfers of major conventional weapons. Since its inception in 1991, the United Nations Register of Conventional Arms has received reports from more than 170 States capturing the vast majority of official transfers. See <http://www.un-register.org>

² Since 2006, the General Assembly calls upon Member States to include, on a voluntary basis, their imports and exports of small arms in the annual national report on their arms imports and exports. see <http://www.un-register.org/SmallArms/Index.aspx>

List of conventional weapon transferred to Yemen as reported by Member States:

Exporting Country	Year	Number	Type
Belarus	2000	27	T-72B (S)
	2010	66	T-805
	2012	14	T-80
Bulgaria	1994	56	Tank-62
	1994	6	Tank-55
	1994	10	166 Mine-Thrower
	2010	54	82mm mortar
	2010	36	120mm mortar
	2010	50	81mm mortar
China	2007	2	Missile launchers
Czech Rep.	2000	97	Tank T-55
	2002	35	T 55 AM2
	2002	30	100 mm tank gun TK10-T2S
	2010	15	BVP-1 with MG 14,5
	2012	10	APC
	2013	5	APC
France	1999	10	AML
	1998	5	AML
Poland	1999	20	Battle tank
Moldova	1994	13	Launch rocket "Uragan"
	1994	4	MIG-29 aircraft
Russian Federation	2000	1	APC
	2000	31	MBT
	2002	14	Combat aircraft
	2004	128	APC
	2004	2	Combat aircraft
	2005	60	APC
	2005	4	Combat aircraft
	2005	2	Attack helicopters
	2010	94	APC
South Africa		112	APC
Ukraine	1995	4	SU-22 aircraft

	2003	32	T- 72
	2003	36	BMP-2
	2004	64	BMP-2
	2005	12	L-39S
	2006	2	L-39S
	2006	4	MiG-21
	2006	6	Su-22
	2007	17	Mig-21
	2007	6	Su-22
USA	2006	30	M113A2 ACV
	2006	2	M577A2 APC

81/263



<http://www.reuters.com/news/picture/push-for-peace-in-yemen?articleId=USRTX1YMEL>

Annex 11: 9M113 Konkurs anti-tank guided missile used in Yemen

Knonkurs system operated by a Houthi fighter allegedly against a Saudi Tank along the borders with Saudi Arabia



Screen shot from Almasirah video

https://www.youtube.com/watch?v=dxnRSY_DPVs&feature=youtu.be, last accessed on 9 November 2015.

Konkurs system from another video



https://www.youtube.com/watch?v=dxnRSY_DPVs&feature=youtu.be, last accessed on 9 November 2015.

Annex 12: Interdiction of the fishing dhow *Nassir* and seizure of smuggled weapons

Sequence of events related to the investigation:

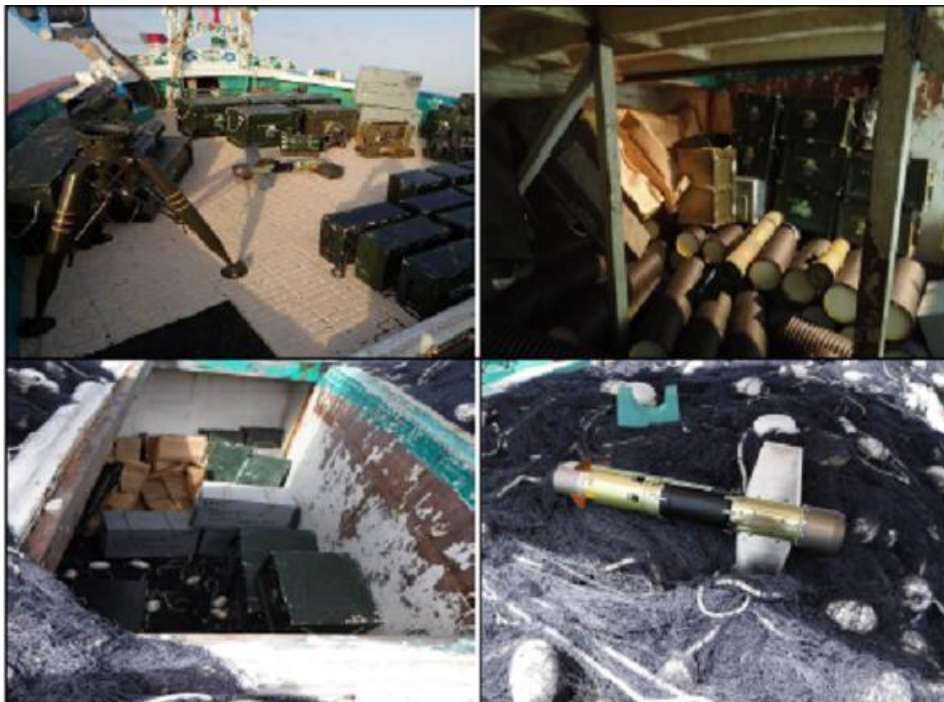
- 15 September: Panel sends official communications to all Members States conducting operations in the area requesting information on potential seizures of arms;
- 25 September: Vessels of two Member States interdict the fishing dhow and seized weapon reported on media;
- 5 October: Panel sends official communications to Saudi Arabia and CMF requesting information on seizures of arms reported on media;
- 28 October: One confidential source confirms the seizure;
- 17 November: Panel received information from confidential source that an Australian vessel has been involved in the interdiction of the dhow and has seized weapons;
- 20 November: Panel sends official communications to Australia requesting information on seizures of arms by its vessel;
- 24 November: US reports to the Committee on Yemen and on Iran that one of its vessel in conjunction with another Member States has interdicted a dhow and seized weapons;
- 20 November: Panel sends official communications to Australia requesting information on seizures of arms by its vessel;
- 2 December: Panel sends a letter to USA requesting information on seized weapons and an inspection the weapons;
- 2 December: Australia replies to the Panel informing that in the course of a flag verification boarding, one of its vessel interdicted a ship which was found to be carrying weapons;
- 16 December: USA sends a letter inviting Panels on Iran and on Yemen to USA to inspect arms seized;
- 29 December: Panel conducted the inspection in USA of the arms seized



(According to information provided by a confidential source)

Dhow *Nassir* during Interdiction

Photo showing the flag verification operation (confidential source)

Weapons discovered during the Flag Verification Boarding on the *Nassir*

(US report, 24 November 2015)

Weapon Seized according to US report

56 TOW Anti-Tank Guided Missiles; 4 TOW Optical Sights; 4 TOW Tripod Mounts; 4 TOW Launch Tubes; 2 TOW Battery Sets; 2 TOW Launcher Assembly Units; 3 TOW Missile Guidance Systems; 14 TOW Battery Assemblies; and 19 9M113 AT Konkurs.



(US report, 24 November 2015)



Annex 13: Inspection of anti-tank guided missile seized by the United States from the *Nassir*

Following the US report on seizure, the Panel in conjunction with the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1929 (2010) on Iran were invited by the United States to inspect the seized weapons from the *Nassir* that were in their possession. The inspection took place on 29 December in a US Government compound near Washington DC.

1. Observations on BGM71 TOW and associated equipment

6 of the 56 missiles ATGM BGM71 TOW seized, inspected by the Panel





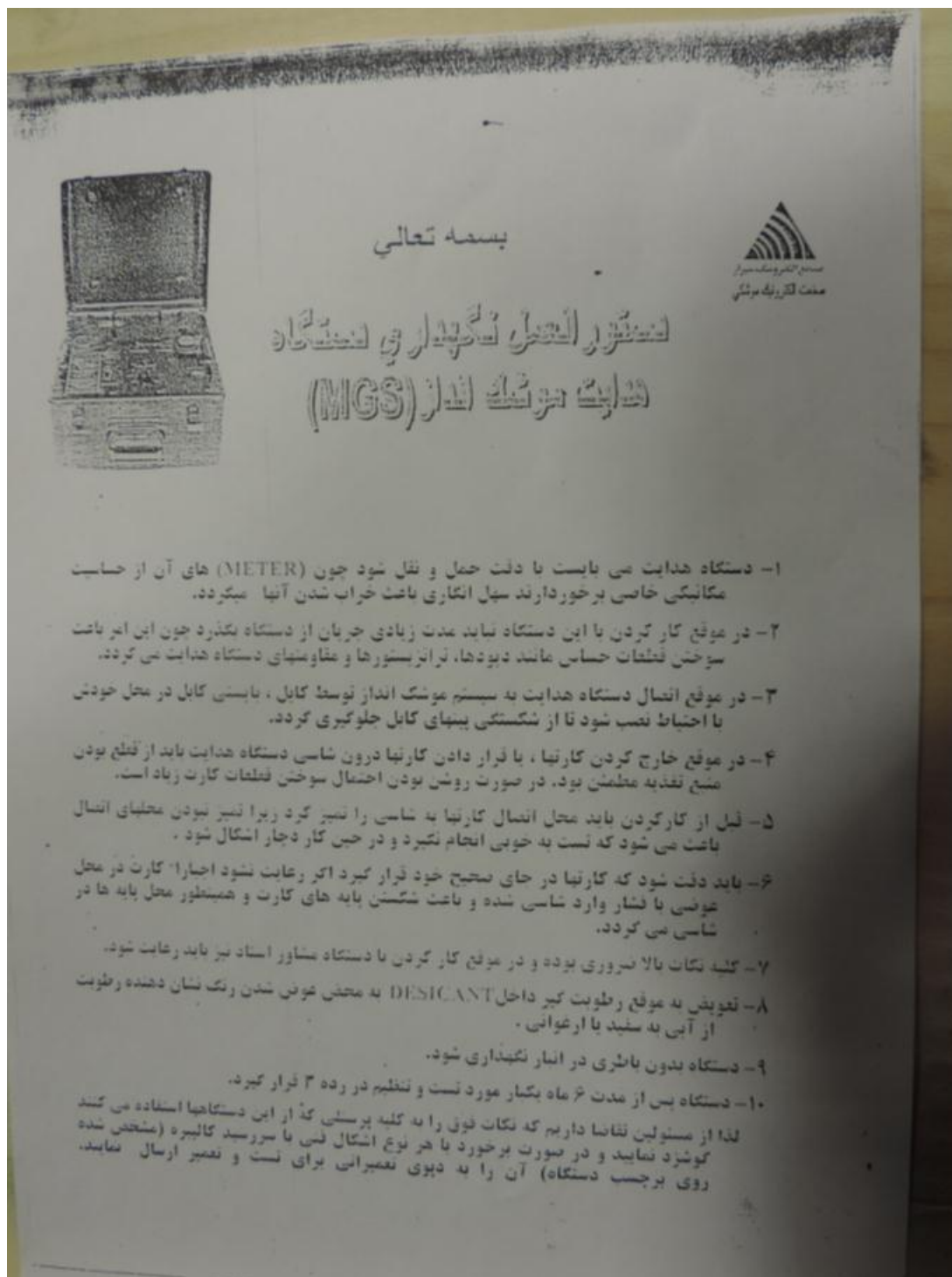
Marking and serial number

Top: Date 2013 on missiles likely date of overhaul

Markings and serial numbers on associated equipment indicating Iranian companies



Technical instruction in Persian language found by the Panel in a box containing the Missile Guidance System MGS for TOW



2. Observations on ATGM 9M113 Konkurs and associated equipment



4 of the 19 missiles ATGM 9M113 Konkurs seized, inspected by the Panel



9M113 Konkurs on its mount inspected by the Panel



Marking and serial number likely similar to Iranian models



Marking and serial number likely similar to Russian models

Markings and serial numbers on mount and optical system with characteristics similar to Russian models



3. ATGM 9M113 Konkurs observed in the region (Hezbollah, Iran and)

Konkurs operated by Hezbollah in Southern Lebanon (2006)



August 14, 2006 A Russian-made anti-tank missile launcher captured by IDF forces in southern Lebanon belonging to Hezbollah.

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flickr_-_Israel_Defense_Forces_-_Russian-Made_Missile_Found_in_Hezbollah_Hands.jpg, last accessed on 09 November 2015.

Konkurs model held by Iranian forces



Annex 14: Plundering of the Nineteenth Brigade in Bayhan

On 14 February, local media reported that Ansar Asharia attacked the main military compound situated in Baihan in Chabwa governorate which comprises the majority of equipment of the 19th Infantry Brigade.

According to the order of battle of the Brigade in possession of the Panel, the Brigade had a registered strength of 3971 troops but only around 1390 troops were declared to be operational in the area during the attack and less than 35 were in fact present in the compound and were allowed to leave without their weapon after mediation by local sheikhs.

During the attack there was almost no resistance as only one soldier was killed and six wounded. Open sources stated that local tribes took control of looted arms and ammunition in Byahan and from two other battalions in Salim and Hai Ben Aqil in Shabwah.

Senior Yemeni officer in Riyadh confirmed to the Panel during an interview in September that troops of the 19th brigade were still in their homes.

According to the Brigade's order of battle, equipment and ammunition held by the Brigade comprise:

- 47 heavy artillery gun calibre up to 122;
- 143 machine gun (medium and heavy);
- x2460 rifles;
- 104 rocket propelled grenade launchers;
- 24 tank T55 and 1 T62,
- 9 Armoured personnel carriers;
- 45 pickups; 16000 shells for artillery
- 270 anti tank missiles
- 5400 propelled grenades;
- More than 1.8 millions cartridges for rifles and machine guns.



Entrance of Headquarters 19th Infantry Brigade in Bayhan, stormed by Ansar Asharia. The group raised its flag and is taking a T55 tank. Markings in Arabic on the gate indicate Headquarters of the 19th Brigade, see http://yemen-press.com/uploaded_files/ups/yp12-02-2015-66298.jpg, last accessed on 23 december 2015.

Translation (Order of Battle 19th Brigade)

Brigade Commander: Hamid Yahya Assaoumali

1. Order of battle (Personnel):

- Total Strength: 3971;
- Officers: 387, NCO and Rank: 3584 (according to salaries disbursed in December 2015)
- Personnel registered: 4044
- Personnel declared operational: less than 45%
- Personnel present during the attack: less than 35%

2. Table of equipment for the Brigade: See above (list of equipment looted)

قوام وجاهزية اللواء / ١٩ مش - بيجان						
أولاً :- جاهزية القوى البشرية :-						
١. إجمالي القوة البشرية (٣٩,٧١) ضابط وفرد على النحو التالي :-						
ضباط (٣٨٧) - صف ضباط وأفراد (٣٥٨٤) مستلمي مرتب شهر ديسمبر ٢٠١٤ م من الدائرة المالية						
أما كشوفات اللواء فأجمالي القوة (٤٠٤٤) .						
٢. نسبة الجاهزية البشرية المتواجدة في اللواء لا تتجاوز (٤٥) % .						
٣. نسبة التواجد أثناء حادثة الهجوم على اللواء والاستيلاء عليه لا تتجاوز (٣٥) % تقريباً						
ثانياً الجاهزية القتالية (الأسلحة)						
الذخائر	المدفعية	الرشاشات	معدات	قواعد صواريخ	قذائف	بندقية الية
٢٥٥ (٢٤) - ٦٣ (١١) - الاجملي (٢٥)	- مدافع متنوعة (٣١) . - مدافع جوي (٢٢) .	(٥٧) رشاش متنوع	(١٣) حمل متنوع	(٢٠) قاعدة + عدد (٩) أجهزة إطلاق برس	(١٠٤) قذائف	(٢٤١٥) بندقية + عشر بندقية متنوعه بكمية كبيرة للتفصيل في المرفقات
ثالثاً : المعدات والسيارات (أنظر المرفق)						
رابعاً : قيادة اللواء هم :-						
- عميد ركن / حامد يحيى الصوملي						
- عقيد ركن / علي قائد يحيى مطير						
- عقيد ركن / أحمد محمد القشيم						
قائد اللواء .						
رئيس أركان اللواء .						
رئيس عمليات اللواء .						

Annex 15: Airdrop and supply of arms to the resistance

Weapons and ammunition airdropped in southern areas Yemen



http://aawsat.com/sites/default/files/styles/galleryformatter_thumb/public/1428086211267469100.jpg?itok=mvziXUfl



www.almashhad-alyemeni.com/news49896.html

Heckler & Koch G3A4 rifle and 7.62×51 ammunition box with inscription indicating Saudi Origin



Rocket propelled grenades intended to resistance finishing in Houthis hands



http://www.ibb-press.net/user_images/news/29-04-15-290641263.jpg



Weapon seized in Sana'a in September 2015,
<https://pbs.twimg.com/media/COKo6kSWgAAov16.jpg>

Ammunition used to build improvised explosive device (IED)



Left: Vehicle-borne improvised explosive device (VBIED), discovered by Houthis in Ibb on 21 December 2015 (shared with the panel by activists).

Anti tank mines TM 48 and TM 57, Russian made.

Annex 16: Armoured combat vehicles provided by the coalition to alleged Salafist in Ta‘izz



<http://www.emirates247.com/news/region/uae-saudi-send-weapons-to-taiz-resistance-2015-11-07-1.609560>

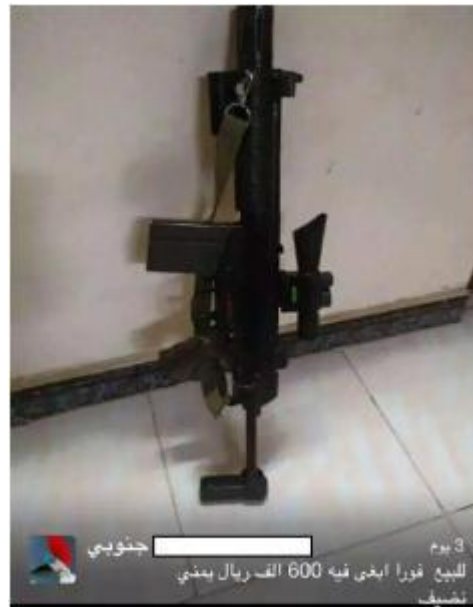


<http://shabwahalhadath.net/uploads/pics/1446403389.jpeg>

Annex 17: Arms supplied by the coalition sold by the resistance



Type US M4 for sale
1000000 Yemeni Rial ie
(around 5000 USD)

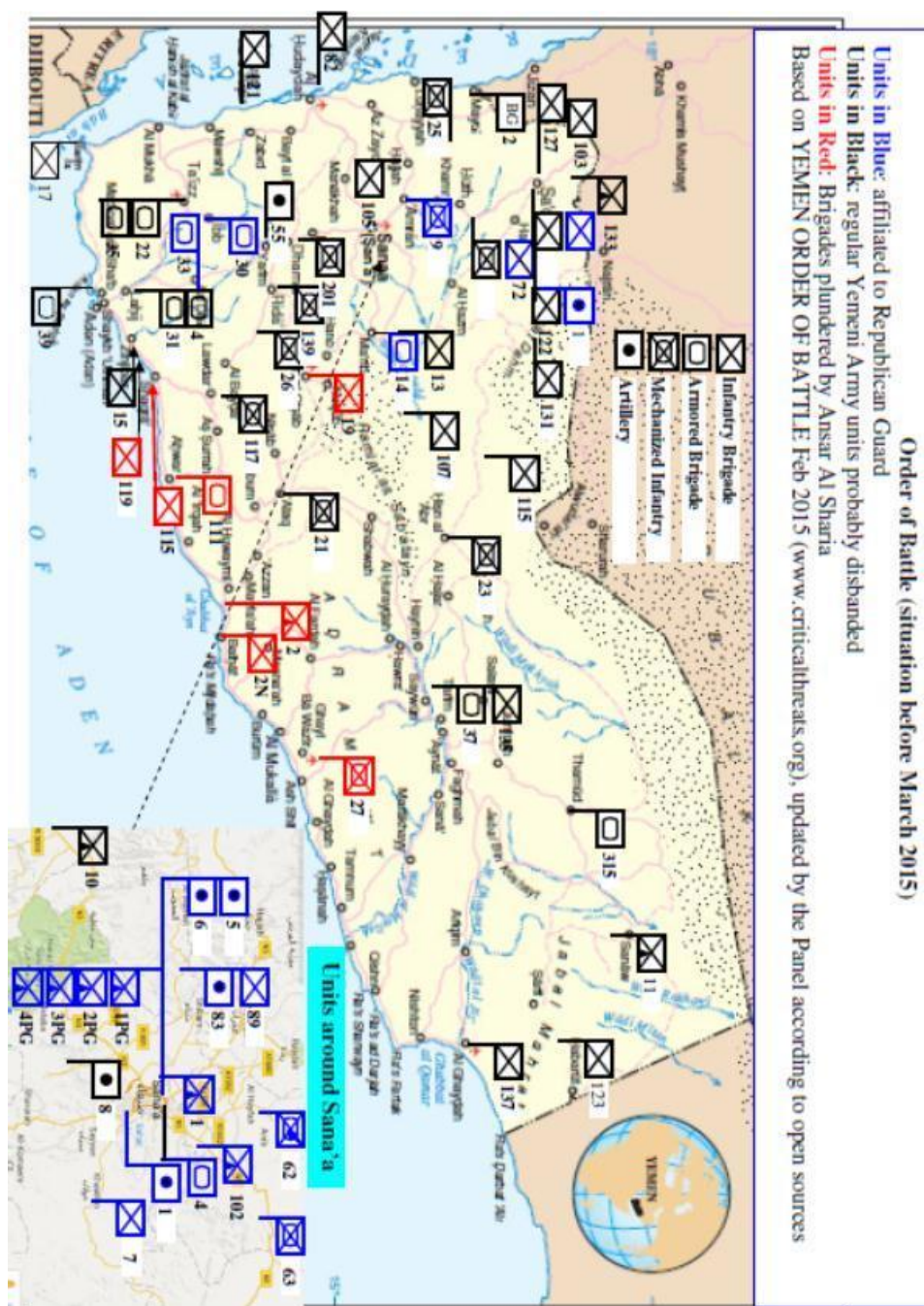


Type G3A4 Saudi 600000
Yemeni Rials ie (around 3000 USD)



Type AK 74: 1 Million
Rial (around 5000 USD)

Annex 18: Order of battle of Yemen military units before the start of the coalition campaign (updated based on media reports)



Annex 19: Examples of wealth accrued by Ali Abdullah Saleh (YEi.003)

Arms and ammunition deals: An arms trader accomplished an arm deal of \$ 200 million consisting in purchasing 50,000 machine guns at a unitary price of \$ 150 which were later sold at \$ 600 each. Half of the profit was for Ali Abdullah Saleh (YEi.003) who facilitated the purchase of the weapons by taking advantage of his position as President of the Country. Another example is the purchase of 1000 bullets for machine guns at a unitary price of \$ 0.50 each. Later on, each unit was sold at \$ 1.

Education: Records of teachers and civil servants were also artificially manipulated to obtain funds for those none existing or “ghost” workers. On papers, Ali Abdullah Saleh’s government accounted for 9 children to 1 teacher, although the reality was different to the point that a large number of schools were empty. The designated individual tricked inspections from control authorities by artificially filling schools during inspections days.

Health: The Panel has been informed that during the many years of Ali Abdullah Saleh (YEi.003) in power, not a single hospital was built. Many hospitals and medical centers only existed on papers, again, as set up to divert funds from the states’ budget.

Money Laundering: In one occasion, Ali Adbullah Saleh (YEi.003) allocated \$ 4 million to buy \$ 20 million obtained from illicit gains. The \$ 20 million were deposited in the Central Bank of Yemen and further withdrawn clean.

Military and Defense: The military forces were largely tainted with corruption. Ali Abdullah Saleh (YEi.003) used to artificially inflate the numbers of active soldiers and military facilities to obtain illicit gains. For instance a list of 1,500 soldiers appeared as if there were 80,000 soldiers. Therefore, the designated individual was able to collect wages of those “ghost soldiers” on a monthly basis. The same was made to collect maintenance expense for non-existing military facilities.

Ministry of roads and reconstruction: The Ministry did not approved a single contract unless obtaining 16% kickback in cash. Overall cost of projects were increased to obtain more gains. For instance, a \$ 15 million worth contract was presented as \$ 80 million worth project contract.

Oil companies and contractors: The Panel was assured that Ali Abdullah Saleh (YEi.003) was the direct recipient of 20% commission of the country’s oil production. The Panel received assurances that all oil companies operating in the country were aware of this situation. Basically, every oil contract was made in parallel. One in Sana’a to be presented to the Yemeni Parliament for approval with the exact conditions of the agreement, while a parallel contract was signed in a Gulf country. The later established the conditions of the kickback to be paid to Ali Abdullah Saleh (YEi.003).

In summary, all funds illicitly obtained from corruption were distributed, laundered and watered down through a well-established and complicated financial network. Anyone refusing to be part of it was immediately ousted from the government.

Source: Panel of Experts’ interview with the highest level Yemeni Government official on 11 June 2015 in Riyadh, Saudi Arabia

Annex 20: Compulsory donations

Receipt for payment of funds for the central commission for collection of donations for God's sake (sabil Allah).



Shared by activists with the Panel.

Letter allegedly sent to to Kamran Industry and Investment Company, dated 9 December 2015, asking to provide 10 Millions Yemeri Rials for Houthi activists

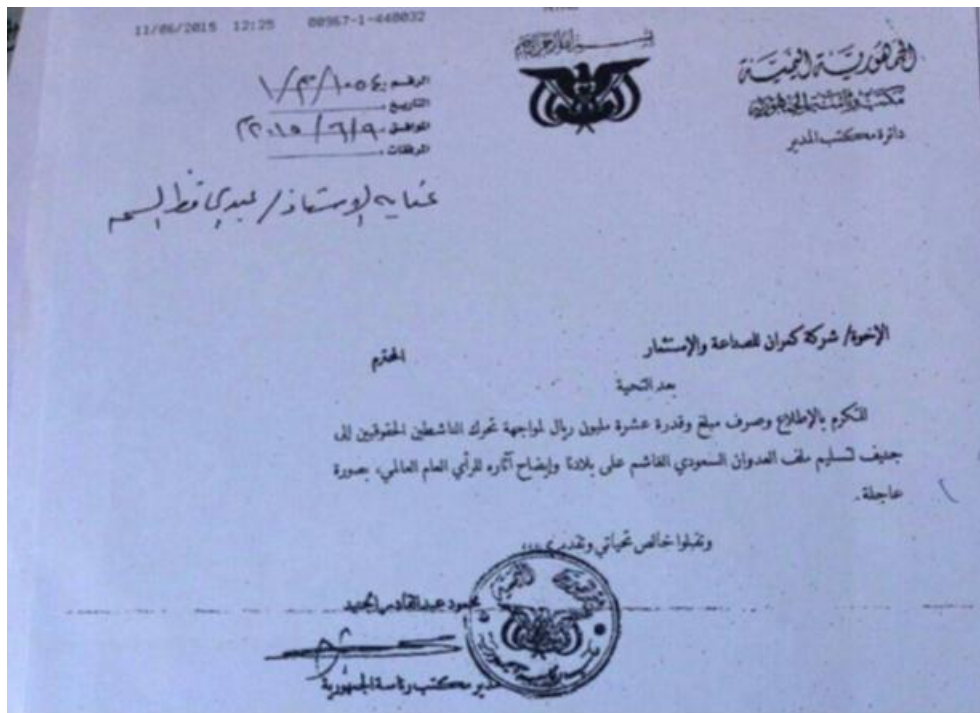
Translation:

Kindly provide a sum of 10 Millions Rials that would be used to fund travels of Human Rights activists to Geneva to submit reports on Saudi aggression and to present its effect to the international public opinion.

Signed

Mohamed Abdelkader Aljunaid

Director of the office of the President



See, <http://almashhad-alyemeni.com/news65772.html>, last accessed on 23 December 2015.

Annex 21. Description of companies entailing one of the networks of Ali Abdullah Saleh (YEi.003)

In addition to the outline of the worldwide financial network described in the text of the report, the Panel wishes to outline and describe in more detail the companies comprising one of the financial structures used by the designated sanctioned individuals Ali Abdullah Saleh (YEi.003) or those acting on their behalf, to conduct business operations or to hide ownership of individual under sanctions and allow transactions.

1. The Pact Trust

The Trust was settled by designated individual Ali Abdullah Saleh (YEi.003) and is the owner of a number of companies as indicated in the following paragraphs. Beneficiaries of the Trust are members of his family entourage.

2. New World Trust Corporation NWT

New World Trust Corporation NWT is the trustee of the Pact Trust. The Company was registered in the province of New Brunswick, Canada, number 012167 of 16 June 1977 at the address One Germain Street, Suite 1500, PO Box 1324, Saint John, New Brunswick, E2L 4H8 Canada.

The address of the head office of New World Trust Corporation NWT, matches that of a law office firm in Saint John, New Brunswick, while its mailing address matches that of NWT Magament SA, in Geneva, according to the latter's website (www.newworldtrust.)"

3. NWT Nominees Limited now NWT Services Limited

NWT Nominees Limited with address at Winterbotham Place, Marlborough and Queen Streets, PO Box N-3026 Nassau Bahamas is the trustee for New World Trust Corporation NWT in Canada which was in turn the trustee of the Pact Trust. NWT Nominees Limited later changed its name to NWT Services Limited.

NWT Services Limited was also the sole shareholder of three companies (Albula Limited, Weisen Limited and Foxford Management Limited), which ownership was later transferred to Khaled Ali Abdullah Saleh. The Company latest address appeared at Aleman, Cordero, Galindo & Lee Trust (BVI) Limited 3rd Floor, Geneva Place, Waterfront Drive, P.O. Box 3175, Road Town, Tortola, British Virgin Islands.

4. NWT Directors Limited, formerly NWT Directors Inc.

NWT Directors Limited a company incorporated in the Commonwealth of the Bahamas. It appears as the signing party that transferred the shares of Albula Limited and Weisen Limited from NWT Services Limited to Khaled Ali Abdullah Saleh. NWT Directors Limited address is the same as NWT Services Limited above. New Directors Limited further continued as a British Virgin Islands registered company effectively from 29 May 2103.

5. NWT Management S.A.

As indicated above, Canadian authorities confirmed that the mailing address of New World Trust Corporation (NWT) matches that of NWT Management in Geneva, Switzerland “according to the latter’s website (www.newworldtrust.ch)” Also, NWT Management address appears as Rue Muzy 10, 1207 Genève, Switzerland, which matches the address of the company NWT Group (NWT).

6. Albula Limited, formerly Harrison Limited

Albula Limited, register number E29459 was incorporated by Chartered Trust in the Turks and Caicos Islands in July 2000 under the original name Harrison Limited, and in 2001, that name was changed to the present name. According to official information in possession of the Panel, the instruction to incorporate the company came from NWT Management SA of Geneva, Switzerland. Further, all subsequent instructions came from that company up to early 2015.

7. Foxford Management Limited

Foxford Management Limited, register number 125174 was incorporated on 4 October 2002 at the Commonwealth of the Bahamas.

8. Weisen Limited, formerly Centaure Limited

Weisen Limited, register number 395883 was incorporated on 6 July 2002 at the British Virgin Islands.

Annex 22. Pact Trust settled by Ali Abdullah Saleh (YEi.003)

Pact Trust	Other information	Trustee of Trust	
		Settlor (Funder) of Trust	New World Trust Corporation
New World Trust Corporation	Incorporation	Beneficiary of Trust	Ali Abdullah Saleh (JIN: 01010744444, Nationality: Yemeni, Date of Birth: 21 Mar 42 or 21 Mar 45 or 21 Mar 46 or 21 Mar 47)
			Ali Abdullah Saleh and his family members.
			The names of the beneficiaries are as follows:
			a. Ali Abdullah Saleh; b. Ahmad Ali Abdullah Saleh; c. Bilqis Ali Abdullah Saleh; d. Fowzia Ali Abdullah Saleh; e. Saba Ali Abdullah Saleh; f. Attaf Ali Abdullah Saleh; g. Wafa Ali Abdullah Saleh; and h. Iman Ali Abdullah Saleh
New World Trust Corporation	Incorporation	Entity's Address	Unknown
		Registration Number	012167
		Country of Incorporation	Canada
New World Trust Corporation	Incorporation	Date of Incorporation	16 June 1977

Annex 23: Pact Trust and New World Trust Corporation

DECLARATION OF ORGANISED ASSOCIATIONS OF INDIVIDUALS, ASSETS OR PATRIMONY WITH OR WITHOUT SPECIFIC BENEFICIAL OWNERS

PURSUANT TO POINTS 43 & 44 OF THE AGREEMENT ON THE SWISS BANK'S CODE OF CONDUCT WITH REGARD TO THE EXERCISE OF DUE DILIGENCE (CDB 08), THE UNDERSIGNED HEREBY DECLARE(S) THAT, AS TRUSTEE(S), BOARD MEMBER(S) OF THE FOUNDATION OR BOARD MEMBER(S) OF AN UNDERLYING COMPANY BELONGING TO THE TRUST OR FOUNDATION, ETC. AND IN SUCH CAPACITY, PROVIDED(S), TO THE BEST OF HIS/HER/THEIR KNOWLEDGE, THE FOLLOWING INFORMATION:

Name of trust / foundation: The Pact Trust

Type of entity (e.g. revocable / irrevocable and / or discretionary trust, foundation): Discretionary, Revocable, Reserved Power Trust - Cayman Islands

Actual settlor(s) (not fiduciary):	Full Name(s)	Date of Birth	Nationality	Legal Address (including country)
	<u>His Excellency Ali Abdulla Saleh</u>	<u>21.03.1942</u>	<u>Yemeni</u>	<u>Sana'a, Yemen</u>
Person(s) who may revoke the entity (revocable trust / foundation):				
	<u>The Settlor</u>	<u>21.03.1942</u>	<u>Yemeni</u>	<u>Sana'a, Yemen</u>
Trustee(s) / Board members of a foundation, etc.:				
	<u>New World Trust Corporation</u>	<u>18.06.1977</u>	<u>Canadian</u>	<u>One Garmah Street, Suite 1500, Po Box 1324</u>
	<u>as trustee of the Pact Trust</u>			<u>Saint John, New Brunswick, E2L 4H8, Canada</u>
Curator / Protector*:	<u>nila</u>			
Person(s) authorized to instruct the above or their agents*:				
	<u>The Settlor</u>	<u>21.03.1942</u>	<u>Yemeni</u>	<u>Sana'a, Yemen</u>
First beneficiaries**:				
	<u>The Settlor</u>	<u>21.03.1942</u>	<u>Yemeni</u>	<u>Sana'a, Yemen</u>
	<u>The descendants of the Settlor</u>			

PLEASE CONTINUE ON ADDITIONAL SHEETS IF SPACE IS NOT SUFFICIENT

Annex 24: Certificate of incorporation of New World Trust Corporation

CANADA
PROVINCE OF NEW BRUNSWICK
INCORPORATION ACT
CERTIFICATE

[Signature]

BRUNSWICK

CANADA
PROVINCE OF NEW BRUNSWICK
INCORPORATION ACT
CERTIFICATE

THE DIRECTOR OF THE REGISTRAR OF COMPANIES, in the Province of New Brunswick, do hereby certify that the following is a true and correct copy of the Certificate of Incorporation of the New World Trust Corporation, as filed with the Registrar of Companies, in the Province of New Brunswick, on the 11th day of April, 2018.

NEW WORLD TRUST CORPORATION
(9912167)

JE CERTIFIE par la présente que selon les documents en vertu de la loi qui me confère ces fonctions,

JE CERTIFIE que les renseignements suivants ont été déposés au Bureau du Directeur de l'Enregistrement des Sociétés, en vertu de la loi qui me confère ces fonctions, le 11 avril 2018 :

JE CERTIFIE également que, selon les documents, la compagnie a reçu des pouvoirs suffisants pour accomplir les objectifs de la loi qui me confère ces fonctions.

JE CERTIFIE également que, selon les documents, la loi qui me confère ces fonctions a été appliquée et appliquée de manière adéquate et que la compagnie a reçu des pouvoirs suffisants pour accomplir les objectifs de la loi qui me confère ces fonctions.

CERTIFICATE was issued by the Registrar of Companies, New Brunswick.

2018 04 18

Acte de la Loi sur l'accès à l'information

Director - Companies Act

Annex 25: NWT Nominees Limited (current NWT Services Limited)

DECLARATION OF TRUST

We, NWT Nominees Limited of Winterbotham Place, Marlborough & Queen Streets, P.O. Box N-3026, Nassau, Bahamas **HEREBY ACKNOWLEDGE AND DECLARE** that we hold the shares shown in the schedule hereto registered in our name as nominee and trustee for New World Trust Corporation of Suite 1500, One Brunswick Square, Germain Street, St John, New Brunswick, Canada as Trustee of the Pact Trust (hereinafter called "the Owner") **AND WE UNDERTAKE AND AGREE** not to transfer deal with or dispose of the said shares so we as the Owner may from time to time direct **AND WE HEREBY DECLARE** that we or our legal representative will at all times hereafter stand possessed of the said shares and of all distributions in respect thereof in Trust for the Owner or their assigns and will at all times hereafter deal with and dispose of the said shares and exercise the votes thereby conferred as the Owner or their assigns shall from time to time direct or determine.

IN WITNESS WHEREOF these presents have entered into the declaration this 10th March 2014 with effect from 20th September 2001.

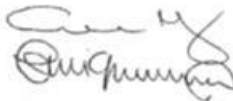
SCHEDULE

One Ordinary Share of USD 1.00 in the undertaking known as **ALBULA LIMITED** a company incorporated in the Turks & Caicos Islands with its registered office at Regent House, Suite F206, Regent Village, Grace Bay, Providenciales.

SIGNED by the above named

NWT Nominees Limited

in the presence of:



DIRECTOR



Annex 26: NWT Nominees Limited and Albula Limited

Entity	Type of Information	Available Information	Details
1. Albula Limited	Incorporation	Registration Number	E. 29459
		Country of Incorporation	Turks & Caicos Islands
		Date of Incorporation	10 July 2000
		Entity's Registered Address	The Chartered Trust Company Limited Town Centre Building Providenciales Turks and Caicos Island
		Directors & Shareholder details	Director & Shareholder: NWT Nominees Limited (100% shareholdings) Address: Winterbotham Place, Marlborough & Queen Streets PO Box N-7523, Nassau, Bahamas
	Account Information	Account Number	6000108
		Date Opened	10 April 2013
		Account Type	Current (in Euro, GBP and Swiss Francs)
		Date Closed	9 January 2015
		Closing Balance	USD 0.00
		Bank where account is maintained	First Gulf Bank
		Authorized Signatories	a. Angelo De Riz (UIN.: X0182907, Country of Issue: Switzerland, Nationality: Swiss, DOB: 31 Oct 72); b. Supreeya Nishta Tacouri (UIN.: 516680564, Country of Issue: United Kingdom, Nationality: British, DOB: 21 Jan 71); c. Kim Grover (UIN.: 706824571, Country of Issue: United Kingdom, Nationality: British, DOB: 7 Jul 73); d. Benjamin Philippe Verne (UIN.: 05RE67883, Country of Issue: France, Nationality: French, DOB: 9 Oct 71); e. Anna Kathleen Nydegger (UIN.: MB9155948, Country of Issue: Australia, Nationality: Australian, DOB: 22 Jun 79); f. Bernard John Hess (UIN.: F2014483, Country of Issue: Switzerland, Nationality: Swiss, DOB: 20 Jun 52); and

g. Colin Richard Walker (UIN.: 622122709, Country of Issue: Jersey, Nationality: British, DOB: 30 Aug 51).

Annex 27: NWT Nominees Limited and Foxford Management Limited

2. Foxford Management Limited	Incorporation		g. Colin Richard Walker (JRN: 622122709, Country of Issue: Jersey, Nationality: British, DOB: 30 Aug 51).
		Registration Number	1251748
		Country of Incorporation	Bahamas
		Date of Incorporation	4 October 2002
		Entity's Registered Address	New World Nassau Limited 307 Shirley Street Nassau Bahamas
		Directors & Shareholder details	Director & Shareholder: NWT Nominees Limited (100% shareholdings) Address: Winterbatham Place, Marlborough & Queen Streets PO Box N-7523, Nassau, Bahamas
	Account Information	Account Number	6000109
		Date Opened	10 April 2013
		Account Type	Current (in Euro, GBP and Swiss Francs)
		Date Closed	9 January 2015
		Closing Balance	USD 0.00
		Bank where account is maintained	First Gulf Bank
		Authorized Signatories	a. Angelo De Ritz (JRN: 30162997, Country of Issue: Switzerland, Nationality: Swiss, DOB: 31 Oct 72);
			b. Supriya Nisha Tascum (JRN: 516480944, Country of Issue: United Kingdom, Nationality: British, DOB: 23 Jan 71);
			c. Kim Grever (JRN: 76824571, Country of Issue: United Kingdom, Nationality: British, DOB: 7 Jul 78);
			d. Benjamin Philippe Verne (JRN: 059657883, Country of Issue: France, Nationality: French, DOB: 9 Oct 71);
			e. Anna Kathleen Nylsager (JRN: M9155948, Country of Issue: Australia, Nationality: Australian, DOB: 22 Jun 79);
			f. Bernard John Hess (JRN: 72014483, Country of Issue: Switzerland, Nationality: Swiss, DOB: 30 Jun 52); and

g. Colin Richard Walker (JRN: 622122709, Country of Issue: Jersey, Nationality: British, DOB: 30 Aug 51).

Annex 28: NWT Nominees Limited and Weisen Limited

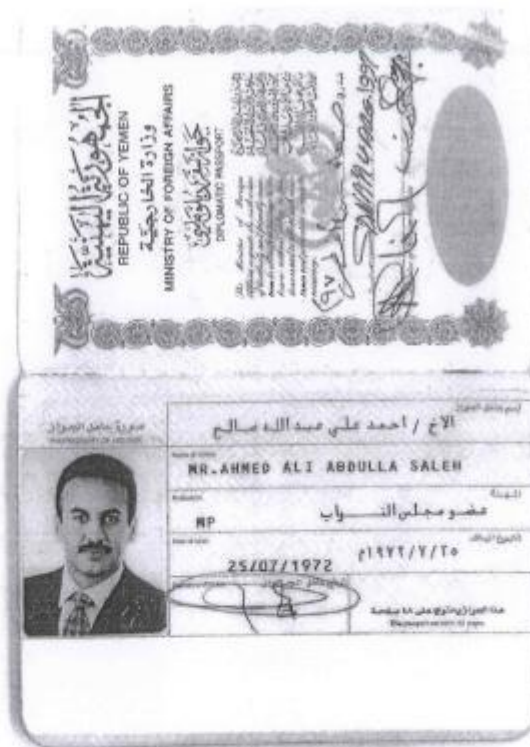
3. Weisen Limited	Incorporation		g. Colin Richard Walker (UIN.: 622122709, Country of Issue: Jersey, Nationality: British, DOB: 30 Aug 51).
		Registration Number	395883
		Country of Incorporation	British Virgin Islands
		Date of Incorporation	6 July 2000
		Entity's Registered Address	Caribbean Corporate Services Limited 3rd Floor, Ormer Hodge Building Wickhams Cay I PO Box 962 Road Town, Tortola British Virgin Islands
		Directors & Shareholder details	Director & Shareholder: NWT Nominees Limited (100% shareholdings) Address: Winterbotham Place, Marlborough & Queen Streets PO Box N-7523, Nassau, Bahamas
	Account Information	Account Number	6000107
		Date Opened	10 April 2013
		Account Type	Current (in Euro, GBP and Swiss Francs)
		Date Closed	9 January 2015
		Closing Balance	USD 0.00
		Bank where account is maintained	First Gulf Bank
		Authorized Signatories	a. Angelo De Riz (UIN.: X0182997, Country of Issue: Switzerland, Nationality: Swiss, DOB: 31 Oct 72);
			b. Supreeya Nishta Tacouri (UIN.: S16680564, Country of Issue: United Kingdom, Nationality: British, DOB: 21 Jan 71);
			c. Kim Grover (UIN.: 706824571, Country of Issue: United Kingdom, Nationality: British, DOB: 7 Jul 73);
			d. Benjamin Philippe Verne (UIN.: 05RE67883, Country of Issue: France, Nationality: French, DOB: 9 Oct 71);
			e. Anna Kathleen Nydegger (UIN.: M9155548, Country of Issue: Australia, Nationality: Australian, DOB: 22 Jun 79);
			f. Bernard John Hess (UIN.: F2014483, Country of Issue: Switzerland,

g. Colin Richard Walker (UIN.: 622122709, Country of Issue: Jersey, Nationality: British, DOB: 30 Aug 51).

Annex 29: Financial network of NWT Nominees Limited compared with a third company

NWT Nominees Limited	Third Europe based Company
Canada	Canada
Common Wealth of the Bahamas	British Virgin Islands
British Virgin Islands	Hong Kong
Singapore	Republic of Mauritius
Switzerland	Nevis Island
Turks and Caicos Islands	
United Arab Emirates	

Annex 30: Copy of the diplomatic passport of Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi.005)



Certified True Copy
Colin Walker
 Newhaven Corporate Services (S.V.I.) Limited
 Date: 3 Dec. 2012

CONFIDENTIAL & TRUE COPY

Colin Walker

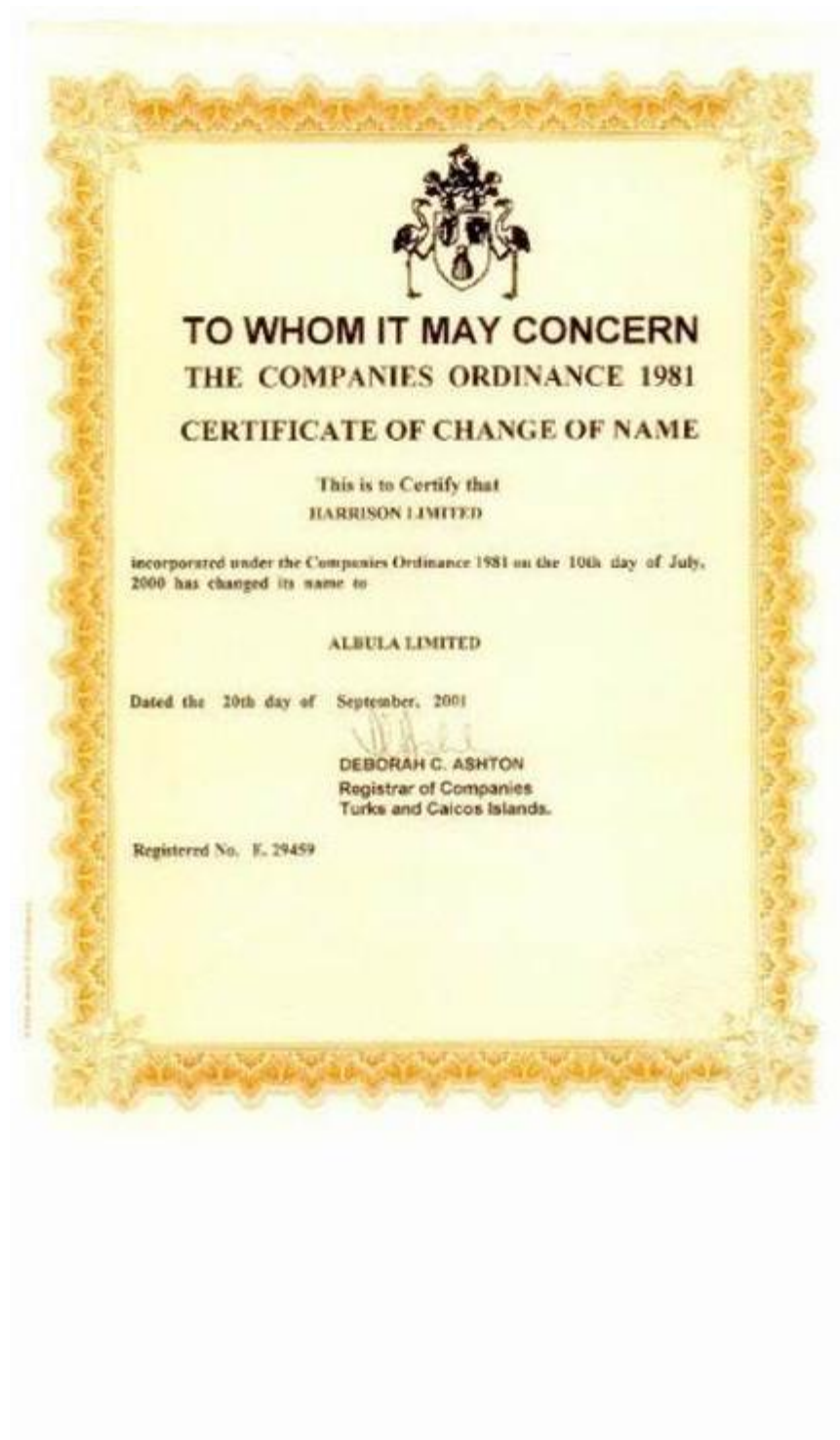
I Colin Walker, Chartered Certified Accountant, No 6826684, hereby declare that this is a true copy of the original and a true likeness of the person.

Date: 3 December 2012

Signature:

Colin Walker

Annex 31: Certificate of incorporation of Albula Limited



Annex 32: Albula Limited (formerly Harrison Limited) located at the premises of Chartered Trust Company

THE COMPANIES ORDINANCE 1981
TURKS AND CAICOS ISLANDS

MEMORANDUM OF ASSOCIATION of

HARRISON LIMITED

An Exempted Company Limited By Shares.

Company No. **E-29437**
Recorded in the Turks & Caicos
Islands Companies Registry on
JUL 10 2000
Signed 

1. The name of the Company is **HARRISON LIMITED**
2. The Company is an exempted company registered under Part VII of the Companies Ordinance 1981.
3. The Registered Office of the Company will be situated in the Turks and Caicos Islands, at the premises of The Chartered Trust Company Limited, Town Centre Building, Providenciales.
4. The liability of each member of the Company is limited to the amount for the time being unpaid, if any, on the shares held by such member.
5. The share capital of the Company is as set out hereunder with power for the Company insofar as is permitted by law to redeem any of its shares and to increase or reduce the said capital subject to the provisions of the Companies Ordinance 1981 and the Articles of Association of the Company and to issue any part of its capital whether original redeemed or increased with or without any preference, priority or special privilege or subject to any postponement of rights or to any conditions or restrictions and to that end, unless the conditions of issue shall otherwise expressly declare, every issue of shares whether declared to be preference or otherwise shall be subject to the powers hereinbefore contained.

US\$5,000.00 divided into 5,000 shares of US\$1.00 each par value

118/263

Annex 34: Khaled Saleh (Khaled Ali Abdullah Saleh), new shareholder of Albula Limited

Register of Members and Share Ledger

Name of Company: Albula Limited		Company Number: E.29459	
Member details			
Name: SAUDY HAZEL		Profession:	
Residential name:			
Address: P.O. Box 33281, Ain Dhabi, United Arab Emirates.			
Present representative: P.O. Box 33281, Ministry of Foreign Affairs, Amman	ID Number:	Nationality:	Transit:
Company number:	Place of Incorporation:		
Share details			
Class of share:	Denomination:	Current holding:	Date entered as a member:
Ordinary	USD 1.00	1.00	23-Oct-2014
Shares acquired			
Date of acquisition or transfer:	Number of shares acquired:	Certificate number:	Distinctive numbers of shares:
23-Oct-2014	1.00	8	
			Total Consideration USD:
			1.00
			Amount still payable USD:
			1000
Shares transferred/disposed			
Date of transfer:	Number of shares transferred/disposed:	Certificate number:	New Certificate number (if any):
			Distinctive numbers of shares:
			Total Consideration USD:
			Transferred/Disposal Method:

 28/10/14

Page 1 of 2

Date printed 24 October, 2018

Annex 35: Tilsit Real Estate B.V.: notes to the financial statement

TILSIT REAL ESTATE B.V. Notes to the Financial Statements (EURO)	
1. GENERAL	Tilsit Real Estate B.V. is a Dutch private company with limited liability, incorporated in Amsterdam on December 27, 1978. The Company mainly acts as a real estate company. Since February 2006 Mr. Ahmed Ali Abdullah Al Ahmar is the only shareholder. Since March 2008 the apartment is being under a total reconstruction. We expect the completion by mid 2011. The company bought another apartment in the same building July 29, 2010. The debt to the shareholder has been converted to a premium reserve.
2. SUMMARY OF PRINCIPAL ACCOUNTING POLICIES	
(a) General	The accompanying financial statements have been prepared in accordance with the provisions of the fourth Directive of the European Community as set forth in Title 9, Book 2 of the Dutch Civil Code. The annual report shows a negative equity. Due to the fact that it is not impossible that the business operations will be maintained in the longer term, the accounting principles applied are based on the assumption that the company will be able to continue as a going concern.
(b) Foreign currencies	All assets and liabilities denominated in currencies other than Euros have been translated at the rates of exchange prevailing on balance sheet date. All transactions in foreign currencies have been translated into Euros at rates of exchange approximating those prevailing on the dates of the transactions. Unless otherwise indicated, any resulting exchange differences are included in the Profit and Loss Account.
<i>(in Thousands Euro)</i>	

Annex 36: Apartment No. 1, assets of Tilsit: Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi.005)

seventyonethousand sixhundredeightysix euro (€ 2,071,586.00) and the purchase price of -
the transfer of the Receivable amounts to one million seventy-eight thousand threehundred
and fourteen euro (€ 1,078,314.00), also a total purchase price of threemillion onehundred
and fiftythousand euro (€ 3,150,000.00). -----

The Transferee has paid the purchase price into a trust account of the Actus Notarissen -----
partnership in accordance with the notarial settlement. -----

The Transferee confers irrevocable agency to the Actus Notarissen partnership for the -----
immediate transfer of the purchase price on the cheque account indicated by the -----
Transferor, with expenses to be paid by the Transferee. -----

The Transferee hereby grants the Transferee discharge for paying the purchase price in the
above manner. -----

STIPULATIONS AND PROVISIONS -----

D. I. Stipulations and provisions of the contracts of sale -----

Save as otherwise provided in the present Deed, the aforesaid agreements of sale and -
transfer were concluded subject to the stipulations and provisions as mentioned -----
hereafter. -----

II. Other stipulations and provisions -----

When entering into the aforesaid agreements of sale and transfer, the following -----
additional provisions were agreed upon: -----

1. Transferor's guarantees -----

The Transferor warrants and represents to Transferee as follows: -----

a. shares paid up in full: -----
the transferred shares constitute onehundred percent (100%) of the -----
Company's issued capital and have all been paid up in full; -----

b. full and free title to the shares: -----
the full and free title to the sold shares is hereby transferred, therefore free ---
from any pledge, usufruct, attachment, issue of depository receipts, and any --
other right that a third party might exercise in respect thereof on any ground -
whatsoever; -----

c. shareholders' resolutions: -----
no shareholders' resolutions have been passed in respect of the issue of -----
shares, distributions of dividend, reserves or capital which have yet to be -----
carried out, nor have any other shareholders' resolutions been passed -----
unknown to the Transferee; -----

d. corporate Articles of Association of the Company: -----

Annex 36 continued

- for dissolution pursuant to Section 185 of Book 2 of the Netherlands Civil Code been filed by the Public Prosecutor; nor can the Company be dissolved pursuant to an order of the Chamber of Commerce and Industry that it comes under, now that it does not satisfy the criteria referred to in Section 19 (a) of Book 2 of the Netherlands Civil Code; the Company has therefore not received any notification of the intention of the said Chamber to dissolve the Company;
- g. no ban on transfer of the shares sold
the shares sold are not subject to any ban on transfer pursuant to Section 22 -- (a) of Book 2 of the Netherlands Civil Code;
- h. commercial register
the Company is currently registered in the commercial register of the Chamber of Commerce at Alkmaar under number 33156937; the information regarding the Company which is registered in the commercial register is correct and complete.
2. Date of transfer of dividends, benefits and burdens
a. All benefits, burdens and dividends of the shares transferred shall be for the Transferee's account as from the present date.
b. Any dividends not yet declared and any other payments in respect of shares shall also be for the Transferee's account as from the date stated in paragraph 2.a.
3. Real estate
The principal asset of the Company is a flat on the third floor, stair case A, in the building situated at Rue Tilsit 5, Avenue Hoche 66, avenue Wagram 2, Place Charles de Gaulle without number, 75008 Paris (France), filed with the Land Registry under Section 0802 AV n° 2, place called - Rue de Tilsit - for 17a 92ca, the flat consisting of an entrance hall, a living room, a dining room, three bedrooms, two bathrooms, waterclosets, a separate water closet, a kitchen, a pantry and a service entrance (lot 62); a cellar in the basement (lot 7); a room on the fourth floor with view in the court (lot 51); a room on the fourth floor with view on Rue de Tilsit (lot 50) and a parking in the court (lot 57/rn.5). (the "Real Estate").
The Company has the full legal and beneficial ownership of the real estate free and clear from any encumbrance or mortgage.
The real estate is completely known to the Transferee, who abandons a further description of it in this Deed.
The person appearing sub 2, acting in his capacity of independently authorised

Annex 37: Apartment No. 2, Assets of Tilsit: Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi.005)

THIS CASH COLLATERAL AGREEMENT IS MADE ON 29th July 2010 BETWEEN:

- (1) **TILSIT REAL ESTATE B.V.**, a private limited company with a share capital of EUR 11,344.51 organized and existing under the laws of Netherlands, whose registered office is located Amsterdam, and whose principal place of business is located at Simon Carmiggeltstraat 5, 1822MA Alkmar, Netherlands, registered in the commercial register of the Chamber of Commerce at Alkmaar under file number 33150937, represented by Albert Hagelen duly authorized for the purpose herein,
(hereinafter referred to as the "**Obligor**");
- (2) **EUROPE ARAB BANK PLC**, a company duly organized under the laws of England and Wales, which registered office is located at 13-15 Moorgate, London EC2R 6AD, United Kingdom, with registered number 5575857, acting through its Paris Branch located 26, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris registered under n° RCS Paris B 492 934 310 at the Trade and Companies Registry represented by Mrs. Nadine Cazaubieilh and Mr. Gilles Charmey duly authorized for the purpose herein,

(hereinafter referred to as the "**Beneficiary**" or "**EAB**")

The Obligor and the Beneficiary hereinafter jointly referred to as the "**Parties**" and individually as a "**Party**".

RECITAL:

- A. The Borrower is a Dutch limited liability company created in December 1976 that mainly acts as a real estate company and its current principal asset is an apartment with a total square footage of 220m², located 5 rue de Tilsitt in Paris (on the 3rd floor). The Borrower is in the process of purchasing a second apartment with a total square footage of 335m² at the same address (on the 2nd floor) (the "**Property**").
- B. The Borrower, which is in particular willing to finance the acquisition of the Property, contacted the Lender.
- C. The Lender issued in this respect an offer letter in connection with this refinancing in favour of the Borrower on July 15th, 2010; such letter being accepted by the Borrower.
- D. The Parties have therefore agreed to enter into a loan facility agreement (hereinafter the "**Loan Agreement**") which sets out the terms on and subject to which the Lender has agreed to make available to the Borrower a loan facility of a maximum amount of six millions Euro (EUR 6,000,000).

Annex 38: Khaled Ali Abdullah Saleh, sole director of Albula Limited

TURKS & CAICOS ISLANDS
THE COMPANIES ORDINANCE 1981
CERTIFICATE OF INCUMBENCY
ALBULA LIMITED
(formerly Harrison Limited)

We, Unicorn Administration Limited of Regent House-Suite F206, Regent Village, Grace Bay, Providenciales, Turks & Caicos Islands, being the duly appointed Resident Representative of the Company do hereby declare that we have examined its Memorandum & Articles of Association, Certificate of Incorporation and other requisite resolutions passed by the Company and can therefore CERTIFY THAT:-

- 1) The Company was originally registered as an Exempted Company under the name of HARRISON LIMITED pursuant to the provisions of the Companies Ordinance 1981 of the Turks & Caicos Islands on:-
10th July 2000
- 2) The Company changed its name to ALBULA LIMITED by resolution passed pursuant to the provisions of the said Companies Ordinance 1981 on 21st August 2001 as evidenced by Certificate of Change of Name issued by the Registrar of Companies of the Turks & Caicos Islands on:-
20th day of September 2001
- 3) The Company is registered at the Companies Registry of the Turks & Caicos Islands in Grand Turk under the registered number:-
E.29459
- 4) The Company's registered office is located at:-
Regent House-Suite F206
Regent Village, Grace Bay Road
Grace Bay, Providenciales
Turks & Caicos Islands
British West Indies
- 5) By resolutions of the Shareholder of the Company, the following person was appointed to the Board of Directors to hold office as Sole Director subject to all the provisions of the Company's Articles of Association until resignation or replacement in accordance with Regulation 24 thereof:-
Khaled Ali Abdullah Saleh of 38 Al Raha Blvd, Abu Dhabi, United Arab Emirates

Company Number: E.29459

Name and Organization	Margie Mary De Sue
Former name	Mary Robinson
Address	
Last recorded address	
Business address	
Name and Organization	SALH Clinic
Former name	
Address	
Last recorded address	P.O. Box 2229, Puebla, United Arab Emirates.
Business address	

Name and Organization	MICHAEL HANCOCK
Former name	
Address	
Last recorded address	
Business address	
Name and Organization	NATIONAL F.R. Union
Former name	
Address	
Last recorded address	
Business address	
Name and Organization	307-3826 Ministry of Foreign Affairs
Former name	
Address	
Last recorded address	
Business address	
Name and Organization	Yemen
Former name	
Address	
Last recorded address	
Business address	
Name and Organization	Director
Former name	
Address	
Last recorded address	
Business address	
Name and Organization	230-6-3914
Former name	
Address	
Last recorded address	
Business address	

Annex 39: Transfer of the entire issued shares of Albula Limited to Khaled Ali Abdullah Saleh

**DIRECTOR'S RESOLUTION
ALBULA LIMITED
(the 'Company')**

Company Number E29459

DATED
22nd October 2014

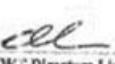
Resolution of the sole Director passed pursuant to the Memorandum and Articles of Association of the Company and the laws of the Turks & Caicos Islands.

IT IS NOTED that Share Certificate N°2 dated 4th October 2002 in favour of NWT Services Limited (formerly NWT Nominees Limited) (the 'Owner') represents the entire issued share capital of the Company, being 1 ordinary share of US\$1.00 and that NWT Directors Limited (the 'Resigning Director') is the sole director of the Company.

IT IS NOTED that instructions have been received from the Owner to transfer the entire issued share capital of the Company to Khaled Ali Abdullah Saleh holder of Yemeni passport N° 00013939 (the 'Ultimate Owner') and to appoint the Ultimate Owner as sole director of the Company.

IT IS RESOLVED to cancel Share Certificate N°2 in favour of the Owner and to issue Share Certificate N°3 for 1 ordinary share of US\$1.00 in the Company in favour of the Ultimate Owner, a copy of which is attached and forms an integral part of this resolution.

IT IS FURTHER RESOLVED to accept the appointment of the Ultimate Owner as sole director of the Company with effect from this day, the evidence of his acceptance being confirmed by his countersigning of this resolution, and to hereby tender the Resigning Director's resignation as sole director of the Company, with immediate effect, without compensation either for loss of office or otherwise.


NWT Directors Limited


KHALED ALI ABDULLAH SALEH

Annex 40: Khaled Ali Abdullah Saleh: certificate of incumbency, Albula Limited

TURKS & CAICOS ISLANDS
THE COMPANIES ORDINANCE 1981
CERTIFICATE OF INCUMBENCY
ALBULA LIMITED
(formerly Harrison Limited)

We, Unicorn Administration Limited of Regent House-Suite F206, Regent Village, Grace Bay, Providenciales, Turks & Caicos Islands, being the duly appointed Resident Representative of the Company do hereby declare that we have examined its Memorandum & Articles of Association, Certificate of Incorporation and other requisite resolutions passed by the Company and can therefore CERTIFY THAT:-

- 1) The Company was originally registered as an Exempted Company under the name of HARRISON LIMITED pursuant to the provisions of the Companies Ordinance 1981 of the Turks & Caicos Islands on:-
10th July 2000
- 2) The Company changed its name to ALBULA LIMITED by resolution passed pursuant to the provisions of the said Companies Ordinance 1981 on 21st August 2001 as evidenced by Certificate of Change of Name issued by the Registrar of Companies of the Turks & Caicos Islands on:-
20th day of September 2001
- 3) The Company is registered at the Companies Registry of the Turks & Caicos Islands in Grand Turk under the registered number:-
E.29459
- 4) The Company's registered office is located at:-
Regent House-Suite F206
Regent Village, Grace Bay Road
Grace Bay, Providenciales
Turks & Caicos Islands
British West Indies
- 5) By resolutions of the Shareholder of the Company, the following person was appointed to the Board of Directors to hold office as Sole Director subject to all the provisions of the Company's Articles of Association until resignation or replacement in accordance with Regulation 24 thereof:-
Khaled Ali Abdullah Saleh of 38 Al Raha Blvd, Abu Dhabi, United Arab Emirates

Annex 40 continued

Page 2

- 6) By resolution of the Board of Directors, the following person was appointed to the office set opposite his name, to hold such office until removed by resolution of the Board of Directors:-

Khaled Ali Abdullah Saleh

Secretary

- 7) Insofar as evidenced by the corporate records kept at the Registered Office of the Company, the Company is in good standing with the Turks & Caicos Islands Financial Services Commission.

IN WITNESS whereof we have caused our Common Seal to be hereunto affixed this:-

18th day of November 2014



UNICORN ADMINISTRATION LIMITED
Resident Representative
Regent House-Suite F206, Regent Village
Grace Bay, Providenciales, Turks & Caicos Islands
British West Indies





AUTHENTICATION

I, RICHARD FRANK SAVORY, QC of Grace Bay, Providenciales, Turks & Caicos Islands, Notary Public HEREBY CERTIFY that on the date hereof this Certificate was executed under Common Seal in the presence of Peter Allan Savory and Patricia Rosalie Eke who have hereunto in my presence witnessed the Common Seal of UNICORN ADMINISTRATION LIMITED, a Company incorporated in the Turks and Caicos Islands.

Annex 41: Khaled Ali Abdullah Saleh: handwritten address and signature

First & Last Names and Address	Title or Function	Specimen Signature	Signing Authority*
1. KHALED ALI ABDULLAH SALEH	DIRECTOR		INDIVIDUAL

Full name (or Company)	Date of Birth	Nationality	Address (Domicile), Country
KHALED ALI ABDULLAH SALEH	02/08/1987	YEMEN	Po Box 32291 Abu Dhabi U.A.E.
			Al- Raha Bldg
			TH 38 MD

Annex 42: Transfer of the entire issued shares of Weisen Limited to Khaled Ali Abdullah Saleh

**DIRECTOR'S RESOLUTION
WEISEN LIMITED
(the 'Company')**

Company Number 395883

DATED
23rd October 2014

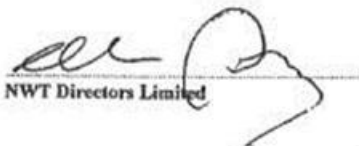
Resolution of the sole Director passed pursuant to the Memorandum and Articles of Association of the Company and the laws of the British Virgin Islands

IT IS NOTED that Share Certificate N°2 dated 10th March 2014 in favour of NWT Services Limited (formerly NWT Nominees Limited) (the 'Owner') represents the entire issued share capital of the Company, being 1 ordinary share of US\$1.00 and that NWT Directors Limited (the 'Resigning Director') is the sole director of the Company.

IT IS NOTED that instructions have been received from the Owner to transfer the entire issued share capital of the Company to Khaled Ali Abdullah Saleh holder of Yemeni passport N° 00013937 (the 'Ultimate Owner') and to appoint the Ultimate Owner as sole director of the Company.

IT IS RESOLVED to cancel Share Certificate N°2 in favour of the Owner and to issue Share Certificate N°3 for 1 ordinary share of US\$1.00 in the Company in favour of the Ultimate Owner, a copy of which is attached and forms an integral part of this resolution.

IT IS FURTHER RESOLVED to accept the appointment of the Ultimate Owner as sole director of the Company with effect from this day, the evidence of his acceptance being confirmed by his countersigning of this resolution, and to hereby tender the Resigning Director's resignation as sole director of the Company, with immediate effect, without compensation either for loss of office or otherwise.



NWT Directors Limited



KHALED ALI ABDULLAH SALEH

Annex 43: Khaled Ali Abdullah Saleh, certificate of incumbency of membership of Weisen Limited

Newhaven Corporate Services (B.V.I.) Limited
3rd Floor, J & C Building
P.O. Box 362
Road Town, Tortola
British Virgin Islands
VG1110


NEWHAVEN BVI
Telephone: 284-494-5108
Facsimile: 284-494-4704
Email: info@newhavenbvi.net
Website: www.newhavenbvi.net

WEISEN LIMITED
(the "Company")

CERTIFICATE OF INCUMBENCY OF MEMBERSHIP

We, Newhaven Corporate Services (B.V.I.) Limited of 3rd Floor, J & C Building, P.O. Box 362, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, VG1110, being the Registered Agent of the above Company hereby certify to the best of our knowledge and belief:

1. Newhaven Corporate Services (B.V.I.) Limited is the Registered Agent of and provides the Registered Office for the Company.
2. The Registered office and address of the Company is 3rd Floor, J & C Building, P.O. Box 362, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, VG1110.
3. According to the records available at the Registered Office of the Company, the Company is duly incorporated, validly existing and in good standing under the laws of the British Virgin Islands.
4. The Company does not maintain a Register of Mortgages and Charges.
5. According to the records available at the Registered Office of the Company, no proceedings are pending or threatened against the Company.
6. No action has been taken to wind-up the Company or to appoint a receiver over its assets.
7. The Company was incorporated on 6th July, 2000.
8. The Company Registration Number is 395883.
9. The Current Director is as follows:

<u>Name</u>	<u>Office held</u>	<u>Date of Appointment</u>
Khaled Ali Abdullah Saleh	Director	23 October 2014
10. The Authorised Share Capital is 50,000 par value shares of a single class.
11. The Issued Share Capital is US\$1.00.

CERTIFIED TRUE COPY



Annex 43 continued

12. The Current Shareholder is as follows:

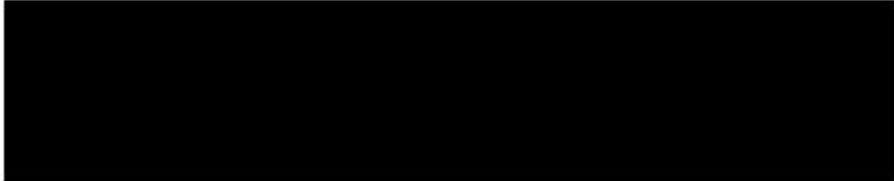
<u>Name</u>	<u>No. of Share Held</u>
Khaled Ali Abdullah Saleh	1

We also confirm that the share currently issued is in Registered Format.

We issue this certificate relying solely on the documents that have been delivered to us by the directors, officers, and members of the above-named Company to be kept by us as Registered Agent of the Company at the Company's Registered Office in the British Virgin Islands. We have assumed that such documents are true and accurate and have assumed that all signatures and seals contained in such documents are genuine and correspond to the signatures and seals of the persons that purport to be signing or sealing the said documents.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned has executed this certificate this 14th day of November, 2014.


Newhaven Corporate Services (B.V.I.) Limited
Registered Agent



Annex 45: Khaled Ali Abdullah Saleh, register of directors, Weisen Limited

Register of Directors

Name of company: Weisen Limited		Company Number: 395883	
Corporate name: BWT Directors Limited		Registration number: 169	
Former name(s):		Place of incorporation: BVI	
Alias:		Date of incorporation: 18-Jul-1991	
Principal office of corporation: Alamein, Corferr, Galinde & Lee Trust (BVI) Limited, 3rd Floor, Geneva Plaza, Haguenau Drive, P.O. Box 3178, Road Town, Tortola, British Virgin Islands.		Business occupation: Corporate Director and Secretary	
Business address: Alamein, Corferr, Galinde & Lee Trust (BVI) Limited, 3rd Floor, Geneva Plaza, Haguenau Drive, P.O. Box 3178, Road Town, Tortola, British Virgin Islands.		Position: Director	
		Date of appointment: 6-Jul-2009	
		Date of resignation: 23-Oct-2014	
		Notes:	
		Particulars of other directorships: Previously a Bahamas Incorporated company (no SBAS) but continued as a BVI registered company with effect from the 29 May 2013.	

Name and Surname: SALEH Khaled		MINORITIES number:	
Former name(s):		Passport number: 2051399, Ministry of foreign affairs	
Alias:		Nationality: Yemen	
Usual residential address: P.O. Box 32291, Alta District, United Arab Emirates.		Date of birth: 2-Aug-1967	
Business address:		Business occupation:	
		Position: Director	
		Date of appointment: 23-Oct-2014	
		Date of resignation:	
		Notes:	
		Particulars of other directorships:	

[Signature]
27/10/14

Annex 46: Khaled Ali Abdullah Saleh, handwritten signature before the bank, Weisen Limited

RESOLVED that all general signing authority previously granted to any officers and/or other persons to represent the Company towards the Bank are hereby cancelled.

28/10/14
DATE

WEISEN LIMITED
COMPANY NAME
PLEASE TYPE OR PRINT IN BLOCK LETTERS


SIGNATURE

KHALED ALI ABDULLAH SALEH
NAME(S) OF SIGNATORY(IES)
PLEASE TYPE OR PRINT IN BLOCK LETTERS

Annex 47: Documented international humanitarian law violations

Attack by Characteristic	No. of Specific Incidents Recorded from the Coalition	No. of Specific Incidents Recorded from the Houthi-Saleh forces
Attacks on farms and agricultural areas	<u>3</u>	--
Attacks on residential areas and villages	<u>41</u> (individual air strikes)	<u>4</u> (multiple cases based upon Aden, Ta'izz, Sana'a and Ibb)
Attacks on schools	<u>8</u>	<u>Multiple</u> (including fighting in and around school buildings)
Attacks on mosques	<u>3</u>	--
Attacks on hospitals, Health Clinics, Medical facilities, including medical personnel	<u>22</u>	<u>7</u>
Attacks on IDP and refugee Camps	<u>9</u>	<u>3</u>
Attacks on Humanitarian organisations and national NGOs	<u>7</u>	<u>2</u>
Attacks on Ports	<u>1</u>	--
Attacks on Dhows and Fishing Vessels, including fishing market villages	<u>5</u>	<u>2</u>
Attacks on Factories	<u>4</u> (including 1 food storage warehouse)	--
Attacks on Food Distribution	<u>2</u>	<u>2</u> (cases of aid being sold on the black market)
Attacks on airports	<u>9</u>	--
Attacks on key road supply routes, including sieges	<u>4</u>	<u>2</u> (multiple cases from Aden and Ta'izz)
Attacks on civilian gatherings	<u>3</u>	--
Attacks on Government Buildings	<u>3</u>	--
Attacks on homes of political opponents	<u>1</u>	<u>Multiple</u>
Attacks on marketplaces	<u>10</u>	--
Attacks on heritage buildings, places, things	<u>9</u>	--
Attacks on vehicles transporting aid	<u>2</u>	--
Attacks on vehicles transporting civilians	<u>5</u> (including 1 ambulance)	<u>Multiple</u>
Sniper shooting	--	<u>12</u> (including one case of a sniper shooting at a

		medical personnel)
Attacks upon troops <i>hors de combat</i>	--	<u>3</u> (including one case of the Houthi-Saleh forces denying treatment to an opposition combatant)
Attacks upon Embassies	<u>1</u>	<u>1</u>

Annex 48: Houthi-Saleh forces in Aden

Houthi-Saleh Occupation of Aden: Sources told the Panel that the people of Aden took up arms to defend themselves in late March 2015, as the Houthi-Saleh forces and allied united encircled Aden and took control of the land routes into the city;³ during this period several civilians were killed in a series of explosions at an arms depot in Aden.⁴

Houthi-Saleh Shelling and Snipers' targeting Civilians: Yemeni refugees from Aden, told the Panel that "Houthi-Saleh forces snipers" had taken over buildings in Sabir, and put snipers on the rooftops early in the takeover. The Panel found reports of a sniper attack occurring on 31 March 2015, a young woman activist, who had been supporting the delivery of medical aid, who was shot and killed by Houthi-Saleh forces snipers, corresponding to information provided by an INGO and Yemeni refugees on the types of attacks that snipers were undertaking.⁵ By 1 April 2015, Houthi-Saleh force snipers were on the rooftops of the Aden Mall, the Mercure Hotel, the Sana'a Wedding Hall and the Yemen Continental Hotel.⁶ Many snipers were also based in Kormaskar, Aden.⁷



³ Interviews with Yemeni refugees in Markazi, Obock, and in Djibouti City. Also information provided by some United Nations staff who had been based in Aden.

⁴ Reuters, "Explosions at Aden's largest arms depot – witnesses", at <http://uk.reuters.com/article/uk-yemen-security-explosions-idUKKBN0MO0FR20150328> [last accessed on 2 December 2015].

⁵ Local activist reported on social media from Aden.

⁶ Ibid.

⁷ Ibid.



All photographs uploaded on social media by commentators, critics and local journalists in Aden

The Panel was told that because of the accuracy of the snipers' targeting, many of the former local residents (who were currently based as refugees in Djibouti) had believed that the snipers came from ex-President Saleh's elite forces of the Republican Guards.⁸ Yemeni refugees told the Panel that the snipers had targeted "anyone who moved" in Al-Dhale and in Aden, including women and children. Six refugees and two medical INGOs told the Panel that snipers had targeted civilians in Aden as they tried to access medical assistance.⁹ The Panel documented corresponding reports occurring on 17 and 18 April 2015, where two women had been struck by gunfire in two separate incidents and had died before relatives could find a medical facility that could treat them.¹⁰ On 18 April 2015, another four women were shot and killed by the snipers in Aden. On 22 April 2015, a small child was shot and killed by snipers in Aden.¹¹

⁸ Five refugees in Markazi, Obock, Djibouti, told the Panel that they believed this. A Yemeni citizen, working for an INGO in Aden, also told the Panel this and went on to say with another young male refugee, that the Houthi-Saleh forces were already embedded and heavily armed, as if in preparation for the attack on Aden.

⁹ Also confirmed by 15 Yemeni women refugees during a focus group meeting conducted by the Panel in Djibouti City, Djibouti, during July 2015.

¹⁰ HRW (7 May 2015) "Yemen: Pro-Houthi Forces Attack, Detain Civilians - Abuses Further Imperil Aden Residents" at, <https://www.hrw.org/news/2015/05/07/yemen-pro-houthi-forces-attack-detain-civilians> [last accessed on 2 November 2015].

¹¹ Social Media reporting corresponding with testimony gathered from refugees in Djibouti and interviews with two medical INGOs who had been working in Aden.

One medical INGO and two human rights INGOs, along with one United Nations agency, told the Panel that Houthis-Saleh force sniper attacks had also focused upon targeting medical facilities and personnel. The Panel documented corroborative information of an attack occurring on 27 April 2015, where Houthis-Saleh force snipers had targeted a WHO Medical Warehouse, by shooting at them and in doing so not allowing workers to enter the building to obtain supplies for distribution to clinics and hospitals.¹²

Multiple refugees told the Panel that several residential areas of Aden had come under attack for shelling by Houthis-Saleh forces. The Panel documented corroborative reports of late April shelling attacks on Khormakar, Crater and Enma. Refugees and a United Nations staff member told the Panel that as a result of the shelling and snipers attacks, people were unable to flee their homes and bury the dead. Local people were running out of food and unable to leave their homes. In this manner, refugees and an INGO explained to the Panel that aid and food were thereby prevented from being distributed to areas the snipers were located in, and volunteer aid workers attempting to deliver food, were targeted by snipers. The Panel was also told by three INGOs, including one medical organisation, and one United Nations agency staff member, that ambulances had also come under attack from snipers, making the delivery of sick and wounded difficult and at times, impossible.¹³ The Panel heard multiple reports of attacks on medical clinics, hospitals and *troops hor combat* by the Houthis-Saleh forces in Aden.¹⁴

A United Nations staff member who spoke with the Panel and who had been based in Aden, along with two refugees based in Markazi, in Obock, Djibouti, stated that dead and dying bodies lay in the streets, unable to be collected.¹⁵ The older Yemeni taxi driver, told the Panel:

“[...] The Houthis fighters occupied the streets, when we moved from one place to another to get food, they were all along the street. If there was no fighting in the street, we could pass; when the shooting starts, we could not. When the shooting would start, we would take small boats to be offshore and would travel from one town to the next.

[...] We saw some journalists and they told us that people were saying they could not go to Aden town, because it stinks of dead bodies.”



¹² Social media reports provided by online commentators and activists.

¹³ Interviews taken during the first period of the Panel's investigations undertaken in Geneva, Amman and in Djibouti.

¹⁴ Interviews with two human rights INGOs, following their investigations, and interviews with staff of United Nations agencies in Yemen, along with a medical humanitarian organization.

¹⁵ Yemeni refugees from Aden told the Panel, corpses of civilians shot and killed by snipers lay in the streets of Khormaksar and Dar Saad, unable to be collected by their families for fear of also being shot.



Photographs of Snipers in Aden dated 9 April 2015, uploaded to social media by a local Adenite



Ambulance in Aden shot at by snipers on 3 April 2015, killing three volunteer Emergency Medical Technicians.

Yemeni refugees from Aden told the Panel that anyone who moved in the sniper-ridden areas of Aden, came subject to attack. One young man from Crater, a refugee in Markazi, Obock, Djibouti, who had worked as a local news camera operator and who provided the Panel with film footage he had personally taken on the streets of Aden, largely in and around Crater, told the Panel that civilians had been caught in both cross-fire, alongside being targeted and shot by snipers. The Panel viewed video footage provided by the young cameraman from Crater, showing a shot civilian lying shot in the street, trying to pull himself to safety. In this respect, multiple refugees told the Panel that it became impossible for Aden residents to go about their normal activities, including to go and collect food, but also to attend the mosque. A Yemeni middle-aged woman living in the Markazi refugee camp, told the Panel:

"I have been here for three months, I came here when the war was starting, when the air strikes started. But I stayed for three weeks inside Yemen during the missile attacks. I did not know from where the attacks were coming, but they came from the ground, but could not locate from exactly where they came on the ground. They were striking from the mosque, killing youths; if they knew anyone had guns they would go to their house.

[...] When the killing became so much, the youths started organising to defend their families. It was the Houthis that were attacking, the Houthis and the Abdullah militias. Ali Abdullah's people were living amongst us; it was like they were prepared and waiting for this to happen, because suddenly they were armed. Like they were prepared and armed already and knew what to do [...]."

The Panel found corresponding reports occurring on Friday, 1 May 2015, of snipers shooting and killing four civilian men in Aden who had been on their way to Mosque.¹⁶ An elderly woman from Aden advised of an attack during Ramadan,

“[...] Some children were breaking fast in the open and they [Houthis] just killed them right there.”

Siege upon Aden: The Panel was told by two United Nations personnel from two different agencies, along with at least 20 Yemeni refugees in Djibouti, that at the time of the siege of Aden, the only way for Aden's residents to get basic goods was through the black market being run by Houthi-Saleh forces. The Panel heard in a variety of social media and news reports that the situation of a siege in Aden had worsened as the Houthi-Saleh forces gained control of all of the points of entry in the city.¹⁷

Attacks upon fleeing civilians: Two refugees based in Markazi, Obock, in Djibouti, told the Panel civilians trying to flee Aden, or other parts of the country, had come under attack from Houthi-Saleh force shelling. One elderly Yemeni woman, who had worked as a matron in a hospital in Aden and was a refugee in Markazi at the time the Panel interviewed her, told the Panel that she had left Aden and departed Yemen from Mokha. She stated that the boat she had departed on had been attacked by Houthi-Saleh shelling:

“[...] We traveled from Aden to Ta'izz, Ta'izz to Al-Maha. A boat with people and the Houthi sunk it, with 19 people, from Ta'izz to Maha. There was so much going on, some missiles. There were nine days just waiting for a boat, people were dying in front of us, from the war. The Houthis had long rifles from Iran and this is how they killed our youth. Our youth just had a few ones [weapons]. Many bodies were in the water. Where they were assembling people, they were shooting them. Truly speaking, people are finished. Aden is not used to guns and shooting. [...]”

The older Yemeni taxi driver, a refugee in Markazi, also told the Panel that Houthi-Saleh forces had shelled some of the boats of fleeing civilians. This was again corroborated by a Yemeni academic, who provided the Panel with a report of the shelling of a small quay in Aden. The Panel undertook a research of local and international news media, along with social media, to corroborate information on attacks upon departing boats. The Panel documented corresponding information of an attack that occurred on the morning of Wednesday, 6 May 2015, where civilians attempting to depart Aden and were waiting at Tawahi port, were hit by at least three mortars. The refugee told the Panel that the mortars had come from the direction of Hugeif, an area he stated was known to be controlled by the Houthi-Saleh forces. Corresponding social media reports stated that some of those waiting at the port had been waiting to cross over the Gulf of Aden to Djibouti, while others were hoping to cross to Bureiq, a safer area of Yemen to seek shelter or access hospitals. The Panel documented corresponding social media reports of an attack occurring later on Wednesday, 6 May 2015, where Houthi-Saleh forces had targeted and shelled a barge of civilians as it left Aden for al-Buraiqa, with at least 32 people killed while trying to flee from al-Tawahi.¹⁸

¹⁶ Information and photographs uploaded onto social media by a local resident, along with video footage provided to the Panel by the young Yemeni cameraman from Crater, Aden.

¹⁷ Middle East Eye (3 July 2015) “Houthis besiege Aden as organisations struggle to deliver humanitarian aid” at, <http://www.middleeasteye.net/news/Houthi-Saleh-forces-besiege-aden-province-organisations-struggle-deliver-humanitarian-aid-786186321#sthash.NI9ZdqTf.dpuf> [last accessed on 8 November 2015].

¹⁸ BBC World News (3 July 2015) “Yemen conflict: Aden boat shelling kills dozens” at, <http://linkis.com/www.bbc.co.uk/news/aVxvU> [last accessed on 31 October 2015].

The Panel documented additional reports on the intensification of shelling upon residential areas on Sunday, 19 July 2015, particularly in the Dar Saad neighbourhood of Aden. Dar Saad is a densely populated residential area and was housing displaced civilians, who had moved to the area over the previous two-month period. Forty-eight died in the shelling of Dar Saad, with another 182 being wounded as a result of the attacks.¹⁹ At the time, pockets of Houthi-Saleh forces remaining situated within and across the city.

¹⁹ Al Jazeera International (19 July 2015) “Houthi shelling blamed for deaths in Yemen’s Aden” at, <http://www.aljazeera.com/news/2015/07/Houthi-Saleh-forces-shelling-blamed-deaths-yemen-aden-150719132800084.html> [last accessed on 31 October 2015].

Annex 49: Houthi-Saleh forces in Ta'izz

Ta'izz Overview: The Panel has followed the events occurring in Ta'izz, including the Houthi-Saleh imposed virtual state of siege since the beginning of September 2015. Initially in its investigative period, the Panel was able to meet and interview Yemeni refugees from Ta'izz, who told the Panel about the initial entrance of Houthi-Saleh forces into Ta'izz; later on its its investigative process, the Panel has relied ostensibly upon information from INGOs within Ta'izz, United Nations agencies who work in the logistical aspects of aid delivery and distribution, along with local sources who provide social media commentary on the developing humanitarian context in Ta'izz, in particular providing updated photographs of the result of the siege and civilian casualties from the conduct of hostilities.

Within this context, two staff members of two different INGOs told the Panel that little, if any, commercial goods or humanitarian assistance were able to enter the three city districts of Al Mudhafer, Al Qahirah and Al Salh. WFP officials told the Panel that during December 2015, trucks carrying WFP aid had entered Ta'izz, but at the time in which this report was being written, the aid had yet to be distributed. More recently, local NGOs and INGOs have reported that whilst aid had been delivered to Ta'izz, it remains undistributed.²⁰ Official reports suggest that two-thirds of the population of Ta'izz has left the city; some 175,000 to 200,000 men, women and children, however, still remain. They desperately need access to food, water and medical and other critical services to ensure their survival.²¹ In addition, a medical humanitarian organisation told the Panel, that residential areas, medical facilities and other civilian infrastructure are repeatedly subject to attacks of Houthi-Saleh shelling in Ta'izz.²²

Takeover of Ta'izz: The Panel spoke with Yemeni Ta'izz residents based in Markazi refugee camp, in Obock, Djibouti. The Panel corroborated interview testimony that the Houthi-Saleh forces had initially entered Ta'izz on Sunday, 22 March 2015, taking control over the military airport along with other parts of the city. During the takeover, one civilian was killed and five were wounded.²³

Local residents of Ta'izz, currently based in Markazi refugee camp in Obock, Djibouti, told the Panel that initially local Ta'izz residents, especially young men, had actively protested and taken up arms against the Houthi-Saleh forces. In one corresponding interview with a group of young Ta'izz refugees based in Markazi refugee camp, the Panel documented the following interaction:²⁴

[...] Young Ta'izz Man 1: *"Boys had some guns to protect themselves from the Houthis."*

²⁰ WFP Press Release, "WFP Appeals To All Parties To The Conflict In Yemen To Allow Food Distributions In Ta'izz", at <https://www.wfp.org/news/news-release/wfp-appeals-all-parties-conflict-yemen-allow-food-distributions-taiz> [last accessed on 2 December 2016] ; Gulf News Yemen, "Local NGOs say no aid reaching besieged Yemen city" at <http://gulfnews.com/news/gulf/yemen/local-ngos-say-no-aid-reaching-besieged-yemen-city-1.1644975> [last accessed on 2 December 2016].

²¹ Reliefweb (20 October 2015) "Statement of the Humanitarian coordinator for Yemen, Johannes Van Der Klaauw, On The Dire Situation in Ta'izz City" at, <http://reliefweb.int/report/yemen/statement-humanitarian-coordinator-yemen-johannes-van-der-klaauw-dire-situation-taizz> [last accessed on 30 October 2015].

²² Panel two interviews with a medical humanitarian organization during October and November 2015.

²³ RTL (22 March 2015) "Yemen: les rebelles chiites prennent Taz" at <http://www.rtl.fr/actu/international/yemen-le-conflict-s-etend-7777097083> [last accessed on 30 October 2015].

²⁴ Panel interview with a group of young men and women from Ta'izz, taken in Markazi refugee camp in Obock, Djibouti, during a Panel investigative trip there during June 2015.

Young Ta'izz Woman 1: *"Sometimes the boys were the ones starting the fighting with the Houthis."*

Young Ta'izz Man 1: *"The youth were starting because Houthis were pushing to gain territory. People wanted to bury the dead bodies. Others were fighting back at night. But the young people did not know how to use the guns."*

[...] The Houthis are small as a group, but it is the Army of Ali Abdullah who was saying the Army were the Houthis. There were changes in the authorities, amongst the Army, some refused to fight the people. Those who were opposing the Army came mostly from Sana'a. One Chief in Ta'izz was changed by the authorities by the so-called "Houthis". So when they brought the authority from Sana'a, some refused to join Ali-Abdullah [sic]. This situation was to get to Aden to Ali Abdo-Rabo [sic]."

The Panel documented corresponding media reports of demonstrators clashing with Houthi-Saleh forces in Ta'izz. On Tuesday, 24 March 2015, there were reports of five demonstrators killed by Houthi-Saleh forces and 80 injured during a protest against their presence in the city. On the same day, in the city of Al Turba, 80 kilometres to the southwest, three protesters were killed and 12 injured while attacking a Houthi-Saleh forces position.²⁵ Between 17 and 18 April 2015, at least 30 people were killed when Houthi-Saleh forces gunmen, supported by the Republican Guard, assaulted the headquarters of the 35th Armoured Army Brigade, which had announced its loyalty to President Hadi.²⁶

Fighting was heaviest around government and security buildings in the city centre, with approximately 20 civilians killed. The WHO put the death toll at 19 civilians, after the local Al-Thawra hospital was hit.²⁷

A young man from Ta'izz, currently resident in Markazi refugee camp in Djibouti, told the Panel, that during this period:

"On the street there were Houthis and people with klashnikovich, the Houthis had tanks. The Saudi bombing killed people with the shrapnel, the metals that came out, many people [sic]. They were even trying to target where political people were, but the bombs were hurting other people. The house was shattered and fell down, glass was broken, people with diabetes and high blood pressure were dying. [...]"

At the beginning of October 2015, the spokesperson of the Resistance in Ta'izz, Rashad al-Sharabi, accused Houthi-Saleh forces of targeting civilian homes, saying eight civilians were killed by militia shelling in al-Wazeya on Saturday, 3 October 2015, while many others had been injured.²⁸ The Panel documented media reports stating that on Wednesday, 21 October 2015, Houthi-Saleh rockets were fired indiscriminately into civilian areas killing at least 15 people, including one woman and two children, and injuring over 70, more than 12 of them being children. Residential areas, medical facilities and other civilian infrastructure have repeatedly been subjected to such attacks by Houthi-Saleh forces in Ta'izz. However, the Panel was also told of Houthi-Saleh snipers targeting civilians

²⁵ L'Orient Le Jour (24 March 2015) "Yemen: 5 manifestants tués, 80 blessés par balles à Ta'izz" [last accessed on 25 March 2015].

²⁶ Daily Times (19 April 2015) "30 killed in fighting between Hadi's forces, Houthi-Saleh forces in Yemen's Ta'izz" at <http://www.dailytimes.com.pk/foreign/19-Apr-2015/30-killed-in-fighting-between-hadi-s-forces-Houthi-Saleh-forces-in-yemen-s-taiz> [last accessed on 30 October 2015].

²⁷ Economic Times (1 May 2015) "Yemen violence kills 1,244, injures 5,044: WHO" at <http://economictimes.indiatimes.com/news/international/world-news/yemen-violence-kills-1244-injures-5044-who/articleshow/47120316.cms> [last accessed on 30 October 2015].

²⁸ Middle East Eye (6 October 2015) "Houthis open new fronts in Yemen's Ta'izz" at <http://www.middleeasteye.net/news/Houthi-Saleh-forces-open-new-frontlines-yemens-taiz-1394529375> [last accessed on 30 October 2015].

or requesting money to allow people to pass unharmed within the city. The young man in Markazi refugee camp, told the Panel:

“[...] The Houthis took hold of the Medical University and the schools to hide the guns and tanks. From 6pm there was a curfew. Often if they saw you were a family, they would let you go, sometimes they would ask for money and check for guns. There was no target. If women or people were walking in the street they might get hit by the shooting, but indirectly. I had heard that they forbade women to go out, because they thought men were hiding in burkhas.”

In corroborating the information provided, the Panel documented a report of an attack on social media, by a local Ta'izz journalist and critic, who stated that on Thursday, 22 October 2015, Houthi-Saleh forces had fired katyusha rockets at civilians in Ta'izz, killing a large number of civilians including children.



Photographs provided on social media by a local journalist from Ta'izz in connection with the reports on 22 October 2015

The Panel documented further reports of attacks upon civilian and residential areas by Houthi-Saleh forces. On Friday, 23 October 2015, heavy fighting again broke out in Ta'izz, with Houthi-Saleh forces shelling residential neighbourhoods in the city. On Wednesday, 4 November 2015, the Houthi-Saleh forces shelled residential neighbourhoods in Ta'izz, killing 11 civilians and wounding a further 21 civilians. On Tuesday, 10 November 2015, several civilians within Ta'izz were killed by Houthi-Saleh forces' snipers whilst walking in the streets in Ta'izz city.



Photograph on social media from a local critic in Ta'izz, showing a Ta'izz woman who had reportedly gone out to purchase bread, having been shot by Houthi-Saleh snipers

According to the UN High Commissioner for Human Rights (OHCHR), at least 15 civilians were killed and 73 injured after shells fell in a residential area of the city in or around 23 October 2015. Shells had been fired from an area controlled by the Houthi-Saleh forces.²⁹ The Panel corroborated the reports with social media updates on the incident, which provided graphic photographic evidence of the shelling, showing bodies torn apart in the street [photographs are stored in the United Nations Archive].

Houthi-Saleh Siege of Ta'izz: The Panel began to hear information on the imposition of a siege on Ta'izz during August and September 2015. The conduct of hostilities was exacerbated by the deteriorating humanitarian context where, according to the United Nations spokesperson Rupert Colville (23 October 2015),³⁰

“[the] Ta'izz civilian population is bearing the brunt of the siege as they struggle to meet their most basic needs, including potable water. And according to reports received by OHCHR, members of the popular committees affiliated with al-Houthi-Saleh forces and the armed forces loyal to former president Saleh, have also prevented local traders and residents from crossing local check points.”

On Sunday, 25 October 2015, MSF made public statements to the effect that Houthi-Saleh forces were blocking them from delivering essential supplies to Ta'izz.³¹ The MSF Media Statement advised that despite weeks of intense negotiations with “Ansarallah (Houthi-Saleh forces)” officials, Médecins Sans Frontières’ (MSF) stocks of essential medical supplies could not be delivered to two hospitals in a “besieged enclave” of the city of Ta'izz. MSF’s trucks were being stopped at Houthi-Saleh forces’s checkpoints and denied access to the area.”³² Ms Karline Kleijer, MSF’s emergency manager for Yemen, stated,³³

“The hospitals in this besieged area are seeing large number of patients with war wounds. [...] And yet we have been prevented from delivering essential medical supplies – including chest tubes, anaesthetic drugs, IV fluid, sutures and antibiotics – to help staff provide lifesaving surgery [...] It is very frustrating that, after weeks of negotiations, we have made no progress in convincing officials of the need to provide impartial medical assistance to the victims of the ongoing fighting within this enclave, despite the continued support we are providing to health facilities in Houthi-controlled areas.”

Within this context, the Panel documented how Ta'izz residents began facing increasing restrictions to bring in water, fuel and food supplies. Prices within the area surged dramatically and people struggled to find enough drinking water. Yemenis living in the densely populated areas of Ta'izz faced snipers, stray bullets and mortar shelling, used indiscriminately by fighting groups, while airstrikes hit Ta'izz city on a daily basis. People struggled to reach clinics and hospitals, due to the fighting and lack of transport due to fuel shortages.

²⁹ United Nations Radio, News in Brief 23 October 2015 (AM), at <http://www.unmultimedia.org/radio/english/2015/10/news-in-brief-23-october-2015-am/#.VjPHk4QTZv0> [last accessed on 30 October 2015].

³⁰ United Nations Radio, News in Brief 23 October 2015 (AM), at <http://www.unmultimedia.org/radio/english/2015/10/news-in-brief-23-october-2015-am/#.VjPHk4QTZv0> [last accessed on 30 October 2015].

³¹ MSF Media Statement (25 October 2015) at <http://www.msf.org/article/yemen-medical-aid-blocked-entering-besieged-area-taiz> [last accessed on 30 October 2015].

³² Ibid.

³³ Ibid.

In an interview with a humanitarian organisation, the Panel was told that Ta'izz formerly had 20 hospitals for its population of more than 600,000. However, that due to the conflict, only six continue to function, albeit only partially. One Humanitarian organisation told the Panel that the still operational hospitals lack health staff, fuel and essential medicines, and are overwhelmed by the high numbers of wounded seeking to access their emergency services on a daily basis.³⁴ Another humanitarian organisation confirmed the situation in Ta'izz.



Photograph of women combatants in Ta'izz dated October 2015. The photograph was posted on social media by a local journalist. The same source also provided photographs of Houthi-Saleh forces organised marches and formations in Ta'izz city.

The Panel in following Ta'izz social media and local journalist online updates, documented that the Authorities in Ta'izz, in cooperation with local residents, had taken steps to attempt to break the siege imposed on the city, by paving a mountainous road from the southwest of Ta'izz, in order to deliver food and fuel supplies to the residents.³⁵ The same sources stated that one of those involved in the attempt, a water march protest leader, Adel Taha, was tortured by Houthi-Saleh forces, for attempting to deliver water to civilians in Ta'izz city.

On 1 July 2015, as a result of the siege, the United Nations Inter-Agency Standing Committee (IASC) classified Ta'izz as facing food insecurity at 'emergency' level – one step below famine on a five-point international scale, but the highest level of emergency classification.³⁶

³⁴ Interviews with two humanitarian organisations located in Ta'izz.

³⁵ Al Arabiya News (30 October 2015) "Houthis Obstruct Humanitarian Aid to Ta'izz" at, <http://english.alarabiya.net/en/webtv/reports/2015/10/30/Houthi-Saleh-forces-obstruct-humanitarian-aid-to-Ta'izz.html> [last accessed on 30 October 2015].

³⁶ United Nations, IASC PRINCIPALS AD HOC MEETING – YEMEN, Final Summary and Action Points (1 July 2015), at <https://interagencystandingcommittee.org/principals/documents-public/summary-record-ad-hoc-iasc-principals-meeting-yemen-1-july-2015> [last accessed on 2 December 2015]. The IASC met on 1 July 2015 to decide on the activation of the System-wide Level 3 (L3) Emergency response in Yemen.



Photograph Copyright to ICRC, Yemen, Ta'izz, people gathering around a water truck donated by a philanthropist with their jerry cans to fill water due to the lack of water for several months, (28.08.2015, Wael Al Absi, ICRC)



Photograph Copyright to ICRC, Yemen, Ta'izz, this used to be a vibrant street full of life. since the intense hostilities started, snipers have been present. two men on a motorcycle defy their fear of death and drive through the area. (15.08.2015, Wael Al Absi, ICRC)



Photograph Copyright to ICRC, Yemen, Ta'izz, an injured man suffers through immense pain injured in the absence of essential medicine such as Morphine, (24.09.2015, Wael Al Absi, ICRC)



Photograph Copyright To ICRC, Yemen, Ta'izz, This child was injured in a shelling on his neighbourhood. His brother did not survive, (24.09.2015, Wael Al Absi, ICRC)



Ta'izz social media photographic updates of the impact of the water shortage in Ta'izz dated October 2015



Ta'izz social media photographic updates of Ta'izz civilians alternate mountainous route utilised in an attempt to break the Houthi-Saleh siege and bring life-sustaining supplies into the city. Photograph posted during October 2015



Ta'izz social media photographic update of the impact of shelling in the city of Ta'izz. Photograph posted during October 2015. The same source also provided graphic photographic updates of civilians killed in the shelling, available upon request as archived with the United Nations

During October 2015, two humanitarian organisations and one United Nations agency staff member, told the Panel that they were facing obstructions in the delivery of humanitarian assistance to Ta'izz. On Thursday, 29 October 2015, the United Nations World Food Programme made a Press Statement about the humanitarian situation in the city, advising,³⁷

“[...] “We plead for safe and immediate access to the city of Ta'izz to prevent a humanitarian tragedy as supplies dwindle, threatening the lives of thousands – including women, children and the elderly, [...] These people have already suffered extreme hunger, and if this situation continues the damage from hunger will be irreversible.”

Later in October, the one humanitarian organisation and local social media updates, started to speak out publicly about Houthi-Saleh obstructions to the delivery of medical humanitarian assistance to Ta'izz. On 30 October 2015, Houthi-Saleh forces denied access to medical aid providers carrying oxygen tanks for hospitals and medical clinics in Ta'izz. From late October/early November 2015, the Panel began hearing that hospitals and medical facilities in Ta'izz had run out of oxygen tanks and patients requiring artificial respiration were dying from a lack of the tanks, which were not being replaced due to the Houthi-Saleh forces siege on the city and its entrance routes.³⁸ Thawra Hospital, Arrawda Hospital and Algomhori Hospital in Ta'izz ran out of medical supplies and fuel to run the generators in the hospitals. During this time, a local doctor stated on social media that he was now asking his patients in Ta'izz, who required dialysis, to bring 20 litres of fuel with them to the hospital

³⁷ WFP (29 October 2015) “WFP Warns Of Deepening Hunger In Southern Yemen City Of Ta'izz” at, <https://www.wfp.org/news/news-release/wfp-warns-deepening-hunger-southern-yemen-city-taiz> [last accessed on 30 October 2015].

³⁸ Two humanitarian organisations and multiple reports on local social media.

if they wanted to receive their dialysis treatment, due to the fact the hospital was running out of fuel stores. The Houthi-Saleh forces siege on water into Ta'izz, beginning on 18 August 2015, also had impacted the ability of hospitals to provide medical assistance.

Annex 50: Houthi-Saleh attacks on medical facilities, aid organizations and humanitarian offices

Overview: The Panel was told of multiple instances of Houthi-Saleh forces intensively targeting medical infrastructure and healthcare staff, severely affecting the capacity of the country's healthcare structure to respond to the context. United Nations personnel told the Panel that humanitarian offices, particularly in Aden, had suffered from looting and temporary takeovers by Houthi-Saleh forces. Three different United Nations staff members told the Panel about the sale of aid on the black market by businessmen in connection to Houthi-Saleh forces.³⁹

Attacks upon hospitals: Medical personnel in the southern part of the country told the Panel that hospital windows had been "blasted out" by shelling and bomb blasts. The Panel was told how Houthi-Saleh forces had taken over hospital wings and conducted street battles from within them in Aden; in Ta'izz the Panel was told by humanitarian organisations how Houthi-Saleh forces had damaged hospitals as a result of indiscriminate shelling and issues of proportionality as a result of attacking resistance positions close to hospital buildings.

In one such report, on 24-25 October 2015 and again on 8 November 2015, Houthi-Saleh forces indiscriminately shelled Thawra Hospital in Ta'izz, whilst fighting Resistance groups positioned near the hospital.⁴⁰

In another attack in Ta'izz, the Panel was told by a humanitarian organisation, and corroborated by local social media reports, that on 25 October 2015, Houthi-Saleh forces shelled Thawra Hospital. The shelling was aimed at resistance forces who were located on the same hill as the Hospital. The attack damaged the hospitals intensive care unit.



Intensive Care Unit of Al Thawra Hospital in Ta'izz, shelled by the Houthi-Saleh forces in and around 24-25 October 2015 (left); Shelling of Al Thawra Hospital in Ta'izz on 8 November 2015 (right)

In an earlier attack in Hajjah, a humanitarian organisation told the Panel how a hospital in Harad, one of the few fully operational hospitals left in the area of Hajjah, had been shelled by Houthi-Saleh forces during mid-June 2015, and was rendered non-operational. On approximately 4-5 July 2015, an INGO medical team visiting the site of the bombed hospital in Harad, found itself under fire and had to flee the town.⁴¹ The hospital and ambulance were also targeted and hit by stray bullets as Houthi-Saleh snipers were present in the surrounding area and fighting was ongoing.⁴²

³⁹ The Panel was able to obtain photographs of the aid being sold in Sana'a that had been posted by a local critic.

⁴⁰ Interview with a humanitarian organization based in Ta'izz, along with social media reporting on the incident.

⁴¹ Refer to MSF Press Release (Dated 7 July 2015) at <http://www.msf.org/article/yemen-msf-treats-dozens-wounded-after-attacks-markets-and-residential-areas> [last accessed on 13 July 2015].

⁴² MSF Media Report (July 2015) at <http://www.msf.org.uk/country-region/yemen> [last accessed on 13 July 2015].

Stealing of aid and medical supplies: Four humanitarian organisations, including three United Nations agencies, told the Panel how Houthi-Saleh forces had stolen medical supplies and had sold it on the black market, first when they had been based in Aden, and later, in Sana'a. In Aden, the Panel was told through a secondary source of statements attributed to a local activist about the impact of the black market sale of aid in Aden by Houthi-Saleh forces, where the price for a bag of wheat, which used to cost YR 5,000 (US \$23) had increased to YR 15,000 (\$70),

“Humanitarian aid usually fell into the hands of Houthi forces, who would in turn take this aid and sell it to the black market. I myself buy wheat from the black market. It’s the only way to get basic goods. Otherwise, we would die.”

Occupation of Humanitarian Organisations and Offices:

During the early period of its investigation, several United Nations agencies told the Panel that their offices have being temporarily taken over by Houthi-Saleh forces. In one particular instance, on 18 April 2015, the UNFPA-Yemen Office in Fajah Al-Dan, Sana'a, Office Guards had been injured during air strikes in the area. After the bombing, due to a lack of security, Houthi-Saleh forces occupied the UNFPA-Yemen Office for two weeks, in what they justified as a response to UN Agencies “lack of legitimacy within Yemen”. A similar situation occurred to the UNDP Office, with similar justification for the take-over.⁴³

Moreover, WHO Mobile Health Clinics were also targeted for looting during the same period.⁴⁴ WHO ambulances were looted, and the WHO Office was raided and one other unnamed, at its request, humanitarian organisation’s warehouse was also raided.⁴⁵

⁴³ Reported to the Panel during its investigation in Amman, Jordan, during May-June 2015.

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ Reported confidentially to the Panel during July 2015.

Annex 51: Resistance violations

Overview: The Panel was told of violations committed by the resistance in Aden and Ta'izz. Refugees from Aden told how local resistance had attacked residential areas for shelling, placed snipers and killed civilians moving around the city. The resistance had also been involved in summary extra-judicial execution, torture and defilement and mutilation of corpses. The Panel also heard one account of the resistance committing perfidy by dressing in Yemeni women's attire so as to operate by stealth. Furthermore, the Panel documented reports during December 2015, of resistance fighters in Ta'izz, obstructing the distribution of humanitarian assistance by shooting at trucks carrying aid.⁴⁶

Attacks upon civilians: One refugee from Crater told the Panel that many young men took up arms and joined the resistance, but many of them had no idea of how to use or aim the weapons and often ended up shooting civilians. The same young man advised that guns became a currency amongst these young male fighters in Aden and that armed young resistance fighters used the weapons to loot and terrorise local people. The Panel was told by an older man based in Markazi refugee camp in Djibouti, a former Aden taxi driver, that a group of young resistance fighters had robbed him at gunpoint and stolen his taxi. Two older women from Aden, based in the Markazi refugee camp in Djibouti, confirmed to the Panel that the young men often had no idea how to use the weapons and killed many residents due to misfiring and crossfiring during battles with Houthi-Saleh forces.

In October 2015, the Panel began observing reports corroborating information provided by refugees as to looting and extortion. Individual groups within Resistance forces based in Aden started demanding money for protection from members of the local population.

The Panel was told by a United Nations staff member who had been based in Aden, that resistance groups had actively undertaken arbitrary arrest, summary extra-judicial execution, detention and torture of presumed or perceived dissidents and supporters of the Houthi-Saleh forces and/or the ex-President Saleh. The Panel was able to corroborate such information via social media reports and local news reports on such incidents, including obtaining photographic evidence of such incidents (refer to photographs below).

More recently, the Panel in following news reports has documented particular elements of the resistance, asserting moral orders and religious decrees on the local population, such as the segregation of women and men in tertiary institutions in Aden. There have also been social media reports during August 2015, of resistance groups being involved in the looting of property of civilians, particularly northern Yemenis based within Aden.



Two men arrested and killed summarily in Aden. Photograph posted online during December 2015 by a local activist

⁴⁶ Expatriate social media commentator in Ta'izz stated that all sides to the conflict in Ta'izz have blocked humanitarian assistance. In interviews with a United Nations agency, the Panel was also told that obstructions in the provision of humanitarian assistance had come from all sides to the ground fighting in Yemen.



Believed to be a captured and killed Houthis-Saleh forces-Saleh fighter's corpse being dragged behind a vehicle in Aden during late November 2015

Sale of aid in the black market: The Panel was able to obtain information and photographic evidence of the resistance's involvement in the sale of aid in Aden from online activists in Aden, along with receiving information from a United Nations staff member and a NGO staff member.



Photographs of aid from the UAE being sold in shops in Aden dated 4 October 2015 (top left, right); Photograph of food aid from Germany being sold in shops in Aden dated 30 April 2015 (bottom left)

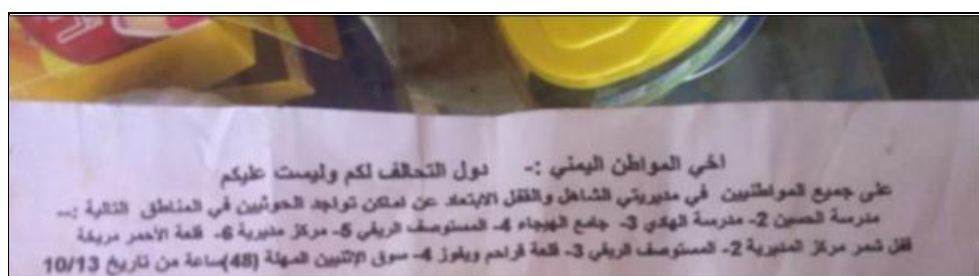
Annex 52: Coalition attacks on civilian objects, cities, villages and residential areas

1. Hajjah Airstrikes on Civilian Objects – Mosque, School, Heritage Structure (Palace), and a Health Clinic (dated 17 August 2015)

On Saturday, 17 August 2015, the Coalition dropped leaflets over Hajjah, warning residents to stay away from areas it intended to target for airstrikes, including a mosque, a school, a heritage structure and a health clinic.⁴⁷ The leaflet (below) is translated, as:

“Brother Yemeni Citizen, Coalition troops from and for you, All citizens of Al Shamal and Al Gafil Provinces should stay away from Houthi forces gathering places in these locations, including: 1. Hassien School; 2. Elhadi School; 3. Alhaga Mosque; 4. Rural clinic; 5. Province centre; 6. Mirakhia Ahmar Palace.

In Gafil Shimar province 1. Gafil Shimar Province centre; 2. Rural clinic; 3. Grahim yafouz Palace; 4 Althineen Mahli Market (Souq) for (48) hours from the date of 13 October.”



Leaflets dropped by the Coalition over Hajjah province, stating that people should stay away from particular schools, a medical clinic, a palace, a market for a 48-hour period on 13 October 2015

2. Damt Airstrikes (dated 11 to 12 November 2015)

On Wednesday and Thursday, 11 to 12 November 2015, the Coalition conducted multiple targeted airstrikes on the city of Damt, a town near Yemen’s southern province of al-Dhalea. The Coalition undertook 65 airstrikes over a 24-hour period. The airstrikes destroyed large parts of the city.⁴⁸



Photographs of Damt after the Coalition target multiple airstrikes on the city from 11-12 November 2015. Photographs uploaded on social media

⁴⁷ Leaflet uploaded by an activist on social media. Local media sources on social media provided information on the airstrike attacks.

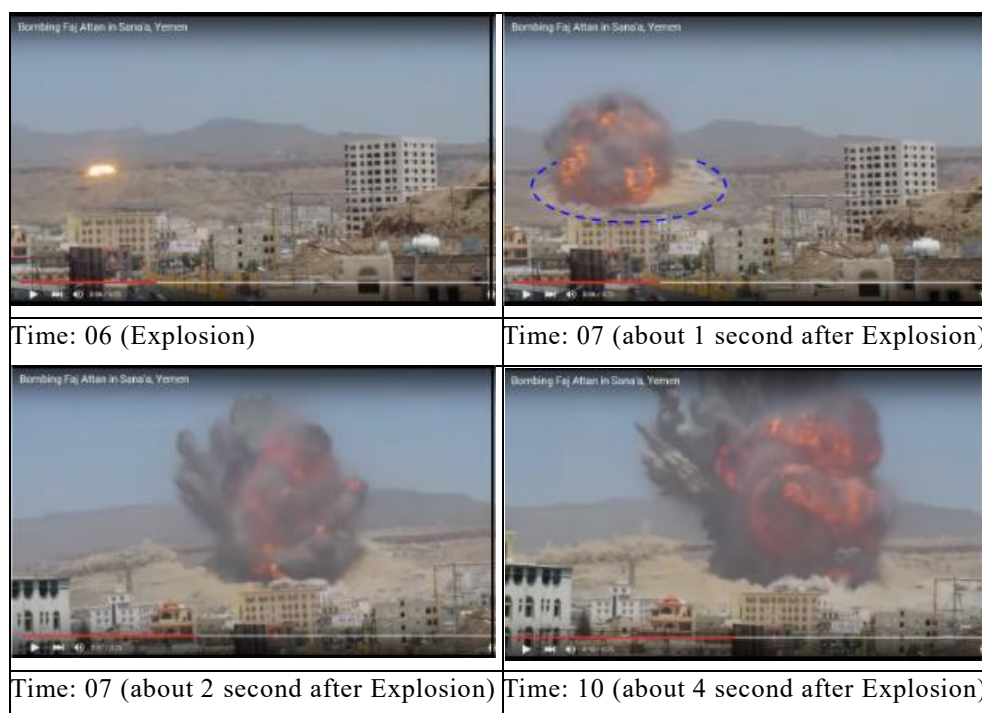
⁴⁸ Cihan (8 November 2015) “Pro-Houthi forces recapture town in southern Yemen” at, <http://en.cihan.com.tr/en/pro-Houthi-Saleh-forces-forces-recapture-town-in-southern-yemen-1933032.htm> [last accessed on 12 November 2015].

3. Bombing of Faj Attan in Sana'a, Yemen (dated 20 April 2015)

On Monday, 20 April 2015, the Coalition undertook targeted airstrikes on a Scud missile base in Sanaa, which triggered a large explosion killing 25 people and wounding almost 400. The blast hit the base on Faj Attan mountain, beside Hadda district, where the presidential palace and many embassies are located, blowing out the windows of homes for a number of kilometers beyond the site.⁴⁹

The incident was stated to be “the largest recorded number of civilian deaths and injuries from aerial explosive weapons took place in Sana’a [...]”⁵⁰ Residential homes near the site were flattened.⁵¹ The shockwaves were felt up to four miles away, and local Red Cross workers said that civilian casualties were spread throughout the city as windows were shattered and debris was scattered across Sana’a.⁵²

First Screen shots at the explosion Time: 06 Seconds⁵³



⁴⁹ Reuters (21 April 2015) “Air strike on missile base in Yemen capital kills 25, wounds hundreds” at <http://uk.reuters.com/article/2015/04/21/us-yemen-security-idUSKBN0NB0R820150421> [last accessed on 23 October 2015].

⁵⁰ State of Crisis Report (2015), developed by Action on Armed Violence and OCHA Policy Development and Studies Branch, p. 7.

⁵¹ The New York Times (20 April 2015) “At Least 25 Die as Airstrike Sets Off Huge Blast in Yemen,” at www.nytimes.com/2015/04/21/world/middleeast/sana-yemen-explosion.html [last accessed 28 August 2015].

⁵² The Associated Press, posted by The Guardian (20 April 2015) “Air strikes in Yemen damage homes,” www.the-guardian.com/world/2015/apr/20/yemen-sanaa-air-strike-homes-damage-saudi-coalition [last accessed 28 August 2015] ; Yemen Times (21 April 2015) “At least 40 killed in violence attacks on Sana’a,” at www.yementimes.com/en/1875/news/5055/At-least-40-killed-in-violent-attacks-on-Sana%E2%80%99a.htm [last accessed 28 August 2015].

⁵³ Source: Samer Habib, at https://www.youtube.com/watch?v=_iz45MZ4QXU [last accessed on 17 October 2015].



First Screen shots at the explosion Time: 06 Seconds, the dashed arc in Blue shows the shock wave that is propagating towards the city rising dust within its passage. The wave moves at a speed of sound i.e. 330 meters per second.

Screen shot at Time: 07 Seconds (about 1 second after Explosion), the dashed arc in Blue shows the position of the shock wave reaching population areas more than 330 meters from the impact.

Screen shot at Time: 10 Seconds (about 4 second after Explosion), the wave is about 1500 meters from the explosion point within the populated area.

Screen shot at Time: 12 Seconds (about 6 second after Explosion), the wave is about 2100 meters from the explosion point within the populated area and is about to hit the cameramen.

The wave has reached the cameraman who was seriously wounded.

4. Airstrikes on Non-Military Factories (dated 31 March, 12 September and 29 October 2015)

On Monday evening on 31 March 2015, the Coalition conducted airstrikes upon the National Cement Company (NCC) located in Wadi Sa'an area, Musaymir district, of Lahj governorate. At least ten people were killed and thirteen injured. Nine employees who were on a bus at the time of the airstrikes, had been preparing to leave work and they along with at least one truck driver working for a wholesaler were killed immediately.⁵⁴ Two truck drivers were unable to be found.

An assessment conducted by ARES Conflict Damage Assessment YEM049 stated that it had determined with high confidence that at least one of the munitions which struck Site YEM049 was a Hakim A series precision guided munition, very likely delivered by a United Arab Emirates Air Force (UAEAF) Dassault Mirage 2000-9 or F-16E/F 'Desert Falcon' fighter.⁵⁵



⁵⁴ Ali Al-Ahdal, the marketing manager and spokesperson of NCC (Wednesday, 1 April 2015).

⁵⁵ Provided to the Panel by a confidential source.

Also on Monday, 31 March 2015, the Coalition conducted airstrikes upon a dairy factory in Yemen, killing at least 31 civilians and wounding a further 11. The Yemany Dairy and Beverage factory is located outside Yemen's Red Sea port of Hodaida. The Yemany Dairy and Beverage factory was a multi-building compound, located approximately 7 kilometers outside of the Red Sea coast.⁵⁶

5. Airstrikes on Harad marketplace on 4 July 2015

In its investigations in Djibouti, the Panel met with a young third country national male/youth, who described being hit twice during an air strike on a Harad Market, in Harad, during early July 2015. The attack was reported by *Medecins Sans Frontieres* (MSF) as having taken place on 4 July 2015, in Beni Hassan Market and in the evening at the breaking of the fast of Ramadan. MSF stated that 67 civilians were killed as the result of the air strike; MSF had incidentally also treated the young man with whom the Panel spoke.⁵⁷ The young man stated of the incident,

"[...] I was hit by a strike, hit by sharp metal. It was in Harad, on the border with Saudi Arabia. The thing that hit me came from the air, from the Saudi air force. I was unconscious from the first blast of the strike. I had been walking on the street, I had nothing with me. I got burns from the first blast. There were many people around when it landed and exploded, then in the second explosion, small pieces hit all over and cut me.

[...] It was a place with houses and shops. The Houthi forces were not there. There was nothing there, no barracks, only normal people. The bomb strikes had been on and off, but suddenly it became more rapid."

The young man sustained severe injuries to his neck and damage to his carotid artery, along with burns and shrapnel wounds to his back, arms and legs.

The air strike on Harad Market was only one amongst several such attacks that occurred during early July 2015. On 6 July 2015, 23 civilians were also injured as the result of an air strike that took place in Alfayush market, Lahij governorate.

⁵⁶ Information documented on social media by local journalists and reported on by HRW, at Courtesy of HRW (2015) at <https://www.hrw.org/news/2015/04/15/yemen-factory-airstrike-killed-31-civilians-0> [last accessed on 23 October 2015].

⁵⁷ Refer to MSF Media Statement (dated 6 July 2015) "Yemen: Hundreds Wounded in Attacks on Markets and Residential Areas" at <http://www.doctorswithoutborders.org/article/yemen-hundreds-wounded-attacks-markets-and-residential-areas> [last accessed on 3 September 2015].



Photograph of Injuries to Third Country National (Ethiopian) Youth taken by the Panel during its investigations in Djibouti

Annex 53: Coalition attacks on civilian gatherings and groups

1. Airstrikes on wedding party 1

On Monday, 28 September 2015, Coalition airstrikes fired two missiles at and hit a wedding party hall in Wahijah village, outside of al-Mokha, in Yemen, killing at least 135 people, including 12 children. Many more were wounded and seriously injured. The Panel was told that the exact death toll had been difficult to ascertain due in part to the fact that the bodies of the victims were “badly mangled”.⁵⁸

The attack on the wedding came one day after residents in two villages - Bani Zela and Zaylaa - near Yemen’s border with Saudi Arabia – were attacked by air strikes on Sunday, 27 September 2015, killing more than 50 people.

2. Airstrikes on wedding party 2

On Wednesday, 7 October 2015, Coalition airstrikes hit a house south of Sana’a, killing approximately 23 people who were attending a wedding party. The attack took place in Dhamar Province, about 50 miles south of Sana’a, upon the house of father of three sons who were due to be married in a joint ceremony on Wednesday night.

The airstrikes took place as the brides arrived at the house. Bodies were said to be lying in the yard, decapitated, and charred. 23 people were killed, with bodies lying under the rubble of the house.

⁵⁸ From a United Nations staff member. Refer also to the Save the Children Report, “NOWHERE SAFE FOR YEMEN’S CHILDREN – The deadly impact of explosive weapons in Yemen” (dated 2015).



UNDER-SECRETARY-GENERAL FOR HUMANITARIAN AFFAIRS AND EMERGENCY
RELIEF COORDINATOR, STEPHEN O'BRIEN

STATEMENT ON YEMEN

I am deeply disturbed by the news of civilians being killed by coalition air strikes that hit a wedding party in Yemen's Dhamar Governorate yesterday. The Ministry of Public Health and Population reports that at least 47 civilians were killed, and 35 injured, among them many women and children.

Once again we are seeing the devastating impact of explosive weapons – used by all parties – in this conflict. Some 4,500 civilians have reportedly been killed or injured by explosive weapons in Yemen during the first seven months of this year: that is more than in any other country or crisis in the world during the same period.

International humanitarian law very clearly sets out the responsibilities of warring parties to protect civilians and to take every possible measure to avoid damage to homes and other civilian structures. With modern weapons technology there is little excuse for error.

Ninety-five per cent of the Yemeni people killed or injured by explosive weapons in towns or cities were civilians, according to a recent report, and more than half of all the air strikes occurred in towns or cities, often in densely populated areas, resulting in very high numbers of civilian casualties.

I call for a swift, transparent and impartial investigation into this incident. Real accountability for parties to conflict, whether they are States or non-State armed groups, is urgently needed, to ensure that the commitment under international law to protect civilians is meaningful.

8 October 2015
New York

Annex 54: Coalition attacks on fishing vessels and dhows

Overview: The Panel has observed attacks upon fishing vessels and dhows within the Bab-al-Mandab. Between September and November 2015, the Panel documented 3 cases of attacks upon fishing vessels and dhows, and 2 cases of attacks upon fishing markets and their communities, causing the deaths of at least 115 fishermen.

1. Airstrikes on Indian Fishing Vessel on 8 September 2015

On Tuesday, 8 September 2015, the Indian Ministry of External Affairs reported that seven Indian nationals were missing after the Coalition hit their fishing boats (two boats respectively named *Asmar* and *Mustafa*) during an air strike off the coast of Yemen near Hodeidah. The vessels were traveling from Berbera in Somalia to Mokha in Yemen.⁵⁹



Photographs provided on social media via local journalists

In an interview with the New Indian Express, members of the surviving Indian crew, stated:⁶⁰

A crewmember of the *Asmar*: “We stayed out [in] the sea as we could see the planes hitting targets on the shore and smoke rising [...]”

A second crewmember of the *Asmar*: “[...] We raised the Indian flag on our boat when we saw the plane coming towards us hoping that it will stop them [...] but that didn’t help [...] There was no warning, nothing”.

The *Mustafa* crew tried to rescue the sailors from *Asmar*, who were in water from the shock of the blast:

A crewmember of the *Mustafa*: “We stayed in the area as we were tried to take on some of the men from *Asmar* in the water. Then plane came back and hit us.”

⁵⁹ Protection Vessels International (16 September 2015) Weekly Maritime & Onshore Security Report 15 Sep 2015, at, Refer at, <https://pvilt.com/news-insight/news/article/weekly-maritime-onshore-security-report-15-sep-2015.html> [last accessed on 26 October 2015]. Also information posted by online media commentators.

⁶⁰ The New India Express (11 September 2015) “Surviving Indian Sailors Clinged to Gas Cylinder for Four Hours After Airstrikes Hit Boats” Refer at, <http://www.newindianexpress.com/nation/Surviving-Indian-Sailors-Clinged-to-Gas-Cylinder-for-Four-Hours-After-Airstrikes-Hit-Boats/2015/09/11/article3022756.ece> [last accessed on 26 October 2015].

2. Airstrikes on Ogbaan and Kadmaan islands in the Red Sea

On Thursday, 22 October 2015, and Friday, 23 October 2015, Coalition airstrikes targeted and killed many fishermen, and wounded many others⁶¹ on the Ogbaan and Kadmaan Islands, located within the Bab-el Mandab. The death toll from the attacks rose to 100 as wounded fishermen, who initially survived the airstrikes, died from the injuries they had sustained. On Tuesday, 27 October 2015, 15 corpses of fishermen who had died during the airstrike on their fishing boats, washed up upon the beach in Hodeida.

⁶¹ Reuters (24 October 2015) “Several Yemeni fishermen killed in Saudi-led strikes – witnesses” at, <http://uk.reuters.com/article/2015/10/24/uk-yemen-security-idUKKCN0S107C20151024> [last accessed on 31 October 2015].

Annex 55: Coalition air strikes on internally displaced persons and refugees

1. Air strike attack on Al-Mazrak IDP Camp near Harad, in Hajjah Governorate

On Monday, 30 March 2015, either a short time before or at approximately 11.00am, at least 45 refugees and IDPs were killed and over 200 displaced civilians injured from an air strike on Al-Mazrak camp near the border with the Kingdom of Saudi Arabia.⁶² A few days preceding the attack, five hundred families had arrived at the camp near the northern town of Harad. The civilians in the camp were newly arrived, having fled recently from militia fighting and air strikes in Sada'a. An NGO staff member told the Panel that before the air strikes, there had not been any fighting close to the camp. The Camp's entrance, clinic, food area, and administrative centre were destroyed during the air strikes. An NGO stated that it had treated 34 injured people at its hospital in Harad, and that 29 others had been pronounced dead upon arrival.

On 31 March 2015, in response to the attack, the United Nations Humanitarian Coordinator to Yemen advised that all the structures that had been hit within the IDP Camp, constituted civilian infrastructure. A statement from Yemen's Defence Ministry in respect to the attack advised that, "Saudi warplanes targeted one of four refugee camps in the Harad district, which led to the death and injury of several of its residents. The air strike targeted camp 1 in the Mazraq region, which houses around 4,000 refugees, leaving over 40 people dead – including women and children – and over 250 others injured."⁶³



Photograph of Al-Mazrak Camp before the airstrikes on 30 March 2015, provided by social media activists

⁶² OHCHR, "Yemen: The world must be prepared for rapid collapse into mass displacement crisis – UN expert" (8 April 2015). Refer also to IRIN (30 March 2015) "Yemen camp bombing – what you need to know," at www.irinnews.org/report/101295/yemen-camp-bombing-what-you-need-to-know [last accessed 16 September 2015].

⁶³ RT (30 March 2015) "45 people killed, 65 injured: Yemen refugee camp hit by airstrike" at <https://www.rt.com/news/245349-yemen-refugee-camp-strike/> [last accessed on 2 January 2016].



Annex 56: Indiscriminate coalition air strikes, issues of proportionality and lack of effective advance warning in Sa'dah

Overview: The Panel interviewed a variety of sources to obtain information on the situation in Sa'dah, along with the manner in which advance warning had been provided ahead of the Coalition attacks. In addition, the Panel obtained satellite imagery of Sa'dah from before 26 March 2015, and some two months after, to ascertain damage caused by airstrikes. Sa'dah satellite imagery showed that it has received the worst damage to civilian infrastructure of any of the cities within Yemen. Due to the fact that Houthi-Saleh forces have not been situated as a ground-fighting force conducting shelling in Sa'dah, all such damage has a high probability of having been caused by Coalition airstrikes. In addition, technicians analysing the circumference of craters left from strikes, analysed them as having been air-launched attacks.

Coalition targeting of Sa'dah: On 26 March 2015, the Coalition began air strikes on Sa'dah. Satellite imagery obtained by the Panel appears to show significant damage to civilian areas as a result of the air strikes. In particular, the alleged statement dated 8 May 2015, that the entire city of Sa'dah and Marran would be treated as "military targets," raises serious concerns around issues of proportionality, distinction and effective advance warning.⁶⁴ A United Nations assessment mission to Sa'dah during August 2015, confirmed the scope of the devastation. The assessment mission shared photographs of the city with the Panel.

On 14 April 2015, the UN Office of the High Commissioner for Human Rights, High Commissioner Zeid Ra'ad Al Hussein, advised that recent strikes had hit residential areas and homes across five provinces.⁶⁵ In addition to the reports of civilian injury and casualty, throughout May-June and July-August 2015 investigative periods, several humanitarian organisations' told the Panel how their offices and warehouses had been either indirectly impacted or directly struck during air strikes, some of which appear to have been linked to non-supply of GPS coordinates to the Coalition⁶⁶ or as linked to air strikes on munitions sites close to civilian areas in which such organisations are based, including a warehouse supplying water equipment funded by the EU for an aid organisation project situated in Sa'dah.

Due to the fact that collective punishment of a civilian population is prohibited under all circumstances, including their allegiance or presumed/perceived allegiance to armed opposition groups - the targeting of the city of Sa'dah raises extremely serious concerns, including potential violations of the principles of precaution, proportionality and the principle of distinction.

During its initial investigation period of May-June 2015, a staff member of a UN agency who was based in Yemen at the time interviewed by the Panel, said that initially prior to the Coalition-led air strikes in Sa'dah, "Warning" leaflets were dropped across Sa'dah, perhaps an hour to two hours before the strikes were conducted". The same source, along with another UN staff member from a different agency stated that due to the fact that the attacks were occurring across an indiscriminate area, including civilian homes as well as schools and hospitals, and that it is an area of high illiteracy, the "leaflet drops" were deemed largely if not almost completely, ineffective as a warning mechanism or alert system.

⁶⁴ Saudi Ministry of Defense, Brig. Gen. Ahmed al-Assiri, News Conference (9 May 2015) video clip, at https://www.youtube.com/watch?v=l38aLG9l_ec [Last accessed on 31 May 2015].

⁶⁵ Refer to OHCHR's Press Statement at <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16253&LangID=E> (dated 21 July 2015) [Last accessed on 7 August 2015] ; see also, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=15776> [Last accessed on 21 September 2015].

⁶⁶ In some instances, there have been claims that UN Offices GPS Coordinates had not been supplied to the Coalition. In other instances, there have been allegations that the UN supplied incorrect coordinates to the Coalition.

In more recent discussions with an independent expert of IHL, it was raised that even if leaflets had been dropped as an advance warning mechanism, the main cause of concern was that a whole governorate had been labelled a military target and as such a one to two hour warning or evacuation notice period was simply not enough time to allow civilians to safely evacuate an area.⁶⁷ A further confidential source told the Panel that Saudi Arabia had issued radio warnings approximately six or seven hours before the onset of air strikes in Sa'dah, also before the leaflet drops, but that, along with the short-time frame for such a large-scale evacuation, fuel shortages had impeded civilian's ability to leave the area within the prescribed timeframe.

During the Panel's May-June 2015 investigative period, a number of members of the United Nations humanitarian and INGO community in Yemen stated that as a result of the use of air strikes in Sa'dah, and the failure to provide an effective advance warning, they had been witnessing an unusual occurrence in the current situation of conflict, where they were experiencing "far higher levels of civilian casualties amongst women and children".⁶⁸ During the May-June 2015 investigative period, multiple sources inside Yemen, including medical personnel, told the Panel that the main cause of civilian casualties in Sa'dah was the air strikes. On 22 April 2015, local officials in Sa'dah declared the Governorate as a "Disaster State".



⁶⁷ Meeting with a confidential source, dated 3 August 2015.

⁶⁸ In this respect, there has been and continues to be some variation in figures relating to civilian casualties between the different agencies. This is largely due to the fact that different agencies utilise different methods and sources for obtaining their data. It can be stated that casualty reports reliant on formal hospital figures are usually lower than actual casualty numbers. In Sa'dah, it can be assumed with some confidence that casualties have been underreported due to access problems for the majority of humanitarian response services.



Photographs taken by a UN assessment mission to Sa'adah in August 2015 (Photograph courtesy of a UN Agency staff member in Yemen)

During the Panel's July-August 2015 investigative period, in meetings with Yemeni refugees and third country nationals in Djibouti, the Panel was told that initial air strikes had occurred at certain times of day, but then it had become almost non-stop, across all times of the day and the night. Based upon analysis of satellite imagery, refer to satellite imagery provided in the annex, Sa'dah has suffered the most with 226 destroyed buildings identified on 22 May 2015, in less than three months of coalition campaign. Harradh and Midi port which are small in size and without military structures visible have also been highly affected by bombing especially in congested areas.

This pattern was not limited to areas of the north of the country, Yemeni refugees from Aden with whom the Panel spoke, also stated that the air strikes "kill everyone, woman, man and child, with the sharp pieces of metal."⁶⁹

Photograph of Leaflet dropped across Sada'a prior to airstrikes from March 2015 [Albawaba.com, accessed at, <http://www.albawaba.com/loop/leaflet-dropped-yemen%E2%80%99s-villages-warning-people-leave-coalition-strikes-726738>, (last access on 29 September 2015)]



Warning

Brothers sons of Yemen

Houthi-Saleh forcress Militias are shelling Saudi villages along the borders, from your villages.

We are going to shell the origin of the shelling.

Therefore, for your safety, you have to evacuate the villages where Houthi-Saleh forcress are present.

⁶⁹ Panel of Experts on Yemen Interview with Yemeni Refugees in Markazi Camp in Obock, Djibouti, during July-August 2015.



Urgent appeal for help

Designation of Sa'dah governorate as a disaster zone

We, administrators of Sa'dah governorate and civil society organizations, hereby make this humanitarian appeal for urgent relief. Coalition forces led by the Kingdom of Saudi Arabia have systematically borne down on the governorate in a savage and barbaric onslaught against its land and people in their entirety. Some 250 civilians have been killed, most of them women and children. Hundreds have been injured. The attacks have caused massive destruction of all basic necessities, particularly in the city of Sa'dah, the capital of the governorate. The assailants have bombarded and destroyed the city's infrastructure, including water, electricity, gas and communication facilities. They have also bombed food warehouses, shops, markets, farmland and most fuel stations. They have targeted most government buildings, including the government complex, the Post Office, the Cooperative and Agricultural Credit Bank, the Executive Council, the Central Prison, the Political Security building and the Directorate of Security.

Other districts have been attacked in the same barbaric manner, displacing some 300,000 civilians.

We therefore designate the city of Sa'dah as a disaster zone and urge all Government agencies, the international community, local and international relief organizations and rights organizations to mobilize swiftly and fulfil their humanitarian and relief mandates by coming to the aid of the city, the governorate and their inhabitants, whose basic necessities we are no longer able to provide.

(Signed) Muhammad Jabir al-Razih

Governor, Sa'dah governorate

Chair of the Local Council

22 April 2015

Annex 57: Houthi-Saleh forces in Ibb

Overview: The Panel documented many human rights violations within Ibb, largely tied to civil and political rights, but also related to the strong resistance Houthi-Saleh forces encountered within Ibb from protestors and anti-Houthi demonstrators.

Houthi-Saleh forces have used military camps across the parts of the country it controls, using them as prisons for opponents, including the Sixth Regional Military Command 1st Armored Division, weapons stores at Nuqum Mountain, Attan Mountain in Sana'a, and Hirran Mountain in Dhamar, Al-Anad military base in Lahej Governorate, and Hadeed Mountain in Aden city. In addition to Amran and Ibb sports stadium, Al-Saleh Park, Arwa school, Al-Saqr club in Ta'izz city, the Officers club in Hodiedah, Guest House in Dhamar, and government complexes in Abyan, Shabwa and Al-Baidha Governorates.⁷⁰

Human Rights violations in Ibb: Houthi-Saleh forces expanded their control beyond Sana'a, entering into Ibb during October 2014.⁷¹ Ibb was one of the provinces that strongly resisted the Houthi-Saleh forces takeover.⁷² Later, in their July 2015 retreat from Aden, Houthi-Saleh forces combatants who had been fighting in Aden re-entered Ibb after being pushed out of Al-Dhalea. The initial entrance into Aden had also brought Houthi-Saleh forces combatants/fighters from Ta'izz, Ibb and Marib, already having been embedded in these areas. There have been reports or suggestions of Ibb being one of the areas for Houthi-Saleh forces-sleeper cells for the planned entrance into Aden.⁷³ Ibb has experienced strong protest and activism against the Houthi-Saleh forces, and with it high levels of arbitrary arrest and detention, along with allegations of the torture of detainees and at least one instance of defilement of a corpse of resistance/opposition fighters from Ibb.⁷⁴

Ibb is of strategic importance for the Houthi-Saleh forces, and the Panel finds with a high degree of probability that it is one of the main transit routes for the arms market. Reports suggest that humanitarian aid is also currently being channeled through and sold in Ibb and Sana'a by the Houthi-Saleh forces and potentially serves as a source of revenue for small arms sales/market.⁷⁵ Ibb also appears to be one of the locations from where Houthi-Saleh forces have had sustained recruitment of child soldiers.⁷⁶

On Saturday, 14 February 2015, the Houthi-Saleh forces killed and wounded several protestors in Ibb, with one source suggesting the deaths of 26 civilians.⁷⁷ Local activists said they had been responding to the death on Saturday of **Saleh al-Bashiri**, who was detained by Houthi gunmen breaking up an anti-Houthi-Saleh forces protest in Sana'a two weeks before. Saleh al-Bashiri had been and released from custody to a hospital with signs of torture on his body and died shortly after.⁷⁸

⁷⁰ The Yemeni Coalition to Monitor Human Rights Violations (YCMHRV), International report documents crimes committed by al-Houthi militia, Saleh group: Report in full (28 September 2015) at <http://reliefweb.int/report/yemen/international-report-documents-crimes-committed-al-houthi-militia-saleh-group-report> [last accessed on 2 January 2016].

⁷¹ Al Jazeera (20 October 2015) "Yemen's Houthis push south into Ibb" at, <http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2014/10/yemen-Houthi-Saleh-forces-push-south-into-ibb-2014102014621476170.html> [last accessed on 2 November 2015].

⁷² Panel monitoring trends from Ibb from online communications about the type of events being arranged, undertaken and arrests as a result of these planned events.

⁷³ Social media communications between activists within Ibb.

⁷⁴ Social media information provided by an activist in response to defilement/mutilation of a corpse, also providing photographic evidence of the corpse (as attached in annex).

⁷⁵ Panel analysis based upon protestor commentary on social media sites.

⁷⁶ Multiple social media reports of children having been taken and women protesting to try and get their children back from Houthi-Saleh forces.

⁷⁷ Reuters (14 February 2015) "Clashes between Shi'ite Houthis and Sunnis in Yemen leave 26 dead" at, <http://www.reuters.com/article/2015/02/14/us-emirates-yemen-idUSKBN0L106H20150214> [last accessed on 31 October 2015].

⁷⁸ At least three social media activists commented separately on this incident. Many more commented in connection or linked to the three separate reports and commentary.

On Sunday, 22 February 2015, Houthi-Saleh forces abducted **President Hadi's nephew** in Ibb en route to Aden. President Hadi's nephew was released later through tribal mediation.⁷⁹

On Saturday, 7 March 2015, protests in Ibb were dispersed by Houthi-Saleh forces, causing a number of casualties and taking at least four protestors into their custody.⁸⁰

On Thursday, 12 March 2015, Yemeni women and men protested in Ibb for the release of their children taken by the Houthi-Saleh forces as child combatants.⁸¹

On Wednesday, 25 March 2015, Yemeni civilians gathered outside the governor's building in Ibb city to protest against the Houthi-Saleh forces. On Friday, 27 and Saturday, 28 March 2015, there were further protests in Ibb against Houthi-Saleh forces.⁸²

On Tuesday, 7 April 2015, Houthi-Saleh forces tanks from the Hamza Military Camp in Ibb, targeted the Rashidi school in Ibb, killing two students and wounding many others.⁸³ On Wednesday, 8 April 2015, Houthi-Saleh forces laid siege to a pro-legitimacy demonstration in Ibb.⁸⁴

On Saturday, 11 April 2015, the Houthi-Saleh forces shelled the house of an opposing tribal leader, **Sheikh Noman Albarah**, in Al-Gafir, Ibb, for refusing to cooperate with them.⁸⁵

On Thursday, 16 April 2015, Houthi-Saleh forces set up checkpoints on both sides of the Ibb/Ta'izz border. By at least Wednesday, 22 April 2015, aid in the form of wheat began to be sold in the markets in Mafrag, Jibla and Ibb, intended for distribution in Al-Dhalea.⁸⁶

On Saturday, 2 May 2015, Houthi-Saleh forces militias attacked several villages in Makhader province in Ibb city, demolishing a religious school and several civilian homes.⁸⁷

On Saturday, 24 October 2015, the Houthi-Saleh forces imprisoned the organisers of the water march in Ibb.⁸⁸ On Monday, 26 October 2015, Houthi-Saleh forces raided the office of the **Director of Finance of Ibb** with 30 gunmen and kidnapped him.⁸⁹ On Tuesday, 27 October 2015, Houthi-Saleh forces abducted a young woman on her way to the hospital in Modheikkerah in Ibb.⁹⁰ On Thursday, 29 October 2015, Houthi-Saleh forces shelled Odain Village in Ibb.⁹¹ On Saturday, 31 October 2015, five youth activists were detained and tortured in the intelligence security prison by the Houthi-Saleh forces in Ibb.⁹²

⁷⁹ Ibid.

⁸⁰ Ibid.

⁸¹ Ibid.

⁸² Ibid.

⁸³ Ibid.

⁸⁴ Ibid.

⁸⁵ Ibid.

⁸⁶ At least three social media activists commented separately on this incident.

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ At least three social media activists commented separately on this incident. Many more commented in connection or linked to the three separate reports and commentary.

⁸⁹ At least three social media activists commented separately on this incident.

⁹⁰ Ibid.

⁹¹ Ibid.

⁹² At least three social media activists commented separately on this incident. Many more commented in connection or linked to the three separate reports and commentary.



Houthi-Saleh forces-Saleh forces destruction of political opponents homes in Ibb, dated 14 October 2015. Photographs supplied by local social media activists and critics in Ibb



Asaqaf and 30 other activists abducted by Houthi-Saleh forces in Ibb for planning a water march to Ta'izz, in order to break the siege on the city, on 11 October 2015

Protestors in Ibb stage public demonstration against the Houthi-Saleh forces dated 8 March 2015





Defilement of the corpse of a resistance fighter in Hazm Alodain, Ibb. Photographs supplied by local social media critics from Ibb

Annex 58: Houthi-Saleh abductions, arbitrary detention and enforced or involuntary disappearances

Overview: Since taking over Sana'a, Ibb and Ta'izz, Houthi-Saleh forces have undertaken a number of measures to control dissent, criticism and the civil and political rights of residents within the cities. Serious breaches of human rights law have occurred with multiple cases of arbitrary arrest, detention, torture, summary extra-judicial execution, and disappearances.

Human Rights Breaches by Characteristic	No. of Specific Incidents, Multiple/Systemic Prevalence Recorded or Observed
Structural Measures Suppressing the Freedom of Expression	<u>22</u> (NGOs shut down by an asset freeze); <u>1</u> Decree silencing criticism of the Houthi-Saleh regime in Sana'a; <u>1</u> woman stopped from participating in Peace Talks from Sana'a; <u>1</u> Human Rights Organisation removed from participation in Peace Talks by President Hadi
Arbitrary arrest and detention	<u>19</u> (specific cases, but believed to be Multiple/Systemic in prevalence)
Custodial Death	Multiple/Pattern
Summary judicial execution	Multiple (Panel heard reports on many occasions)
Sniper Shootings	<u>11</u> (specific cases, but believed to be Multiple/Systemic in prevalence in Aden and Taiz)
Breach of the Right to Health	<u>2</u> Multiple/Systemic (cases in Aden and Taiz)
Breach of the Right to Life	<u>2</u> Multiple/Systemic (cases in Aden and Taiz)
Torture and the Defilement of Corpses	<u>5</u> (including 2 cases of defilement; torture believed to be Multiple/Systemic in prevalence)
Child Recruitment	Multiple/Systemic
Sexual Violence	Multiple/Pattern

The Panel has followed media representations of the ongoing human rights context, along with interviewing and communicating with United Nations staff who have been monitoring the human rights context, local activists and online communities who provide commentary on the human rights situation on the ground.

Violations of Civil and Political Rights: After obtaining control of Sana'a during September 2014, Houthi-Saleh forces abducted a tribal elder, **Sheikh Mohammed Abdullah Ghalib**, who had been a vocal critic of their expansion in Yemen. He was taken to an unknown location and is presumed to have been disappeared.⁹³ Since late March 2015, arbitrary arrests and detentions increased, along with the disappearance of journalists, opponents or perceived political opposition.⁹⁴ Houthi-Saleh forces have been holding at least 13 journalists who were forcibly disappeared in Sana'a. Two journalists were killed in Dhamar province after they were apprehended by the group while they were in their own way back from covering an anti-Houthi-Saleh forces tribal meeting in Hada'a district, Dhamar

⁹³ Alkarama (29 August 2015) "International Day of the Victims of Enforced Disappearances: Snapshot on a Widespread Practice" at, <http://en.alkarama.org/1841-international-day-of-the-victims-of-enforced-disappearances-snapshot-on-a-widespread-practice> [last accessed on 2 November 2015].

⁹⁴ Panel trend analysis of prevalence of such cases.

province, northern Yemen. And another two journalists were held captive in a complex controlled by Houthi-Saleh forces. According to claims of witnesses, Houthi-Saleh forces used this complex for military purposes and it has been targeted by Coalition air strikes. The two journalists along with other detainees were killed as a result of the airstrikes on the complex.⁹⁵ Houthi-Saleh forces' have blocked more than 36 news websites and broken into more than 14 offices and headquarters of some media outlets that they took over along with their contents.⁹⁶ Most of the media outlets the group raided are anti-Houthi-Saleh forces and others belong to Yemeni Islah opponent Party.⁹⁷

On Sunday, 1 March 2015, two of the five men arrested during anti-Houthi-Saleh forces demonstrations in Ibb on Saturday, 28 February 2015, were released by the Houthi-Saleh forces.⁹⁸ Journalist **Aziz Al-Samei** and **Dr. Faris Fuad Al-Banna**, had been kidnapped along with three others in Ibb city at the Al-Suhool checkpoint during a demonstration at 12pm on Saturday, 28 February 2015. **Ammar Al-Hamati**, **Hesham Al-Faqih**, and **Mohammad Al-Dhubiani** status is not known and they are presumed to have been disappeared.⁹⁹

Mr Abdulrahman Maudha, an activist who was kidnapped by the Houthi-Saleh forces on Tuesday, 10 February 2015, died on Saturday, 28 February 2015, at the University of Science and Technology Hospital. Mr Maudha was released from captivity on Tuesday, 17 February 2015, but died as the result of a severe lung infection caught during his detention as a result of being tortured. Before he died, Mr Maudha had told his colleagues that he had been held at one of Ali Mohsen's homes in Sana'a.¹⁰⁰

On Thursday, 26 February 2015, the Houthi-Saleh forces took a large number of young men from youth marches in Sana'a. **Mr Naif Al-Nashri**, one of the abducted youth, was released the next day and said he had been tortured while in custody.¹⁰¹

On Saturday, 14 February 2015, an activist, **Mr Ahmad Hazza**, general secretary of the Rafdh, or "Rejection" Movement, along with two others were kidnapped from an anti-Houthi-Saleh forces protest in Sana'a by Houthi-Saleh forces, and are presumed to have been disappeared.¹⁰²

On Wednesday, 12 August 2015, **Mr Abdul Kader al-Guneid** was disappeared by Houthi-Saleh forces. Mr al-Guneid, a 66-year old doctor and human rights activist from Taiz, managed to post a last tweet on his Twitter account before he was dragged barefoot from his home in Yemen by plainclothes gunmen. Mr al-Guneid's Twitter post read, "Houthi-Saleh forces militiamen are at my house". Then, his Twitter feed fell silent. Mr al-Guneid's wife saw him being taken away by men she said she recognised as among the Houthi-Saleh forces rebels controlling their hometown of Taiz.¹⁰³ His family has not seen or heard from him since.¹⁰⁴

⁹⁵ At least three social media activists commented separately on this incident. Many more commented in connection or linked to the three separate reports and commentary.

⁹⁶ At least three social media activists commented separately on this incident.

⁹⁷ Mwatwana Organisation (18 October 2015) "Houthi authority: A dark era in history of Yemeni press" at, <http://mwatana.org/en/21102015438> [last accessed on 8 November 2015].

⁹⁸ At least three social media activists commented separately on this incident.

⁹⁹ At least three social media activists commented separately on this incident. Many more commented in connection or linked to the three separate reports and commentary.

¹⁰⁰ Yemen Times (2 March 2015) "Islah Leaders Kidnapped, Accused By Houthis Of Al-Qaeda Ties" at, <http://www.yementimes.com/en/1864/news/4939/Islah-leaders-kidnapped-accused-by-Houthi-Saleh-forcess-of-Al-Qaeda-ties.htm> [last accessed on 2 November 2015].

¹⁰¹ At least three social media activists commented separately on this incident.

¹⁰² At least three social media activists commented separately on this incident.

¹⁰³ HRW (6 August 2015) "Yemen: Houthis Abduct Rights Activist - Doctor's Whereabouts Unknown" at, <https://www.hrw.org/news/2015/08/06/yemen-houthis-abduct-rights-activist> [last accessed on 2 November 2015].

¹⁰⁴ At least three social media activists commented separately on this incident. Many more commented in connection or linked to the three separate reports and commentary.

	
Mr Al-Guneid who was disappeared from his home on Wednesday, 12 August 2015	A journalist/writer, Mr Mahmood Yassin, tortured in Ibb for participating in a planned initiative to take water to Taiz, on Wednesday, 21 October 2015

A long string of activists, journalists and politicians have disappeared in Yemen since September 2014.¹⁰⁵ There have been dozens of reports about people being arbitrarily detained for different periods of time.¹⁰⁶ During August 2015, Houthi-Saleh forces rebels reportedly detained several leading members of the Muslim Brotherhood-affiliated Islah party¹⁰⁷ - Islah said the leaders were kidnapped from the party's Student Department in Sana'a, located on Rabat Street. The four men are **Ali Al-Hadma**, **Mohammad Al-Sabri**, youth activist **Anwar Al-Himyari**, and **Habib Al-Ariqi** - some of whom were later released.¹⁰⁸ **Mohammad Al-Imad**, a leading figure in the Islah Party, said that at least three vehicles filled with Houthi-Saleh forces wearing security forces uniforms besieged the Student Department and took the men,¹⁰⁹

"They took them to secret prisons," he said. "We asked most of the police stations in the Capital Secretariat and we could not locate any of them. We are sure that they have been disappeared."

More recently, on Saturday, 24 October 2015, **Mr Mohammed Al-Adeel**, Head of the Arabic Language Department at Amran University was disappeared by Houthi-Saleh forces in Sana'a.¹¹⁰

¹⁰⁵ At least three social media activists commented separately on this incident. Many more commented in connection or linked to the three separate reports and commentary.

¹⁰⁶ Ibid.

¹⁰⁷ Memo – Middle East Monitor (10 August 2015) "Yemen's Muslim Brotherhood condemns arrest of its leaders" Refer at, <https://www.middleeastmonitor.com/news/middle-east/20326-yemens-muslim-brotherhood-condemns-arrest-of-its-leaders> [last accessed on 2 November 2015].

¹⁰⁸ The World Post (14 August 2015) "Doctor Who Tried To Tell World About Yemen's War Pays Heavy Price" at, http://www.huffingtonpost.com/entry/yemen-twitter-abdul-kader-al-guneid_55cd0a81e4b0399742ef3e1f [last accessed on 2 November 2015].

¹⁰⁹ Ibid.

¹¹⁰ At least three social media activists commented separately on this incident. Many more commented in connection or linked to the three separate reports and commentary.

On 5 November 2015, the Houthi-Saleh forces Officials announced that social media sites, Facebook and Twitter would be monitored for critics of the regime, increasing concerns around Freedom of Expression and the potential for further critics of the regime to face arbitrary arrest and detention and/or disappearance.¹¹¹



¹¹¹ At least three social media activists commented separately on this incident. Many more commented in connection or linked to the three separate reports and commentary.

Annex 59: Six grave violations against children in conflict: recruitment or use of children as soldiers

Nearly one third of fighters in the armed groups involved in the Yemen conflict are under 18.¹¹² Houthis-Saleh forces are responsible for the vast majority. Houthis-Saleh forces post many of the boys at checkpoints in Sana'a after they ousted the internationally recognised government from the capital in September last year.¹¹³ Many could be seen riding on armoured vehicles and guarding seized government buildings.¹¹⁴ Child soldiers reportedly receive salaries, although it is not clear whether it is on the same scale as adults.¹¹⁵ In Ta'izz, Resistance forces were also using children to man checkpoints.¹¹⁶

The Panel heard numerous accounts by UN personnel and Yemeni civilians/refugees of the active recruitment of child soldiers within Yemen, which is stated to be largely due to the influence and activities of Popular Committees.¹¹⁷ United Nations officials told the Panel that, children as young as six to eight years are regularly seen, especially near checkpoint areas, "dragging Kalashnikovs, taller than them."¹¹⁸

In this regard, the Panel had the opportunity to meet with Yemeni refugees in Djibouti, many of who (approximately 15-20 individuals) had experienced or witnessed attempts to recruit their children or those of their neighbours. For one such woman, fear of recruitment of her teenage son had been one of the main reasons for fleeing Yemen when she had, during April 2015. In this context, a variety of sources, United Nations and refugees, told the Panel that the Houthis-Saleh forces are using children as fighters, along with as a means of communication between groups of fighters and as couriers.

A Yemeni woman resident in Djibouti City, during a focus group meeting with urban women refugees in the city, told the Panel that her 15 year old son had been subject to the Houthi recruitment process. She described how the Houthis forces in her area would offer children and youth meals and food to entice them out of their homes; they would then be given leaflets and written materials of a political nature, referencing the Houthis as "good" and other actors/groups as "bad". The children and minors would be given the guns of the Houthis combatants and allowed to carry them around; they were also allegedly given keys by the Houthis, to wear in a similar manner to a necklace on a chain. The minors were advised that these keys were the keys to the gates or door to paradise and if the children died during fighting, they had no reason to fear, as with this key they could enter paradise and the Houthis would be there to open the door for them. Another young Yemeni boy, interviewed along with his mother in Markazi Camp, in Obock in Djibouti, told the Panel that,

¹¹² UNICEF Country Information – Yemen (2 October 2015), "Six months of violence in Yemen leave more than 500 children dead, some 1.7 million at risk of malnutrition: UNICEF" at, http://www.unicef.org/infobycountry/media_85714.html [last accessed on 8 November 2015].

¹¹³ Panel interviews with United Nations agency staff from two organisations, along with one Yemeni activist who sighted child combatants being used at checkpoints. The Panel also conferred with local human rights actors. All figures are official ones provided by the United Nations.

¹¹⁴ Ibid.

¹¹⁵ Ibid.

¹¹⁶ The National World (11 October 2015) "Mother mourns for son recruited as one of the Houthis' child soldiers" at, <http://www.thenational.ae/world/middle-east/mother-mourns-for-son-recruited-as-one-of-the-houthis-child-soldiers> [last accessed on 31 October 2015].

¹¹⁷ In this context, child recruitment has been undertaken and ongoing since before the recent conflict and is currently being undertaken by armed groups supporting Saleh and also those supporting President Hadi.

¹¹⁸ This account was substantiated by a former Yemeni diplomat who had departed Sana'a, who told the Panel that he/she witnessed child soldiers at checkpoints on leaving the country by road.

“[...] It was in April [2015], they closed on Thursday the school and on 1st April the bombing started. The boys from my school were protesting with banners, not fighting. We heard they take the young and give them guns, the Houthis, and hide behind them. They would take the children in Ta’izz, taking them in the evenings. I did not go out of the house in the evening. The Houthis kidnapped our neighbours’ kids. The Houthis had a sign and were with the Police of Salah. [...]”

In the Panel’s Focus Group Meeting¹¹⁹ with Yemeni women in Djibouti City, Yemeni mothers’ described their fear at the possibility of their children being recruited by the Houthi-Saleh forces and, in at least one case, a mother said that they had fled their town and eventually Yemen as her son was actively being targeted for recruitment.

The Panel was told how some of the Yemeni children were being used or instrumentalised in order to recruit other children. In this regard, the Panel was told that the Houthis-Saleh forces were using children to recruit other children from schools, by sending leaflets and books to read which included statements to the effect that in joining they would become “closer to God.”

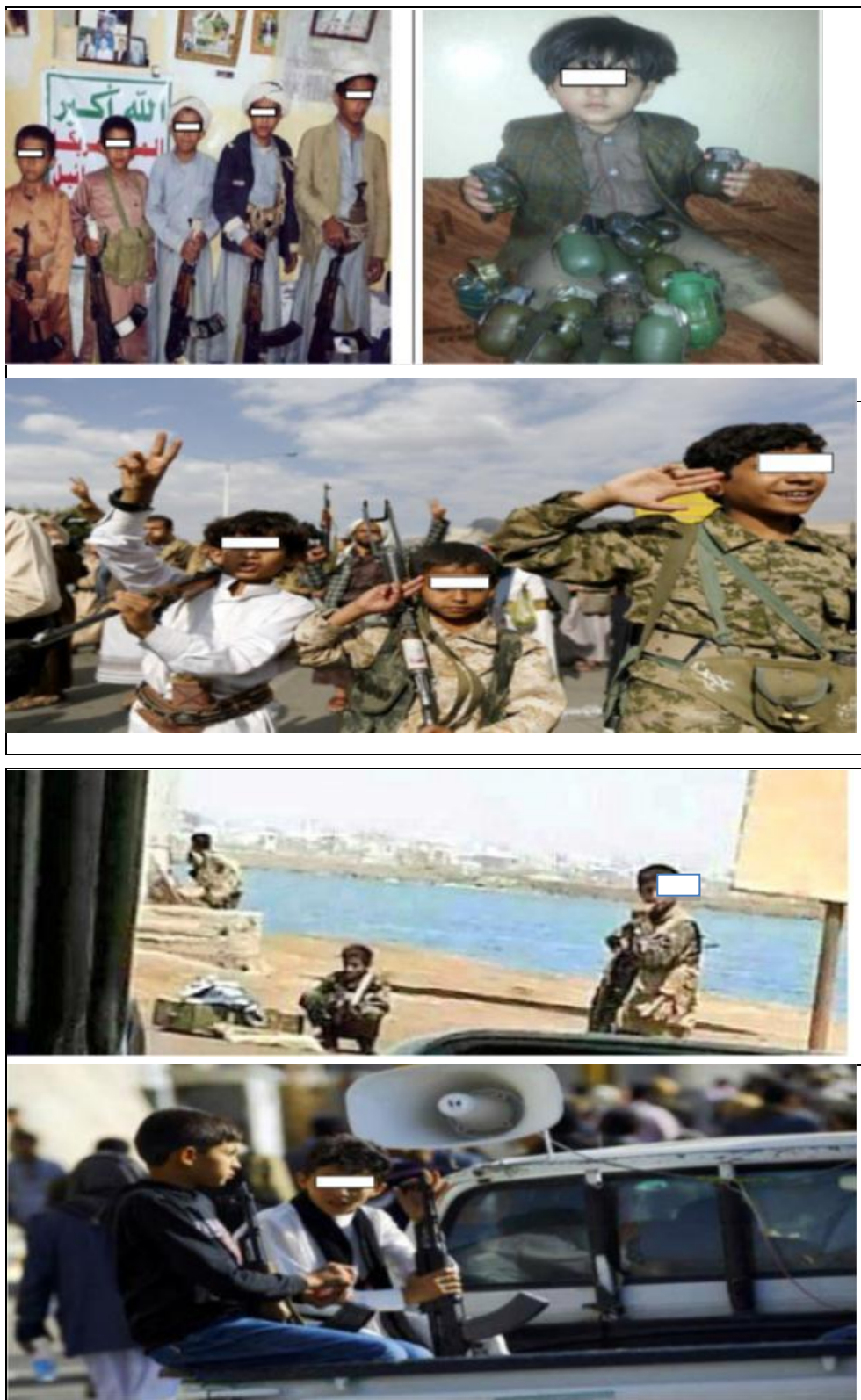
However, the Panel has also heard of an increase in abductions of children by the Houthi-Saleh forces. A United Nations staff member told the Panel that children were being abducted to serve as child soldiers in fighting units. A report written by the Yemeni Coalition to Monitor Human Rights Violations (YCMHRV) (September 2015), confirmed that child abduction cases have increased in areas under Houthis’ control. Parents of abductees accuse the Houthis-Saleh forces of abducting their children and forcing them to join in fighting without their parents’ knowledge or consent.¹²⁰

In this regard, the Panel was also told by at least three sources that young third country nationals have been either sold into or co-opted into fighting for armed groups in Yemen. During its investigations in Djibouti, the Panel met with a group of young teenage Ethiopian men/youths, some of whom were minors. The Panel also met with staff members of IOM-Djibouti, who reported that trafficking networks in Yemen, were selling youths who could not pay them the fees required to be released from their custody, off to armed groups.

The Panel found it significant that several of the young Ethiopian men/youths had been maimed by gunshot wounds, albeit at least two of the cases in Obock had been deliberately shot by traffickers, both of whom stated that the traffickers “wore a police uniform” and provided the Panel with information that they also appear to have been connected to the Houthi-Saleh forces. An international NGO working with third country nationals in Yemen, confirmed that the traffickers in Yemen wear police uniforms and that if migrants cannot pay the trafficker fee to be released, they are sometimes sold off to armed groups as “fighters”. This phenomenon appears to be more prevalent with young Somali men, who are deemed to be more “battle-hardy” than Ethiopian youths/minors. Several of the young Ethiopian nationals (both men and women), told the Panel that traffickers “pay-off” Houthi-Saleh forces at check-points in order to be able to pass with their “human cargo”.

¹¹⁹ A Focus Group Meeting or Workshop is a common methodology utilised for working with vulnerable groups, to deal with sensitive topics in a manner in which provides the participants with a safe environment to speak through issues and share information, that might otherwise be difficult to do. The Focus Group Meeting took place in the UNFPA-Djibouti Office and was with Yemeni urban unregistered refugees. It was the first such time the women had been gathered together to talk about their experiences in Yemen prior to them departing the country.

¹²⁰ The Yemeni Coalition to Monitor Human Rights Violations (YCMHRV), International report documents crimes committed by al-Houthi militia, Saleh group: Report in full (28 September 2015) at <http://reliefweb.int/report/yemen/international-report-documents-crimes-committed-al-houthi-militia-saleh-group-report> [last accessed on 2 January 2016].





Photograph of young boys recruited by the Resistance within Yemen. All photographs provided online by social media commentators and critics from inside Yemen



Child soldiers killed in the conduct of ground hostilities within Yemen. Photographs uploaded by local activists on social media.



Photograph and Interview taken by the Panel in Obock MRC Centre, IOM-Djibouti, Djibouti, dated July 2015 – young Ethiopian third country national, probably coopted by an armed group and shot in the arm during crossfire or fighting.

Annex 60: Commercial obstruction and obstruction of humanitarian assistance by the coalition

Overview: The Panel conducted numerous interviews with United Nations agencies, INGOs, humanitarian organisations and international human rights organisations related to the situation of the blockade in Yemen. The Panel also met and spoke with Government Officials of several countries. In addition, the Panel obtained shipping records from Lloyds and undertook its own comparative analysis. The Panel also spoke with members of the Humanitarian Logistics Cluster in Yemen. The Panel has been analyzing the situation around the blockade since it began its investigations during April 2015.

Analysis: During June 2015, UN sources were stating that only 15 per cent of the pre-crisis volume of imports were getting through into Yemen.¹²¹ Utilising data obtained from commercial sources, the Panel compared the number of ships arriving each month from 2014 and 2015 in Aden and Houdaidah [refer below], finding a decrease across both ports.

Some five days after the Coalition airstrikes began, the Coalition enforced an aerial and naval blockade, which caused large decreases and delays in commercial ships entering Yemeni ports. As a result, the import of food, aid or diesel and fuel oil to Yemen decreased and faced long delays, with hospitals, schools and water pumps closing down due to the lack of electricity supply.¹²² During April, The food and fuel situation rapidly deteriorated as supply ships carrying wheat and fuel were refused entry at Hodeidah port.¹²³ In June, at the time of the Panel's trip to Amman, Jordan, an official of one member of the UN Family in Yemen, advised, that the only way to ensure that people in Yemen did not die of malnutrition, was to allow for commercial operations and the markets to function. In this context, the official noted:¹²⁴

"[...] There is no way the humanitarian community can substitute that. Yemen, pre-conflict, had one of the worst nutritional situations. Now with the current conflict context, Yemen is very quickly deteriorating into a catastrophe of food security. Currently there are 12 million people who are food insecure and it is getting worse and worse every day. There is no other solution than for the commercial sector being allowed to work. The economy must be working. The economic embargo must be lifted to allow people to earn money; must lift the commercial embargo to ensure the economy functions. [...]"

The UN Official went on to advise:

"[...] In two-three-four months, children, women, elderly and sick will start dying from a lack of food. This is going to quickly spiral out of control. The population at large must not be punished like this en masse.

The international community must accept the potential for collateral damage and accept the need for providing fuel, even if it means that they also end up fueling Houthi-Saleh forces tanks. The

¹²¹ Panel interviews with a senior United Nations Official working in Yemen.

¹²² The Guardian, (5 June 2015) "Saudi-led naval blockade leaves 20m Yemenis facing humanitarian disaster", at <http://www.theguardian.com/world/2015/jun/05/saudi-led-naval-blockade-worsens-yemen-humanitarian-disaster> [last accessed on 2 January 2016] ; see also UK FCO Press Release (26 March 2015): The current situation in Yemen.

¹²³ MS Risk report on Yemen (15 April 2015), at http://www.steamshipmutual.com/Downloads/Loss-Prevention/SecurityAdvisory_Yemen_Bab-el_Mandeb_Strait_Apr15.pdf [last accessed on 26 December 2015].

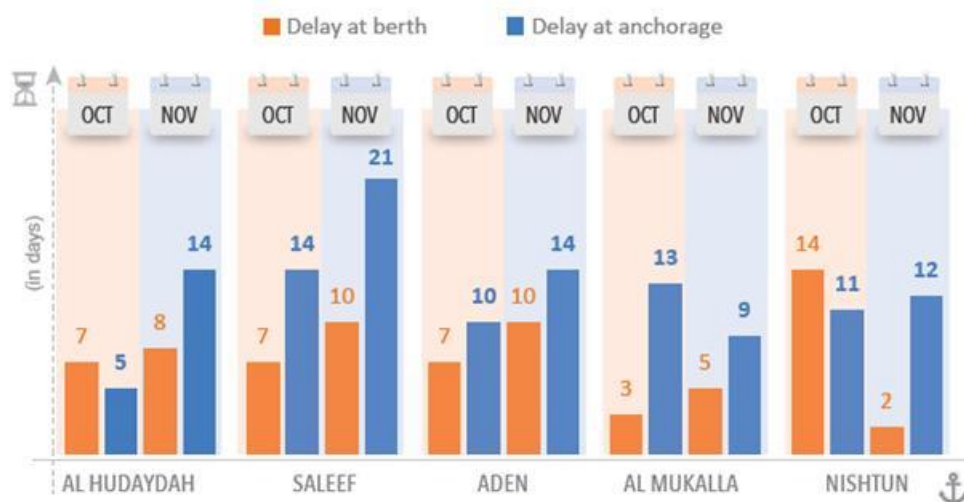
¹²⁴ Panel Interview with a Senior Official from the UN Family in Yemen. The Interview took place in Amman, Jordan, and like most of the other such interviews with UN Officials and Personnel was undertaken on a confidential basis [Dated 9 June 2015].

consequences of not doing so are unacceptable. The solution must be simple and independent. [...]

More recently, a UNDSS Report dated 10 September 2015, advised that shipping to Yemen is “grinding to a halt as Saudi-led navy inspections hold up cargoes, shippers say, depriving it of desperately needed fuel and food as aid groups warn of famine.” Another report noted that many shipping companies have stopped bringing cargo to Yemen and that those still willing to bring cargo faced incalculable delays and searches by the Coalition.¹²⁵

The security system of authorisation and inspection put in place by the Coalition and President Hadi corresponds directly to the reduced shipping activity in the port of Al Houdaydah, the main entry of commercial products, but also the main port of entry for humanitarian shipments into the north of the country. Entry conditions were applied to all vessels calling at Yemeni ports. Vessels needed to obtain entry permission from the Ministry of Transport, through the local agent and/or receivers, prior to arrival. Entry to Yemeni territorial waters is permitted only following an inspection by the naval forces of Saudi Arabian-led Coalition. Once a vessel reaches the outskirts of Bab Al Mandab, the vessel must anchor pending completion of the inspection and approval of the port entry.¹²⁶

It is as a result of these security procedures that delays have occurred at anchorage, as opposed to lesser delays caused by capacity or administrative-related delays at berth in ports within Yemen.¹²⁷ With somewhat of an exception from the port of Hodeidah due to the fact it was also targeted by airstrikes from the Coalition, which has also slowed berth procedures.



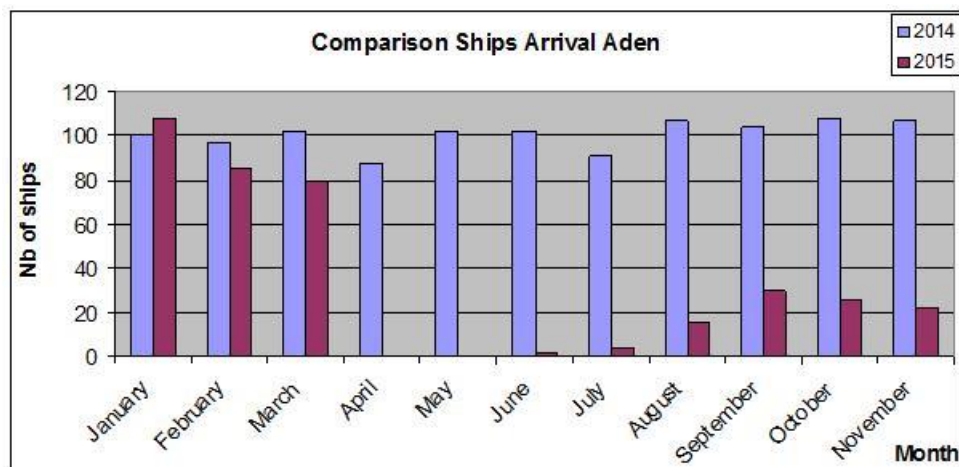
Source: MCCC, October and November 2015.

¹²⁵ Information obtained from a US Naval Report on Humanitarian Situation and Commercial Shipping.

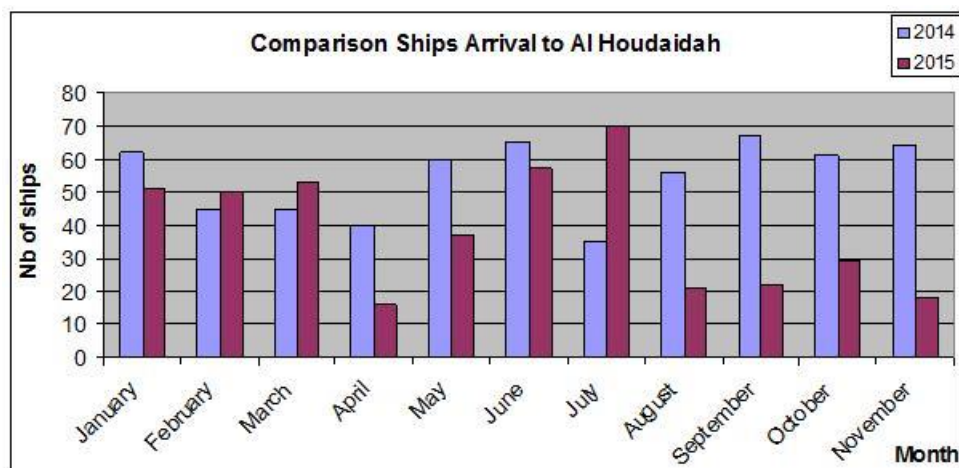
¹²⁶ Hellenic Shipping News (7 December 2015) “Gard Alert: Yemen – port security situation – update”, at <http://www.hellenicshippingnews.com/gard-alert-yemen-port-security-situation-update/> [last accessed on 26 December 2015].

¹²⁷ Information obtained from UN interviews in consultation with WFP figures related to shipping delays since March 2015. Interviews conducted with WFP in June, August and December 2015.

On 28 July 2015, the Ministry of Transport of Yemen had denied permit approvals for fuel imports and placed restrictions on vessels accessing the Red Sea ports. The impact of food, fuel and medicine shortages worsened further when the coalition then conducted airstrikes on Al Hodeidah and the port was left non-operational for weeks. And, currently still only has limited operational capacity.



Port of Aden was closed during the clashes between Houthis and Resistance fighters, for security until the Coalition liberated Aden in August 2015



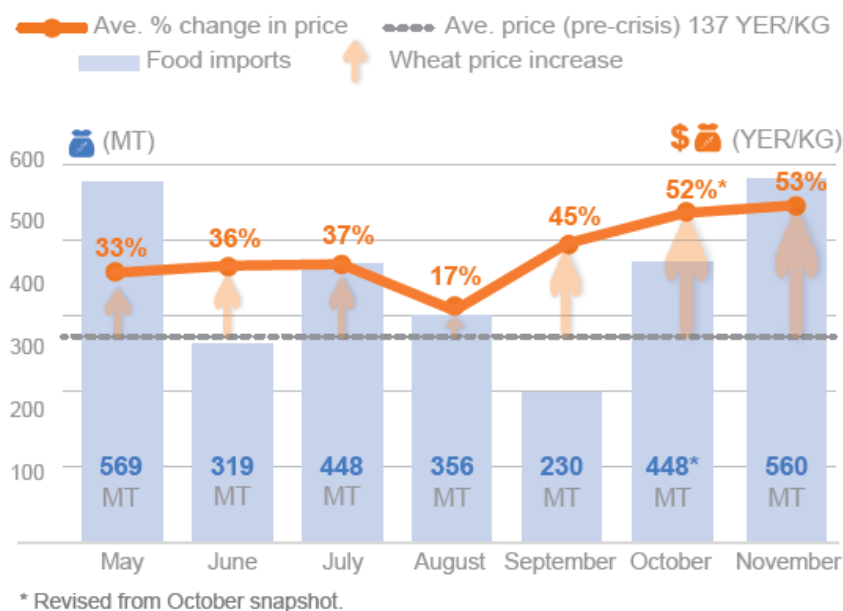
In this context, the graph above shows the drop in arrivals in Al Houdaidah port during April 2015, following the start of the Coalition campaign. Ships arrival improved in May, June and July, with the clearance system adopted by the Coalition and with arrival of several humanitarian ships. However, following military operations around Al Houdaidah, including the bombing of a part of the port infrastructure, during July and August 2015, and suspension of clearances to the Red Sea, shipping arrivals dropped again in August - corresponding with President Hadi and the Coalition's plans to use Aden as the hub for humanitarian shipments.¹²⁸

¹²⁸ A confidential member state source advised the Panel that aid diversion and securitization are clearly linked to previous Coalition statements about not allowing the delivery of aid to areas of Houthi-Saleh forces control.

Panel Graphs based on data provided by Lloyd's List Intelligence (refer at www.lloydslistintelligence.com) through a UN licence for the panel.

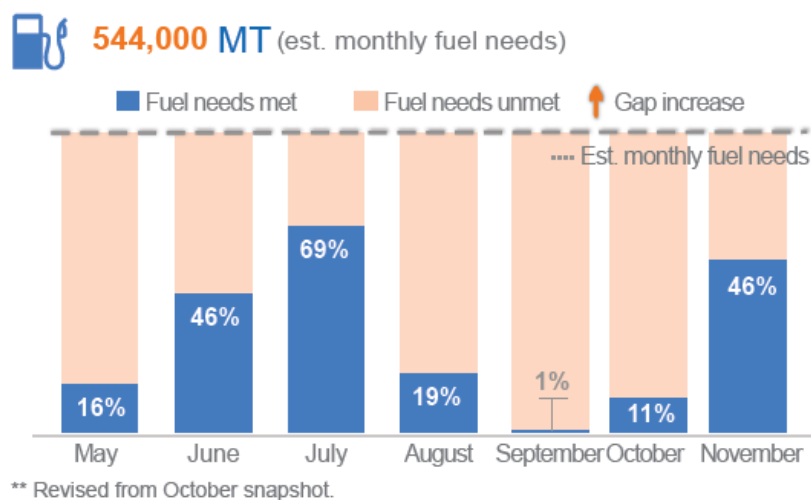
Beyond the effect of the delays in and of itself, it has had a roll-on effect for fuel prices (along with other items) within the country. During the September and October 2015, the impact of the shortage in fuel, as a result of the obstruction on commercial vessels into Houdaidah, contributed to a flourishing of black market with fuel being sold at prices ten-fold more than normal cost. The Houthi-Saleh forces maintained the mechanism by putting restrictions on import and distribution of fuel in their favour.¹²⁹

After several weeks of pressure from the International community, commercial shipping and fuel began entering into Al Houdaidah during November 2015. President Hadi had written a letter authorising the entrance of commercial shipping on 6 October 2015, into the port of Houdaydah. OCHA reported on 18 December 2015, that November imports of food had returned to pre-crisis levels with 560,000 metric tons (MT) imported into the country.



¹²⁹ The Head of the Delegation of ICRC in Yemen reported (12 October 2015) at the time, that during September 2015, only 1 per cent of the country's fuel needs were imported into Yemen.

Similarly, fuel imports increased substantially, reaching 248,486 MT. However, import levels are still insufficient to meet in-country demand.¹³⁰



Fuel shortages within Yemen have greatly affected the capacity for discharging ships. Al Hudaydah port can only discharge bulk goods, such as grain and fuel, as all cranes remain non-functional and beyond repair having been severely damaged by air strikes in August. Import restrictions during the conflict's first seven months have exacerbated the humanitarian situation and brought the economy to near collapse.¹³¹

¹³⁰ OCHA, Humanitarian Bulletin – Yemen, Issue 7 (Issued on 18 December 2015) at http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA_YEMEN_Hum_Bulletin_7_18_Dec.pdf [last accessed on 27 December 2015].

¹³¹ Ibid.

Annex 61: Coalition air strikes on Sana'a airport

Overview: On Tuesday, 28 April 2015, the Kingdom of Saudi Arabia air force targeted and struck Sana'a International Airport, *El Rahaba Airport*, hitting the runway, several commercial passenger airplanes and some of the airport buildings.¹³² The strikes on the airport coincided with an attempt of the Iranian Red Crescent Society to fly a passenger plane carrying, said to have been carrying humanitarian cargo (food and medicine),¹³³ into Yemeni airspace and land in Sana'a.

Analysis: The airport was struck at least two times, damaging the runway and temporarily blocking the entry and exit route by air into and out of Sana'a. The Kingdom of Saudi Arabia air force jets undertook the airstrikes upon Sana'a airport as the Iranian passenger plane that was being used by the Iranian Red Crescent Society, said to be carrying humanitarian aid,¹³⁴ was making an approach to land in Sana'a, forcing it to turn back.

The death toll as a result of the airstrikes included approximately 13 people, along with a doctor who had been pulled from the rubble of a damaged clinic. Four or five houses located near to the International Airport were also damaged in the airstrikes on 28 April 2015.¹³⁵

On 4 May 2015, after the initial airstrikes on Sana'a International Airport, Mr Johannes Van der Klaauw, the United Nations Humanitarian Coordinator for Yemen, advised that [refer below for a copy of the Statement ("Humanitarian Coordinator Statement A")],¹³⁶

"[...] coalition airstrikes have targeted the runways of Sana'a international airport over the past week, rendering them inoperable. No flights can take off or land while the runways are being repaired.

Yemen's airports constitute an essential lifeline for the country. Without access to the airports, aid agencies are unable to bring in staff, vital supplies of medicines and other critical life-saving assistance, or undertake medical evacuations of their personnel. Emergency relief and medical teams from abroad are likewise unable to fly in to scale up the humanitarian operation to address the needs of increasingly vulnerable Yemenis. [...]"

The United Nations Humanitarian Coordinator for Yemen went on to state that his Office, "[...] urge[d] the coalition to stop targeting Sana'a international airport and to preserve this important lifeline - and all other airports and seaports - so that humanitarians can reach all those affected by the armed conflict in Yemen."¹³⁷

On Tuesday, 5 May 2015, MSF and ICRC released a Press Statement in response to the attacks, advising that they were, "[...] extremely concerned about the severe damage caused by recent Coalition attacks on airports in Sana'a and Hodeida, obstructing delivery of much needed humanitarian assistance and movement of humanitarian personnel."¹³⁸

On 20 May 2015, Sana'a International Airport was reopened after repairs to the damaged runway and essential infrastructure for the safe operation of the airport.

¹³² The Guardian (28 April 2015) "Aid flights to Yemen blocked after Saudi Arabian jets bomb airport runway" at <http://www.theguardian.com/world/2015/apr/28/aid-flights-to-yemen-blocked-after-saudi-arabia-bombs-airport-runway> [last accessed on 26 October 2015].

¹³³ Interview of the Panel with the Iranian Red Crescent Society in Tehran during September 2015.

¹³⁴ Ibid.

¹³⁵ Online social media commentary related to the strikes.

¹³⁶ Office For The Coordination Of Humanitarian Affairs – Yemen, Statement By The Humanitarian Coordinator For Yemen, Johannes Van Der Klaauw (Amman, 4 May 2015) at http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/PR_EN_0.pdf [last accessed on 26 October 2015].

¹³⁷ Ibid.

¹³⁸ RTT News (5 May 2015) "UN, Red Cross Call For Access To Yemen's Airports, Hit By Coalition Airstrikes" at <http://www.rttnews.com/2492923/un-red-cross-call-for-access-to-yemen-s-airports-hit-by-coalition-airstrikes.aspx> [last accessed on 26 October 2015].

Additional Coalition airstrike targeted attacks upon Sana'a International Airport have been reported.¹³⁹ However, the Panel has been unable to corroborate them to date.

Analysing satellite UNITAR-UNOSAT imagery acquired 15 May 2015 and 12 December 2014 (published on 3 June 2015), the Panel identified a total of 70 affected structures and transportation vehicles. Approximately 18 of these were destroyed, 32 severely damaged, and 20 moderately damaged. Additionally, 32 impact craters were found. One medical facility was identified within 500 meters of impact craters (Satellite Imagery A).¹⁴⁰

Sana'a International Airport has served as the main conduit for humanitarian access into the north of Yemen, both in terms of personnel, but also during the onset of hostilities and more recently became particularly important due to the incapacity of port Hodeida from the Coalition bombing of the port (on Monday, 17 August 2015), for bringing in humanitarian shipments of food, medicine and fuel for generators and United Nations vehicles.

¹³⁹ Yemen Media.Com (20 June 2015) "Saudi-led airstrikes destroy runways of Sana'a Airport" at http://yemen-media.com/news_details.php?lng=english&sid=6455 [last accessed on 26 October 2015].

¹⁴⁰ Reliefweb (3 June 2015) "Damage Assessment of Sana'a International Airport, Sana'a Governorate, Yemen (as of 3 Jun 2015)" at <http://reliefweb.int/map/yemen/damage-assessment-sanaa-international-airport-sanaa-governorate-yemen-3-jun-2015> [last accessed on 26 October 2015].



Photographs and Photograph Satellite Imagery of after the airstrikes on 28 April 2015



Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - Yemen

**STATEMENT BY THE HUMANITARIAN COORDINATOR FOR YEMEN,
JOHANNES VAN DER KLAUW**

(Amman, 4 May 2015) – The aid operation in Yemen is dependent on safe access in and out of the country to meet the life-saving needs of people. For that reason, it is critical that humanitarians are assured safe and reliable access to Sana'a international airport, which is an important operational hub for the country.

However, coalition airstrikes have targeted the runways of Sana'a international airport over the past week, rendering them inoperable. No flights can take off or land while the runways are being repaired.

Yemen's airports constitute an essential lifeline for the country. Without access to the airports, aid agencies are unable to bring in staff, vital supplies of medicines and other critical life-saving assistance, or undertake medical evacuations of their personnel. Emergency relief and medical teams from abroad are likewise unable to fly in to scale up the humanitarian operation to address the needs of increasingly vulnerable Yemenis.

I strongly urge the coalition to stop targeting Sana'a international airport and to preserve this important lifeline - and all other airports and seaports - so that humanitarians can reach all those affected by the armed conflict in Yemen.

For additional information, please contact:

Jayne Mbakaya, OCHA Yemen, mbakaya@un.org, Cell: +962 79 665 6716

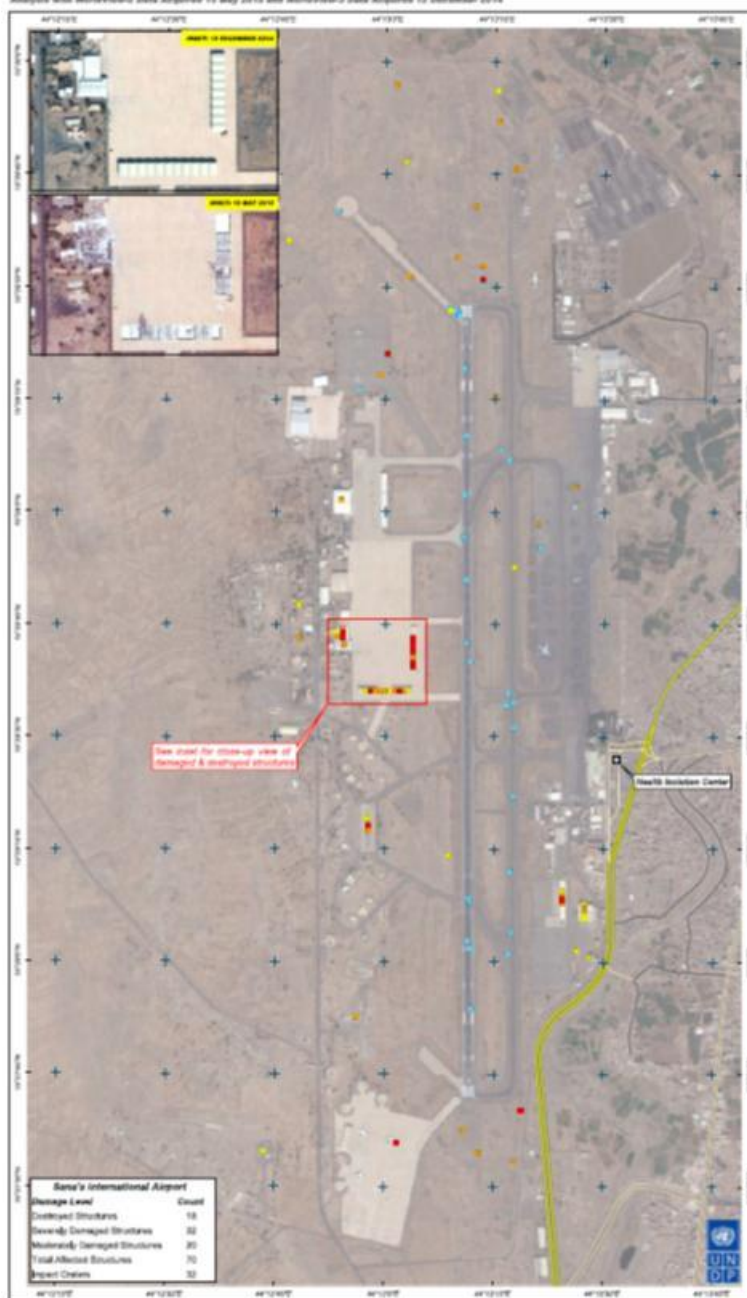
Iyad Nasr, OCHA Regional Office for Middle East & North Africa, nasri@un.org, Tel: +201 09355 8862

OCHA press releases are available at www.unocha.org or www.r4h.org

The mission of the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) is to mobilize and coordinate effective and principled humanitarian action in partnership with national and international actors

DAMAGE ASSESSMENT OF SANA'A INTERNATIONAL AIRPORT, SANA'A GOVERNORATE, YEMEN

Analysis with WorldView-2 Data Acquired 13 May 2015 and WorldView-3 Data Acquired 12 December 2014



Complex Emergency
Production Date: 6/3/2018
Version: 1.0
Grid Number: CE201801YEM



This map illustrates satellite-detected damage and destruction at Sana'a International Airport, Sana'a Governorate, Yemen, using satellite imagery acquired 13 May 2015 and 12 December 2014. UNOSAT/UNOSAT classified a total of 70 affected structures and transportation vehicles. Approximately 18 of these were destroyed, 32 severely damaged, and 20 moderately damaged. Additionally, 52 impact craters were found. One medical facility was identified within 500 meters of impact craters. This is a preliminary analysis and has not yet been validated in the field. Please send ground feedback to UNOSAT/UNOSAT.

- Legend**
- Destroyed Structure
 - Severely Damaged Structure
 - Moderately Damaged Structure
 - Impact Crater
 - Medical Facility
 - Highway / Primary Road
 - Secondary Road
 - Local / Urban Road

Map Scale for A2: 1:14,000
0 100 200 300 Meters

Satellite Data (1): WorldView-2
Imagery Date: 13 May 2015
Resolution: 30 m
Copyright: DigitalGlobe, Inc.
Source: US Department of State, Humanitarian Information Unit, Northrup License
Satellite Data (2): WorldView-3
Imagery Date: 12 December 2014
Resolution: 40 m
Copyright: DigitalGlobe, Inc.
Source: US Department of State, Humanitarian Information Unit, Northrup License
Road Data: Google Map Maker / DSM / EPSG
Other Data: USGS, UNOSAT, NASA, WGA
Analysis: UNOSAT / UNOSAT
Production: UNOSAT / UNOSAT
Analysis conducted with ArcGIS v10.2

Coordinate System: WGS 1984 UTM Zone 38N
Projection: Transverse Mercator
Datum: WGS 1984
Units: Meter

The depiction and use of boundaries, geographic names and related data shown here are not warranted to be accurate nor do they imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

UNOSAT is a program of the United Nations Institute for Training and Research (UNITAR), providing satellite imagery and related geographic information, research and analysis to UN humanitarian and development agencies and their implementing partners.

This work by UNOSAT/UNOSAT is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 3.0 Unported License.

unitar
UNOSAT
Contact Information: unosat@unitar.org
Tel: +91 11 4611 2888
www.unitar.org/unosat

Annex 62: Coalition air strikes and attacks on medical facilities

Overview: The Panel documented 22 cases of airstrike attacks upon medical facilities, either directly hitting or damaging as a result of issues of proportionality. WHO reported on 1 October 2015, that with the conduct of hostilities in Yemen, **69** health facilities had been damaged or destroyed, including **10** hospitals fully damaged, **26** hospitals partially damaged, **6** health centres fully damaged and **6** health centres partially damaged.¹⁴¹ However, these figures do not provide any information related to alleged perpetrators of the attacks. The Panel has documented an additional two attacks both upon MSF medical facilities, one in Haydan and more recently, in Ta'izz, raising WHO's figures of completely destroyed medical facilities to 30. In both cases of Haydan and Ta'izz, MSF had supplied GPS coordinates of their hospital locations to the Coalition.¹⁴² The following provides information supplied of attacks upon hospitals and medical clinics in Yemen. All sources remain confidential.

1. Airstrikes upon MSF Mobile Clinic in Al Houban, Ta'izz

At 11.20am on Wednesday, 2 December 2015, the Coalition undertook airstrikes upon the MSF Mobile Health Clinic in Ta'izz. The Panel was told that MSF had been sharing its GPS coordinates with the Kingdom of Saudi Arabia on regular occasions, most recently on 29 November 2015.¹⁴³ MSF's **clinic in Al Houban** provided urgent medical care to people displaced from their homes by the current conflict.¹⁴⁴

On the occasion of this attack, three airstrikes targeted a park in Ta'izz city's Al Houban district, about two kilometers from MSF's tented clinic. The MSF team immediately evacuated the Al Houban clinic and informed the Saudi-led coalition that their jet planes were mounting an attack nearby. The clinic itself then came under attack. Those wounded in the airstrikes, including two with critical injuries, who were transferred to Al Qaidah and Al Resalah hospitals. Where MSF was also supporting both hospitals in treating war-wounded patients.¹⁴⁵

The United Nations Secretary-General, Mr Ban Ki-moon, made an official statement condemning the attack.¹⁴⁶

2. Airstrike upon MSF Haydan Hospital in Sada'a on 26 October 2015

The bombing of Haydan Hospital in Sada'a, was targeted and bombed by the Coalition airstrikes on the evening of Monday, 26 October 2015.¹⁴⁷ The hospital was staffed by medical personnel from the

¹⁴¹ WHO "Yemen: Reported Violence Against Health Sector in Crisis 2015" (As of October 2015)". The information is available on-line at Reliefweb, at http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/reported_violence.pdf [last accessed on 2 January 2016].

¹⁴² Panel interviews. Refer also to, The Guardian (4 December 2015) "MSF accuses Saudi-led coalition of bombing clinic in Yemen" at <http://www.theguardian.com/world/2015/dec/04/msf-accuses-saudi-led-coalition-of-bombing-clinic-in-yemen> [last accessed on 2 January 2016].

¹⁴³ MSF (3 December 2015) "Yemen: Nine Wounded in Saudi-Led Coalition Airstrike on MSF Clinic in Ta'izz" at, <http://www.doctorswithoutborders.org/article/yemen-nine-wounded-saudi-led-coalition-airstrike-msf-clinic-taiz> [last accessed on 8 December 2015]. Information also provided to the Panel from a confidential source.

¹⁴⁴ Ibid.

¹⁴⁵ Panel interviews.

¹⁴⁶ United Nations, Statement attributable to the Spokesman for the Secretary-General on Yemen (New York, 2 December 2015) at, <http://www.un.org/sg/statements/index.asp?nid=9306> [last accessed on 8 December 2015].

¹⁴⁷ Reuters (27 October 2015) "Yemeni MSF hospital bombed, Saudi-led coalition denies responsibility" at, <http://www.reuters.com/article/2015/10/27/us-yemen-security-idUSKCN0SL0VK20151027> [last accessed on 27 October 2015].

international medical NGO, MSF, at the time. The Coalition undertook at least five strikes upon the hospital; patients and staff inside the hospital at the time of the attack.¹⁴⁸

The Director of the Hospital, Doctor Ali Mughli, stated that several people had been injured during the strikes,¹⁴⁹

“The air raids resulted in the destruction of the entire hospital with all that was inside - devices and medical supplies - and the moderate wounding of several people [...].”

Some reports suggested that the Coalition had preceded the strikes by two smaller missile taps on the roof as a warning mechanism, thus demonstrating its intent to target the hospital.¹⁵⁰

An MSF spokesperson said that all staff had left the facility following the first strike. There were two patients in the in-patient department who also managed to escape after the first airstrike. Miriam Czech, MSF project coordinator in Sa’ada, stated,¹⁵¹

“I was not able to go inside as we believed there were remaining bombs that have not been exploded, but I can confirm that the facility is 99 percent destroyed, [...] The emergency room was destroyed, the OPD, the IPD the lap and the maternity was destroyed. There was functioning OT but that was also destroyed.”

The facility had been the only life-saving facility in the region and has a catchment area of 200,000 people. The hospital received around 150 emergency cases a week.¹⁵² Since May 2015, the hospital received around 3,400 injured, but fewer patients had been received recently, due to fears of airstrikes.¹⁵³

The United Nations Secretary General, Mr Ban Ki-Moon, responded officially in a Written Statement about the attack,¹⁵⁴

“[...] hospitals and medical personnel are explicitly protected under international humanitarian law. He further reminds all parties of the utmost necessity to respect their obligations under international human rights law and international humanitarian law to prevent attacks against civilians and civilian objects. The Secretary-General calls for a prompt, effective and impartial investigation in order to ensure accountability. [...]”

¹⁴⁸ Panel interviews.

¹⁴⁹ RT (27 October 2015) “Yemen hospital hit by Saudi-led airstrikes - Medecins Sans Frontieres” at, <https://www.rt.com/news/319817-yemen-hospital-saudi-strike/> [last accessed on 27 October 2015].

¹⁵⁰ Panel interviews.

¹⁵¹ Ibid at note 193.

¹⁵² Panel interviews.

¹⁵³ Middle East Eye (27 October 2015) “UN chief condemns Saudi-led strike on MSF hospital in Yemen” at, <http://www.middleeasteye.net/news/msf-facility-northern-yemen-hit-airstrike-1635444162> [last accessed on 27 October 2015].

¹⁵⁴ Statement attributable to the Spokesman for the Secretary-General on Yemen, (New York, 27 October 2015), at <http://www.un.org/sg/statements/index.asp?nid=9187> [last accessed on 27 October 2015].

Refer below for a full copy of the United Nations Secretary General's Written Statement (dated 27 October 2015).



Photographs taken by MSF in Sada'a, Yemen, after the airstrike upon Haydan Hospital on 26 October 2015.

3. Airstrikes attacks on at least 20 Medical Facilities within Yemen

The Panel was provided written information pertaining to airstrikes observed by humanitarian organisations within Yemen.¹⁵⁵ The Panel has documented these, but has been unable to independently corroborate them. These incidents are listed below:

On Saturday, 18 April 2015, MSF Health Centre in Huth (Amran) was partially destroyed because of an airstrike close by. Patients were evacuated and the staff left the hospital. The subsequent lack of medical services available has resulted in severe consequences for the general health of the population. A nearby MSF hospital in Khameer was overcrowded, when trying to care for the patients from Huth; patients from the north of Amran province were without alternatives, including some critical obstetric cases and as a result some patients with treatable conditions died. The Huth Health Centre remained closed for one month.

On Friday, 24 April 2015, several shells fell on Haradh town (Hajja governorate). Big pieces of shrapnel fell less than thirty meters from Haradh public hospital while medical staff received the first of the wounded.

On Thursday, 7 May 2015, an unexploded missile from a coalition attack was found 150m away from the main entrance of a MSF hospital in Aden (sheikh Othman). It took more than two weeks to remove.

On Monday, 11 May 2015, Coalition airstrikes on Nuqum Mountain near Sana'a impacted surrounding residential areas, including hospitals such as al-Thawra hospital or al-Andalus health centre.

During June 2015, the Al Acha Health Centre (Amran), was partially destroyed in an airstrike and closed for several weeks. Saqain hospital was also hit during June 2015, resulting in patients having to travel to Haydan or Saada for their medical treatment.

At 9.00am on Friday, 5 June 2015, an ambulance of Haradh Hospital was attacked by a helicopter while recovering injured people in Al Minzalah area in Al Malahed district. On board were 7 people: the morgue responsible and his assistant; one medical assistant driving the ambulance, 2 patients and their respective caretakers. The morgue responsible and his assistant managed to escape from the car during the attack. They were injured, but they were able to arrive to Haradh. The medical assistant and the 4 civilians remain unaccounted for.

¹⁵⁵ During interviews and follow-up with a number of humanitarian organisations in Yemen, including two United Nations agencies.

On Thursday, 25 June 2015, Coalition airstrikes hit around and inside the compound of the Haradh Hospital (maternity building). The 20 staff members had to flee with two ambulances.

On Tuesday, 30 June 2015, two bombs hit a school located less than 200m from the Haydan hospital.

On Thursday, 25 June and Saturday, 11 July 2015, Haradh Public Hospital (Hajjah governorate) was hit during airstrikes, causing serious damage to the hospital's main departments, as well as civilian injuries.

On Tuesday, 30 June 2015 and Monday and Tuesday, 6-7 July 2015, there were strikes within 250 metres of Haydan hospital. These strikes targeted private houses, a school and the market. Hospital windows were broken and shrapnel landed in the compound. During both occasions, MSF teams were inside the hospital during the strikes.

On Tuesday, 7 July 2015, Haradh's German hospital suffered collateral damage from airstrikes targeting a nearby house, causing damage to the generators and buildings, as well as several casualties.

On Thursday, 23 July 2015, seven bombs hit Haydan town, including the market, fuel station, two private houses, and a school located within 75 metres of the hospital. Ten hospital windows were broken and the hospital walls were damaged by shrapnel.

On Friday, 7 August 2015, bombs hit a building next to Al Jumhury general Hospital and a MSF house in Sa'ada. Shrapnel fragments arrived in the yard of the hospital.

At the end of August 2015, Maran Health Centre (Sa'ada) was destroyed during an airstrike by a direct hit. The Centre served a city of 30,000 inhabitants. As a result of the airstrike the population had to travel to Haydan or Saada, for medical treatment.

On the 3 September 2015, Razih Hospital (Sa'ada) was completely destroyed by two direct airstrikes on the hospital, three people were seriously wounded.

On Sunday, 6 September 2015, Al Sabeen Child Hospital was evacuated due to a series of airstrikes in front of the premises. The patients (some in critical conditions) were transferred to other hospitals. This was the main paediatric hospital in the country.

On Tuesday, 8 September 2015, the Coalition fighter jets from the Kingdom of Saudi Arabia and the UAE conducted airstrikes on the **al-Sabeen Maternity and Children's Hospital**, which reportedly asked for help from international aid organisations to evacuate patients. Two children were killed in the attack.¹⁵⁶

On Monday, 26 October 2015, the Coalition conducted airstrikes on **Nasser hospital** in Sana'a. The hospital had many patients inside at the time of the air strikes. The hospital sustained some damage, but was not destroyed.

On 9 October 2015, the Coalition conducted airstrikes in Hodeida that damaged the **Al-Thawra Hospital**. The hospital was damaged due to airstrikes taking place all around it and some of which had hit the hospital roof.

Earlier in the conflict, during May 2015, the Coalition undertook airstrikes hitting the **Al Qafla Hospital**.

STATEMENT

¹⁵⁶ Vice News (6 September 2015) "Saudi-led Airstrikes Reportedly Hit a Wake and a Children's Hospital in Yemen" at, https://news.vice.com/article/saudi-led-airstrikes-reportedly-hit-a-wake-and-a-childrens-hospital-in-yemen?utm_source=vicenewstwitter [last accessed on 27 October 2015].

Statement attributable to the Spokesman for the Secretary-General on Yemen

New York, 27 October 2015

The Secretary-General condemns the airstrikes by the Saudi-led Coalition that hit the Hayadeen Medical Hospital, run by Médecins Sans Frontières with support from UNICEF and the World Health Organization in Sa'dah governorate. The strikes reportedly resulted in injuries to several people and the complete destruction of the facility.

The Secretary-General notes that hospitals and medical personnel are explicitly protected under international humanitarian law. He further reminds all parties of the utmost necessity to respect their obligations under international human rights law and international humanitarian law to prevent attacks against civilians and civilian objects. The Secretary-General calls for a prompt, effective and impartial investigation in order to ensure accountability.

The Secretary-General calls on all parties to the conflict in Yemen to immediately cease all operations, including airstrikes.¹⁵⁷

¹⁵⁷ Statement attributable to the Spokesman for the Secretary-General on Yemen, (New York, 27 October 2015), at, <http://www.un.org/sg/statements/index.asp?nid=9187> [last accessed on 27 October 2015].

Annex 63: STRICTLY CONFIDENTIAL*

* The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

Map 1: Methodology and analysis

1. Methodology

In order to corroborate evidences collected from reports and testimonies, the Panel who was not able to travel to Yemen chose to use satellites imagery provided by commercial companies contracted by Geospatial Information Section (GIS) of the UN Department of Field Support (DFS).

The Panel drafted the requirements in order to allow GIS to purchase the service needed to allow:

- Assessment of damage related to the conflict in population centers;
- Assessment damage to civilian objects;
- Assessment military buildup in areas controlled by Houthi-Saleh forces;
- Assessment looting of military compounds and diversion of arms Houthi-Saleh forces;
- Assessment of infrastructures potentially used for smuggling activities.

The Panel opted for an analysis of satellite imagery and comparison of the situation on the ground before and after issuance of resolution 2140 and 2216 mandating the sanctions and the arms embargo. The general aim was to identify general trends of destruction and military buildup in order to identify potential actors behind violation of the sanction regime.

The Panel intended to compare images at the following three time intervals:

- Pre Ansarallah: just before 26 February 2014, date of issuance of resolution 2140;
- Pre coalition campaign/arms embargo: Just before 26 March 2015 start of the campaign and 14 April 2015 issuance of resolution 2216;
- Pre drafting of the report coalition airstrikes October 2015 (Drafting of the report mid November 2015)

The geographical points of interests desired by the Panel comprised: Aden, Ad Dali, Al Hudayda, Al Mukalla, Amran, Midi Port, Harad, Mocha Port, Sa'dah, Sana'a, Ta'izz, Ma'rib, Bab Al mandab, Border Oman.



2. Parameters for analysis

However due to lack of availability of archives images for desired periods, the Panel had to review its requirements and opt for comparing images between the most current image and the most recent before the conflict. At the submission of this report, the Panel was able to get images for Harad, Midi, Sa'dah and Sana'a only. Images for Ta'izz and Mokha have been purchased during the last days before submitting the report and were not processed in time to be included in this report. They will be provided to the committee as an additional annex.

1. The Panel made its analysis based on the fact that:
2. Most of the building destroyed in Sana'a is a result of airstrikes by coalition forces. Sana'a has not seen any internal fighting using heavy weapons by ground forces although few buildings might have been destroyed as result of terrorist attacks or blown up by Houthis;
3. Most of building destroyed in Harad, in Midi and Sa'dah have been as a result of coalition's airstrikes and shelling since these cities are within ranges of ground artillery using 155 mm shells;
4. The coalition has generally used 500 to 2000 pounds bombs or air to surface guided missiles of type similar to US made MK 82, MK 84 as well as BLU 109 (see photo below). MK 82, the smallest bomb has a blast and fragmentation radius of 1000 meters at a minimum.
5. Individuals within 1000 metters of destroyed buildings suffer most likely from severe wounds by blast and fragmentations effects. Individuals within closer radius suffer from burns, blast and fragmentations effects.



6. Unexploded BLU 109, probably as a result of fuse's failure to arm, found in Yemen and shared with the panel by activists. BLU-109 is a 2000 pounds hardened penetration bomb called "bunker busters". It is not part of the Yemeni arsenal and is used in the region by Saudi Arabia and United Arab Emirates and most likely supplied by Saudi Arabia to other coalition members.

3. Findings

Based on analysis of satellite images, the Panel noted that within less than six months of bombings out of nine months at the submission of this report, more than 750 buildings may have been destroyed as a result of airstrikes within population centers.

Sa'dah has suffered the most with 226 destroyed buildings identified on 22 May 2015, in less than three months of coalition campaign. Harradh and Midi port which are small in size and without military structures visible have also been highly affected by bombing especially in congested areas.

In Sana'a and Sana'a airport, most of the bombings seem to have targeted security forces structures which are scattered throughout these localities. However, most of the bombs impacts are within less than 1000 meters of civilian centers and hence civilians have most likely suffered from blast and fragmentation effects.

The Panel has grounds to believe that the coalition has deliberately targeted civilian centers in Harad and Sa'dah and has not taken precautionary measures while targeting security forces inside population centers in Sana'a.

Summary

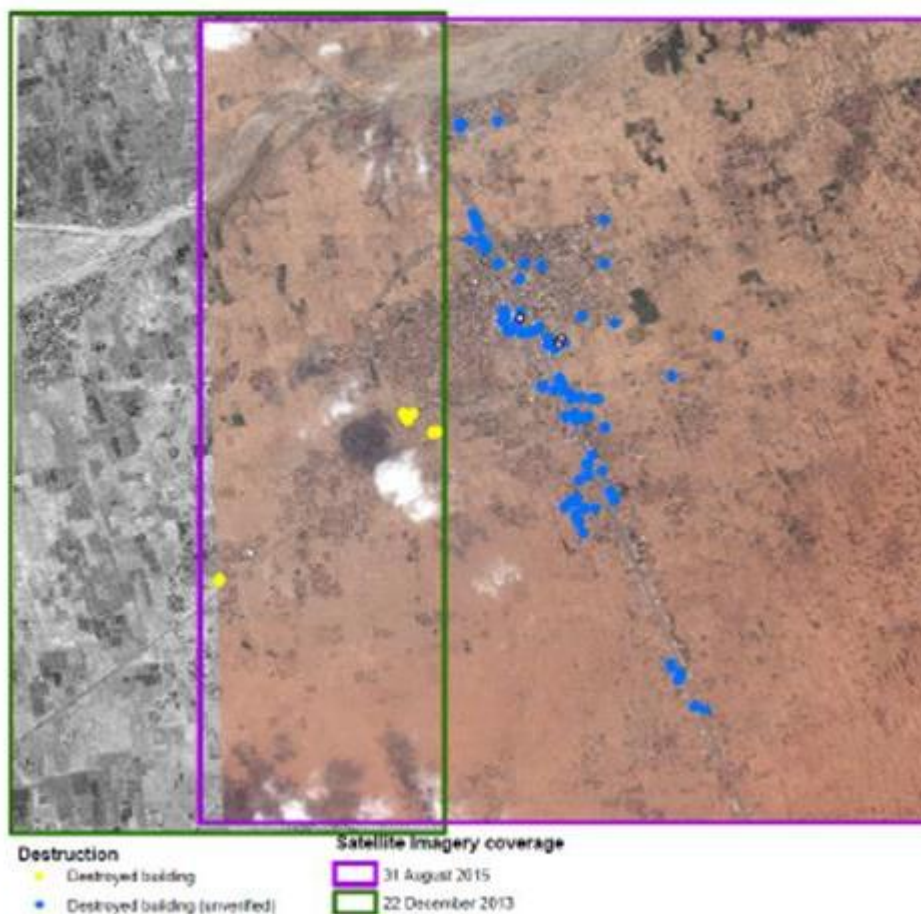
Location	Affected or destroyed buildings, constructions or objects (estimated)	Analyzed satellite imagery
Harad	12 buildings or constructions; 89 buildings or constructions (unverified);	Before impact: WV1 acquisition date 2013-12-22 time 07:34:45; After impact: GE1 acquisition date 2015-08-31 time 07:46:29
Port Midi	38 buildings or constructions;	Before impact: WV3 acquisition date 2014-11-17 time 07:39:39; After impact: WV1 acquisition date 2015-07-24 time 09:15:50
Sa'dah	226 buildings or constructions;	Before impact: WV3 acquisition date 2015-01-06 time 07:30:58; After impact: WV1 acquisition date 2015-05-22 time 08:57:33
Sana'a	390 buildings or constructions; 38 buildings or constructions (prior to impact); 11 Craters	Before impact: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57; After impact: Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53

Location	Affected or destroyed buildings, constructions or objects (estimated)	Analyzed satellite imagery
Sana'a airport	52 buildings or constructions; 29 airplane debris; 27 craters	Before impact: Pléiades acquisition date 2015-03-13 time 07:31:57; After impact: Pléiades acquisition date 2015-09-10 time 07:39:32

Map 2: Harad

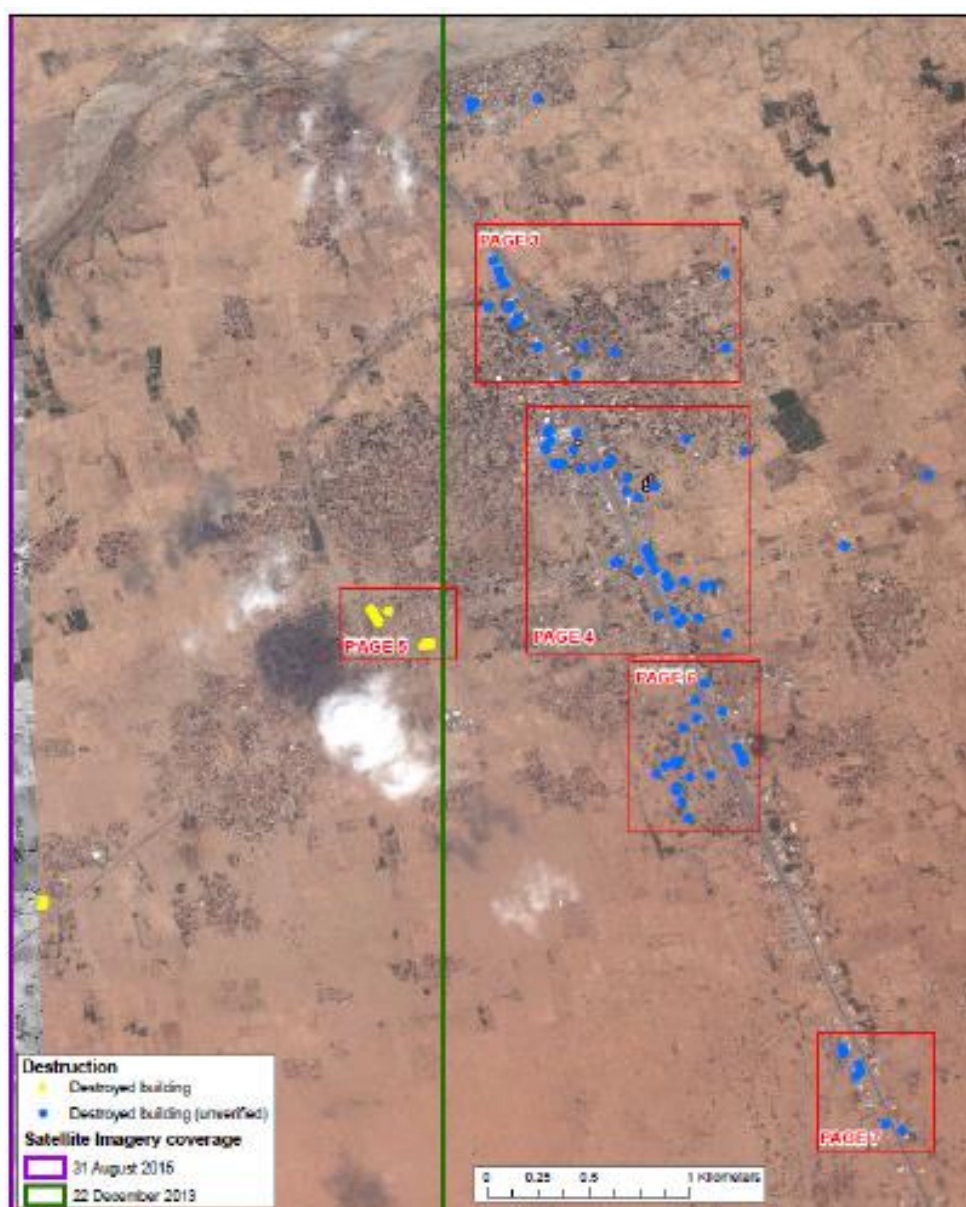
NOTE:

1. Satellite imagery covering exact extent of Panel's Area Of Interest (AOI) within specified time frame were not available in the archive of Satellite Imagery Vendor.
2. Panel selected imagery collected on 22 December 2013 and 31 August 2015. See below image: II outlined in green was collected on 22 December 2013; Image outlined in purple was collected on 31 August 2015.
3. The verification of destroyed buildings was conducted in the area overlapping both images. Marked with yellow circles.
4. The observation of destroyed buildings was conducted in the area that does not overlap both images. Marked in blue circles and identified as UNVERIFIED destroyed buildings.
5. The observation was conducted based on presence of rubble around buildings with burnt colour as partial destruction of building's shape.



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DPS, United Nations
 Imagery source: WV1 acquisition date 2013-12-22 time 07:34:45 (c) DigitalGlobe; GE1 acquisition date 2015-08-31 time 07:46:29 (c) DigitalGlobe

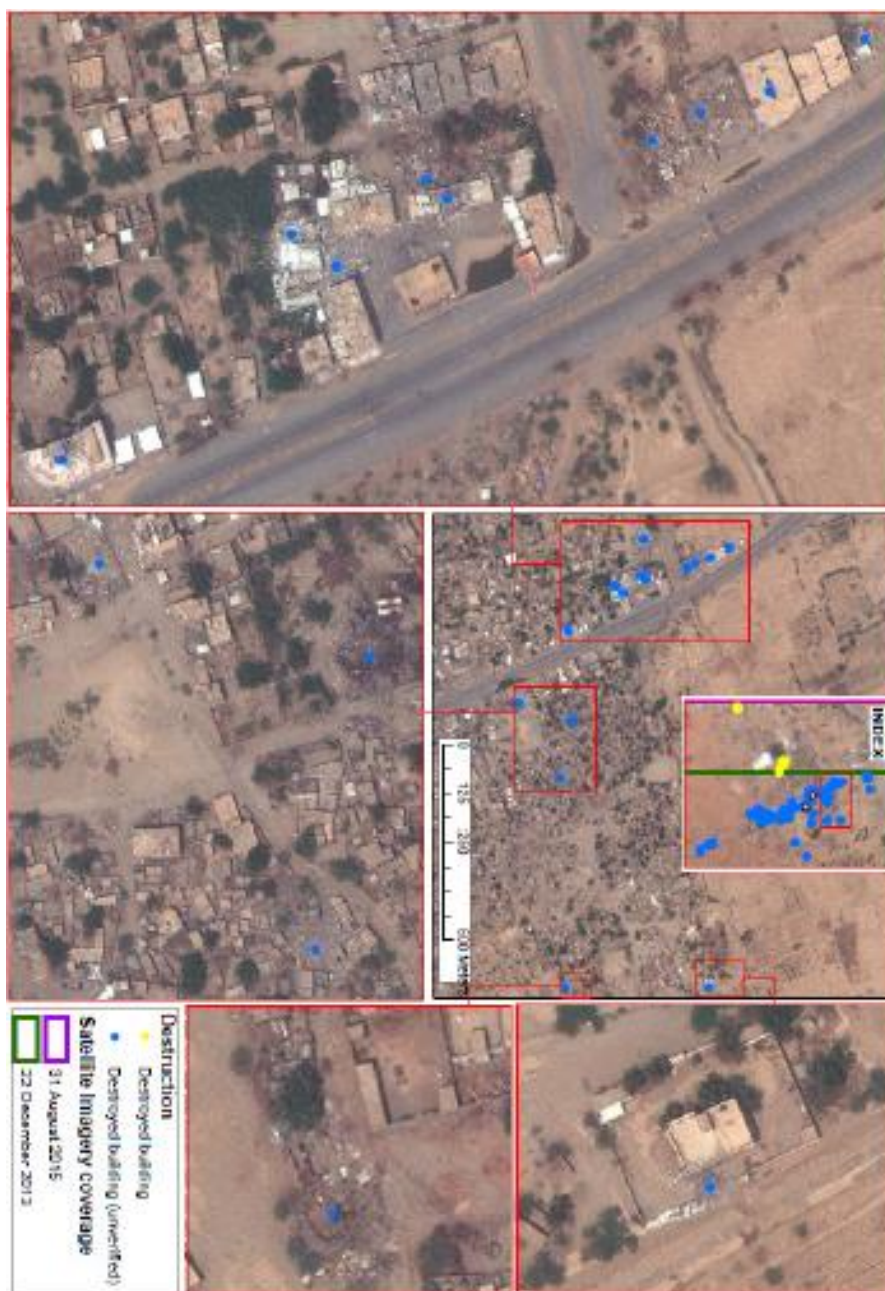
Harad, Index, Destructions (before and after)



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: WV1 acquisition date 2013-12-22 time 07:34:45 (c) DigitalGlobe; GE1 acquisition date 2015-08-31 time 07:46:29 (c) DigitalGlobe

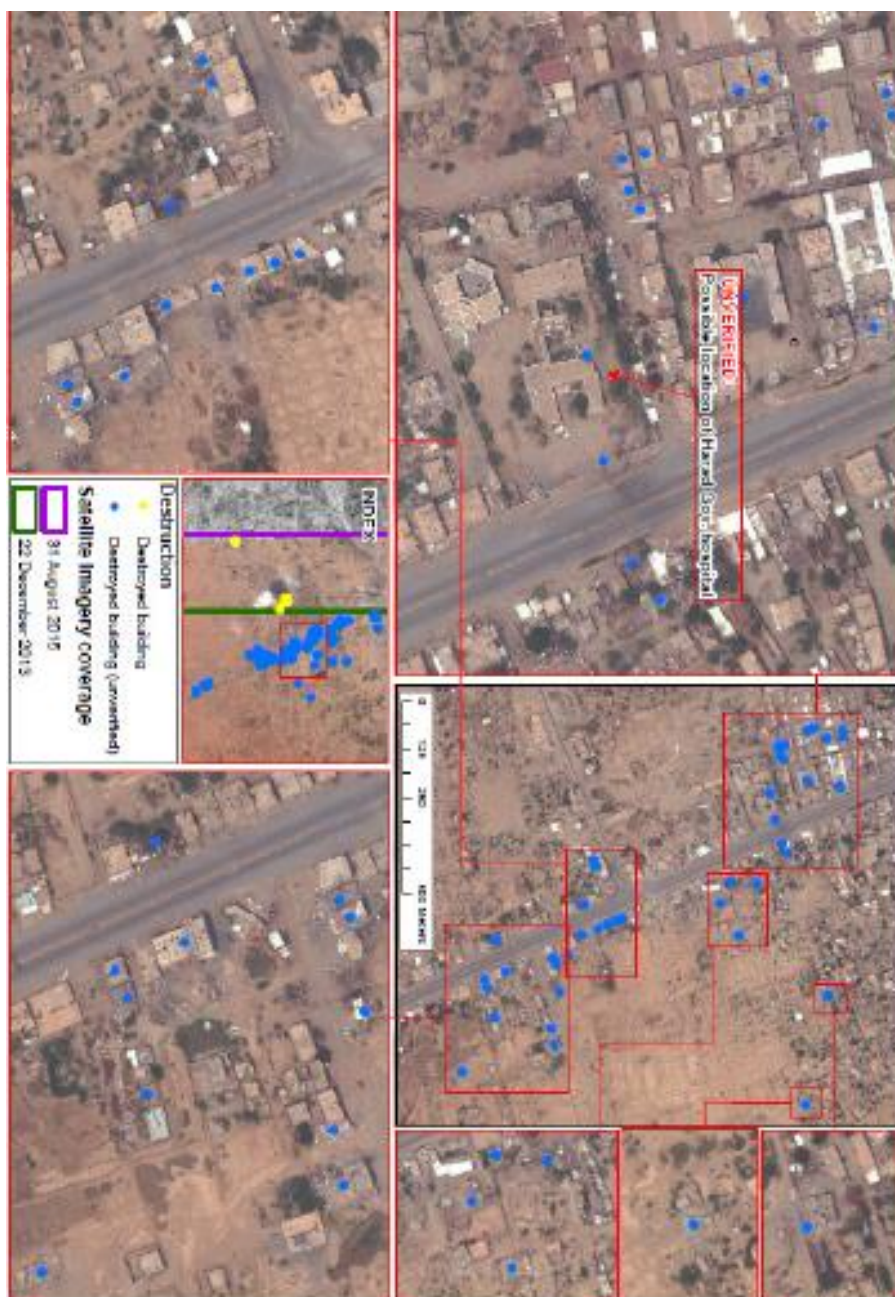
Harad town – North, P3, destructions (after)



Note: Comparison/verification of destruction could not be performed due to lack of pre-event imagery. Observed destroyed buildings marked in blue and identified as UNVERIFIED. The observation was conducted based on presence of rubble around buildings with burnt color and partial destruction of building's shape.

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations Imagery source: WV1 acquisition date 2013-12-22 time 07:34:45 (c) DigitalGlobe; GE1 acquisition date 2015-08-31 time 07:46:29 (c) DigitalGlobe

Harad town – Centre, P4, destructions (after)



Note: Comparison/verification of destruction could not be performed due to lack of pre-event imagery. Observed destroyed buildings marked in blue and identified as UNVERIFIED. The observation was conducted based on presence of rubble around buildings with burnt color and partial destruction of building's shape.

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations Imagery source: WV1 acquisition date 2013-12-22 time 07:34:45 (c) DigitalGlobe; GE1 acquisition date 2015-08-31 time 07:46:29 (c) DigitalGlobe

Harad town – West, P5, destructions (after)

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: WV1 acquisition date 2013-12-22 time 07:34:45 (c) DigitalGlobe; GE1 acquisition date 2015-08-31 time 07:46:29 (c) DigitalGlobe

Harad town – South, P6, destructions (after)

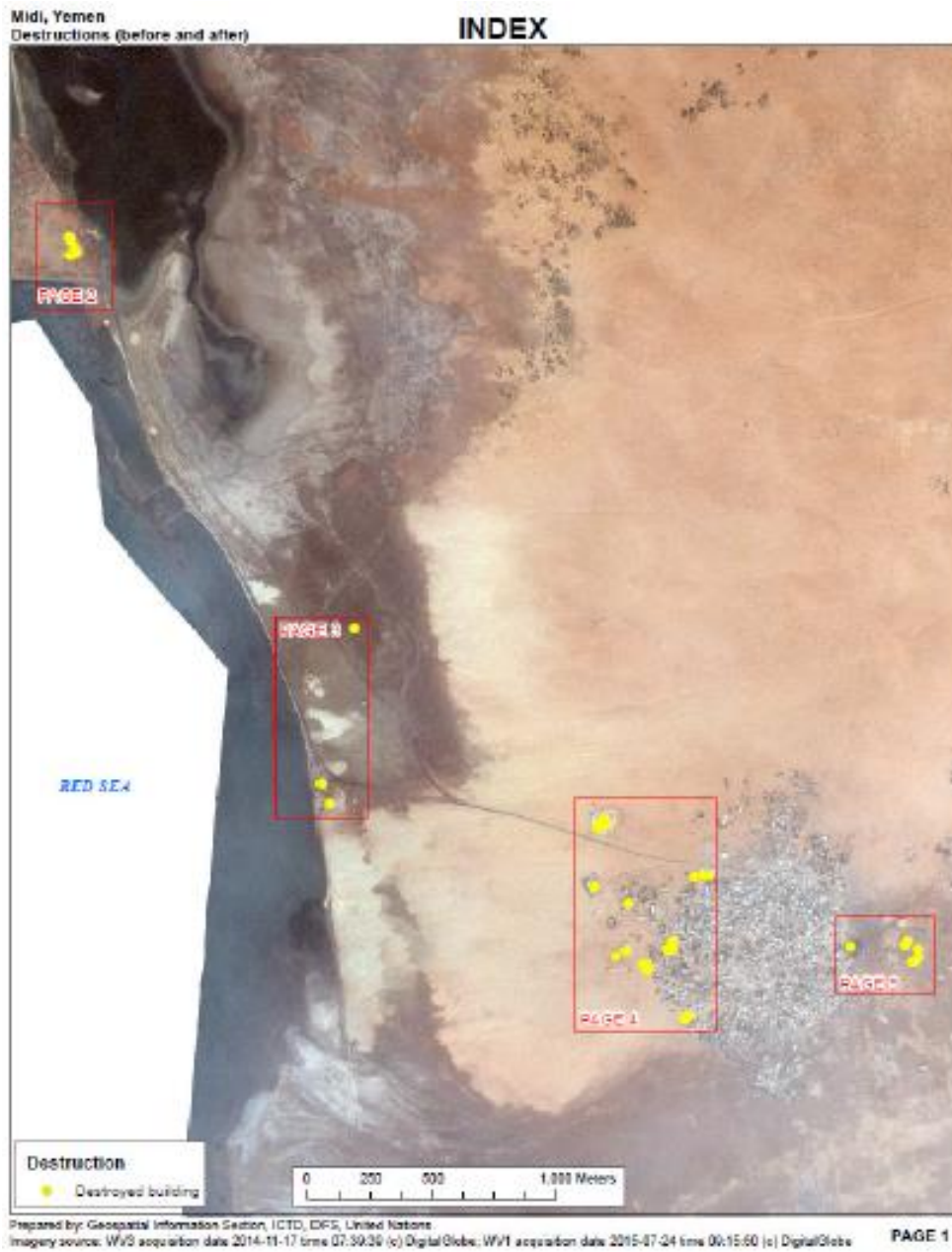


Note: Comparison/verification of destruction could not be performed due to lack of pre-event imagery. Observed destroyed buildings marked in blue and identified as UNVERIFIED. The observation was conducted based on presence of rubble around buildings with burnt colour and partial destruction of building's shape.

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: WV1 acquisition date 2013-12-22 time 07:34:45 (c) DigitalGlobe; GE1 acquisition date 2015-08-31 time 07:46:29 (c) DigitalGlobe

Map 3: Port Midi

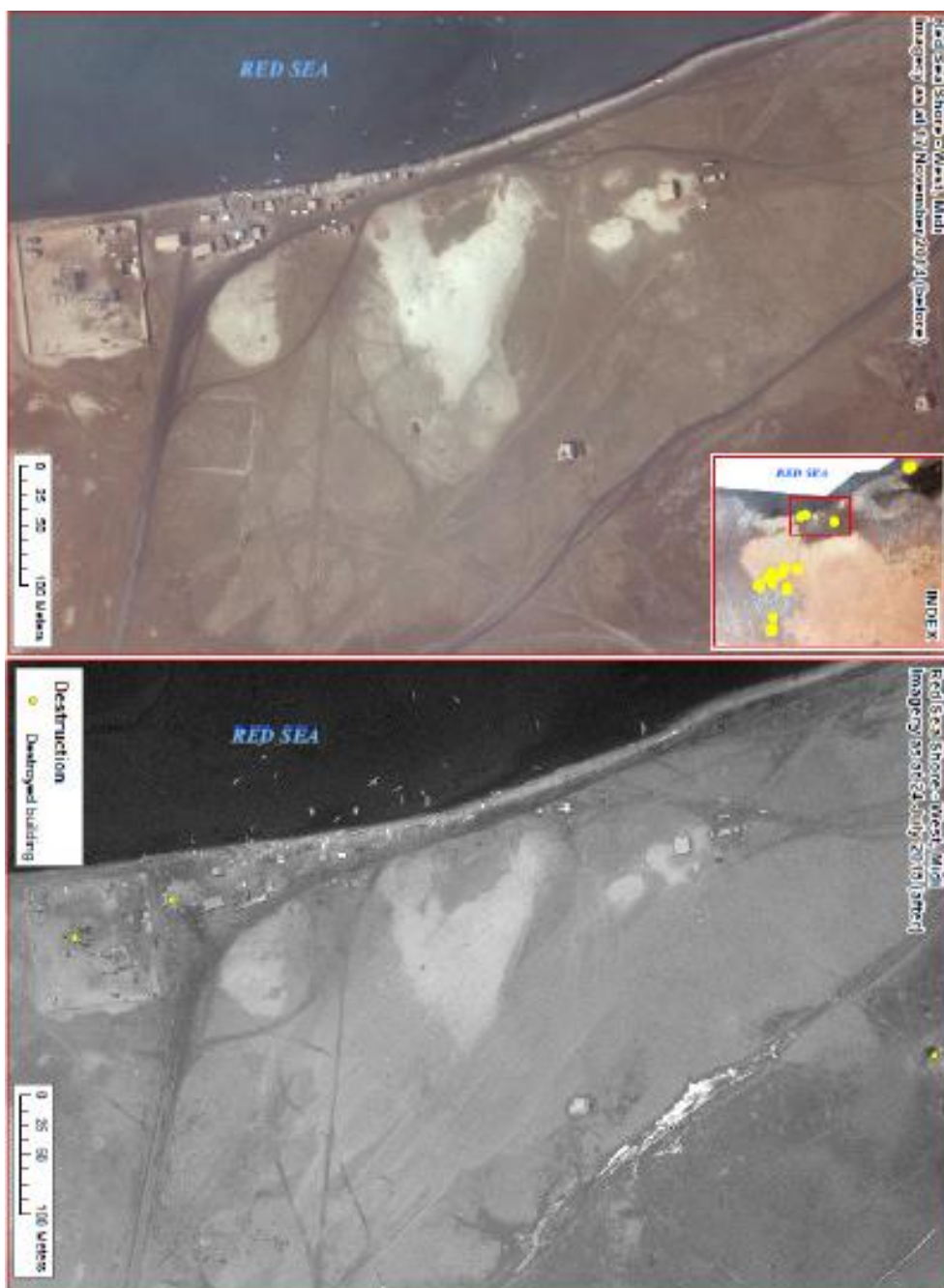


Port Midi, P2, destructions (after)

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: WV3 acquisition date 2014-11-17 time 07:39:39 (c) DigitalGlobe; WV1 acquisition date 2015-07-24 time 09:15:50 (c) DigitalGlobe

Port Midi, P3, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

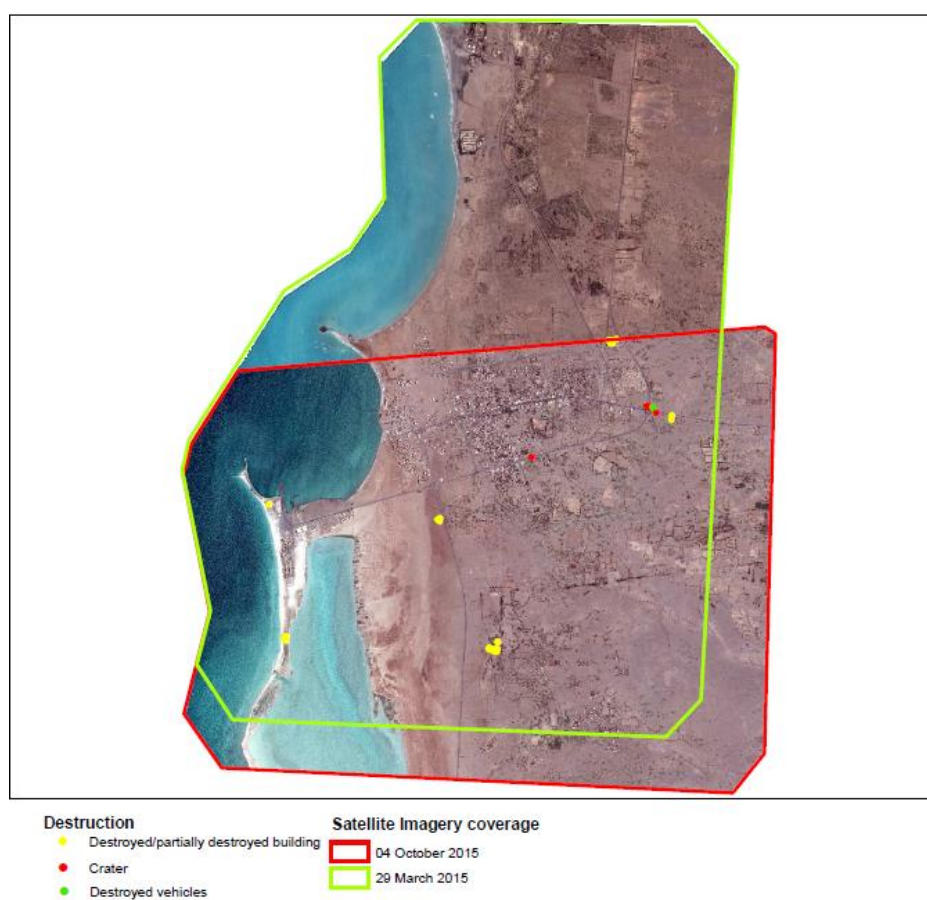
Imagery source: WV3 acquisition date 2014-11-17 time 07:39:39 (c) DigitalGlobe;
WV1 acquisition date 2015-07-24 time 09:15:50 (c) DigitalGlobe

Map 4: Mocha**NOTE:**

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-29 time 07:57:54 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-10-04 time 07:55:27 (c) Airbus PAGE 1

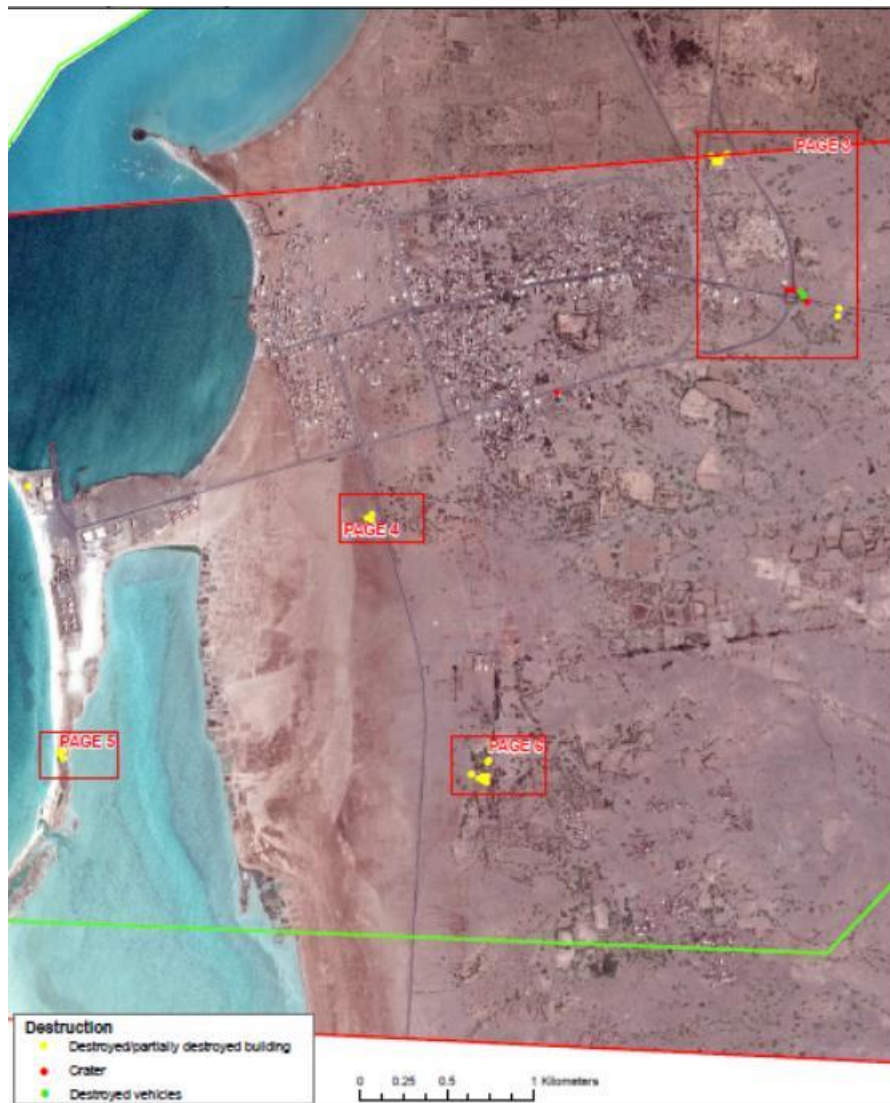
1. Satellite imagery covering exact extent of Panel's Area Of Interest (AOI) within specified time frame were not available in the archive of Satellite Imagery Vendor.
2. Panel selected Imagery collected on 29 March 2015 and 04 October 2015. See below image: Image outlined in green was collected on 29 March 2015; Image outlined in red was collected on 04 October 2015.
3. The observation of destroyed or partially destroyed building or constructions on the northern part of Mocha was no possible. Post event imagery of northern Mocha is not available.
4. The observation of destroyed buildings was conducted only for imagery overlapping area – southern Mocha.



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-29 time 07:57:54 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-10-04 time 07:55:27 (c) Airbus

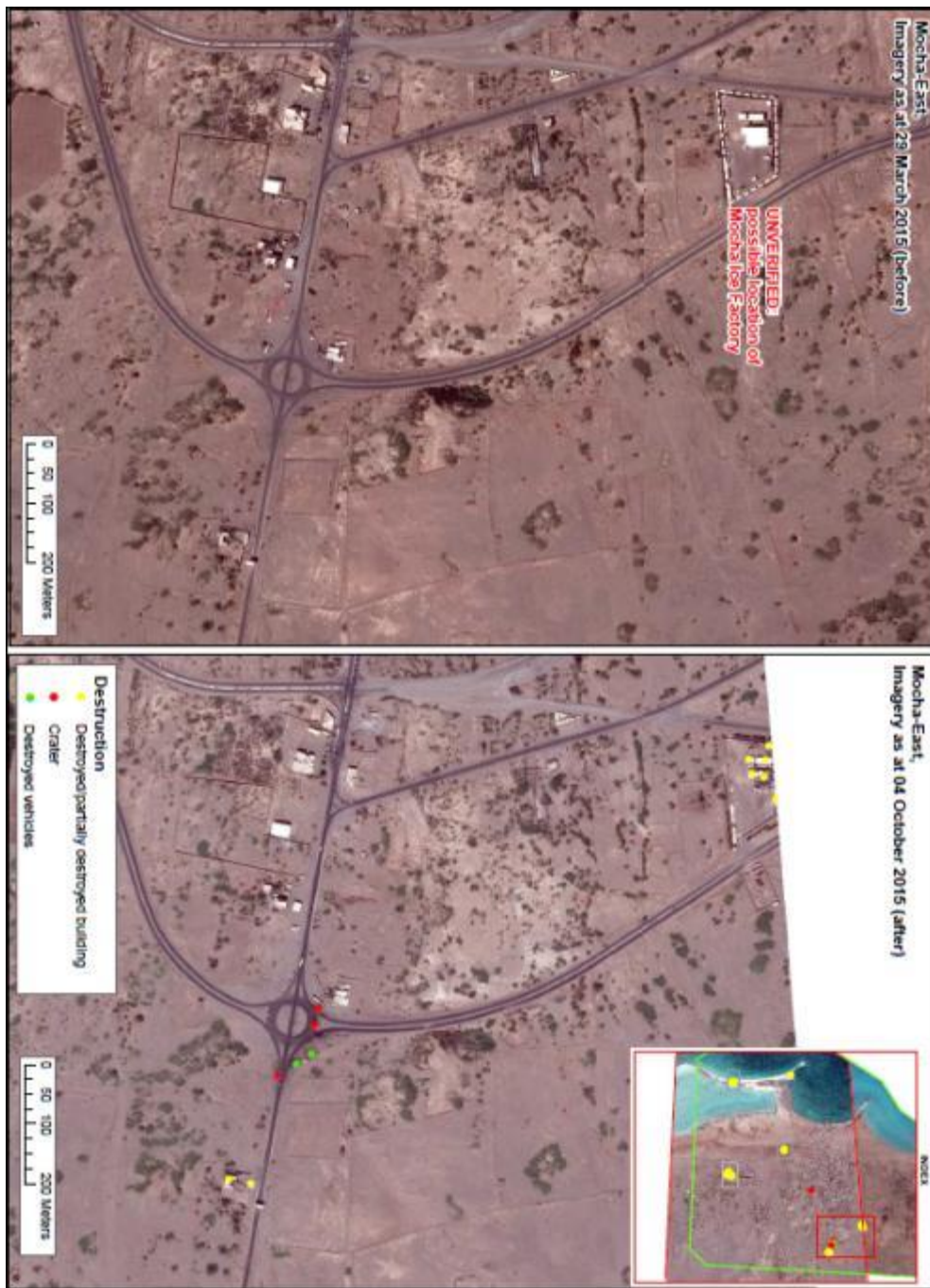
Mocha, P2, destructions, Index



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-29 time 07:57:54 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-10-04 time 07:55:27 (c) Airbus

Mocha, P3, destructions, Index



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-29 time 07:57:54 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-10-04 time 07:55:27 (c) Airbus

Mocha, P4, destructions, Index



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-29 time 07:57:54 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-10-04 time 07:55:27 (c) Airbus

Mocha, P5, destructions, Index

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-29 time 07:57:54 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-10-04 time 07:55:27 (c) Airbus

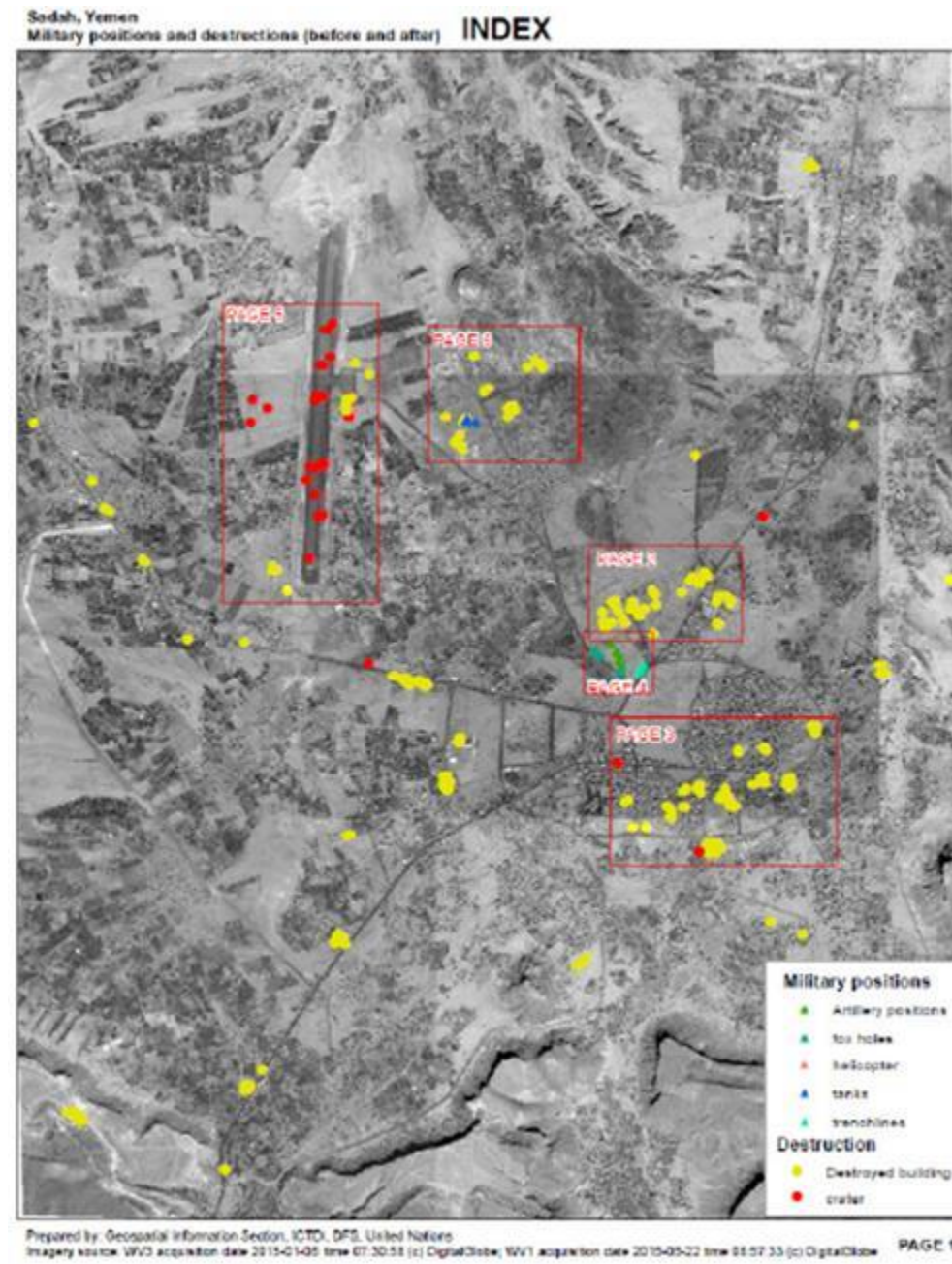
Mocha, P6, destructions, Index



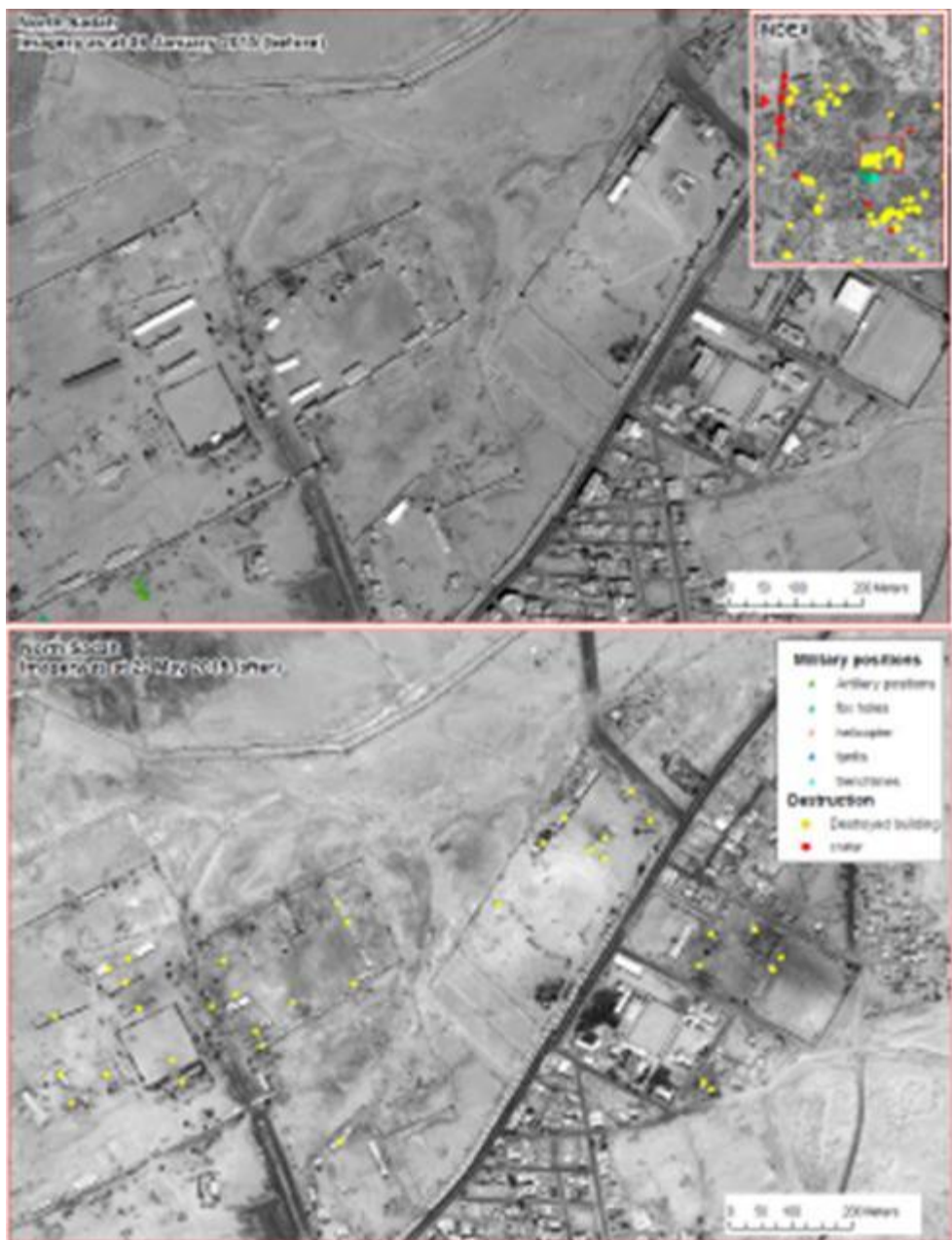
Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-29 time 07:57:54 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-10-04 time 07:55:27 (c) Airbus

Map 5: Sa'dah



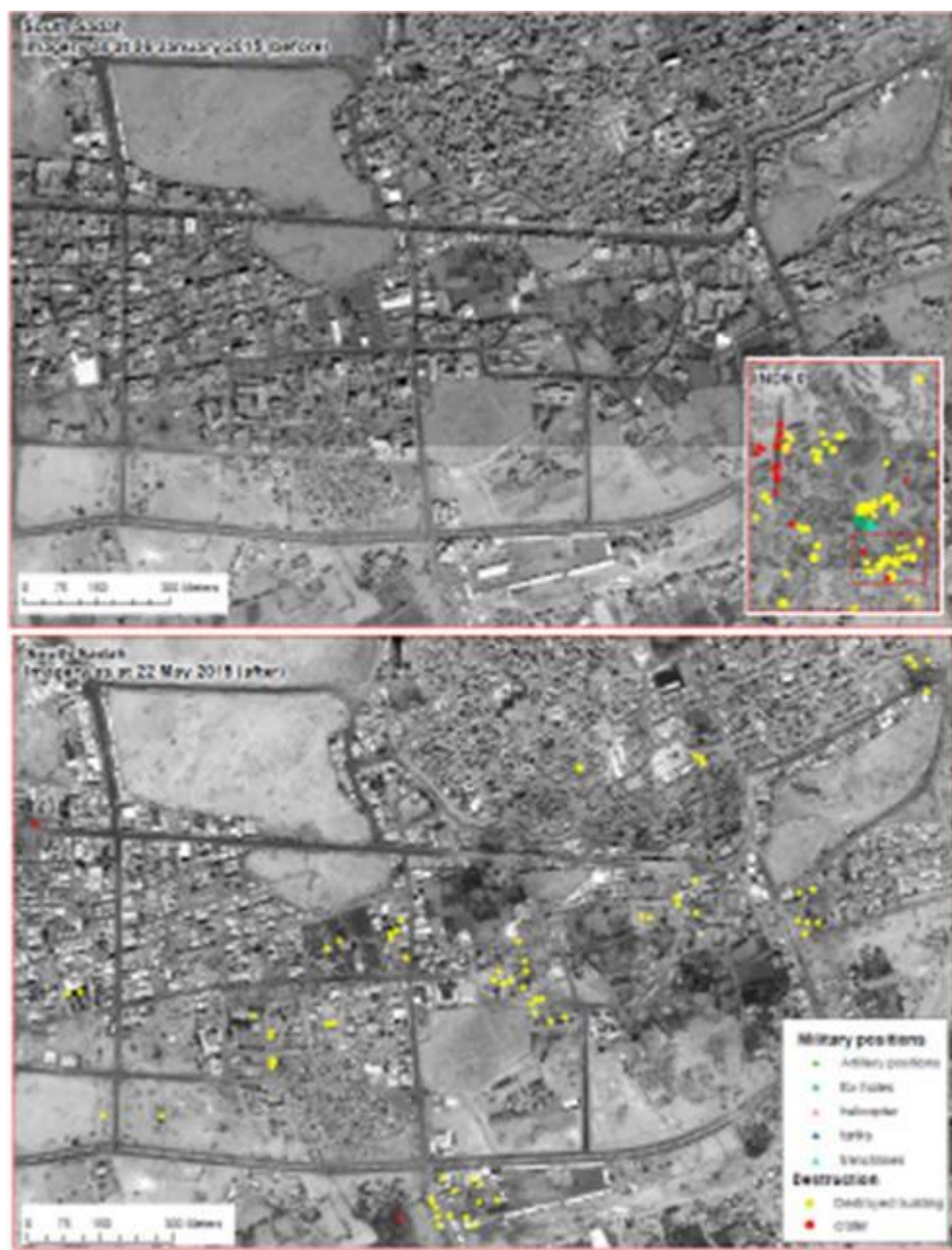
Sa'dah, P2, destructions (after)



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: WV3 acquisition date 2015-01-06 time 07:30:58 (c) DigitalGlobe; WV1 acquisition date 2015-05-22 time 08:57:33 (c) DigitalGlobe

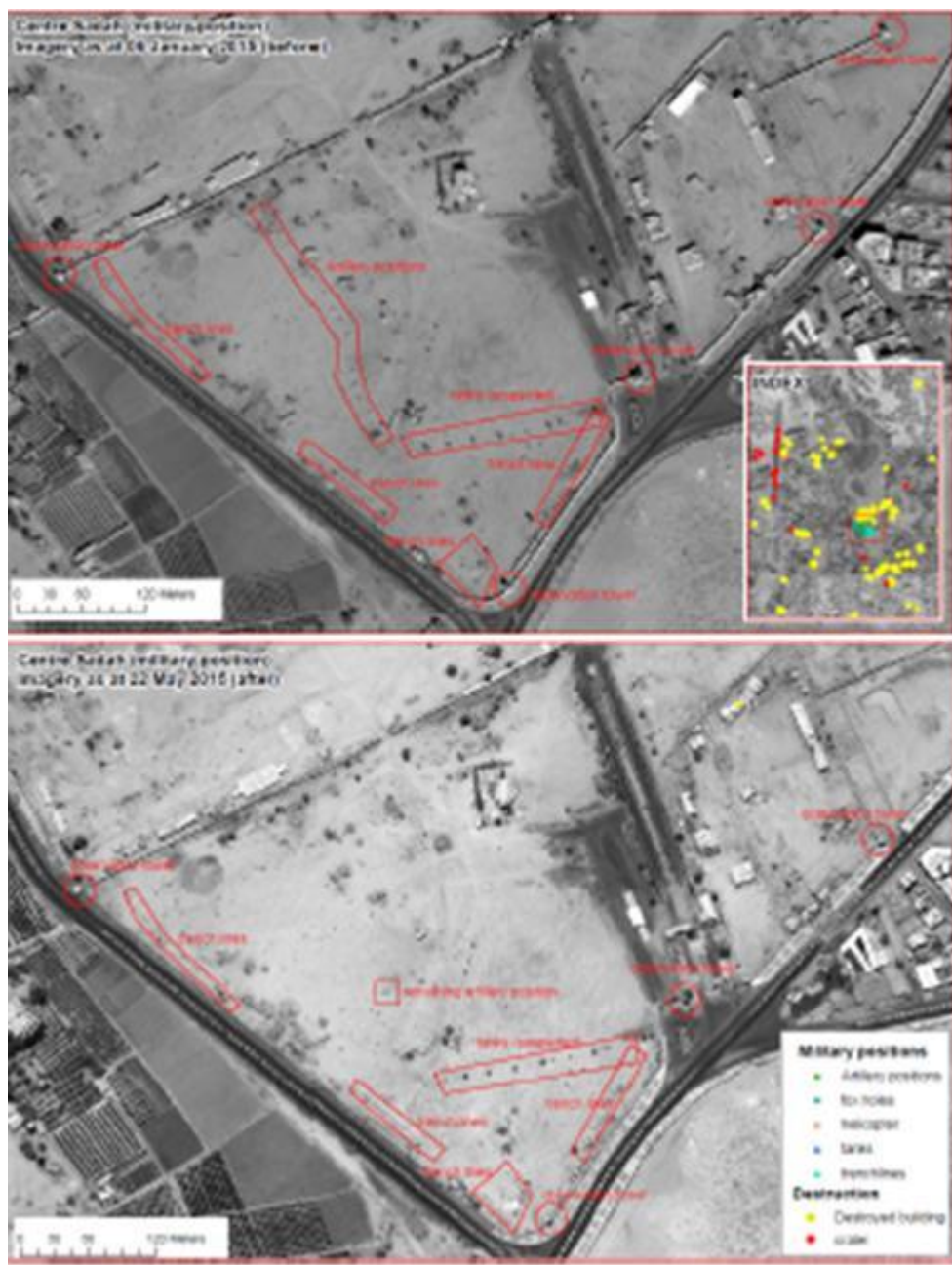
Sa'dah, P3, destructions (after)



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: WV3 acquisition date 2015-01-06 time 07:30:58 (c) DigitalGlobe; WV1 acquisition date 2015-05-22 time 08:57:33 (c) DigitalGlobe

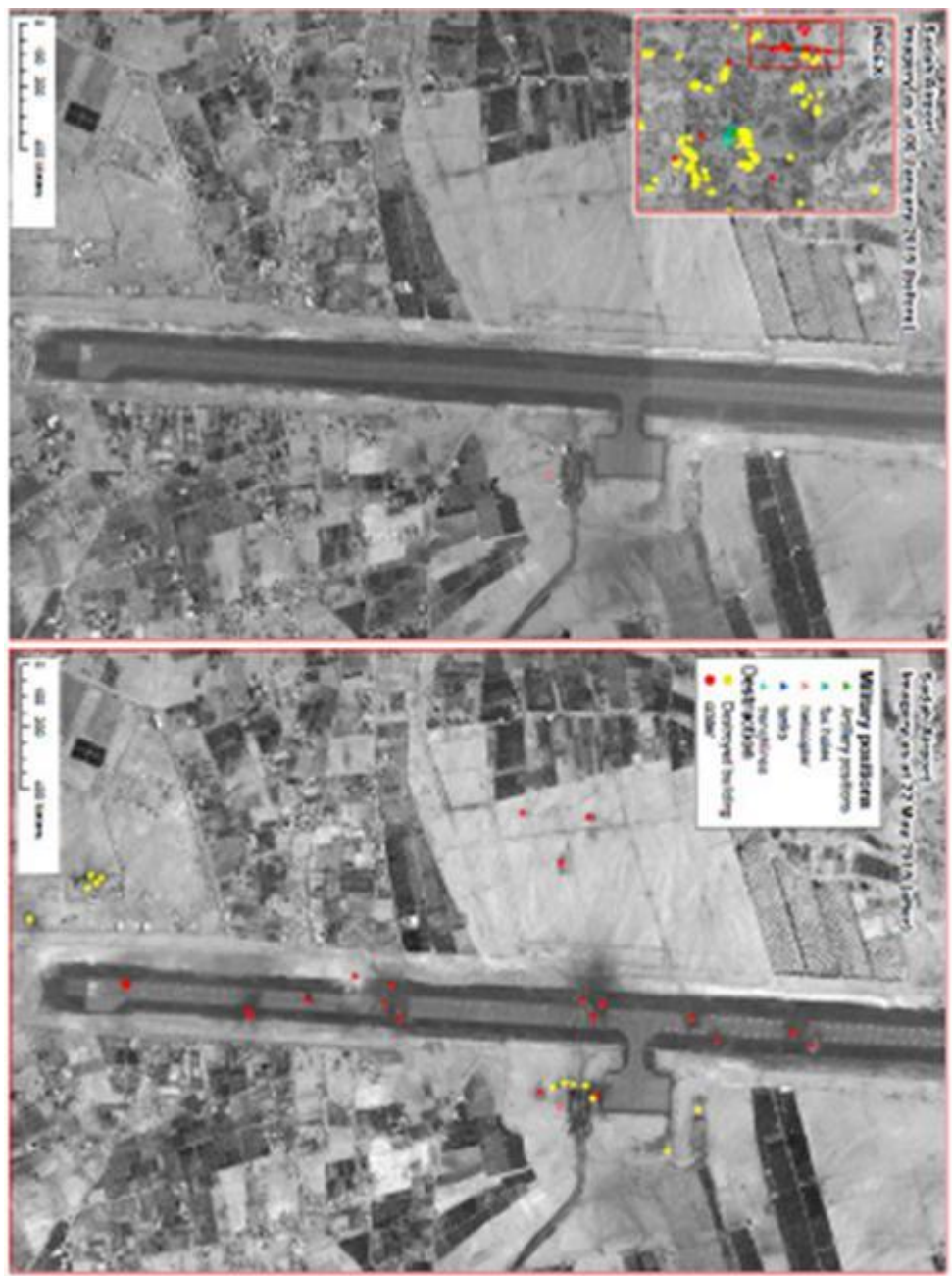
Sa'dah, P4, Military positions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: WV3 acquisition date 2015-01-06 time 07:30:58 (c) DigitalGlobe; WV1 acquisition date 2015-05-22 time 08:57:33 (c) DigitalGlobe

Sa'dah Airport, P5, destructions (after)



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: WV3 acquisition date 2015-01-06 time 07:30:58 (c) DigitalGlobe; WV1 acquisition date 2015-05-22 time 08:57:33 (c) DigitalGlobe

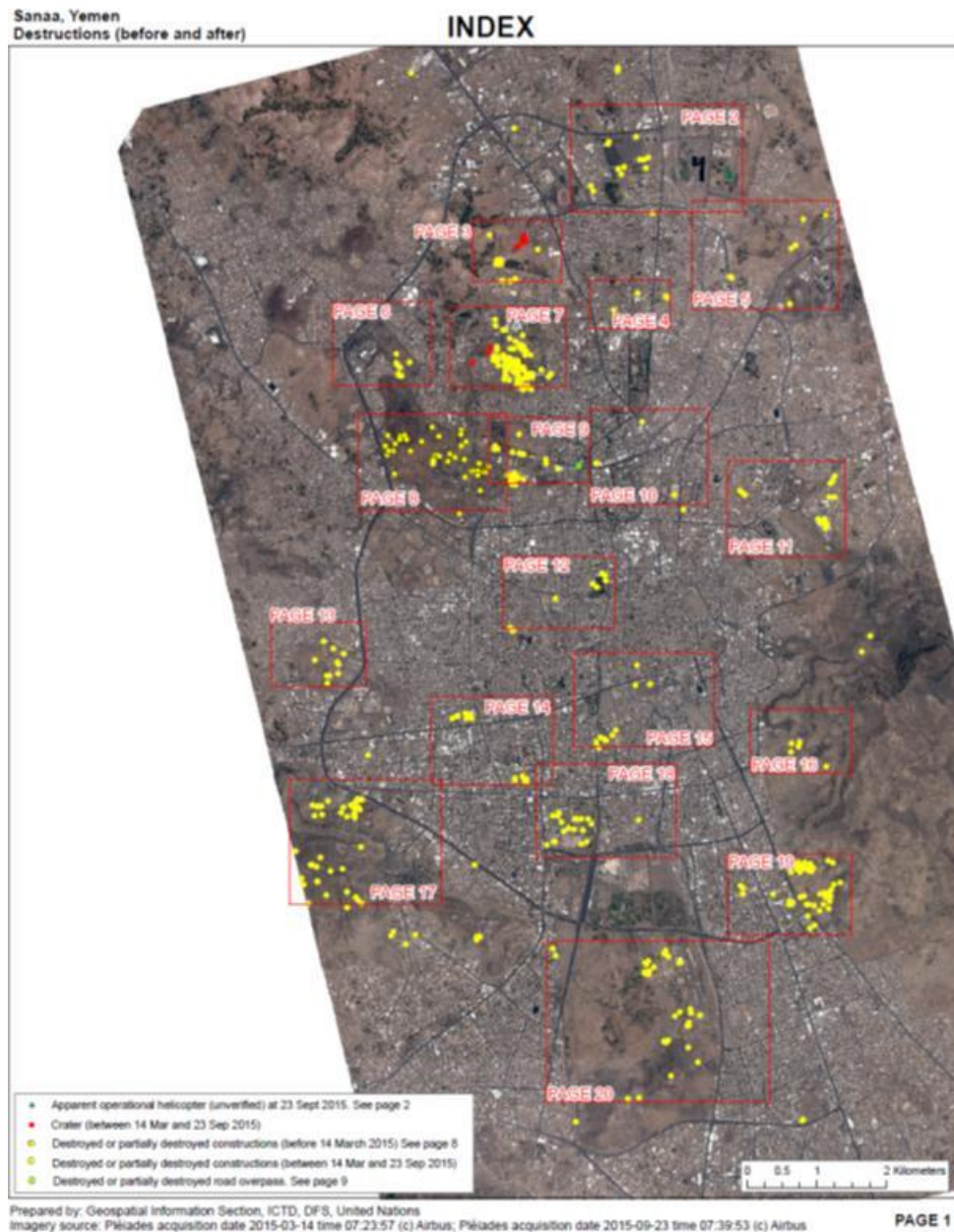
Sa'dah, P6, destructions (after)



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: WV3 acquisition date 2015-01-06 time 07:30:58 (c) DigitalGlobe; WV1 acquisition date 2015-05-22 time 08:57:33 (c) DigitalGlobe

Map 6: Sana'a



Sana'a, P2, destructions (after)



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P3, destructions

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P4, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P5, destructions

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P6, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

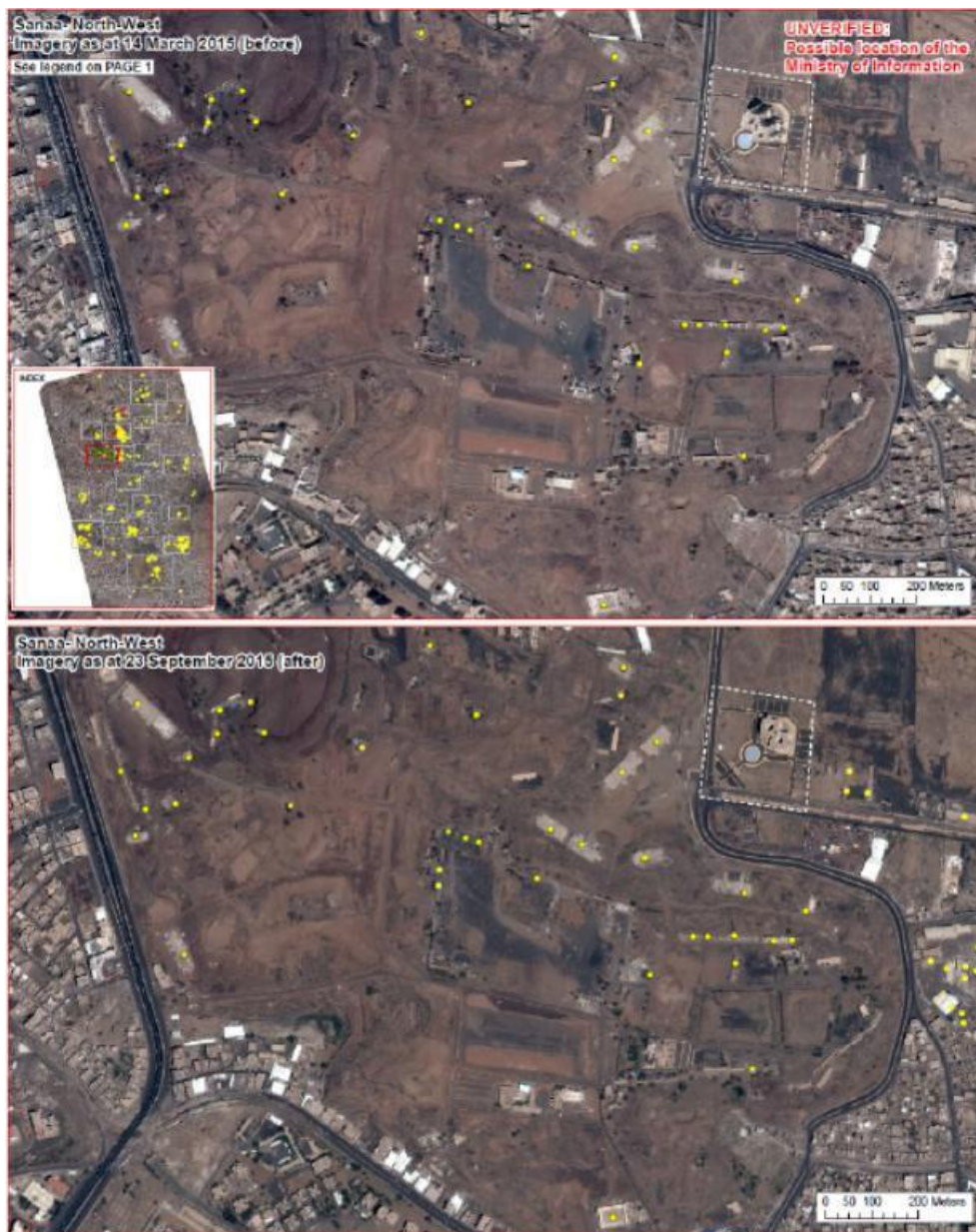
Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P6, destructions

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P8, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P9, destructions

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P10, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P11, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P12, destructions

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P13, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P14, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P15, destructions

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P16, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P17, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P18, destructions

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a, P19, destructions

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

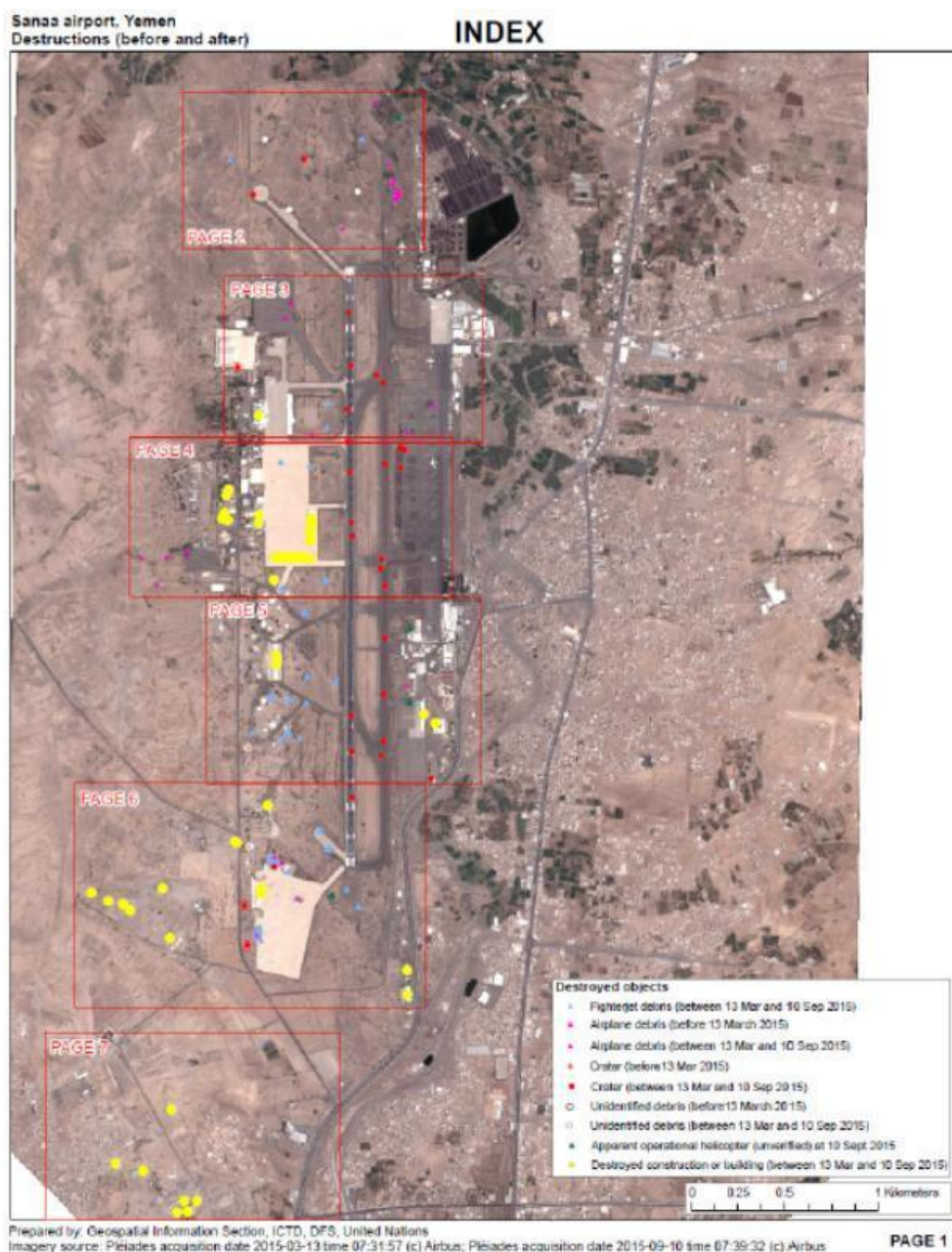
Sana'a, P20, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Map 7: Sana'a airport



PAGE 1

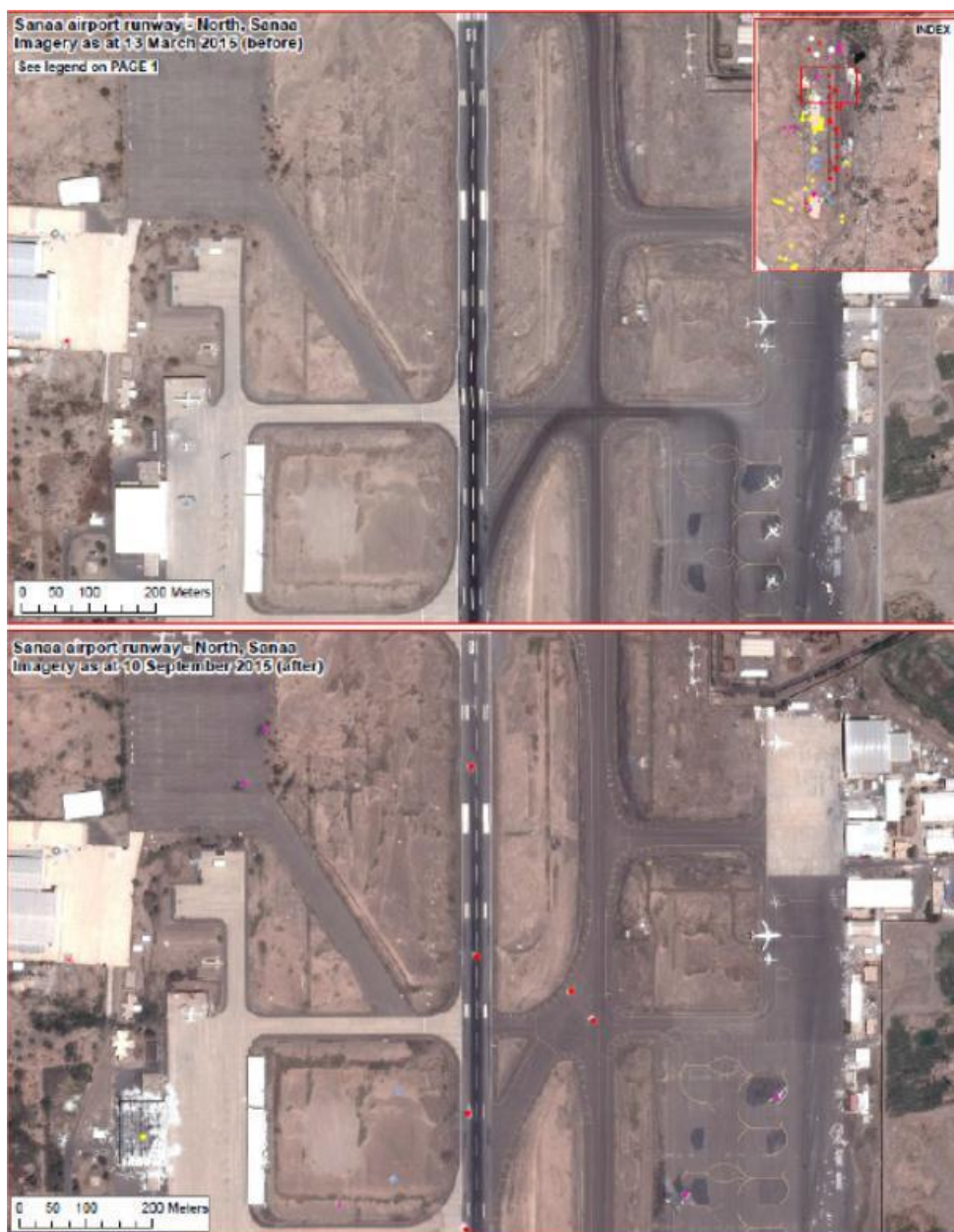
Sana'a airport, P2, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a airport, P3, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

Sana'a airport, P4, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

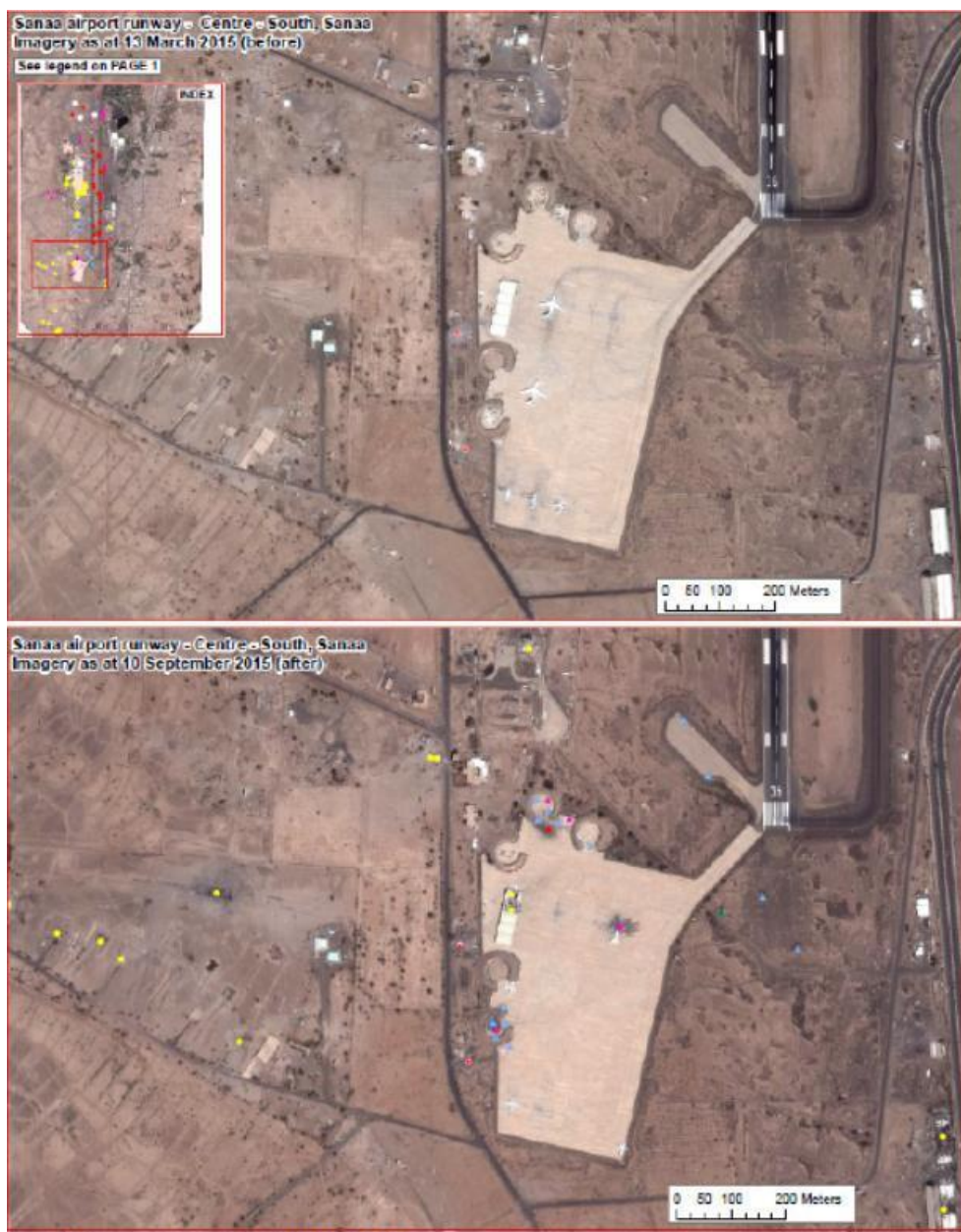
Sana'a airport, P5, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

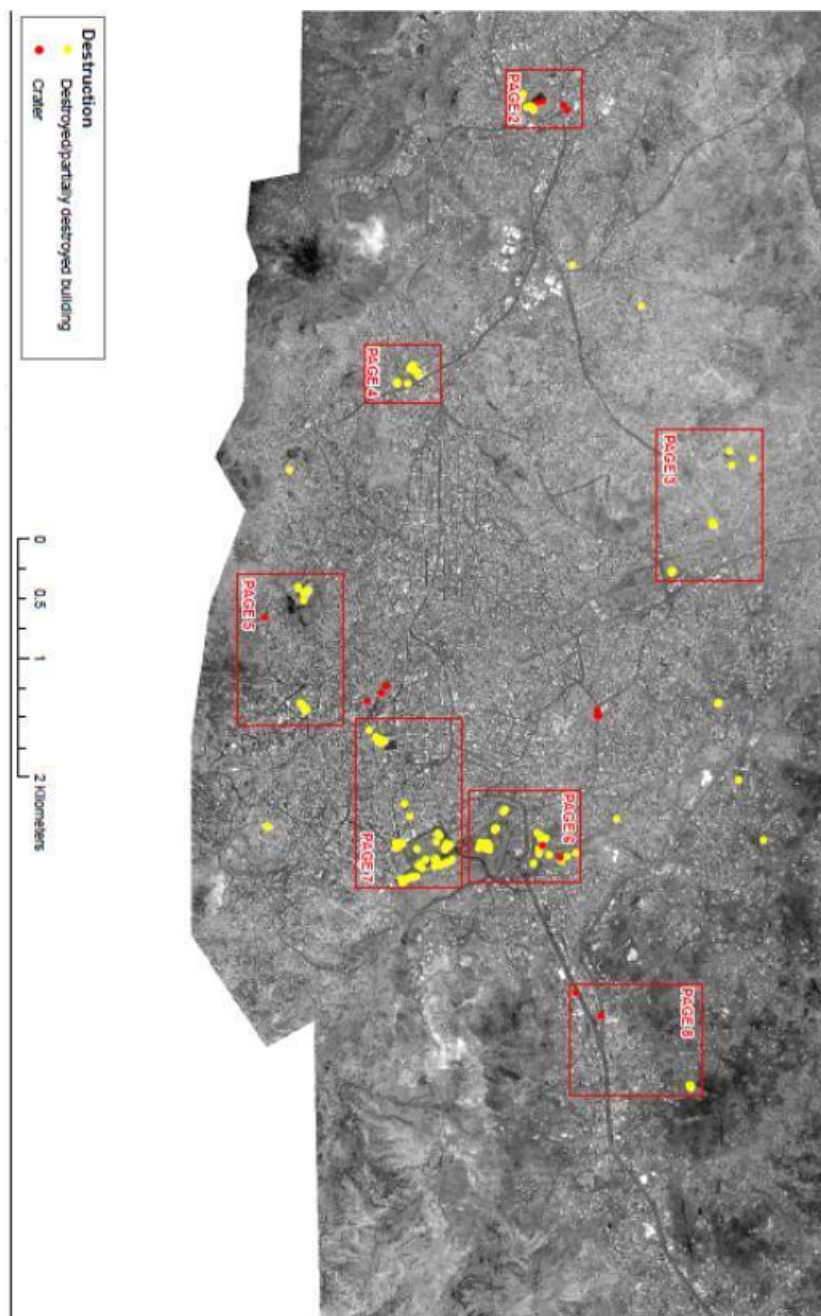
Sana'a airport, P6, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-03-14 time 07:23:57 (c) Airbus; Pléiades acquisition date 2015-09-23 time 07:39:53 (c) Airbus

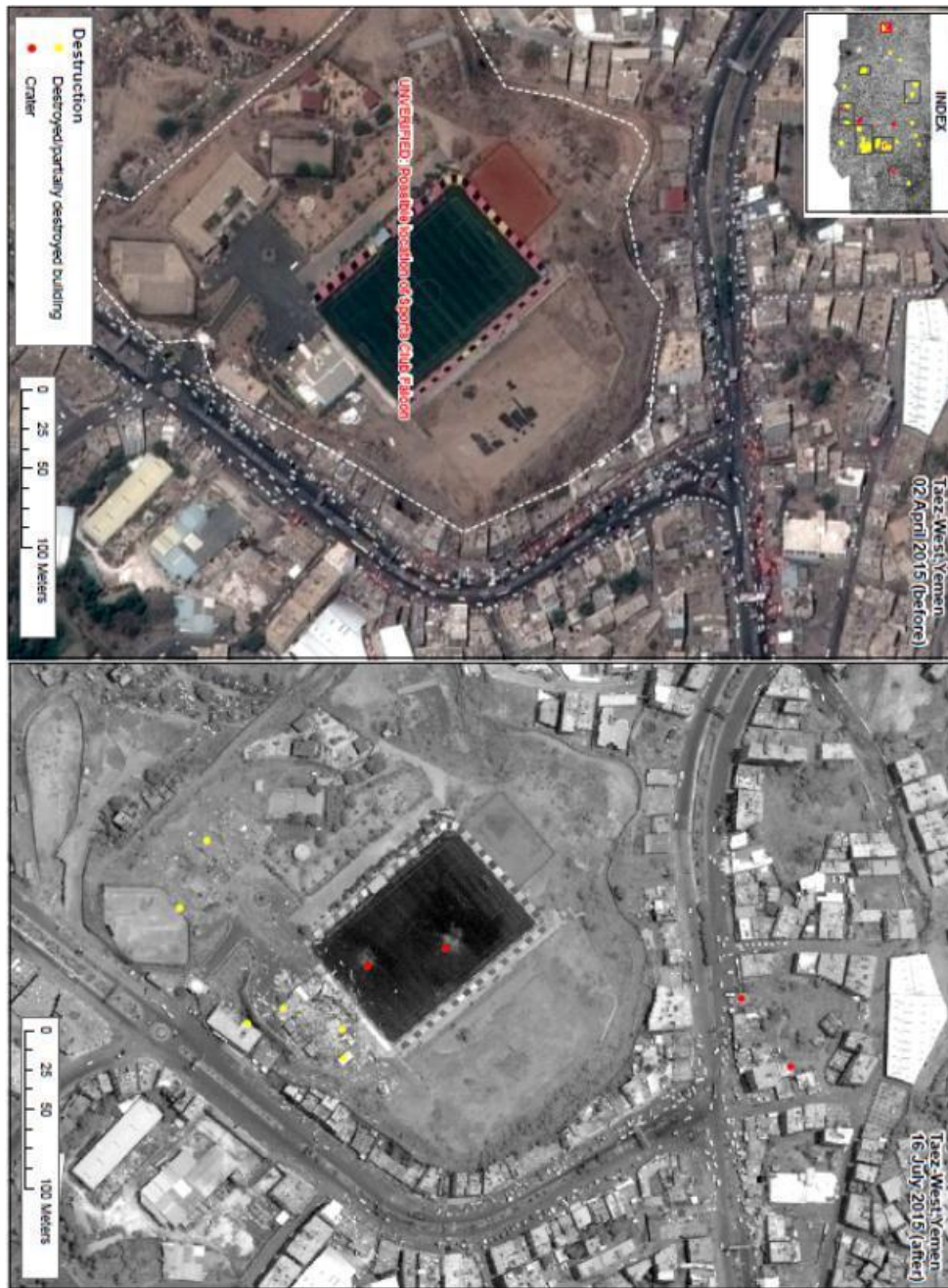
Map 8: Ta'izz



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

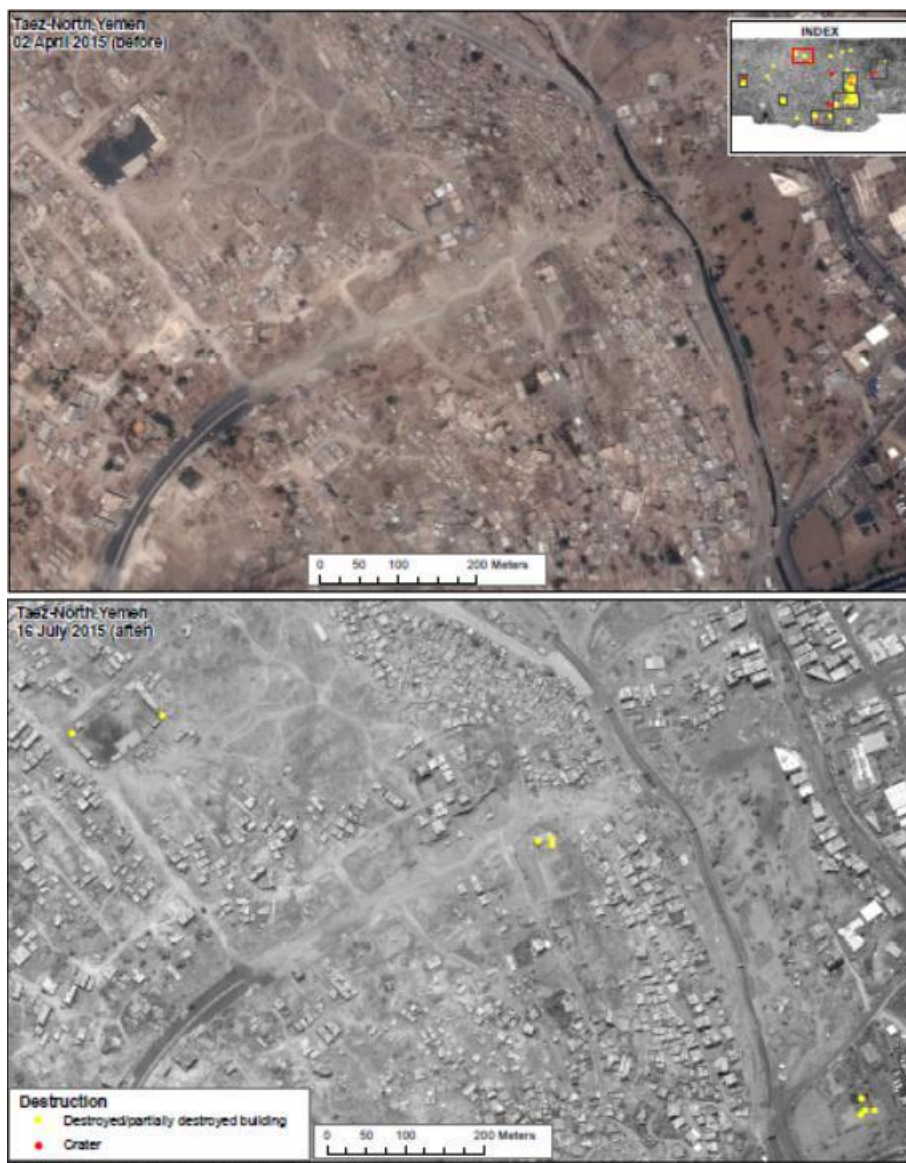
Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-04-02 time 07:28:40 (c) Airbus; World View 1 acquisition date 2015-07-16 time 09:07:58 (c) Digital Globe

Ta'izz, P2, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-04-02 time 07:28:40 (c) Airbus; World View 1 acquisition date 2015-07-16 time 09:07:58 (c) Digital Globe

Ta'izz, P3, destructions

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

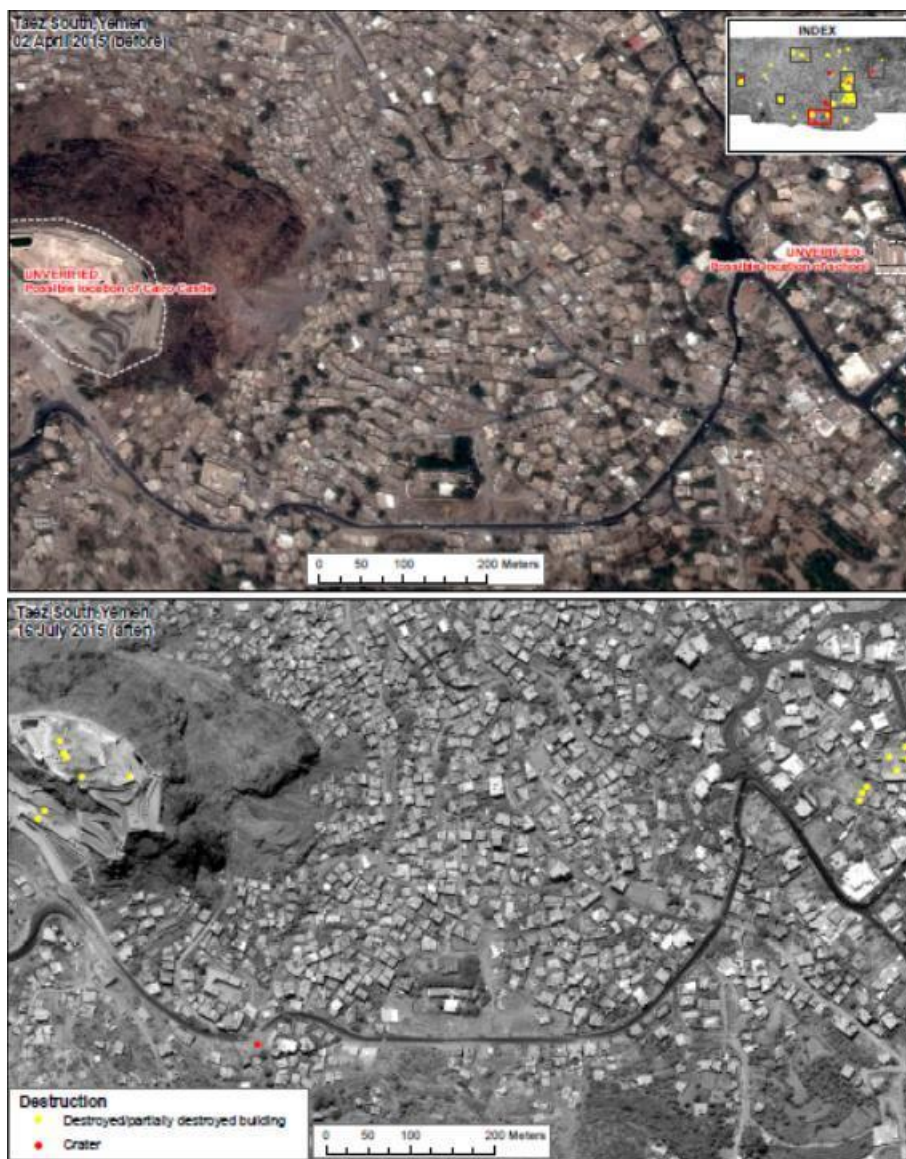
Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-04-02 time 07:28:40 (c) Airbus; World View 1 acquisition date 2015-07-16 time 09:07:58 (c) Digital Globe

Ta'izz, P4, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-04-02 time 07:28:40 (c) Airbus; World View 1 acquisition date 2015-07-16 time 09:07:58 (c) Digital Globe

Ta'izz, P5, destructions

Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-04-02 time 07:28:40 (c) Airbus; World View 1 acquisition date 2015-07-16 time 09:07:58 (c) Digital Globe

Ta'izz, P6, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-04-02 time 07:28:40 (c) Airbus; World View 1 acquisition date 2015-07-16 time 09:07:58 (c) Digital Globe

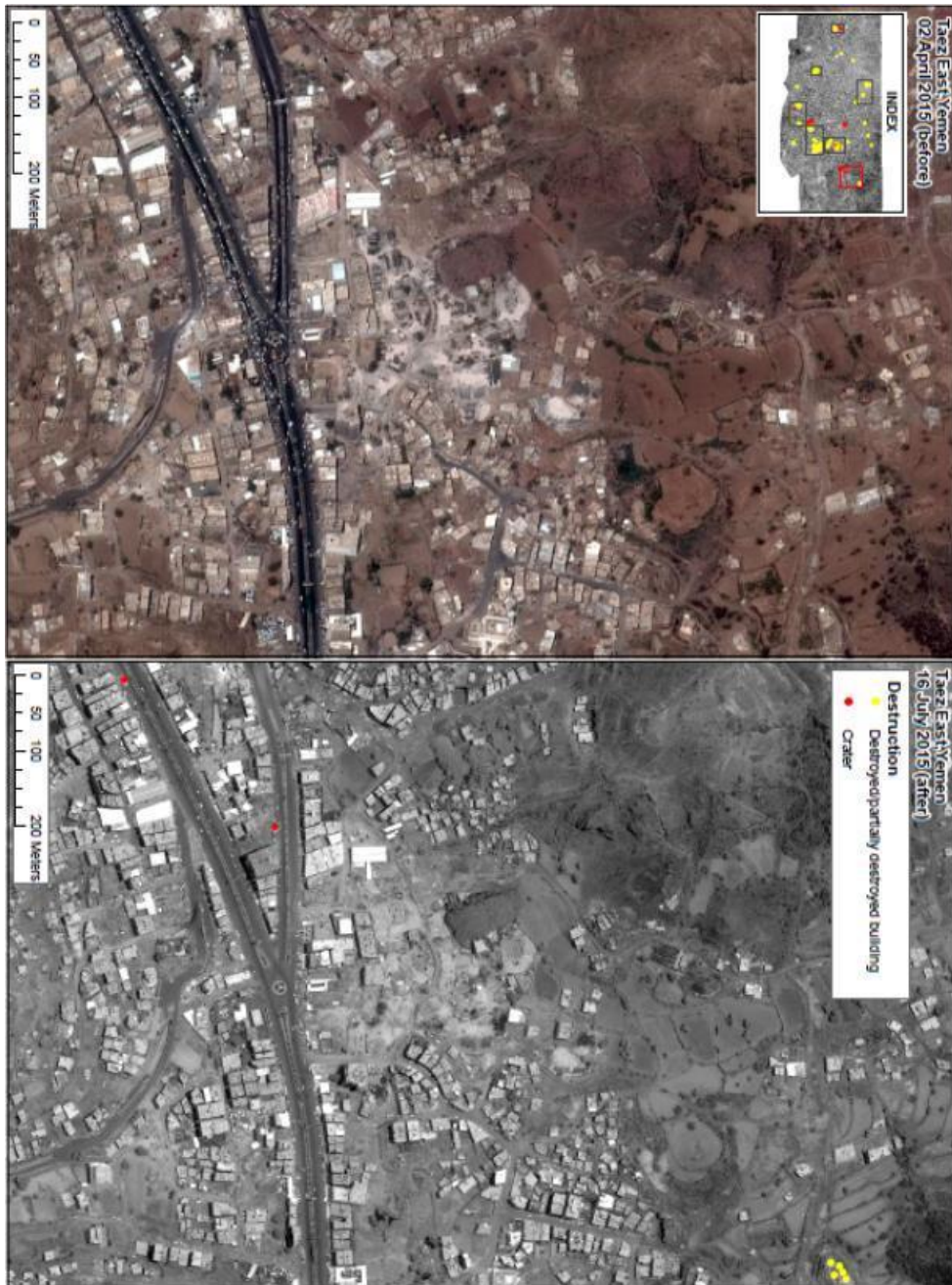
Ta'izz, P7, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-04-02 time 07:28:40 (c) Airbus; World View 1 acquisition date 2015-07-16 time 09:07:58 (c) Digital Globe

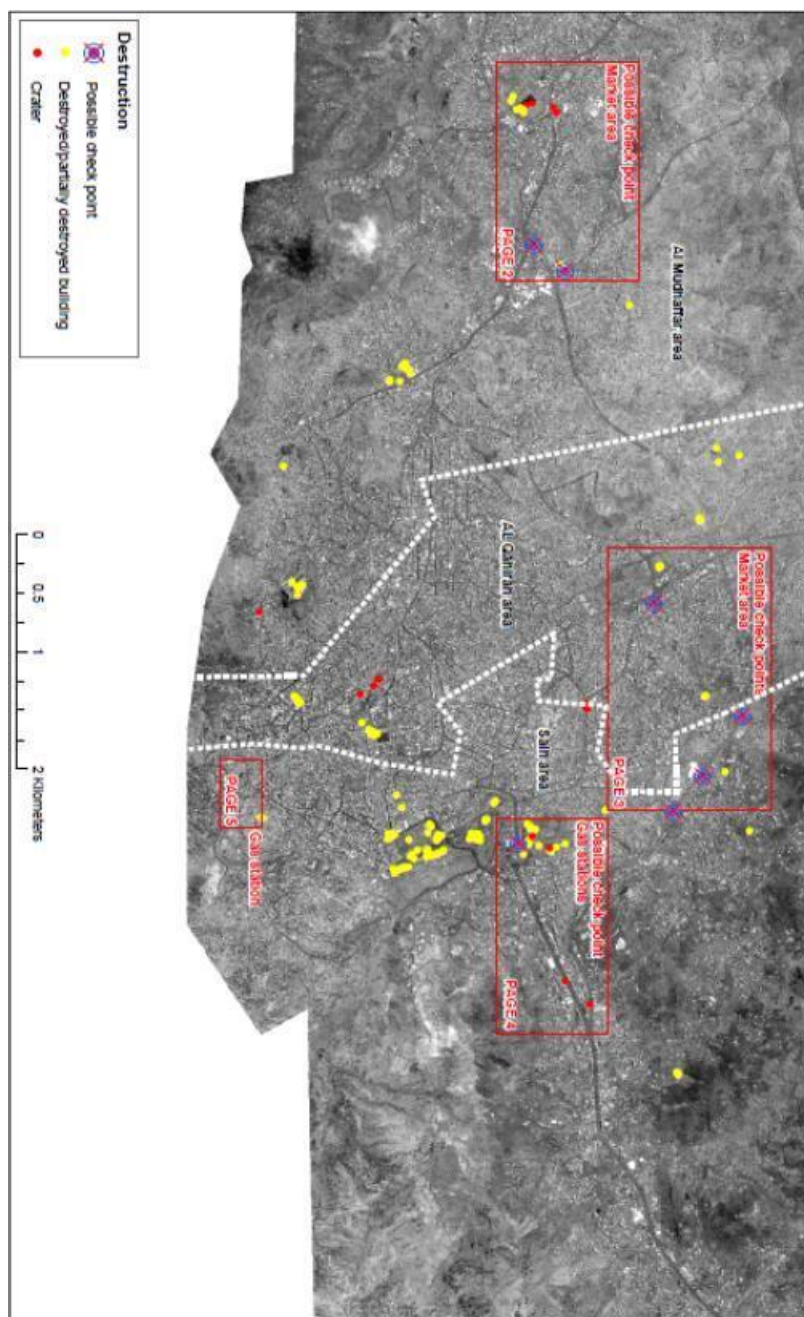
Ta'izz, P8, destructions



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-04-02 time 07:28:40 (c) Airbus; World View 1 acquisition date 2015-07-16 time 09:07:58 (c) Digital Globe

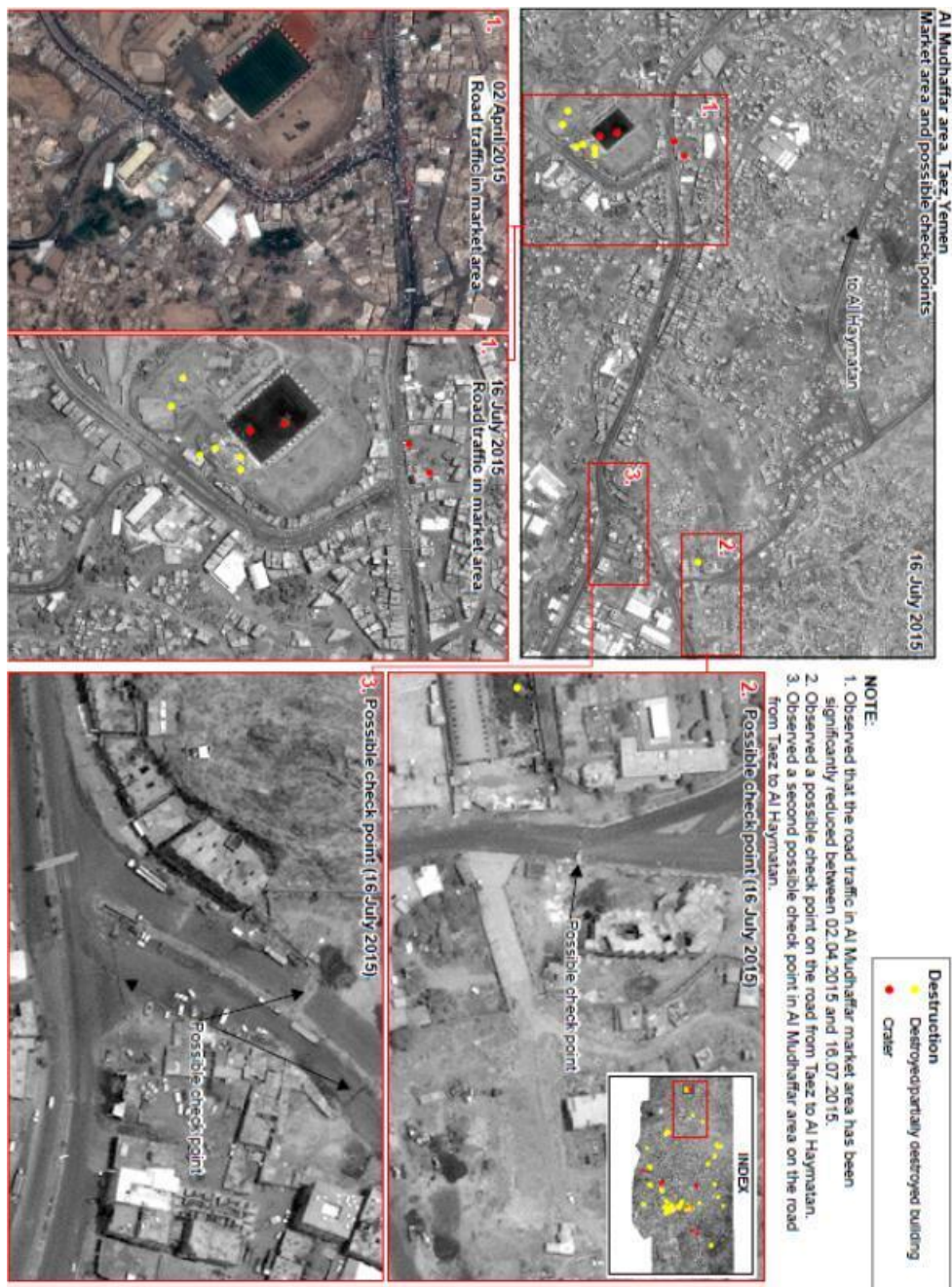
Ta'izz, Possible check points, situation on markets and gas stations, Index



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-04-02 time 07:28:40 (c) Airbus; World View 1 acquisition date 2015-07-16 time 09:07:58 (c) Digital Globe

Ta'izz, Possible check points, situation on markets and gas stations, P2



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-04-02 time 07:28:40 (c) Airbus; World View 1 acquisition date 2015-07-16 time 09:07:58 (c) Digital Globe

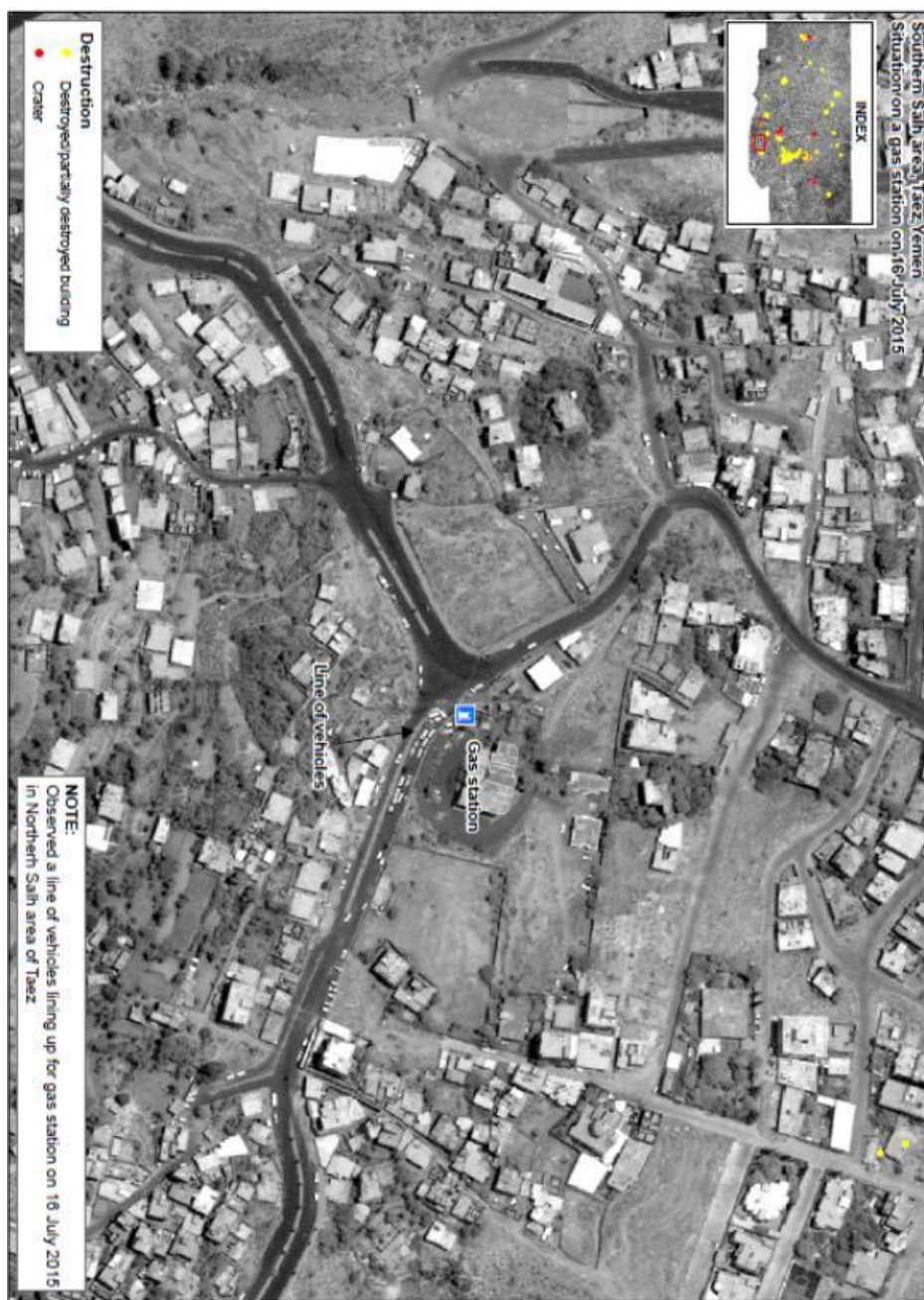
Ta'izz, Possible check points, situation on markets and gas stations, P4



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-04-02 time 07:28:40 (c) Airbus; World View 1 acquisition date 2015-07-16 time 09:07:58 (c) Digital Globe

Ta'izz, Possible check points, situation on markets and gas stations, P5



Prepared by: Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations

Imagery source: Pléiades acquisition date 2015-04-02 time 07:28:40 (c) Airbus; World View 1 acquisition date 2015-07-16 time 09:07:58 (c) Digital Globe